



PIP 3 (2022-2023)

RESULTATS STRATEGIQUES FINAUX ATTEINTS

BUDGET-PLAN BISANNUEL DÉTAILLÉ 2022 et 2023

Projet de budget-plan bisannuel pour 2022/2023 (SUPPLÉMENTAIRE)

Introduction (section Finance)

Le budget-plan a été élaboré conformément aux dispositions du Règlement financier du PROE et est exprimé en USD. Le projet présenté est fondé sur les engagements fermes/garantis des bailleurs à la date d'achèvement des présentes (août 2022). Il tient donc compte principalement des programmes/projets en cours et nouveaux pour lesquels des engagements ont été confirmés pour la mise en œuvre des activités connexes. Le Secrétariat a proposé un budget équilibré des revenus et dépenses anticipés de 36 548 949 USD pour 2023 par le biais du budget bisannuel supplémentaire. En 2022, le budget des revenus et dépenses approuvé s'élevait à 35 194 757 USD.

Le format du budget-plan 2022-2023 est aligné sur les priorités du Plan stratégique du PROE 2017-2026. L'état récapitulatif des dépenses et des revenus du PROE établit pour chaque cible un lien entre les sources de financement et les volets du budget de base et du budget des programmes.

Actualisation du budget 2023 : *Le budget supplémentaire pour 2023 prévoit un budget équilibré de revenus et dépenses anticipés de 36 548 949 USD.*

Format du budget-plan

Le budget est structuré autour des quatre (4) programmes opérationnels du Secrétariat (Résilience face aux changements climatiques, Écosystèmes insulaires et océaniques, Gestion des déchets et lutte contre la pollution, Gouvernance et surveillance environnementales) et de la division Direction générale et services administratifs.

Ses deux principaux volets sont les suivants :

- a) le budget de base, qui est essentiellement financé par les contributions des Membres, les frais de gestion des programmes/projets et d'autres sources de financement diverses ; et
- b) le programme de travail qui est financé par les contributions des bailleurs.

Le tableau 1 présente la synthèse globale des revenus et des dépenses totales escomptés des quatre (4) programmes opérationnels ainsi que de la division Direction générale et services administratifs.

Le tableau 2 présente le résumé global des revenus et dépenses totales anticipés par les objectifs régionaux et organisationnels du nouveau Plan stratégique 2017-2026.

Le tableau 3 présente le budget de base. Les revenus du budget de base approuvé en 2023 s'élevaient à 6,27 millions d'USD, soit un montant similaire à celui de 2022, qui s'élevait à 6,23 millions d'USD. Le budget de base est principalement destiné à la division Direction générale et services administratifs.

Sur la base du budget supplémentaire pour l'exercice 2023, les activités de programme ont montré une augmentation de 1,4 million d'USD en 2023, passant de 29 millions d'USD (2022) à 30 millions d'USD (voir tableau 1), avec une hausse prévue des frais de programme d'environ 179 000 USD. Cependant, une baisse globale est prévue s'agissant des autres revenus de base, qui atteignent 248 000 USD avec une légère augmentation de 5 000 USD des contributions des Membres. Ainsi, le revenu net global du budget de base devrait s'élever à 6,2 millions d'USD, soit une légère baisse (63 000 USD) par rapport au revenu de 2022 de 6,27 millions d'USD.

Le tableau 4 présente les dépenses du budget de base ventilées par type de dépense. Selon les prévisions du budget supplémentaire 2023, les coûts de personnel devraient diminuer d'environ 8 % par rapport au budget pour l'exercice 2022. Ce recul serait principalement dû au déficit global anticipé dans les revenus de base pour 2023, insuffisant pour pourvoir tous les postes prioritaires vacants.

Le tableau 5 résume le budget du programme de travail avec des dépenses d'environ 30,3 millions d'USD selon le budget supplémentaire 2023, soit une augmentation de 1,4 million d'USD ou 5 % par rapport au budget pour 2022, qui s'élevait à 28,9 millions d'USD.

Le tableau 6 est un résumé des dépenses du budget du programme de travail par type de dépense ; il est prévu que les dépenses au titre des activités de conseil constituent la dépense la plus élevée.

La présentation du budget-plan 2022-2023 (budget supplémentaire) commence par une brève introduction de la priorité stratégique, suivie des objectifs cibles, des indicateurs de performance et des activités prévues pour la période 2022-

Projet de budget-plan bisannuel pour 2022/2023 (SUPPLÉMENTAIRE)

2023. Ils sont alignés sur les cibles et les objectifs du Plan stratégique 2017-2026 du PROE et sont tous liés aux chiffres budgétisés avec des sources de financement déterminées.

Dépenses

Le montant des dépenses proposées par le budget supplémentaire 2023 s'élève à 36 548 949 USD et correspond à une augmentation de 1,36 million d'USD (4 %) par rapport aux dépenses approuvées de 2022 s'élevant à 35 194 757 USD. Les dépenses sont fondées sur les projets nouveaux et en cours des bailleurs qui sont officiellement garantis (accords signés) au moment de l'élaboration des présentes.

La hausse dans le budget 2023 par rapport au budget 2022 traduit la réalité de la plupart des projets en cours de mise en œuvre ou se terminant fin 2023.

Actualisation au regard des résultats réels de 2023 :

Sur les deux grands domaines de résultats du PROE, les objectifs régionaux ont dépensé 17 % (35 millions d'USD) **de plus** que le budget supplémentaire approuvé de 30,3 millions d'USD pour la mise en œuvre de ses activités. Il s'agit d'une amélioration par rapport aux résultats de 2022, marqués par un taux d'exécution globale de 73 %. Cette augmentation est principalement attribuée aux nouveaux accords de financement qui ont permis d'obtenir des fonds supplémentaires lors de la signature définitive des accords entre les différents bailleurs et le PROE.

S'agissant des objectifs organisationnels, le PROE a pu apporter son concours à l'organisation avec 83 % (5,1 millions d'USD) pour 2023 (cf. budget de 6,2 millions d'USD), contre 87 % pour 2022 avec des dépenses de 5,5 millions de dollars (cf. budget de 6,3 millions d'USD). Au total, le PROE a réalisé un excédent de 26 261 USD pour l'année 2022 et de 1,26 million d'USD pour l'année 2023 dans ses comptes financiers audités

Revenus

Le montant total des fonds disponibles pour le budget supplémentaire 2023 comprend (a) les revenus de base et (b) le revenu du programme de travail. Le total des revenus pour 2023 s'élève à (a) 6,2 millions d'USD et (b) les 30,3 millions d'USD du programme de travail, qui proviennent des différents

partenaires de développement et autres bailleurs à travers les mécanismes de financement des programmes et des projets. La majeure partie (83 %) des revenus anticipés pour l'exercice provient des bailleurs, contre 3 % pour les contributions des Membres, incluant les contributions impayées et les contributions volontaires. La partie résiduelle de 14 % provient d'autres revenus, notamment de factures de service pour la gestion des programmes.

Le Secrétariat prévoyait de gagner 2,2 millions d'USD en 2023 au titre des frais de gestion de programmes, montant qui s'est élevé à 2,4 millions d'USD d'après ses états financiers vérifiés de la fin de l'exercice 2023.

Documents présentés au titre du budget-plan supplémentaire 2022-2023

- A. Résumé du budget global (tableau 1)
Résumé du budget global – par objectifs régionaux et organisationnels (tableau 2)
- B. Financement du budget de base moins les dépenses par programme (tableau 3)
Financement du budget de base moins les dépenses par type (tableau 4)
- C. Financement du programme de travail moins les dépenses par programme (tableau 5)
Financement du programme de travail moins les dépenses par type (tableau 6)
- D. Composition du financement (tableau 7)
- E. Barème et allocation des contributions pour 2022-2023.
- F. Détails du budget-plan 2022-2023
 - Objectifs régionaux 1-4
 - Objectifs organisationnels 1-5
- G. Analyse budgétaire détaillée par objectifs
 - Résilience face aux changements climatiques (2022-2023)
 - Écosystèmes insulaires et océaniques (2022-2023)
 - Gestion des déchets et lutte contre la pollution (2022-2023)
 - Gouvernance et surveillance environnementales (2022-2023)
- H. Détails du budget de fonctionnement des services d'entreprise
- I. Annexes
 - Graphique 1 – Allocation budgétaire 2022 par priorité
 - Graphique 2 – Allocation budgétaire 2023 par priorité
 - Graphique 3 – Progression du budget entre 2011 et 2023

Tableau 1 : Budget de base et budget des programmes

SPREP BUDGET SUMMARY - YEAR 2022 & SUPPLEMENTARY 2023

	2022 Budget			2023 Budget			2023 Supplementary Budget		
	Organisational Goals	Regional Goals	Total	Organisational Goals	Regional Goals	Total	Organisational Goals	Regional Goals	Total
INCOME									
TOTAL INCOME	6,269,547	28,925,210	35,194,757	5,373,346	17,401,037	22,774,383	6,206,194	30,342,756	36,548,949
EXPENDITURE									
Executive Management & Corporate Support									
Executive Management/SPPC	3,512,738	-	3,512,738	3,549,292	-	3,549,292	2,803,488	-	2,803,488
Finance & Administration/Human Resources	1,828,208	-	1,828,208	1,802,629	-	1,802,629	2,393,119	-	2,393,119
Information Services	928,601	-	928,601	978,925	-	928,601	1,009,586	-	1,009,586
Executive Management & Corporate Support	6,269,547	-	6,269,547	6,330,846	-	6,330,846	6,206,194	-	6,206,194
Programmes									
Climate Change Resilience	-	9,014,616	9,014,616	-	3,119,234	3,119,234	-	8,418,950	8,418,950
Island & Ocean Ecosystems	-	6,437,953	6,437,953	-	4,119,917	4,119,917	-	6,221,682	6,221,682
Waste Management and Pollution Control	-	11,199,267	11,199,267	-	8,967,723	8,967,723	-	14,497,870	14,497,870
Environmental Monitoring & Governance	-	2,273,373	2,273,373	-	1,194,163	1,194,163	-	1,204,254	1,204,254
Total Programmes	-	28,925,210	28,925,210	-	17,401,037	17,401,037	-	30,342,756	30,342,756
TOTAL EXPENDITURE	6,269,547	28,925,210	35,194,757	6,330,846	17,401,037	23,731,883	6,206,194	30,342,756	36,548,949
NET SURPLUS/DEFICT	-	-	-	(957,500)	-	(957,500)	-	-	-

SPREP BUDGET SUMMARY - YEAR 2022 & SUPPLEMENTARY 2023

	2022 Budget			2023 Budget			2023 Supplementary Budget		
	Organisation al Goals	Regional Goals	Total	Organisation al Goals	Regional Goals	Total	Organisational Goals	Regional Goals	Total
INCOME									
TOTAL INCOME	6,269,547	28,925,210	35,194,757	5,373,346	17,401,037	22,774,383	6,206,194	30,342,756	36,548,949
EXPENDITURE									
Regional Goals									
Regional Goal 1		9,014,616	9,014,616		3,119,234	3,119,234		8,418,950	8,418,950
Regional Goal 2		6,437,953	6,437,953		4,119,917	4,119,917		6,221,682	6,221,682
Regional Goal 3		11,199,267	11,199,267		8,967,723	8,967,723		14,497,870	14,497,870
Regional Goal 4		2,273,373	2,273,373		1,194,163	1,194,163		1,204,254	1,204,254
Total Regional Goals	-	28,925,210	28,925,210	-	17,401,037	17,401,037	-	30,342,756	30,342,756
Organisational Goals									
Organisational Goal 1	1,239,862		1,239,862	1,311,487		1,311,487	1,419,506		1,419,506
Organisational Goal 2	1,200,202		1,200,202	1,172,081		1,172,081	1,080,380		1,080,380
Organisational Goal 3	1,503,060		1,503,060	1,477,880		1,477,880	1,929,018		1,929,018
Organisational Goal 4	1,848,632		1,848,632	1,877,226		1,877,226	1,193,588		1,193,588
Organisational Goal 5	477,791		477,791	492,172		492,172	583,702		583,702
Total Organisational Goals	6,269,547	-	6,269,547	6,330,846	-	6,330,846	6,206,194	-	6,206,194
TOTAL EXPENDITURE	6,269,547	28,925,210	35,194,757	6,330,846	17,401,037	23,731,883	6,206,194	30,342,756	36,548,949
NET SURPLUS/DEFICT	-	-	-	(957,500)	-	(957,500)	-	-	-

- Regional Goal 1** Pacific people benefit from strengthened resilience to climate change
- Regional Goal 2** Pacific people benefit from healthy and resilient island and ocean ecosystems
- Regional Goal 3** Pacific people benefit from improved waste management and pollution control
- Regional Goal 4** Pacific People benefit and their environment benefit from commitment to and best practice of environmental governance
- Organisational Goal 1** SPREP has information, and communication systems that get the right information to the right people at the right time and influence positive organisational, behavioural and environmental change
- Organisational Goal 2** SPREP has multi-disciplinary processes in programme delivery and in supporting members to develop national and regional policies and strategies
- Organisational Goal 3** SPREP has a reliable and sustainable funding base to achieve environmental outcomes for the benefit of the Pacific islands region and manages its programmes and operations to stay within its agreed budget
- Organisational Goal 4** SPREP is leading and engaged in productive partnerships and collaborations
- Organisational Goal 5** SPREP has access to a pool of people with the attitudes, knowledge, skills to enable it to deliver on its shared regional vision

Tableau 2 : Budget de base et budget des programmes – par objectif régional et organisationnel

CORE BUDGET

	Budget 2022	Budget 2023	<i>Supplementary Budget 2023</i>
INCOME			
Members' Contributions	1,164,518	1,164,518	1,169,848
Host Country (Samoa) Contributions	20,327	20,327	20,327
Donor Funding	2,338,351	2,439,557	2,196,823
Program Management Services	2,251,118	1,438,945	2,430,553
Other income	495,233	310,000	388,643
TOTAL INCOME	6,269,547	5,373,346	6,206,194
EXPENDITURE			
Executive Management & Corporate Support	6,269,547	6,330,846	6,206,194
TOTAL EXPENIDTURE	6,269,547	6,330,846	6,206,194
NET SURPLUS/DEFICT	-	(957,500)	-

Table 3: Core Budget less Expenditure by Programme

CORE BUDGET

	Budget 2022	Budget 2023	<i>Supplementary Budget 2023</i>
INCOME			
Members' Contributions	1,164,518	1,164,518	1,169,848
Host Country (Samoa) Contributions	20,327	20,327	20,327
Donor Funding	2,338,351	2,439,557	2,196,823
Program Management Services	2,251,118	1,438,945	2,430,553
Other income	495,233	310,000	388,643
TOTAL INCOME	6,269,547	5,373,346	6,206,194
EXPENDITURE			
Personnel	5,190,653	5,231,202	4,799,597
Capital Expenditure	60,500	35,000	35,000
Consultancy	142,887	117,887	117,887
Duty Travel	171,500	194,000	194,000
General & Operating Expenditure	542,557	570,807	877,760
Special Events (SPREP Meeting)	61,250	82,750	82,750
Training & Workshops	100,200	99,200	99,200
TOTAL EXPENIDTURE	6,269,547	6,330,846	6,206,194
NET SURPLUS/DEFICT	-	(957,500)	-

Table 4: Core Budget less Expenditure by Expenditure Type

WORK PROGRAMME BUDGET
(amounts shown in USD Currency)

	Budget 2022	Budget 2023	Supplementary Budget 2023
INCOME			
Programme Funding			
Australia	2,389,450	2,311,718	2,404,523
NZAid	848,995	840,039	933,825
Project Funding			
Adaptation Fund	2,921,326	149,081	149,081
Australia	882,613	979,084	4,583,186
Australian Bureau of Metrology	340,475	0	
European Union	13,855,156	7,377,409	11,690,008
GIZ (Deutsche Gesellschaft fur Internatioale)	-		
Government of France/AFD	1,678,556	1,681,391	1,708,194
Green Climate Fund	899,117	406,408	1,221,779
IMO	56,500	56,500	56,500
IUCN	213,938	92,530	95,462
New Zealand	955,278	593,736	1,042,590
NOAA	11,000	11,000	11,000
Pacific Islands Forum Secretariat (PIFS)	196,420	0	0
UNEP	3,237,747	2,458,457	5,847,428
UK Meteorology	208,000	208,000	208,000
World Meteorology Office	25,200	25,200	25,200
Other Donors	205,438	210,485	365,979
Total Income	28,925,210	17,401,037	30,342,756
EXPENDITURE BY TYPE			
Climate Change Resilience	9,014,616	3,119,234	8,418,950
Island & Ocean Ecosystems	6,437,953	4,119,917	6,221,682
Waste Management and Pollution Control	11,199,267	8,967,723	14,497,870
Environmental Monitoring & Governance	2,273,373	1,194,163	1,204,254
Executive Management & Corporate Support	-	-	
Total Expenditure	28,925,210	17,401,037	30,342,756
NET SURPLUS/DEFICT	-	-	-

Table 5: Programme Budget less Expenditure by Programme Area

WORK PROGRAMME BUDGET
(amounts shown in USD Currency)

	Budget 2022	Budget 2023	Supplementary Budget 2023
INCOME			
Programme Funding			
Australia	2,389,450	2,311,718	2,404,523
NZAid	848,995	840,039	933,825
Project Funding			
Adaptation Fund	2,921,326	149,081	149,081
Australia Extra Budget	882,613	979,084	4,583,186
Australian Bureau of Metrology	340,475	0	0
European Union	13,855,156	7,377,409	11,690,008
GIZ (Deutsche Gesellschaft fur Internatioale)		0	0
Government of France	1,678,556	1,681,391	1,708,194
Green Climate Fund	899,117	406,408	1,221,779
IMO	56,500	56,500	56,500
IUCN	213,938	92,530	95,462
New Zealand Extra Budget	955,278	593,736	1,042,590
NOAA	11,000	11,000	11,000
Pacific Islands Forum Secretariat (PIFS)	196,420	0	-
UNEP	3,237,747	2,458,457	5,847,428
UK Meteorology	208,000	208,000	208,000
World Meteorology Office	25,200	25,200	25,200
Other Donors	205,438	210,485	365,979
Total Income	28,925,210	17,401,037	30,342,756
EXPENDITURE BY TYPE			
Personnel	7,651,224	5,895,824	8,204,295
Consultancy	11,621,556	6,889,179	9,700,448
General and Operating	2,776,124	1,344,190	6,650,632
Capital	42,800	9,040	646,632
Duty Travel	620,715	409,953	1,099,443
Training (incl. workshops & meetings)	2,876,028	1,596,971	2,788,130
Grant	3,336,763	1,255,880	1,253,176
Project Pipeline/New Projects	-	-	
Total Expenditure	28,925,210	17,401,037	30,342,756
NET SURPLUS/DEFICT	-	-	-

Table 6: Programme Budget Income by Donor and Expenses by Expenditure Type

FUNDING COMPOSITION FOR 2022 & 2023 BUDGET ESTIMATES

SOURCES OF FUNDING FOR THE BUDGET	Budget 2022		Budget 2023		Supplementary 2023	
	% of Total	Budget 2022	% of Total	Budget 2023	% of Total	Supplementary 2023
	Budget 2022	TOTALS	Budget 2023	TOTALS	Supplementary Budget 2023	TOTALS
I) Core Budget		1,184,845		1,184,845		1,190,175
- Current Members' Contributions	3.3%	1,164,518	4.9%	1,164,518	3.2%	1,169,848
- Host Country (Samoa) contribution	0.1%	20,327	0.1%	20,327	0.1%	20,327
II) Other Income		495,233		310,000		388,643
- Other Income	1.4%	495,233	1.3%	310,000	1.1%	388,643
III) Programme Management Services		2,251,118		1,438,945		2,430,553
- Programme Management Services	6.4%	2,251,118	6.1%	1,438,945	6.7%	2,430,553
IV) External Funding						
A). Bilateral Funding		7,372,869		7,119,292		10,999,594
Australia						
- AusAID - Extra Budgetary	8.2%	2,894,372	12.0%	2,844,643	8.1%	2,944,182
- AusAID - Extra Extra Budgetary	2.5%	882,613	4.1%	979,084	13.2%	4,838,279
New Zealand						
- NZAID - Extra Budgetary	3.7%	1,317,464	5.6%	1,337,567	3.8%	1,391,732
- NZAID - Extra Extra Budgetary	6.4%	2,267,420	8.2%	1,946,999	5.0%	1,814,402
U.S.A						
- NOAA	0.0%	11,000	0.0%	11,000	0.0%	11,000
B). Multilateral Funding		23,640,436		12,461,976		21,055,918
- Adaptation Fund	8.3%	2,921,326	0.6%	149,081	0.4%	149,081
- Australian Bureau of Metrology	1.0%	340,475	0.0%	-	0.0%	-
- European Union	39.4%	13,863,156	31.1%	7,384,409	32.0%	11,697,008.34
- Green Climate Fund (GCF)	2.6%	899,117	1.7%	406,408	3.3%	1,221,779
- GIZ (Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit)					0.0%	-
- Govt. of France (AFD)	4.8%	1,678,556	7.1%	1,681,391	4.7%	1,708,194
- Govt. of Germany	0.0%	-	0.0%	-	0.0%	-
- International Maritime Organization	0.2%	56,500	0.2%	56,500	0.3%	103,765
- IUCN	0.6%	213,938	0.4%	92,530	0.3%	95,462
- Pacific Islands Forum Secretariat (PIFS)	0.6%	196,420	0.0%	-	0.0%	-
- United Nations Environment Programme	9.2%	3,237,747	10.4%	2,458,457	16.0%	5,847,428
- United Kingdom Meteorology Office	0.6%	208,000	0.9%	208,000	0.6%	208,000
- WMO	0.1%	25,200	0.1%	25,200	0.1%	25,200
C). Other		250,257		259,326		484,066
- Miscellaneous Donors	0.7%	250,257	1.1%	259,326	1.3%	484,066
TOTAL SECURED FUNDING		35,194,757		22,774,384		36,548,950
TOTAL UNSECURED FUNDING		-	4.0%	957,500		-
TOTAL BUDGET ESTIMATES	100.0%	\$35,194,757	100.0%	\$23,731,883	100.0%	\$36,548,949
		-		-		-

Table 7: Funding Composition for 2022-2023 By Donor

**SCALE AND ALLOCATION OF MEMBERS' CONTRIBUTIONS
FOR THE FINANCIAL YEAR 2022 & 2023**

	<i>% of Contribution</i>	<i>Contribution USD \$</i>
American Samoa	0.87%	\$ 10,184
Australia	18.99%	\$ 222,127
Cook Islands	0.87%	\$ 10,184
Federated States of Micronesia	0.87%	\$ 10,184
Fiji	1.74%	\$ 20,360
France	12.05%	\$ 140,912
French Polynesia	1.91%	\$ 22,396
Guam	1.74%	\$ 20,360
Kiribati	0.87%	\$ 10,184
Marshall Islands	0.87%	\$ 10,184
Nauru	0.87%	\$ 10,184
New Caledonia	2.09%	\$ 24,432
New Zealand	13.77%	\$ 161,043
Niue	0.87%	\$ 10,184
Northern Marianas	0.87%	\$ 10,184
Palau	0.87%	\$ 10,184
Papua New Guinea	2.09%	\$ 24,432
Samoa	2.09%	\$ 24,432
Solomon Islands	1.74%	\$ 20,360
Tokelau	0.87%	\$ 10,184
Tonga	0.87%	\$ 10,184
Tuvalu	1.04%	\$ 12,221
United Kingdom	11.47%	\$ 134,202
United States of America	17.10%	\$ 200,000
Vanuatu	1.74%	\$ 20,360
Wallis & Futuna Islands	0.87%	\$ 10,184
Total	100.00%	\$ 1,169,848

PROGRAMME DE TRAVAIL ET BUDGET DÉTAILLÉS

OBJECTIF RÉGIONAL 1

**Les peuples océaniens bénéficient d'une meilleure
résilience face aux changements climatiques**

OBJECTIFS RÉGIONAL 1 : les peuples océaniques bénéficient d'une meilleure résilience face aux changements climatiques

**PIP3
2022-2023**

Objectifs régionaux 2026	PIP3 2022/2023 Résultats	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD																																																																																																																																																
OR1.1 Renforcer la capacité des Membres du Pacifique insulaire à diriger, à hiérarchiser et à gérer l'adaptation aux changements climatiques, l'atténuation et la réduction des risques de catastrophe pour atteindre leurs objectifs nationaux en matière d'environnement et de développement et les obligations volontaires et légales qui leur incombent en vertu des accords régionaux et internationaux.	OR1.1.0 Renforcement de la capacité des Membres insulaires du Pacifique à gérer les programmes nationaux de résilience face aux changements climatiques (ACC, DSC, CDN, RRC) pour atteindre les objectifs nationaux de développement dans le cadre d'accords régionaux et internationaux.	OR1.1.1 <ul style="list-style-type: none"> Au moins trois États et territoires insulaires océaniques ont reçu de l'aide dans l'élaboration ou l'évaluation de leurs politiques, législation ou plans stratégiques visant à renforcer la résilience face aux changements climatiques <p style="text-align: center;">ATTEINT</p>	1.1.1.1 <ul style="list-style-type: none"> Aider au moins deux pays insulaires du Pacifique (PACRES) à élaborer ou évaluer leurs politiques, législation ou plans stratégiques visant à renforcer la résilience face aux changements climatiques 	1.1.1.1 <ul style="list-style-type: none"> Sept États et territoires insulaires océaniques (Îles Cook, Nioué, Nauru, Tuvalu, Îles Salomon, Palaos et République des Îles Marshall) ont reçu de l'aide pour l'élaboration, la révision ou l'intégration de politiques et de plans stratégiques visant à renforcer la résilience aux changements climatiques : <ul style="list-style-type: none"> Îles Cook : évaluation du projet de loi sur les changements climatiques et élaboration d'un document d'orientation pour la rédaction du projet de loi sur les changements climatiques ; Nioué : stratégie d'intégration de la lutte contre les changements climatiques ; Nauru : politique en matière de changements climatiques ; finalisation de l'élaboration de directives sur les installations électriques en vue de leur intégration dans le Code du bâtiment de Nauru, grâce à un financement du PRIF ; Îles Salomon : contributions déterminées au niveau national (CDN) Palaos : révision de la politique pour la lutte contre les changements climatiques Tuvalu : finalisation de la politique pour la lutte contre les changements climatiques République des Îles Marshall : révision de la loi sur l'environnement de 2018 et élaboration du projet de loi sur la Commission chargée de la lutte contre les changements climatiques ; finalisation du cadre de mise en œuvre du plan de partenariat pour les CDN. Contribution à l'organisation de la réunion du groupe de travail du Partenariat pour la résilience dans le Pacifique (PRP) 	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse; text-align: center;"> <tr> <th colspan="3">Sous-total – 8 093 929</th> </tr> <tr> <th style="width: 33%;">Coûts de personnel</th> <th style="width: 33%;">Frais de fonctionnement Coûts</th> <th style="width: 33%;">Investissements</th> </tr> <tr> <td>1 430 816</td> <td>6 601 954</td> <td>61 159</td> </tr> <tr> <th colspan="3">Source de financement</th> </tr> <tr> <td>FA</td> <td>481 039</td> <td></td> </tr> <tr> <td>AU</td> <td>256 874</td> <td></td> </tr> <tr> <td>AX</td> <td>244 000</td> <td></td> </tr> <tr> <td>CH</td> <td>15 436</td> <td></td> </tr> <tr> <td>CL</td> <td>15 156</td> <td></td> </tr> <tr> <td>CW</td> <td>300</td> <td></td> </tr> <tr> <td>EE</td> <td>1 484 928</td> <td></td> </tr> <tr> <td>FR</td> <td>202</td> <td></td> </tr> <tr> <td>GB</td> <td>21 091</td> <td></td> </tr> <tr> <td>GC</td> <td>2 144 870</td> <td></td> </tr> <tr> <td>GI</td> <td>458 198</td> <td></td> </tr> <tr> <td>IR</td> <td>977 346</td> <td></td> </tr> <tr> <td>MO</td> <td>62 879</td> <td></td> </tr> <tr> <td>MU</td> <td>48 462</td> <td></td> </tr> <tr> <td>NX</td> <td>1 768 334</td> <td></td> </tr> <tr> <td>PF</td> <td>86 824</td> <td></td> </tr> <tr> <td>UA</td> <td>80</td> <td></td> </tr> <tr> <td>UE</td> <td>24 706</td> <td></td> </tr> <tr> <td>WM</td> <td>3 138</td> <td></td> </tr> <tr> <td>PR</td> <td></td> <td></td> </tr> </table>	Sous-total – 8 093 929			Coûts de personnel	Frais de fonctionnement Coûts	Investissements	1 430 816	6 601 954	61 159	Source de financement			FA	481 039		AU	256 874		AX	244 000		CH	15 436		CL	15 156		CW	300		EE	1 484 928		FR	202		GB	21 091		GC	2 144 870		GI	458 198		IR	977 346		MO	62 879		MU	48 462		NX	1 768 334		PF	86 824		UA	80		UE	24 706		WM	3 138		PR			<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse; text-align: center;"> <tr> <th colspan="3">Sous-total – 12 626 237</th> </tr> <tr> <th style="width: 33%;">Coûts de personnel</th> <th style="width: 33%;">Frais de fonctionnement Coûts</th> <th style="width: 33%;">Investissements</th> </tr> <tr> <td>1 314 757</td> <td>11 259 050</td> <td>52 430</td> </tr> <tr> <th colspan="3">Source de financement</th> </tr> <tr> <td>FA</td> <td>1 122 571</td> <td></td> </tr> <tr> <td>AU</td> <td>240 364</td> <td></td> </tr> <tr> <td>AX</td> <td>1 838 050</td> <td></td> </tr> <tr> <td>BM</td> <td>11 677</td> <td></td> </tr> <tr> <td>CH</td> <td>71 885</td> <td></td> </tr> <tr> <td>CW</td> <td>1 218</td> <td></td> </tr> <tr> <td>EE</td> <td>3 367 983</td> <td></td> </tr> <tr> <td>FR</td> <td>90 858</td> <td></td> </tr> <tr> <td>GC</td> <td>3 970 956</td> <td></td> </tr> <tr> <td>GI</td> <td>47 928</td> <td></td> </tr> <tr> <td>IR</td> <td>24 838</td> <td></td> </tr> <tr> <td>MO</td> <td>12 573</td> <td></td> </tr> <tr> <td>MU</td> <td>25 283</td> <td></td> </tr> <tr> <td>NX</td> <td>1 649 402</td> <td></td> </tr> <tr> <td>PF</td> <td>50 159</td> <td></td> </tr> <tr> <td>UA</td> <td>80</td> <td></td> </tr> <tr> <td>UE</td> <td>71 614</td> <td></td> </tr> <tr> <td>WM</td> <td>4 399</td> <td></td> </tr> <tr> <td>PR</td> <td>4 424</td> <td></td> </tr> <tr> <td>SD</td> <td>19 975</td> <td></td> </tr> </table>	Sous-total – 12 626 237			Coûts de personnel	Frais de fonctionnement Coûts	Investissements	1 314 757	11 259 050	52 430	Source de financement			FA	1 122 571		AU	240 364		AX	1 838 050		BM	11 677		CH	71 885		CW	1 218		EE	3 367 983		FR	90 858		GC	3 970 956		GI	47 928		IR	24 838		MO	12 573		MU	25 283		NX	1 649 402		PF	50 159		UA	80		UE	71 614		WM	4 399		PR	4 424		SD	19 975	
			Sous-total – 8 093 929																																																																																																																																																			
			Coûts de personnel	Frais de fonctionnement Coûts	Investissements																																																																																																																																																	
			1 430 816	6 601 954	61 159																																																																																																																																																	
Source de financement																																																																																																																																																						
FA	481 039																																																																																																																																																					
AU	256 874																																																																																																																																																					
AX	244 000																																																																																																																																																					
CH	15 436																																																																																																																																																					
CL	15 156																																																																																																																																																					
CW	300																																																																																																																																																					
EE	1 484 928																																																																																																																																																					
FR	202																																																																																																																																																					
GB	21 091																																																																																																																																																					
GC	2 144 870																																																																																																																																																					
GI	458 198																																																																																																																																																					
IR	977 346																																																																																																																																																					
MO	62 879																																																																																																																																																					
MU	48 462																																																																																																																																																					
NX	1 768 334																																																																																																																																																					
PF	86 824																																																																																																																																																					
UA	80																																																																																																																																																					
UE	24 706																																																																																																																																																					
WM	3 138																																																																																																																																																					
PR																																																																																																																																																						
Sous-total – 12 626 237																																																																																																																																																						
Coûts de personnel	Frais de fonctionnement Coûts	Investissements																																																																																																																																																				
1 314 757	11 259 050	52 430																																																																																																																																																				
Source de financement																																																																																																																																																						
FA	1 122 571																																																																																																																																																					
AU	240 364																																																																																																																																																					
AX	1 838 050																																																																																																																																																					
BM	11 677																																																																																																																																																					
CH	71 885																																																																																																																																																					
CW	1 218																																																																																																																																																					
EE	3 367 983																																																																																																																																																					
FR	90 858																																																																																																																																																					
GC	3 970 956																																																																																																																																																					
GI	47 928																																																																																																																																																					
IR	24 838																																																																																																																																																					
MO	12 573																																																																																																																																																					
MU	25 283																																																																																																																																																					
NX	1 649 402																																																																																																																																																					
PF	50 159																																																																																																																																																					
UA	80																																																																																																																																																					
UE	71 614																																																																																																																																																					
WM	4 399																																																																																																																																																					
PR	4 424																																																																																																																																																					
SD	19 975																																																																																																																																																					
			1.1.1.2 <ul style="list-style-type: none"> Aider les pays insulaires du Pacifique à mettre en œuvre leurs CDN (deuxième phase du Pôle CDN) 	1.1.1.2 <ul style="list-style-type: none"> La mise en œuvre des activités nationales dans le cadre de la phase 2 du Pôle CDN en juin 2022 a été achevée. La phase 3 des activités du Pôle CDN pour Nauru, le Samoa et les Tuvalu s'est poursuivie de juillet 2022 à août 2024. 																																																																																																																																																		
			1.1.1.3 <ul style="list-style-type: none"> Achever le cadre de mise en œuvre du plan de partenariat CDN de la République des Îles Marshall 	1.1.1.3 <ul style="list-style-type: none"> Le cadre du plan de partenariat CDN de la République des Îles Marshall a été élaboré et mis en œuvre. 																																																																																																																																																		

OBJECTIFS RÉGIONAL 1 : les peuples océaniques bénéficient d'une meilleure résilience face aux changements climatiques

**PIP3
2022-2023**

Objectifs régionaux 2026	PIP3 2022/2023 Résultats	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD
			<p>1.1.1.4</p> <ul style="list-style-type: none"> Installer des systèmes de biogaz au sein du Matevulu's College et du Saint Patrick's College de Vanuatu 	<p>1.1.1.4</p> <ul style="list-style-type: none"> Des systèmes de biogaz ont été installés au sein du Matevulu's College et du Saint Patrick's College de Vanuatu https://pacificndc.org/articles/biogaz-installation-launch-matevulu-college-vanuatu 		
			<p>1.1.1.5</p> <ul style="list-style-type: none"> Élaborer les directives d'installation électrique de Nauru 	<p>1.1.1.5</p> <ul style="list-style-type: none"> La résilience face aux changements climatiques a été renforcée à Nauru grâce au parachèvement des directives sur les installations électriques de Nauru. Ces directives seront intégrées au Code de la construction de Nauru, financé par le PRIF 		
			<p>1.1.1.6</p> <ul style="list-style-type: none"> Aider 3 pays insulaires du Pacifique dans la mise en œuvre de leurs demandes de CDN dans le cadre du soutien apporté pendant la phase 3 du pôle CDN à partir de juillet 2022 	<p>1.1.1.6</p> <ul style="list-style-type: none"> Un appui continu a été apporté à la mise en œuvre de cinq (5) demandes de CDN émanant de trois pays océaniques : Nauru – (1) conception jumelée d'un système d'assainissement ; (2) technologie de déconstruction automobile ; Samoa – (1) financement d'activités agroforestières ; (2) programme d'efficacité énergétique pour le secteur du tourisme ; et Tuvalu – référentiel de données sur les gaz à effet de serre. Toutes ces activités doivent être achevées d'ici août 2024. 		
			<p>1.1.1.7</p> <ul style="list-style-type: none"> S'associer avec des instituts de recherche pour organiser des webinaires sur le sixième rapport d'évaluation du Groupe de travail (GT) II du GIEC sur les impacts, la vulnérabilité et l'adaptation et sur le rapport du GT II du GIEC sur l'atténuation 	<p>1.1.1.7</p> <ul style="list-style-type: none"> Le Centre océanique sur les changements climatiques (PCCC) s'est associé à l'Australian National University (ANU) pour organiser quatre webinaires du Pacifique sur les trois groupes de travail du GIEC. Le CMP a soutenu le PCCC pour qu'il dirige et appuie les États et territoires insulaires océaniques dans leurs efforts de mobilisation et de coordination auprès du GIEC, et le PCCC s'efforce d'obtenir le financement nécessaire à cet effet : Le PCCC a organisé le dialogue régional sur le rapport de synthèse du sixième cycle d'évaluation du GIEC (AR6) et le renforcement de la mobilisation du Pacifique aux cycles de rapports d'évaluation et aux recherches du GIEC, en avril 2023. https://iced.s.anu.edu.au/news-events/events/pacific-dialogue-ipcc-synthesis-report-key-findings-7-year-cycle Une session a été organisée avec le président du GIEC du Royaume-Uni, axée sur les moyens de renforcer la contribution des pays océaniques aux rapports d'évaluation du GIEC sur les cyclones et sur la façon de combler les lacunes en matière de sensibilisation aux 		

OBJECTIFS RÉGIONAL 1 : les peuples océaniens bénéficient d'une meilleure résilience face aux changements climatiques

**PIP3
2022-2023**

Objectifs régionaux 2026	PIP3 2022/2023 Résultats	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD
				<p>travaux du Groupe d'experts. https://www.sprep.org/news/on-the-road-to-cop28-pacific-climate-change-centre-closes-knowledge-gap-on-ipcc-work-and-why-it-matters-for-the-pacific</p> <ul style="list-style-type: none"> • Au moins 500 participants se sont inscrits à quatre webinaires du Pacifique sur les évaluations de vulnérabilité et l'atténuation • Dix fiches d'information avec six animations ont été élaborées dans six langues des pays insulaires du Pacifique, pour les webinaires du Pacifique sur les GT du GIEC https://www.sprep.org/news/factsheets-break-down-key-messages-in-latest-ipcc-reports. • Des partenariats ont été développés pour appuyer la recherche avec un certain nombre d'instituts de recherche, tels que le CSIRO, l'ANU, l'Université de Kyoto, l'Université de Newcastle, l'Université nationale des Îles Salomon, l'Université de Melbourne, l'Université de Victoria et l'Université nationale du Samoa. 		
			<p>1.1.1.8</p> <ul style="list-style-type: none"> • Apporter une réponse rapide aux pays insulaires du Pacifique sur les questions de résilience face aux changements climatiques via Tomai Pacifique 	<p>1.1.1.8</p> <ul style="list-style-type: none"> • Tomai a continué d'accepter l'inscription de nouveaux experts pour son panel d'experts. • Tomai a continué de fournir une réponse rapide aux pays insulaires du Pacifique sur les questions de résilience face aux changements climatiques. Cependant, le PROE n'a pas débloqué de ressources pour financer le déploiement d'une assistance technique en raison du manque de fonds et de l'absence de demandes de la part des pays. 		

OBJECTIFS RÉGIONAL 1 : les peuples océaniques bénéficient d'une meilleure résilience face aux changements climatiques

**PIP3
2022-2023**

Objectifs régionaux 2026	PIP3 2022/2023 Résultats	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD
			<p>1.1.1.9</p> <ul style="list-style-type: none"> Aider 14 petits États insulaires en développement du Pacifique (PEIDP) dans les négociations avant, pendant et après les Conférences des Parties (CdP) de la CCNUCC et les réunions connexes. 	<p>1.1.1.9</p> <ul style="list-style-type: none"> Une aide a été apportée à 14 PEID pendant toute la durée de la CdP 28 en proposant : Une série de huit analyses approfondies d'ateliers thématiques pour renforcer les connaissances et les capacités des experts. Un atelier présentiel d'une semaine préalable à la CdP qui a abouti à l'élaboration d'une stratégie de négociation pour le Pacifique. Des notes thématiques, des outils tels que la Boussole des négociateurs, des présentations des Défenseurs du Pacifique et une série de supports de communication, notamment « Pacific Beats ». Une étroite coordination avec un appui sur le terrain lors de la COP28, notamment : tenue de séances d'information régulières à destination des principaux négociateurs et des ministres, coordination de groupes thématiques aux côtés des principaux négociateurs, assistance politique et logistique pour les Défenseurs du Pacifique, réunions bilatérales régulières et points d'information quotidiens. Une salle de délégation du Pacifique et du pavillon Moana Pacific qui a accueilli 75 événements parallèles et offert un « espace familier à l'étranger » aux représentants du Pacifique. Une synthèse postérieure à la CdP a fait état des résultats de la CdP et analysé les enseignements tirés. Un atelier postérieur à la COP a analysé les résultats de la COP28 et envisagé la marche à suivre et les travaux préparatoires pour les PEIDP en vue de la COP29. 		
		<p>OR1.1.2</p> <ul style="list-style-type: none"> Les questions de résilience face aux changements climatiques sont intégrées dans les plans de développement opérationnel nationaux dans sept États et territoires insulaires océaniques <p>ATTEINT</p>	<p>1.1.2.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Aider au moins deux pays insulaires du Pacifique dans leur intégration des questions de résilience face aux changements climatiques et dans leur mise au point d'un outil en ligne d'aide à la prise de décisions en matière d'intégration (PACRES) 	<p>1.1.2.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Neuf États et territoires insulaires océaniques (Îles Cook, Fidji, États fédérés de Micronésie, Kiribati, Nioué, Samoa, Tuvalu, Tonga, ainsi que le Timor-Leste) ainsi que d'autres pays mettant en œuvre le PACRES ont intégré la résilience aux changements climatiques afin d'appuyer leur prise de décision, en adoptant le suivi, l'évaluation et l'apprentissage comme outil d'aide à la décision, l'adaptation écosystémique, l'analyse législative des lois des États fédérés de Micronésie relatives aux changements climatiques, à l'environnement et à la conservation, entre autres. 		

OBJECTIFS RÉGIONAL 1 : les peuples océaniques bénéficient d'une meilleure résilience face aux changements climatiques

**PIP3
2022-2023**

Objectifs régionaux 2026	PIP3 2022/2023 Résultats	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD
				<ul style="list-style-type: none"> Les autorités de Nioué ont approuvé la stratégie d'intégration relative aux changements climatiques dans le but d'améliorer leur prise de décision. Le plan stratégique de Kiribati pour la numérisation d'un système de coordination sur les changements climatiques et la gestion des risques de catastrophe a été achevé. L'outil en ligne d'aide à la décision pour le suivi, l'évaluation et l'apprentissage a été mis au point et des formations à son utilisation ont été organisées pour l'ensemble des 15 pays mettant en œuvre le projet PACRES. 		
			<p>1.1.2.2</p> <ul style="list-style-type: none"> Aider au moins cinq pays insulaires du Pacifique dans la mise en œuvre de leurs plans et programmes d'adaptation nationaux 	<p>1.1.2.2</p> <ul style="list-style-type: none"> Un examen complet et une analyse législative des lois nationales et étatiques des États fédérés de Micronésie en matière de changement climatique, d'environnement et de conservation ont été menés à bien, avec un accent particulier sur les aires d'eau douce, côtières et littorales, et plusieurs orientations intégrant les changements climatiques dans les lois et politiques aux niveaux national et étatique ont été élaborées. https://fsm-data.sprep.org/dataset/af-project-component-outcome-1 Des installations et/ou des réparations sont en cours sur les systèmes de collecte et de stockage des eaux de pluie dans six îles périphériques des États fédérés de Micronésie. Chuuk – Satawan et Lekinioch – installation de 10 nouveaux réservoirs, installation de nouvelles gouttières sur 63 maisons, amélioration de 12 puits ; Pohnpei - Kapingamarangi et Nukuoro – installation de 60 réservoirs d'eau et amélioration de 3 puits ; en cours – Yap – Woleai et Eauripik. Le projet de route intérieure à Kosrae a été finalisé. 		

OBJECTIFS RÉGIONAL 1 : les peuples océaniques bénéficient d'une meilleure résilience face aux changements climatiques

**PIP3
2022-2023**

Objectifs régionaux 2026	PIP3 2022/2023 Résultats	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD
				<ul style="list-style-type: none"> L'évaluation de l'impact sur l'environnement (EIE) destinée à guider la construction d'un revêtement côtier à Kosrae et le PGES actualisé pour le projet ont été achevés. Ces deux documents ont été soumis au secrétariat du Fonds pour l'adaptation (FA) pour examen afin de faciliter la délivrance d'une autorisation pour la construction d'un revêtement côtier à Kosrae. Le projet PACRES a appuyé 5 pays océaniques plus le Timor-Leste dans la mise en œuvre d'une adaptation écosystémique axée sur les priorités nationales en matière d'adaptation. 		
			1.1.2.3 <ul style="list-style-type: none"> Examen du programme d'études de Nioué pour y intégrer les considérations liées aux changements climatiques, février-juin 2022. 	1.1.2.3 <ul style="list-style-type: none"> L'examen du programme d'études de Nioué pour y intégrer les considérations liées aux changements climatiques a été achevé. 		
			1.1.2.4 <ul style="list-style-type: none"> Examen du programme d'études du Samoa pour y intégrer les considérations liées aux changements climatiques, juillet 2022 	1.1.2.4 <ul style="list-style-type: none"> L'examen du programme d'études du Samoa est en cours avec l'élaboration du mandat. Il convient de noter que les fonds ont été réaffectés à l'exposition virtuelle du PCCC après que la réunion avec le Ministère de l'éducation, du sport et de la culture du Samoa ne se soit pas concrétisée. 		
		OR1.1.3 <ul style="list-style-type: none"> Au moins 40 % des représentants des États et territoires insulaires océaniques formés dans les programmes de renforcement des capacités en matière de résilience face aux changements climatiques sont des femmes <p style="text-align: center;">ATTEINT</p>	1.1.3.1 <ul style="list-style-type: none"> Mettre en œuvre des activités de renforcement des capacités en matière de résilience face aux changements climatiques dans les États et territoires insulaires océaniques (en présentiel, en ligne, ou de façon hybride) 	1.1.3 Atteint <ul style="list-style-type: none"> Au moins 57 % des des représentants des États et territoires insulaires océaniques formés dans les programmes de renforcement des capacités en matière de résilience face aux changements climatiques (RCC) sont des femmes. Elles ont bénéficié de formations et de cours exécutifs sur les changements climatiques et l'accès à l'eau potable dans les zones rurales, le courtage de connaissances, le dialogue sur les droits de l'homme, entre autres. Douze (12) formations exécutives ont été dispensées à plus de 600 participants, dont 57 % de femmes, issus d'agences gouvernementales, d'ONG et du secteur privé, ainsi que neuf (9) partenaires externes. Plus de 60 participants ont été formés sur le thème « Renforcer la résilience climatique et l'accès à l'eau potable dans les zones rurales du Pacifique des pays de trois sous-régions : Polynésie, Micronésie et Mélanésie ». https://www.pacificclimatechange.net/event/pc-cc-training-strengthening-climate-resilience-and-safe-water-access-rural-areas-pacific Formation sur le courtage de connaissances pour la région de Micronésie. Un rapport a été rédigé sur l'approche du Pacifique en matière de 		

OBJECTIFS RÉGIONAL 1 : les peuples océaniques bénéficient d'une meilleure résilience face aux changements climatiques

PIP3
2022-2023

Objectifs régionaux 2026	PIP3 2022/2023 Résultats	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD
				<p>courtage de connaissances et sur les besoins en matière de renforcement des capacités. https://www.sprep.org/news/the-pacific-climate-change-centre-completes-knowledge-brokerage-training-for-micronesia</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un dialogue sur les changements climatiques et les droits de l'homme a été engagé en collaboration avec les autorités de Samoa par l'intermédiaire du Bureau du médiateur. https://www.samoagovt.ws/2023/04/high-level-dialogue-on-the-right-to-clean-and-healthy-environment-for-samoa-government-ministries/ • Plus de 100 participants ont pris part aux 6 cours de formation ouverte suivants sur le climat : 1. Adaptation aux changements climatiques et réduction des risques de catastrophes au moyen d'approches structurelles ; 2. Atténuation et adaptation écosystémique ; 3. Renforcer la résilience climatique et l'accès à l'eau potable dans les zones rurales du Pacifique ; 4. Renforcer la résilience du secteur touristique du Pacifique face aux changements climatiques ; 5. Renforcer la résilience autour des systèmes de santé et des changements climatiques et favoriser un développement à faible émission de carbone dans le Pacifique ; 6. Comprendre l'accès au financement pour lutter contre les changements climatiques : Planification et gestion de projets. https://www.sprep.org/circular/cir2313-announcing-the-pacific-climate-change-centre-free-online-open-learning-courses-on-climate-resilience-and-access-to-climate-finance. • Prestation conjointe des conseillers et conseillères en financement climatique du Climate Finance Access Network (CFAN). (À travers l'accord de financement PCCC – [CFAN]). https://www.sprep.org/news/pacific-climate-change-centre-continues-to-strengthen-capacity-of-pacific-island-countries-to-access-climate-finance 		

OBJECTIFS RÉGIONAL 1 : les peuples océaniques bénéficient d'une meilleure résilience face aux changements climatiques

**PIP3
2022-2023**

Objectifs régionaux 2026	PIP3 2022/2023 Résultats	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD
			1.1.3.2	<ul style="list-style-type: none"> Une collaboration avec le Commonwealth a permis d'organiser des formations ciblées pour les parlementaires du Pacifique aux Tonga et d'appuyer leur mobilisation lors de la COP28. https://www.sprep.org/news/pacific-climate-change-centre-participates-in-high-level-climate-discussions-in-tonga 		
			1.1.3.3 <ul style="list-style-type: none"> Élaborer un plan de durabilité pour le renforcement des capacités par le biais du PCCC 	1.1.3.2 <ul style="list-style-type: none"> Le plan de durabilité du renforcement des capacités du PCCC 2023-2026 a été achevé dans le cadre du projet CBCRP Le plan de durabilité 2023-2026 du PCCC a été approuvé par le Comité de coordination du projet en décembre 2022. La 31^e Conférence du PROE a entériné ce plan. 		
		OR1.1.4 <ul style="list-style-type: none"> Au moins quatre États et territoires insulaires océaniques ont été aidés dans le renforcement de leurs capacités en matière de communication, de plaidoyer et de diffusion des informations sur la résilience face aux changements climatiques <p>ATTEINT</p>	1.1.4.1 <ul style="list-style-type: none"> Une base de données sur les technologies et techniques d'atténuation et d'adaptation a été créée pour le Portail océanique sur les changements climatiques (POCC) 	1.1.4 <ul style="list-style-type: none"> Une aide a été apportée à 5 pays océaniques (Îles Cook, Fidji, États fédérés de Micronésie, Palaos et Tonga) pour renforcer les capacités de communication, de sensibilisation et de partage d'informations relatives à la résilience face aux changements climatiques : <ul style="list-style-type: none"> Création d'une base de données consacrée aux techniques d'adaptation et d'atténuation, et intégration des profils pays, entre autres. 		
			1.1.4.2 <ul style="list-style-type: none"> Aider au moins quatre pays insulaires du Pacifique à constituer des bases de données sur l'impact et intégrer ces profils pays au POCC (SUPA de l'AMCC+). 	1.1.4.2 <ul style="list-style-type: none"> Création de bases de données sur les effets et intégration de ces profils pays (effets) au Portail océanique sur les changements climatiques (POCC) dans 5 pays océaniques. Réorganisation du POCC avec l'appui financier du projet PACRES. (en cours) 		
			1.1.4.3 <ul style="list-style-type: none"> Contribuer à l'organisation d'une formation nationale (en ligne) sur l'évaluation de l'impact et la méthodologie d'analyse (SUPA de l'AMCC+) pour au moins quatre pays insulaires du Pacifique. 	1.1.4.3 <ul style="list-style-type: none"> Une aide a été apportée pour la formation nationale (en ligne/présentiel) de cinq pays insulaires du Pacifique (Îles Cook, Fidji, États fédérés de Micronésie, Palaos et Tonga) sur l'évaluation de l'impact et la méthodologie d'analyse. 		
			1.1.4.4 <ul style="list-style-type: none"> Formation régionale sur l'application et l'utilisation de la base de données sur l'impact (AMCC + SUPA) 	1.1.4.4 <ul style="list-style-type: none"> La formation régionale a été et le lancement de la base de données sur l'impact ont été menés à bien. https://impacts.pacificclimatechange.net/ 		

OBJECTIFS RÉGIONAL 1 : les peuples océaniques bénéficient d'une meilleure résilience face aux changements climatiques

**PIP3
2022-2023**

Objectifs régionaux 2026	PIP3 2022/2023 Résultats	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD
			<p>1.1.4.5</p> <ul style="list-style-type: none"> Aider à la mise en place de portails sur les changements climatiques d'au moins trois pays insulaires du Pacifique (PACRES) 	<p>1.1.4.5</p> <ul style="list-style-type: none"> Une aide a été apportée à trois pays océaniques (États fédérés de Micronésie, Tonga et Tuvalu) pour leur permettre d'améliorer leurs portails nationaux consacrés aux changements climatiques. 		
		<p>OR1.1.5</p> <ul style="list-style-type: none"> Au moins cinq États et territoires insulaires océaniques ont été aidés à élaborer des produits d'information et de courtage des connaissances <p>ATTEINT</p>	<p>1.1.5.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Réalisation d'études de cas et de notes d'information sur le courtage des connaissances (IMPACT) 	<p>1.1.5</p> <ul style="list-style-type: none"> Cinq États et territoires insulaires océaniques ont reçu de l'aide pour achever l'élaboration de produits d'information et d'études de cas et de notes d'information sur le courtage des connaissances (IMPACT) a été achevée, et des liens vers les publications sur l'aperçu de l'impact dans les pays ont été ajoutés dans la bibliothèque en ligne et le site internet du PROE <ul style="list-style-type: none"> Tonga : https://library.sprep.org/content/snapshot-2021-coastal-protection-measures-tonga-assessing-impact-intervention-level Palao : https://library.sprep.org/content/snapsjot-2021-agriculture-water-security-measures-palau-assessing-impact-intervention États fédérés de Micronésie : https://library.sprep.org/content/snapshot-2021-water-security-measures-federated-states-micronesia-assessing-impact Îles Cook : https://library.sprep.org/content/snapshot-2021-raui-marine-conservation-water-security-measures-cook-islands-assessing 		
			<p>1.1.5.2</p> <ul style="list-style-type: none"> Diffusion en cours de la note conceptuelle sur « l'intensification du soutien à l'application des connaissances sur le climat dans le Pacifique » dans le but d'obtenir un appui supplémentaire des partenaires, PACRES/FRDP/PCCC. 	<p>1.1.5.2</p> <ul style="list-style-type: none"> Par le biais du Cadre océanique pour un développement résilient 2017-2030, le projet PACRES a diffusé la note conceptuelle auprès du PCCC et de l'Unité d'appui du Partenariat pour la résilience dans le Pacifique (PRP). En tant que chef de file de la mise en œuvre, le PCCC est intervenu lors de la réunion du groupe de travail du PRP en 2022 et a participé à l'événement sur le courtage des connaissances à la CdP27 		

OBJECTIFS RÉGIONAL 1 : les peuples océaniques bénéficient d'une meilleure résilience face aux changements climatiques

**PIP3
2022-2023**

Objectifs régionaux 2026	PIP3 2022/2023 Résultats	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD
			<p>1.1.5.3</p> <ul style="list-style-type: none"> Organiser un dialogue d'échange de connaissances et une collaboration Sud-Sud avec le Centre des changements climatiques de la Communauté des Caraïbes (5C) 	<p>1.1.5.3</p> <ul style="list-style-type: none"> Un dialogue régional sur le Pacifique a été établi pour les Membres et les Partenaires Un cadre de partenariat pour l'accès à des solutions innovantes a été élaboré lors de la première Exposition du PCCC sur les solutions technologiques innovantes en matière de résilience climatique 		
		<p>OR1.1.6</p> <ul style="list-style-type: none"> Au moins cinq États insulaires du Pacifique ont vu leurs capacités renforcées au moyen de technologies, d'outils et de pratiques d'adaptation novatrices visant à faire face aux difficultés causées par les changements climatiques. <p>ATTEINT</p>	<p>1.1.6.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Conception et organisation d'une formation en ligne en suivi-évaluation 	<p>1.1.6</p> <ul style="list-style-type: none"> Quatre pays océaniques (Îles Cook, États fédérés de Micronésie, Palaos et Tonga) ont vu leurs capacités renforcées grâce à des pratiques, des outils et des technologies d'adaptation innovants pour faire face aux changements climatiques dans le cadre du projet SUPA de l'AMCC+. Le projet SUPA de l'AMCC+ a fourni des sessions d'apprentissage pratique en ligne pour échanger avec les partenaires et partager les résultats des analyses d'impact dans quatre pays pilotes (Îles Cook, États fédérés de Micronésie, Palaos et Tonga). Il a également permis de renforcer leur capacité à appliquer la méthodologie d'analyse d'impact et à utiliser la base de données sur les effets des mesures d'adaptation en 2022. Des représentants de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, des Fidji, de Kiribati, de Nauru, de Nioué, du Samoa, des Îles Salomon et de la Nouvelle-Zélande ont également pris part à ces réunions. 		
			<p>1.1.6.2</p> <ul style="list-style-type: none"> Application de la méthode d'Analyse des impacts de l'adaptation en étroite collaboration avec au moins dix pays insulaires du Pacifique. 	<p>1.1.6.2</p> <ul style="list-style-type: none"> La collaboration avec le PCCC et PACRES a permis de promouvoir l'utilisation de la méthodologie d'impact dans le cadre du suivi des progrès de l'adaptation, y compris l'institutionnalisation de certains indicateurs d'impact sectoriels dans la planification stratégique et les procédures de communication nationales. Trois formations sous-régionales ont été organisées en novembre 2022 et juin 2023 pour approfondir le plaidoyer sur l'utilité et l'application de la méthodologie d'analyse de l'impact (AI) adaptée au Pacifique. 		

OBJECTIFS RÉGIONAL 1 : les peuples océaniques bénéficient d'une meilleure résilience face aux changements climatiques

PIP3
2022-2023

Objectifs régionaux 2026	PIP3 2022/2023 Résultats	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD
			<p>1.1.6.3</p> <ul style="list-style-type: none"> Organiser l'Exposition sur l'innovation du Centre océanique sur les changements climatiques pour présenter des technologies innovantes adaptées au Pacifique et susceptibles d'être transposées à plus grande échelle, août 2022. 	<p>1.1.6.3</p> <ul style="list-style-type: none"> Le PCCC a continué d'améliorer la nouvelle plateforme d'apprentissage en ligne lancée en 2021. La plateforme renouvée intègre la mise à niveau des capacités et du stockage, afin de faire passer le nombre d'accès de 500 à 1 000 participants. La plateforme d'apprentissage en ligne du PCCC prévoit d'utiliser des technologies électroniques et en ligne pour offrir et accéder à distance à l'éducation, à la formation et aux ateliers sur les changements climatiques. Elle propose actuellement divers cours, notamment des formations exécutives, des formations courtes et ouvertes, un portail d'éducation pour les enfants et une série de webinaires. <ul style="list-style-type: none"> https://spretraining.moodlecloud.com/login/index.php La conception d'un nouveau projet de la JICA portant sur des solutions innovantes pour la résilience face aux changements climatiques dans le Pacifique a été achevée. <ul style="list-style-type: none"> https://www.sprep.org/news/pacific-climate-change-centre-committed-to-supporting-the-pacific-to-access-climate-innovative-solutions-cop-27-sharm-el-sheikh Des démonstrations et des essais de solutions innovantes issues de l'exposition virtuelle ont été réalisés (p. ex. toits solaires). <ul style="list-style-type: none"> http://www.sprep.org/news/pacific-climate-change-centre-showcases-greenhouse-gas-emission-reduction-leadership-with-launch-of-100%-rooftop-solar-system Une aide a été apportée aux autorités des Îles Salomon dans le cadre d'un partenariat pour l'écologisation des Jeux du Pacifique. <ul style="list-style-type: none"> https://www.sprep.org/news/pacific-climate-change-centre-finalises-support-for-greening-of-2023-pacific-games-in-solomon-islands Un engagement initial avec le FENU et les Chambres de commerce des Îles Salomon, de Nauru, de la République des Îles Marshall et de Vanuatu a été conclu afin de « promouvoir la mobilisation du secteur privé ». Un cadre de partenariat a été défini et approuvé lors de la Conférence du PROE en 2023. Une collaboration a été engagée avec l'OIE par l'intermédiaire du PEBACC+ pour élaborer le guide d'analyse et de cartographie de la résilience écosystémique et socioéconomique (ESRAM) pour les petits 		

OBJECTIFS RÉGIONAL 1 : les peuples océaniques bénéficient d'une meilleure résilience face aux changements climatiques

**PIP3
2022-2023**

Objectifs régionaux 2026	PIP3 2022/2023 Résultats	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD																																																												
				<p>États insulaires en développement du Pacifique.</p> <ul style="list-style-type: none"> Le concept de Salon de l'innovation en matière des changements climatiques dans le Pacifique est en cours d'élaboration et sera lancé en 2024. 																																																														
				<p>1.1.6.4</p> <ul style="list-style-type: none"> L'exposition sur l'innovation du PCCC a été menée à bien dans le cadre de la première Exposition virtuelle sur l'innovation climatique du Pacifique. Plus de deux mille personnes ont participé et découvert des solutions innovantes potentielles aux défis des changements climatiques rencontrés dans la région lors de l'Exposition virtuelle sur l'innovation climatique du Pacifique, qui a été dispensée par le biais de webinaires et d'expositions virtuelles. 																																																														
<p>OR1.2 Réduire au minimum les pressions multiples sur les écosystèmes fragilisés des îles du Pacifique en mettant en place des approches écosystémiques pour l'adaptation aux changements climatiques, en particulier des mesures de lutte contre l'acidification des océans et l'élévation du niveau de la mer, afin de préserver la biodiversité et d'apporter des services écosystémiques étayant les moyens d'existence et favorisant un développement durable.</p>	<p>OR1.2.0 Les pressions multiples sur les écosystèmes fragilisés des îles du Pacifique ont été réduites au minimum en mettant en place des approches écosystémiques pour l'adaptation aux changements climatiques, en particulier des mesures de lutte contre l'acidification des océans et l'élévation du niveau de la mer, afin de préserver la biodiversité et d'apporter des services écosystémiques étayant les moyens d'existence et favorisant un développement durable.</p>	<p>OR1.2.1 :</p> <ul style="list-style-type: none"> Au moins deux États et territoires insulaires océaniques intègrent des initiatives d'adaptation écosystémique dans leur plan national d'adaptation (PAN) <p>ATTEINT</p>	<p>1.2.1.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Appuyer l'intégration des initiatives d'adaptation écosystémique dans le PAN des États fédérés de Micronésie, de Nauru, de Nioué et des Tuvalu 	<p>1.2.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Les PAN de deux pays océaniques (Tuvalu et Nauru) ont commencé à intégrer les solutions d'adaptation écosystémique dans le cadre d'une suite de solutions d'adaptation pour leurs PAN respectifs. (En cours) 	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <thead> <tr> <th colspan="3" style="text-align: center;">Sous-total – 137 593</th> </tr> <tr> <th style="text-align: center;">Coûts de personnel</th> <th style="text-align: center;">Frais de fonctionnement Coûts</th> <th style="text-align: center;">Investissements</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td style="text-align: center;">71 601</td> <td style="text-align: center;">65 992</td> <td style="text-align: center;">–</td> </tr> <tr> <th colspan="3" style="text-align: center;">Source de financement</th> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">AU</td> <td style="text-align: center;">73 577</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">FR</td> <td style="text-align: center;">30 595</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">GC</td> <td style="text-align: center;">10 543</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">GI</td> <td style="text-align: center;">80</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">MO</td> <td style="text-align: center;">12 155</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">NX</td> <td style="text-align: center;">2 579</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">WM</td> <td style="text-align: center;">1 782</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">PR</td> <td style="text-align: center;">6 281</td> <td></td> </tr> </tbody> </table>	Sous-total – 137 593			Coûts de personnel	Frais de fonctionnement Coûts	Investissements	71 601	65 992	–	Source de financement			AU	73 577		FR	30 595		GC	10 543		GI	80		MO	12 155		NX	2 579		WM	1 782		PR	6 281		<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <thead> <tr> <th colspan="3" style="text-align: center;">Sous-total – 495 641</th> </tr> <tr> <th style="text-align: center;">Coûts de personnel</th> <th style="text-align: center;">Frais de fonctionnement Coûts</th> <th style="text-align: center;">Investissements</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td style="text-align: center;">275 249</td> <td style="text-align: center;">209 879</td> <td style="text-align: center;">10 513</td> </tr> <tr> <th colspan="3" style="text-align: center;">Source de financement</th> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">AU</td> <td style="text-align: center;">91 949</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">EE</td> <td style="text-align: center;">39 466</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">FR</td> <td style="text-align: center;">361 457</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">GI</td> <td style="text-align: center;">2 769</td> <td></td> </tr> </tbody> </table>	Sous-total – 495 641			Coûts de personnel	Frais de fonctionnement Coûts	Investissements	275 249	209 879	10 513	Source de financement			AU	91 949		EE	39 466		FR	361 457		GI	2 769	
		Sous-total – 137 593																																																																
Coûts de personnel	Frais de fonctionnement Coûts	Investissements																																																																
71 601	65 992	–																																																																
Source de financement																																																																		
AU	73 577																																																																	
FR	30 595																																																																	
GC	10 543																																																																	
GI	80																																																																	
MO	12 155																																																																	
NX	2 579																																																																	
WM	1 782																																																																	
PR	6 281																																																																	
Sous-total – 495 641																																																																		
Coûts de personnel	Frais de fonctionnement Coûts	Investissements																																																																
275 249	209 879	10 513																																																																
Source de financement																																																																		
AU	91 949																																																																	
EE	39 466																																																																	
FR	361 457																																																																	
GI	2 769																																																																	
		<p>OR1.2.2</p> <ul style="list-style-type: none"> Au moins un État ou territoire insulaire océanique met en œuvre des initiatives d'adaptation écosystémique dans des écosystèmes insulaires vulnérables en guise de réponse aux incidences des changements climatiques <p>ATTEINT</p>	<p>1.2.2.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Mettre en œuvre des projets pilotes d'adaptation écosystémique aux Îles Salomon, au Samoa et à Vanuatu (PACRES, MEBACC) 	<p>1.2.2</p> <ul style="list-style-type: none"> Un plan d'adaptation des écosystèmes marins aux changements climatiques a été mis en œuvre au Samoa et testé dans cinq pays. Des initiatives d'adaptation écosystémique ont été menées à bien dans cinq pays (Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Îles Salomon, Timor-Leste et Vanuatu). Le projet PACRES a achevé la conception et l'expérimentation de l'outil en ligne d'adaptation écosystémique, conçu pour appuyer la planification de ces initiatives dans la région du Pacifique. Cet outil est une stratégie d'adaptation aux changements climatiques qui exploite les solutions basées sur la nature et les services écosystémiques. Les activités d'adaptation aux changements climatiques fondées sur les écosystèmes marins (MEBACC) ont été menées à bien dans neuf communautés du Samoa : régénération des coraux et reboisement des zones côtières à l'aide d'espèces natives d'arbres côtiers et de mangroves. 																																																														

OBJECTIFS RÉGIONAL 1 : les peuples océaniques bénéficient d'une meilleure résilience face aux changements climatiques

**PIP3
2022-2023**

Objectifs régionaux 2026	PIP3 2022/2023 Résultats	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD
			<p>1.2.2.2</p> <ul style="list-style-type: none"> Élaboration du concept de l'appel à propositions de l'Initiative KIWA sur le renforcement de la résilience des communautés côtières face aux changements climatiques dans les États insulaires du Pacifique en s'appuyant sur les connaissances et les pratiques traditionnelles et sur la protection de la biodiversité. 	<p>1.2.2.2</p> <ul style="list-style-type: none"> Une note conceptuelle a été soumise à KIWA, élaborée par le programme Résilience face aux changements climatiques et le PCCC pour les projets régionaux 2022, avec l'appui du programme Écosystèmes insulaires et océaniques par l'intermédiaire de l'assistance technique de Kiwa. Le concept était « Intégration des connaissances et pratiques traditionnelles et des solutions écosystémiques pour la résilience des communautés dans les pays insulaires du Pacifique ». Cependant, la proposition n'a pas été approuvée par le Comité de pilotage de l'initiative KIWA. 		
			<p>1.2.2.3</p> <ul style="list-style-type: none"> Phase de démarrage suivie de la mise en œuvre de la phase 2 du projet d'adaptation écosystémique du Pacifique aux changements climatiques (PEBACC+) financé par l'initiative Kiwa. (Écosystèmes insulaires et océaniques) 	<p>1.2.2.3</p> <ul style="list-style-type: none"> Les fonds pour le premier versement du PEBACC+ ont été reçus de l'initiative KIWA. L'unité de gestion du projet a été recrutée pour le projet PEBACC+, et des consultations nationales sont en cours pour lancer la mise en œuvre. 		
			<p>1.2.2.4</p> <ul style="list-style-type: none"> Gestion écosystémique rationnelle sur le plan climatique dans la province de Ra (Fidji), financée par le programme UE-ACP-PEID Pacific BioScapes. (PBSP) 	<p>1.2.2.4</p> <ul style="list-style-type: none"> La mise en œuvre de cette activité du programme Pacific BioScapes aux Fidji a débuté en septembre 2023 avec des consultations initiales et locales. 		
		<p>OR1.2.3</p> <ul style="list-style-type: none"> Au moins cinq États et territoires insulaires océaniques sont formés aux approches d'adaptation écosystémique ou à leur mise en œuvre. <p>NON ATTEINT</p>	<p>1.2.3.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Élaborer et dispenser une formation sur les approches d'adaptation écosystémique et les outils de planification 	<p>1.2.3.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Une formation et/ou une mise en œuvre des approches écosystémiques sont en cours pour la Micronésie et la République des Îles Marshall, la date butoir étant fixée à 2024. L'élaboration de l'outil d'appui à la décision pour l'adaptation écosystémique a été achevée. La formation sur l'application de l'outil s'est achevée en mai 2023. 		
			<p>1.2.3.2</p> <ul style="list-style-type: none"> Mettre en œuvre l'outil de planification d'action précoce locale (LEAP) pour des solutions de préservation communautaires afin de réduire la vulnérabilité humaine aux changements climatiques et à la pollution d'origine terrestre en Micronésie. (Écosystèmes insulaires et océaniques) 	<p>1.2.3.2</p> <ul style="list-style-type: none"> La mise en œuvre de cette activité du programme Pacific BioScapes en Micronésie débutera en février 2024 pour la République des Îles Marshall et les États fédérés de Micronésie. 		

OBJECTIFS RÉGIONAL 1 : les peuples océaniques bénéficient d'une meilleure résilience face aux changements climatiques

**PIP3
2022-2023**

Objectifs régionaux 2026	PIP3 2022/2023 Résultats	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD																																																																																																									
OR1.3 Renforcer les capacités des Services météorologiques et hydrologiques nationaux (SMHN) en matière de prévisions météorologiques, de systèmes d'alerte précoce, de prévisions à long terme et de services climatologiques améliorés afin de soutenir la prise de décision et la coordination des Membres par le biais du Conseil météorologique du Pacifique.	OR1.3.0 Optimisation des Services météorologiques et hydrologiques nationaux (SMHN) en renforçant les capacités en matière de prévisions météorologiques, de systèmes d'alerte précoce, de prévisions à long terme et de services climatiques améliorés afin de soutenir la prise de décision et la coordination des Membres par le biais du Conseil météorologique du Pacifique.	OR1.3.1 <ul style="list-style-type: none"> Au moins trois pays insulaires du Pacifique ont été aidés dans l'élaboration ou l'évaluation de leurs politiques, législation ou plans stratégiques visant à renforcer les opérations des services météorologiques et hydrologiques nationaux (SMHN) <p style="text-align: center;">ATTEINT</p>	1.3.1.1 <ul style="list-style-type: none"> Coordonner avec l'Organisation météorologique mondiale (OMM), dans le cadre du Partenariat pour le Bureau météorologique océanique, l'appui apporté aux SMHN pour l'élaboration ou la révision des législations, politiques et stratégies 	1.3.1.1 <ul style="list-style-type: none"> Six pays océaniques (Tonga, États fédérés de Micronésie, République des Îles Marshall, Tuvalu, îles Cook et Palaos) ont reçu de l'aide pour élaborer leur plan stratégique de services météorologiques et hydrologiques nationaux (SMHN), ainsi que le cadre national pour les services météorologiques, climatiques et océaniques nécessaires à la prise de décision, dont le renforcement des opérations des SMHN. Coordination mise en place avec l'OMM pour aider quatre pays (Tonga, États fédérés de Micronésie, République des Îles Marshall et Palaos) à élaborer leur plan stratégique de SMHN Collaboration avec le PNUE dans le cadre du projet du FVC afin d'appuyer l'élaboration d'un cadre national pour les services météorologiques, climatiques et océaniques pour les Tuvalu, les Palaos, les îles Cook, Nioué et la République des Îles Marshall. (en cours) 	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <th colspan="3" style="text-align: center;">Sous-total – 1 212 041</th> </tr> <tr> <th style="text-align: center;">Coûts de personnel</th> <th style="text-align: center;">Frais de fonctionnement Coûts</th> <th style="text-align: center;">Investissements</th> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">493 066</td> <td style="text-align: center;">710 140</td> <td style="text-align: center;">8 835</td> </tr> <tr> <th colspan="3" style="text-align: center;">Source de financement</th> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">AU</td> <td colspan="2" style="text-align: center;">174 145</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">AX</td> <td colspan="2" style="text-align: center;">767</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">BM</td> <td colspan="2" style="text-align: center;">314 566</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">CH</td> <td colspan="2" style="text-align: center;">4 724</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">CW</td> <td colspan="2" style="text-align: center;">31 147</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">EE</td> <td colspan="2" style="text-align: center;">164 180</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">GC</td> <td colspan="2" style="text-align: center;">6 627</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">IR</td> <td colspan="2" style="text-align: center;">53 736</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">NX</td> <td colspan="2" style="text-align: center;">4 720</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">PF</td> <td colspan="2" style="text-align: center;">7 371</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">UM</td> <td colspan="2" style="text-align: center;">192 356</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">UP</td> <td colspan="2" style="text-align: center;">80</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">WM</td> <td colspan="2" style="text-align: center;">257 622</td> </tr> </table>	Sous-total – 1 212 041			Coûts de personnel	Frais de fonctionnement Coûts	Investissements	493 066	710 140	8 835	Source de financement			AU	174 145		AX	767		BM	314 566		CH	4 724		CW	31 147		EE	164 180		GC	6 627		IR	53 736		NX	4 720		PF	7 371		UM	192 356		UP	80		WM	257 622		<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <th colspan="3" style="text-align: center;">Sous-total – 2 492 544</th> </tr> <tr> <th style="text-align: center;">Coûts de personnel</th> <th style="text-align: center;">Frais de fonctionnement Coûts</th> <th style="text-align: center;">Investissements</th> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">727 428</td> <td style="text-align: center;">1 744 406</td> <td style="text-align: center;">20 710</td> </tr> <tr> <th colspan="3" style="text-align: center;">Source de financement</th> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">AU</td> <td colspan="2" style="text-align: center;">203 196</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">BM</td> <td colspan="2" style="text-align: center;">559 191</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">CH</td> <td colspan="2" style="text-align: center;">22 993</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">CW</td> <td colspan="2" style="text-align: center;">62 467</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">EE</td> <td colspan="2" style="text-align: center;">729 766</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">GC</td> <td colspan="2" style="text-align: center;">396 536</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">IR</td> <td colspan="2" style="text-align: center;">4 529</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">NX</td> <td colspan="2" style="text-align: center;">29 857</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">PF</td> <td colspan="2" style="text-align: center;">194 411</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">UE</td> <td colspan="2" style="text-align: center;">921</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">UM</td> <td colspan="2" style="text-align: center;">182 268</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">UP</td> <td colspan="2" style="text-align: center;">80</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">WM</td> <td colspan="2" style="text-align: center;">106 292</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">NO</td> <td colspan="2" style="text-align: center;">37</td> </tr> </table>	Sous-total – 2 492 544			Coûts de personnel	Frais de fonctionnement Coûts	Investissements	727 428	1 744 406	20 710	Source de financement			AU	203 196		BM	559 191		CH	22 993		CW	62 467		EE	729 766		GC	396 536		IR	4 529		NX	29 857		PF	194 411		UE	921		UM	182 268		UP	80		WM	106 292		NO	37	
		Sous-total – 1 212 041																																																																																																													
		Coûts de personnel	Frais de fonctionnement Coûts	Investissements																																																																																																											
493 066	710 140	8 835																																																																																																													
Source de financement																																																																																																															
AU	174 145																																																																																																														
AX	767																																																																																																														
BM	314 566																																																																																																														
CH	4 724																																																																																																														
CW	31 147																																																																																																														
EE	164 180																																																																																																														
GC	6 627																																																																																																														
IR	53 736																																																																																																														
NX	4 720																																																																																																														
PF	7 371																																																																																																														
UM	192 356																																																																																																														
UP	80																																																																																																														
WM	257 622																																																																																																														
Sous-total – 2 492 544																																																																																																															
Coûts de personnel	Frais de fonctionnement Coûts	Investissements																																																																																																													
727 428	1 744 406	20 710																																																																																																													
Source de financement																																																																																																															
AU	203 196																																																																																																														
BM	559 191																																																																																																														
CH	22 993																																																																																																														
CW	62 467																																																																																																														
EE	729 766																																																																																																														
GC	396 536																																																																																																														
IR	4 529																																																																																																														
NX	29 857																																																																																																														
PF	194 411																																																																																																														
UE	921																																																																																																														
UM	182 268																																																																																																														
UP	80																																																																																																														
WM	106 292																																																																																																														
NO	37																																																																																																														
		OR1.3.2 <ul style="list-style-type: none"> Au moins trois pays insulaires du Pacifique ont des programmes portant sur les savoirs traditionnels à l'appui de leurs systèmes nationaux d'alerte précoce <p style="text-align: center;">ATTEINT</p>	1.3.2.1 <ul style="list-style-type: none"> Concevoir des programmes portant sur les savoirs traditionnels dans trois pays insulaires du Pacifique 	1.3.2.1 <ul style="list-style-type: none"> Six pays océaniques (Palaos, États fédérés de Micronésie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Tonga, Vanuatu) ont mis en place des programmes de savoirs traditionnels comportant des formations régionales dans le cadre de ROK-PI CLIPS, une application de veille climatique pour la collecte, le stockage et le suivi d'indicateurs de savoirs traditionnels météorologiques et climatiques. Des programmes autour des savoirs traditionnels ont été mis en place aux Palaos et dans les États fédérés de Micronésie, tandis que la mise en place de programmes similaires aux Tuvalu et à Kiribati est en cours 																																																																																																											
			1.3.2.2 <ul style="list-style-type: none"> Organiser des formations sur la collecte, la conservation et le suivi des indicateurs de savoirs traditionnels météorologiques et climatiques pour au moins dix pays insulaires du Pacifique 	1.3.2.2 <ul style="list-style-type: none"> Des formations régionales et sous-régionales ont été organisées dans le cadre des projets ROK-PI CLIPS et COSPPac pour 14 pays Membres, ainsi que d'une formation nationale en Papouasie-Nouvelle-Guinée, aux Tonga, à Vanuatu, aux Îles Salomon, aux Palaos et au Samoa. Une nouvelle application de veille climatique a été lancée pour contribuer à l'intégration des savoirs traditionnels et du climat à Vanuatu. 																																																																																																											

OBJECTIFS RÉGIONAL 1 : les peuples océaniques bénéficient d'une meilleure résilience face aux changements climatiques

**PIP3
2022-2023**

Objectifs régionaux 2026	PIP3 2022/2023 Résultats	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD
			<p>1.3.2.3</p> <ul style="list-style-type: none"> Appuyer les SMHN pour l'élaboration et l'intégration des savoirs traditionnels dans les systèmes de prévisions et d'alerte 	<p>1.3.2.3</p> <ul style="list-style-type: none"> Élaboration du livret d'indicateurs nationaux des savoirs traditionnels à Vanuatu sur le climat, la météo et les océans, lancé en novembre 2023. L'unité d'appui FRDP/PRP a apporté son concours à la participation/représentation de l'événement parallèle sur les savoirs traditionnels organisé lors de la Conférence ministérielle Asie-Pacifique sur la réduction des risques de catastrophe 2022 		
		<p>OR1.3.3</p> <ul style="list-style-type: none"> Au moins cinq pays insulaires du Pacifique ont amélioré leur communication d'informations climatiques aux secteurs et aux populations pour la prise de décisions <p>ATTEINT</p>	<p>1.3.3.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Mise en œuvre de systèmes d'alerte précoce communautaires et de systèmes fondés sur les savoirs traditionnels dans au moins sept pays Membres 	<p>1.3.3.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Des systèmes d'alerte précoce communautaires ont été lancés dans cinq pays océaniques (Palaos, République des Îles Marshall, Nioué, Samoa et Vanuatu). Le projet est en cours aux Tuvalu et à Kiribati. Le forum COSPPac sur les perspectives océaniques et climatiques, le bulletin météorologique et le bulletin de veille pluviométrique pour une action précoce (EAR Watch) ont été mis en place dans les États fédérés de Micronésie (États de Pohnpei et de Chuuk), à Nauru et aux Tokélaou. Une aide a été apportée à Vanuatu avec six nouveaux réseaux de surveillance des bouées Spotter océaniques 		
			<p>1.3.3.2</p> <ul style="list-style-type: none"> Collaborer avec les SMHN pour élaborer des produits de communication fondés sur les savoirs traditionnels propres aux pays, à destination des populations 	<p>1.3.3.2</p> <ul style="list-style-type: none"> Mise en service réussie du système de surveillance de la rivière Sarakata avec un tableau de bord public pour visualiser les données https://public.eagle.io/public/dash/c591gs61b7nimkf Un appui a été fourni à Vanuatu avec l'installation de 16 nouvelles stations météorologiques automatiques, réseau qui sera mis en service fin 2023 Création de six centres climatiques communautaires à Vanuatu pour améliorer l'accès, l'utilité et l'application des informations climatiques dans les communautés les plus éloignées Le plan de gestion des inondations et l'analyse des lacunes du système d'alerte précoce ont été réalisés pour la communauté de Sarakata (Vanuatu). Le plan de gestion des inondations et le système d'alerte précoce ont été lancés en juillet 2023 		

OBJECTIFS RÉGIONAL 1 : les peuples océaniques bénéficient d'une meilleure résilience face aux changements climatiques

**PIP3
2022-2023**

Objectifs régionaux 2026	PIP3 2022/2023 Résultats	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD
			<p>1.3.3.3</p> <ul style="list-style-type: none"> Aide à l'élaboration de stratégies de communication pour les SMHN et de formations virtuelles à la communication via la plateforme de formation en ligne du PCCC 	<p>1.3.3.3</p> <ul style="list-style-type: none"> Une aide a été apportée à Vanuatu dans le cadre du développement d'une stratégie de communication, de gestion des connaissances et de sensibilisation et d'un plan de mise en œuvre Une aide a été apportée aux États fédérés de Micronésie (États de Pohnpei et de Chuuk), à Nauru, aux Îles Salomon, aux Tuvalu et à Vanuatu pour renforcer leur capacité à communiquer les prévisions climatiques saisonnières à leurs parties prenantes. Une collaboration a été établie avec le service météorologique du Samoa s'agissant de l'élaboration de cartes des cyclones tropicaux, d'un glossaire et d'une stratégie de communication. Un appui a été apporté à Nioué pour compléter son glossaire Un module de formation sur les services météorologiques de l'ITC a été élaboré et sera dispensé par le PCCC. 		
			<p>1.3.3.4</p> <ul style="list-style-type: none"> Création de sites internet pour permettre aux services météorologiques et hydrologiques nationaux de mieux communiquer les informations météorologiques et climatiques aux populations et aux différents acteurs 	<p>1.3.3.4</p> <ul style="list-style-type: none"> Un site internet a été créé pour les services météorologiques de Kiribati (KMS), offrant aux utilisateurs des informations sur la météo et le climat. 		
		<p>OR1.3.4</p> <ul style="list-style-type: none"> Le Centre océanique sur les changements climatiques est reconnu par l'OMM comme pleinement opérationnel ; il fournit ses services et informations climatologiques à l'ensemble des dix Membres <p>NON ATTEINT</p>	<p>1.3.4.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Appuyer la mise en œuvre du Plan de mise en place du réseau des Centres océaniques sur les changements climatiques de l'OMM RA-V 	<p>1.3.4.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Centre océanique sur les changements climatiques La réunion de direction du réseau des Centres océaniques sur les changements climatiques a été organisée, et a permis de discuter et d'examiner son plan de mise en place 		
			<p>1.3.4.2</p> <ul style="list-style-type: none"> Accueillir le Forum sur les perspectives climatiques pour les îles du Pacifique (PICOF) deux fois par an, contribuer à l'organisation des Forums nationaux sur les perspectives climatiques (NCOF) et de sessions consacrées au climat destinées aux différents secteurs 	<p>1.3.4.2</p> <ul style="list-style-type: none"> La coordination et de l'organisation du PICOF ont été assurées deux fois par an (en présence de plus de 500 participants et contributeurs), et un appui a été apporté aux pays pour faciliter et exécuter leurs NCOF spécifiques (Palaos, Îles Salomon, Tokélaou, Samoa, Tuvalu, Fidji, Vanuatu, Tonga et Kiribati) 		

OBJECTIFS RÉGIONAL 1 : les peuples océaniques bénéficient d'une meilleure résilience face aux changements climatiques

**PIP3
2022-2023**

Objectifs régionaux 2026	PIP3 2022/2023 Résultats	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD
			<p>1.3.4.3</p> <ul style="list-style-type: none"> Réaliser des études de cas ciblées sur différents secteurs, démontrant l'application et l'utilité de la prise de décisions fondée sur les sciences du climat 	<p>1.3.4.3</p> <ul style="list-style-type: none"> Cinq études de cas sectorielles ont été réalisées à Vanuatu pour l'agriculture, la pêche, le tourisme, les infrastructures et l'eau sur la démonstration de l'utilisation et de la valeur des services d'information sur le climat 		
			<p>1.3.4.4</p> <ul style="list-style-type: none"> Procéder à la cartographie du courtage des connaissances pour pouvoir fournir des informations adaptées selon les besoins des utilisateurs finaux 	<p>1.3.4.4</p> <ul style="list-style-type: none"> Une aide a été apportée au département des Travaux publics de Vanuatu avec un drone DJI Matrice doté d'une fonction LIDAR, et par le biais du relevé et de l'intégration des informations climatiques dans la conception des infrastructures L'exercice de cartographie initiale a été mené à bien pour contribuer au développement de produits sur mesure en 2024. 		
			<p>1.3.4.5</p> <ul style="list-style-type: none"> Organiser des forums en ligne mensuels sur les prévisions climatiques, élaborer des documents d'orientation sur le phénomène El Niño – Oscillation australe (ENSO), sur le suivi des sécheresses et sur les prévisions de cyclones tropicaux, et les diffuser aux SMHN 	<p>1.3.4.5</p> <ul style="list-style-type: none"> Organisation réussie des forums en ligne mensuels sur les prévisions climatiques pour les services météorologiques et hydrologiques nationaux et diffusion des documents d'orientation sur le phénomène ENSO et des lignes directrices sur les prévisions de cyclone tropical utilisés par les SMHN pour fournir leurs recommandations au niveau national. 		
		<p>OR1.3.5</p> <ul style="list-style-type: none"> Au moins 50 % des recommandations de la Stratégie météorologique pour les îles du Pacifique (PIMS) et du Conseil météorologique du Pacifique (CMP) ont été appliquées. <p>NON ATTEINT</p>	<p>1.3.5.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Coordonner et appuyer la mise en œuvre des résultats attendus du CMP, dont l'organisation de réunions régulières des six panels du CMP et l'harmonisation des projets et des partenaires en vue de l'obtention des résultats attendus du CMP. Examen de la gouvernance du CMP pour l'aligner avec la réforme de l'OMM. 	<p>1.3.5</p> <ul style="list-style-type: none"> Les mécanismes de gouvernance institutionnelle sont toujours en cours de renforcement pour le suivi de la mise en œuvre des recommandations des résultats du PIMS du CMP. Convocation de réunions régulières des panels PMOS, PIAWS, PHS et PICS sur la mise en œuvre des activités, notamment les recommandations de la PIMS et du PMS sur le Programme pour la préparation climatique du Pacifique, et examen du CMP et du bureau météorologique océanique, ainsi que la mise en place d'une plateforme d'engagement des bailleurs, qui sera décalée à la réunion CMP-6 prévue au mois d'août. 		

OBJECTIFS RÉGIONAL 1 : les peuples océaniques bénéficient d'une meilleure résilience face aux changements climatiques

**PIP3
2022-2023**

Objectifs régionaux 2026	PIP3 2022/2023 Résultats	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD
				<ul style="list-style-type: none"> Le groupe d'expert sur la résilience face aux changements climatiques (RCC) et les services météorologiques dans le Pacifique insulaire (PICS) sont désormais deux groupes distincts : la direction du RCC s'occupe des questions relevant du Centre océanique sur les changements climatiques, tandis que le groupe PICS fournit des conseils au CMP en matière de science et de services climatologiques. Une aide a été apportée à l'OMM pour la rédaction du mandat relatif à l'évaluation de la gouvernance du CMP dans le cadre de la réforme de l'OMM, ainsi qu'à l'évaluation du Bureau météorologique océanique. Les travaux devraient être achevés en 2024. 		
			<p>1.3.5.2</p> <ul style="list-style-type: none"> Aider à la mise en œuvre du Programme décennal d'investissement pour la préparation climatique du Pacifique 	<p>1.3.5.2</p> <ul style="list-style-type: none"> Obtention d'un financement confirmé du Ministère australien des affaires étrangères et du commerce (DFAT) et du Ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce (DFAT) pour concevoir la structure de gouvernance à présenter lors de la réunion CMP-6 Le CMP a approuvé la structure de gouvernance en dehors de la session. Le financement de la phase 1 a été obtenu auprès du Ministère australien des affaires étrangères et du commerce afin d'entamer la mise en œuvre du programme de préparation climatique du Pacifique (WRP) à partir de 2024. 		
		<p>OR1.3.6</p> <ul style="list-style-type: none"> Au moins trois pays insulaires du Pacifique ont accès à des informations climatologiques crédibles pour la planification, la négociation et la prise de décisions <p>ATTEINT</p>	<p>1.3.6.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Collaborer avec les institutions scientifiques telles que les SMHN, le Commonwealth pour la recherche scientifique et industrielle (CSIRO) et Climate Analytics pour faire en sorte que le Pacifique soit à jour en matière de sciences du climat et que les pays y aient accès. 	<p>1.3.6.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Le PROE et le CSIRO ont fait progresser la science des changements climatiques et 14 pays océaniques y ont eu accès. Un rapport de surveillance du climat dans le Pacifique a été élaboré puis publié en 2022. Le rapport est disponible à l'adresse https://www.pacificmet.net/pacific-climate-change-monitor-report 		

OBJECTIFS RÉGIONAL 1 : les peuples océaniques bénéficient d'une meilleure résilience face aux changements climatiques

**PIP3
2022-2023**

Objectifs régionaux 2026	PIP3 2022/2023 Résultats	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD																																							
			1.3.6.2 <ul style="list-style-type: none"> Mobiliser les SMHN pour réaliser des études de cas illustrant l'utilisation des sciences du climat pour la prise de décisions, ainsi que des articles scientifiques soumis à un examen par les pairs sur les incidences des changements climatiques 	1.3.6.2 <ul style="list-style-type: none"> Le rapport sur les changements climatiques dans le Pacifique 2022 a été élaboré – variabilité, phénomènes extrêmes et changements historiques et récents – https://www.pacificmet.net/pacific-climate-change-monitor-report Une étude de cas a été élaborée sur le cacao et les changements climatiques au Samoa, le café et les changements climatiques en Papouasie-Nouvelle-Guinée et la perle et les changements climatiques aux îles Cook. Les deux études de cas sur le cacao et les changements climatiques au Samoa et les impacts liés aux aléas climatiques pour la production de cacao en Papouasie-Nouvelle-Guinée sont disponibles ici https://www.rccap.org/uploads/files/71e0542d-3669-42d2-837b-82192cfe6177/Cocoa%20PNG%20Case%20Study%20Final.pdf Des études de cas ont été élaborées à Vanuatu pour établir un lien entre les changements climatiques et les secteurs du tourisme, des infrastructures, de l'eau, de l'agriculture et de la pêche 																																									
OR1.4 Aider les Membres insulaires océaniques à obtenir et à gérer les financements liés aux changements climatiques et étayer leurs mécanismes d'accréditation nationaux	OR1.4.0 Renforcement des institutions nationales des membres insulaires océaniques via un accès aux financements dédiés au changement climatique et aux procédures d'accréditation nationales.	OR1.4.1 <ul style="list-style-type: none"> Au moins deux pays insulaires du Pacifique ont bénéficié d'une aide au renforcement institutionnel pour améliorer leur accès au financement de l'action climatique <p style="text-align: center;">ATTEINT</p>	1.4.1.1 <ul style="list-style-type: none"> Aider les pays insulaires du Pacifique à concevoir des modalités pertinentes en matière de gouvernance et d'institutions, et à évaluer les modalités existantes, pour faciliter leur accès au financement de l'action climatique 	1.4.1 <ul style="list-style-type: none"> Cinq pays océaniques (États fédérés de Micronésie, Îles Salomon, Nauru, République des Îles Marshall et Nioué) ont reçu de l'aide pour accéder au financement de la lutte contre les changements climatiques. Le PROE a progressé dans l'accès à la préparation du FVC dans le but de soutenir les Îles Salomon, Nauru, la République des Îles Marshall et Nioué en mettant l'accent sur les dispositions institutionnelles et de gouvernance permettant l'accès au financement de l'action climatique : <ul style="list-style-type: none"> les États fédérés de Micronésie et les Îles Salomon ont accédé à un programme de préparation régionale qui a aussi renforcé le rôle du PROE en tant qu'organisme en accès direct régional. 	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse; text-align: center;"> <thead> <tr> <th colspan="3">Sous-total – 207 693</th> </tr> <tr> <th>Coûts de personnel</th> <th>Frais de fonctionnement Coûts</th> <th>Investissements</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>82 526</td> <td>125 166</td> <td></td> </tr> <tr> <th colspan="3">Source de financement</th> </tr> <tr> <td>AU</td> <td>84 575</td> <td></td> </tr> <tr> <td>GC</td> <td>107 519</td> <td></td> </tr> <tr> <td>NX</td> <td>15 599</td> <td></td> </tr> </tbody> </table>	Sous-total – 207 693			Coûts de personnel	Frais de fonctionnement Coûts	Investissements	82 526	125 166		Source de financement			AU	84 575		GC	107 519		NX	15 599		<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse; text-align: center;"> <thead> <tr> <th colspan="3">Sous-total – 141 473</th> </tr> <tr> <th>Coûts de personnel</th> <th>Frais de fonctionnement Coûts</th> <th>Investissements</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>103 717</td> <td>37 756</td> <td></td> </tr> <tr> <th colspan="3">Source de financement</th> </tr> <tr> <td>AU</td> <td>105 082</td> <td></td> </tr> <tr> <td>GC</td> <td>36 391</td> <td></td> </tr> </tbody> </table>	Sous-total – 141 473			Coûts de personnel	Frais de fonctionnement Coûts	Investissements	103 717	37 756		Source de financement			AU	105 082		GC	36 391	
Sous-total – 207 693																																													
Coûts de personnel	Frais de fonctionnement Coûts	Investissements																																											
82 526	125 166																																												
Source de financement																																													
AU	84 575																																												
GC	107 519																																												
NX	15 599																																												
Sous-total – 141 473																																													
Coûts de personnel	Frais de fonctionnement Coûts	Investissements																																											
103 717	37 756																																												
Source de financement																																													
AU	105 082																																												
GC	36 391																																												

OBJECTIFS RÉGIONAL 1 : les peuples océaniques bénéficient d'une meilleure résilience face aux changements climatiques

**PIP3
2022-2023**

Objectifs régionaux 2026	PIP3 2022/2023 Résultats	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD
				<ul style="list-style-type: none"> ○ Une aide à la préparation a été apportée à l'appui de l'accréditation du FVC et du statut de partenaire d'exécution pour les Îles Salomon (Ministère des finances et Banque de développement des Îles Salomon), Nioué (Ministère des finances), Nauru (Ministère des finances) et la République des Îles Marshall (Ministère des finances – demande déjà soumise). 		
			<p>1.4.1.2</p> <ul style="list-style-type: none"> • Appuyer l'élaboration et l'organisation de formations professionnelles sur le financement de l'action climatique par le biais de la plateforme d'apprentissage en ligne du PCCC 	<p>1.4.1.2</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un appui a été fourni par le biais de la formation en ligne du PCCC sur l'accès au financement de l'action climatique, ouverte à 62 participants originaires de 11 pays. Sur 62 participants, 45 (69 %) étaient des femmes. Les participants venaient des pays suivants : Fidji, États fédérés de Micronésie, Kiribati, Nioué, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Îles Salomon, Timor-Leste, Tonga, Tuvalu et Vanuatu. 		
			<p>1.4.1.3</p> <ul style="list-style-type: none"> • Élaborer des formations sur la communication et la facilitation du financement de l'action climatique, organisation et coordination des formations pour le Réseau des conseillers en financement climatique (CFAN), hébergement via la plateforme d'apprentissage en ligne du PCCC 	<p>1.4.1.3</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le PCCC a ouvert une formation sur le financement de l'action climatique, désormais disponible en ligne et accessible à de nombreux participants de la région. • Le PCCC a collaboré avec la République des Îles Marshall pour concevoir et organiser les formations sur la communication et la facilitation du financement de l'action climatique pour le CFAN, avec des formations de suivi en cours. 		
		<p>OR1.4.2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Au moins deux pays insulaires du Pacifique ont bénéficié d'une assistance technique en vue de l'amélioration de leurs systèmes nationaux pour faciliter leur accès au financement de l'action climatique <p>ATTEINT</p>	<p>1.4.2.1</p> <ul style="list-style-type: none"> • Fournir une assistance technique à au moins quatre pays insulaires du Pacifique en vue de renforcer leurs mécanismes et systèmes nationaux de planification pour faciliter leur accès au financement bilatéral et multilatéral de l'action climatique 	<p>1.4.2</p> <ul style="list-style-type: none"> • Cinq pays océaniques (Îles Salomon, Nauru, République des Îles Marshall, Nioué et Tuvalu) ont reçu une assistance technique pour améliorer leurs systèmes nationaux d'accès au financement de la lutte contre les changements climatiques. • Le PROE a eu accès à une aide à la préparation du FVC pour les Îles Salomon, Nauru, la République des Îles Marshall et Nioué, dont une assistance technique pour le renforcement institutionnel et l'élaboration de notes conceptuelles pour les idées de projets prioritaires. • Les projets de PAN du FVC pour Nauru, les États fédérés de Micronésie et les Tuvalu ont été approuvés et sont en cours de mise en œuvre. • La proposition de PAN de Nioué est officiellement soumise au FVC pour examen. 		

OBJECTIFS RÉGIONAL 1 : les peuples océaniques bénéficient d'une meilleure résilience face aux changements climatiques

**PIP3
2022-2023**

Objectifs régionaux 2026	PIP3 2022/2023 Résultats	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD
			<p>1.4.2.2</p> <ul style="list-style-type: none"> Concevoir des projets de préparation tirant parti du financement de l'action climatique pour au moins quatre pays insulaires du Pacifique, en collaboration avec l'Unité de coordination de projets 	<p>1.4.2.2</p> <ul style="list-style-type: none"> Les deuxièmes programmes de préparation et de soutien du FVC pour Nioué, la République des Îles Marshall et Nauru ont été approuvés en 2023 et sont en cours de mise en œuvre. La préparation des îles Salomon au FVC a été menée à bien. La demande de projet du Fonds pour l'adaptation des États fédérés de Micronésie a été approuvée pour une extension de 12 mois jusqu'en mars 2024. Les études de faisabilité de l'adaptation des Îles Salomon ont été achevées et une note conceptuelle est en cours d'élaboration pour un investissement de 10 millions d'USD sur l'adaptation aux changements climatiques, qui sera dirigé par le PROE. Les services de de financement de préparation de paysages climato-rationnels en Papouasie-Nouvelle-Guinée ont été approuvés par le FVC pour permettre le recrutement d'une entreprise chargée d'entreprendre les études pertinentes et d'élaborer la proposition de projet complète. La note conceptuelle sur la sécurité hydrique de la Papouasie-Nouvelle-Guinée au Fonds d'adaptation (FA) est en cours d'élaboration en vue d'être soumise au secrétariat du FA pour examen. La proposition de Kiribati sur la sécurité hydrique au Fonds d'adaptation est en cours de révision en vue d'une nouvelle soumission début 2024. 		
		<p>OR1.4.3</p> <ul style="list-style-type: none"> Au moins deux projets ont été soumis ou approuvés par le PROE en tant qu'organisme régional de mise en œuvre et organisme accrédité pour le financement de l'action climatique. <p>ATTEINT</p>	<p>1.4.3.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Concevoir des projets phares pour la lutte contre les changements climatiques, en collaboration avec l'Unité de coordination des projets (OO2.2.1) 	<p>1.4.3.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Le PROE a communiqué trois notes conceptuelles au FVC (One Pacific Programme, SoCIEWS et CSL PNG) en notant que la note conceptuelle CSL PNG a approuvé la soumission d'une demande de financement de préparation de projet Les projets SoCIEWS et One Pacific Programme ont avancé pour finaliser les notes conceptuelles dans le cadre d'un atelier de rédaction organisé par le FVC aux fins de l'élaboration des demandes de financement de préparation La mise en œuvre de la proposition Pacific i2i au FEM a été approuvée. 14 pays océaniques en tireront profit. 		

OBJECTIFS RÉGIONAL 1 : les peuples océaniques bénéficient d'une meilleure résilience face aux changements climatiques

**PIP3
2022-2023**

Objectifs régionaux 2026	PIP3 2022/2023 Résultats	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD																														
OR1.5 Aider les Membres des îles du Pacifique à élaborer des réponses politiques aux questions des pertes et des dommages, du changement climatique et de la mobilité des populations induite par les catastrophes.	OR1.5.0 Les Membres des îles océaniques ont instauré des mesures en cas de décès, blessures et dommages matériels, ainsi que pour la mobilité des populations liée à une catastrophe.	OR1.5.1 <ul style="list-style-type: none"> Au moins deux pays insulaires du Pacifique ont bénéficié d'un appui pour l'élaboration de cadres de réponse à des problèmes de pertes ou dommages <p style="text-align: center;">NON ATTEINT</p>	1.5.1.1 <ul style="list-style-type: none"> Concevoir des projets destinés à renforcer les réponses régionales et nationales face aux problèmes de pertes et dommages 	1.5.1.1 <ul style="list-style-type: none"> Une étude de cas sur les lacunes vient d'être élaborée pour le Samoa en ce qui concerne le financement des pertes et dommages consécutifs au cyclone naturel Evan. Cependant, les fonds pour les pertes et dommages sont disponibles avec 20 millions d'euros pour le Fonds pour les pertes et dommages et le Réseau de Santiago. Une recherche régionale sur les lacunes de financement en collaboration a été réalisée avec l'Université de Newcastle et Climate Analytics, s'appuyant sur des projets passés et existants dans les PEIDP afin d'identifier les manques de financement pour faire face aux pertes et aux dommages Une étude de cas portant sur le Samoa a été réalisée sur les lacunes en matière de financement des pertes et dommages dans le cadre de la reprise après le cyclone tropical Evan. Elle a également collaboré avec les PEIDP pour élaborer une approche programmatique des pertes et dommages afin de faire valoir auprès du Comité de transition la nécessité de mettre en place un fonds pour les pertes et dommages ainsi que des dispositions de financement. La COP28 a adopté la décision de rendre opérationnels le Fonds pour les pertes et dommages et le Réseau de Santiago pour les pertes et dommages. Les 20 millions d'euros destinés au financement de l'IKI pour produire des résultats en matière de pertes et dommages sont approuvés pour la préparation d'une proposition détaillée. 	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse; text-align: center;"> <tr><td colspan="3">Sous-total – 62 858</td></tr> <tr> <td style="width: 33%;">Coûts de personnel</td> <td style="width: 33%;">Frais de fonctionnement Coûts</td> <td style="width: 33%;">Investissements</td> </tr> <tr> <td>61 641</td> <td>1 217</td> <td></td> </tr> <tr><td colspan="3">Source de financement</td></tr> <tr> <td>AU</td> <td>62 858</td> <td></td> </tr> </table>	Sous-total – 62 858			Coûts de personnel	Frais de fonctionnement Coûts	Investissements	61 641	1 217		Source de financement			AU	62 858		<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse; text-align: center;"> <tr><td colspan="3">Sous-total – 87 106</td></tr> <tr> <td style="width: 33%;">Coûts de personnel</td> <td style="width: 33%;">Frais de fonctionnement Coûts</td> <td style="width: 33%;">Investissements</td> </tr> <tr> <td>87 106</td> <td></td> <td></td> </tr> <tr><td colspan="3">Source de financement</td></tr> <tr> <td>AU</td> <td>87 106</td> <td></td> </tr> </table>	Sous-total – 87 106			Coûts de personnel	Frais de fonctionnement Coûts	Investissements	87 106			Source de financement			AU	87 106	
			Sous-total – 62 858																																	
Coûts de personnel	Frais de fonctionnement Coûts	Investissements																																		
61 641	1 217																																			
Source de financement																																				
AU	62 858																																			
Sous-total – 87 106																																				
Coûts de personnel	Frais de fonctionnement Coûts	Investissements																																		
87 106																																				
Source de financement																																				
AU	87 106																																			
			1.5.1.2. <ul style="list-style-type: none"> Mettre en place des concertations régionales et appuyer l'initiation de concertations nationales sur la sécurité climatique 	1.5.1.2 <ul style="list-style-type: none"> Le premier dialogue régional du Pacifique sur les pertes et dommages (tenu en juillet 2023) a réuni 90 participants et a permis d'identifier les lacunes et les besoins en matière de pertes et dommages. Par exemple, la nécessité d'organiser des dialogues nationaux et de constituer une base de données sur les pertes et dommages. 																																

OBJECTIFS RÉGIONAL 1 : les peuples océaniques bénéficient d'une meilleure résilience face aux changements climatiques

**PIP3
2022-2023**

Objectifs régionaux 2026	PIP3 2022/2023 Résultats	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD
			1.5.1.3 <ul style="list-style-type: none"> Encourager la recherche et le courtage des connaissances sur la sécurité climatique 	1.5.1.3 <ul style="list-style-type: none"> Collaboration avec le projet du Fonds de consolidation de la paix des Nations Unies sur la sécurité climatique pour faciliter le dialogue régional et éclairer l'élaboration et l'utilisation de la méthodologie d'évaluation de la sécurité climatique dans le Pacifique Des discussions sont en cours entre le CCR et l'ANU au sujet d'un appui potentiel aux activités de sécurité climatique pour les pays océaniques. 		
		OR1.5.2 <ul style="list-style-type: none"> Un référentiel des pertes et dommages est maintenu dans trois pays insulaires du Pacifique <p>NON ATTEINT</p>	1.5.2.1 <ul style="list-style-type: none"> Étudier les options et accompagner la mise en œuvre des recommandations convenues pour faire avancer les conclusions de l'évaluation exhaustive des risques liés aux changements climatiques en tenant compte des résultats des négociations de la CCNUCC sur le mécanisme de compensation des pertes et dommages 	1.5.2.1 <ul style="list-style-type: none"> Trois pays océaniques pour le dépôt durable des pertes et dommages doivent encore être établis et identifiés après avoir étudié les options fondées sur les recommandations de l'évaluation complète des risques liés aux changements climatiques. Le Fonds pour les pertes et dommages créé dans le cadre de la CCNUCC lors de la COP27 et mis en œuvre conformément à la décision de la COP28, ainsi que le Réseau de Santiago pour les pertes et dommages mis en œuvre lors de la COP28, offrent aux PEIDP la possibilité d'accéder au financement et à l'assistance technique pour combler les lacunes spécifiques en matière de pertes et dommages, conformément aux recommandations de l'évaluation globale des risques liés aux changements climatiques. 		

TOTAL DE L'OBJECTIF RÉGIONAL 1		Budget réel 2022	Budget réel supplémentaire 2023
	Total Coûts de personnel	2 139 650	2 508 257
	Total Frais de fonctionnement	7 504 470	13 251 092
	Total Dépenses d'investissement	69 994	83 652
	TOTAL GLOBAL	<u>9 714 113</u>	<u>\$ 15 843 001</u>

OBJECTIFS RÉGIONAL 1 : les peuples océaniques bénéficient d'une meilleure résilience face aux changements climatiques

PIP3
2022-2023

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES PAR SOURCE DE FINANCEMENT 2022 ET BUDGET SUPPLÉMENTAIRE 2023		
	USD	USD
Frais de personnel :	2022	Budget supplémentaire 2023
Budget supplémentaire Australie	832 023	847 514
Bureau australien de météorologie	294 590	
Union européenne	664 148	675 371
Gouvernement français	124 498	101 134
Fonds vert pour le climat	49 067	136 848
Hors budget supplémentaire Nouvelle-Zélande		597 445
Secrétariat du Forum du Pacifique	80 132	
Sous-total	2 044 458	2 358 312
Frais de fonctionnement :		
Fonds d'adaptation	2 921 326	149 081
Budget supplémentaire Australie	28 750	28 750
Hors budget supplémentaire Australie		1 700 616
Bureau météorologique australien	45 885	
Union européenne	2 114 604	1 703 204
Fonds vert pour le climat	846 050	1 084 931
Gouvernement français	193 000	231 500
Monaco		103 765
Hors budget supplémentaire Nouvelle-Zélande	371 360	110 000
Secrétariat du Forum du Pacifique	116 288	
Bureau météorologique du Royaume-Uni	208 000	208 000
États-Unis d'Amérique – NOAA	11 000	11 000
Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)		62 000
Organisation météorologique mondiale	25 200	25 200
Multibailleurs	52 895	
Sous-total	6 934 358	5 418 047
Frais d'investissement :		
Gouvernement français	5 000	5 000
Fonds vert pour le climat	4 000	
Union européenne	26 800	617 591
Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)		20 000
Sous-total	35 800	642 590
TOTAL GÉNÉRAL	9 014 616 \$	8 418 950 USD

DOTATION DES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES PAR ÉTAT MEMBRE 2022 ET BUDGET SUPPLÉMENTAIRE 2023		
	2022	Budget supplémentaire 2023
PAYS	USD	USD
Îles Cook		10 000
États fédérés de Micronésie	2 730 211	139 328
Kiribati	63 500	63 500
Nioué		10 000
Palaos		10 000
République des Îles Marshall		10 000
Régional	5 182 264	6 898 726
Îles Salomon	850 050	406 408
Samoa	125 091	106 965
Tuvalu	63 500	85 500
Vanuatu		678 523
TOTAL GÉNÉRAL	9 014 616 \$	8 418 950 \$

OBJECTIF RÉGIONAL 2
les peuples océaniques bénéficient d'écosystèmes insulaires
et océaniques sains et résilients

OBJECTIF RÉGIONAL 2 : les peuples océaniques bénéficient d'écosystèmes insulaires et océaniques sains et résilients

PIP3
2022-2023

Objectifs régionaux 2026	PIP3 2022/2023 Résultats	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD																																																																														
OR2.1 Gérer et protéger efficacement les écosystèmes marins et côtiers ; l'atténuation des impacts des activités de pêche afin de préserver des populations d'espèces menacées saines et de réduire l'émission de polluants marins qui augmentent les risques pour la santé humaine, afin de parvenir à des océans productifs en bonne santé qui soutiennent la sécurité alimentaire et le développement durable	OR2.1.0 Une aide a été apportée pour la gestion et la protection efficaces des écosystèmes marins et côtiers assurées afin de parvenir à des océans en bonne santé qui soutiennent le développement durable par le biais de la sécurité alimentaire.	OR2.1.1 : <ul style="list-style-type: none"> Des politiques de gestion des écosystèmes marins et côtiers sont appliquées dans au moins quatre pays. <p>NON ATTEINT</p>	2.1.1.1 <ul style="list-style-type: none"> Appliquer une gestion côtière intégrée à l'échelle du bassin versant dans des sites aux Fidji et à Vanuatu en recourant à l'initiative Gestion des prises accessoires et écosystèmes intégrés (BIEM) financée par le FED11 dans le cadre du programme du Partenariat Pacifique-Union européenne pour le milieu marin (PEUMP). 	2.1.1.1 <ul style="list-style-type: none"> Si la plupart des activités, notamment les formations, le recensement rapide de la biodiversité, l'évaluation des besoins en capacités et les programmes de gestion côtière, ont été menées à bien, les politiques de gestion des écosystèmes marins et côtiers n'ont pas encore été mises en œuvre. Personnel Un contrat d'expert-conseil a débuté dans le but d'interagir avec les communautés et les parties prenantes pour entreprendre des évaluations socioéconomiques et de biodiversité, et notamment d'élaborer un plan de gestion intégrée de l'écosystème du lagon de Beqa-Navua. L'UE a accepté une extension sans frais jusqu'en avril 2025 en raison de retards dans la mise en œuvre des activités du PEUMP de l'UE dans toutes les composantes causées par les impacts de la pandémie de Covid-19. Des rapports sur l'analyse et la cartographie de la résilience écosystémique et socioéconomique ont été présentés pour le bassin versant de Navua aux Fidji et pour Malekula (3 sites) et North Pentacost à Vanuatu. Une enquête rapide sur la biodiversité (BIORAP) a été réalisée pour Malekula et servira de base aux activités écosystémiques intégrées qui débiteront en 2023. Le film BIORAP a été réalisé et les données enregistrées. Les relevés marins BIORAP ont été reportés à 2023. 	<table border="1"> <tr> <th colspan="3">Sous-total – 739 960</th> </tr> <tr> <th>Coûts de personnel</th> <th>Frais de fonctionnement Coûts</th> <th>Investissements</th> </tr> <tr> <td>259 721</td> <td>474 745</td> <td>5 494</td> </tr> <tr> <th colspan="3">Source de financement</th> </tr> <tr> <td>AU</td> <td>107 748</td> <td></td> </tr> <tr> <td>AX</td> <td>22 658</td> <td></td> </tr> <tr> <td>EE</td> <td>340 491</td> <td></td> </tr> <tr> <td>FR</td> <td>46 034</td> <td></td> </tr> <tr> <td>IU</td> <td>99 281</td> <td></td> </tr> <tr> <td>MO</td> <td>683</td> <td></td> </tr> <tr> <td>MU</td> <td>5 025</td> <td></td> </tr> <tr> <td>NZ</td> <td>108 401</td> <td></td> </tr> <tr> <td>PW</td> <td>8 982</td> <td></td> </tr> <tr> <td>UE</td> <td>656</td> <td></td> </tr> </table>	Sous-total – 739 960			Coûts de personnel	Frais de fonctionnement Coûts	Investissements	259 721	474 745	5 494	Source de financement			AU	107 748		AX	22 658		EE	340 491		FR	46 034		IU	99 281		MO	683		MU	5 025		NZ	108 401		PW	8 982		UE	656		<table border="1"> <tr> <th colspan="3">Sous-total – 1 093 090</th> </tr> <tr> <th>Coûts de personnel</th> <th>Frais de fonctionnement Coûts</th> <th>Investissements</th> </tr> <tr> <td>647 578</td> <td>436 161</td> <td>9 351</td> </tr> <tr> <th colspan="3">Source de financement</th> </tr> <tr> <td>AU</td> <td>14 768</td> <td></td> </tr> <tr> <td>AX</td> <td>47 874</td> <td></td> </tr> <tr> <td>EE</td> <td>682 161</td> <td></td> </tr> <tr> <td>FR</td> <td>83 718</td> <td></td> </tr> <tr> <td>IU</td> <td>60 443</td> <td></td> </tr> <tr> <td>MU</td> <td>16 677</td> <td></td> </tr> <tr> <td>NZ</td> <td>133 376</td> <td></td> </tr> <tr> <td>UE</td> <td>54 073</td> <td></td> </tr> </table>	Sous-total – 1 093 090			Coûts de personnel	Frais de fonctionnement Coûts	Investissements	647 578	436 161	9 351	Source de financement			AU	14 768		AX	47 874		EE	682 161		FR	83 718		IU	60 443		MU	16 677		NZ	133 376		UE	54 073	
			Sous-total – 739 960																																																																																	
			Coûts de personnel	Frais de fonctionnement Coûts	Investissements																																																																															
259 721	474 745	5 494																																																																																		
Source de financement																																																																																				
AU	107 748																																																																																			
AX	22 658																																																																																			
EE	340 491																																																																																			
FR	46 034																																																																																			
IU	99 281																																																																																			
MO	683																																																																																			
MU	5 025																																																																																			
NZ	108 401																																																																																			
PW	8 982																																																																																			
UE	656																																																																																			
Sous-total – 1 093 090																																																																																				
Coûts de personnel	Frais de fonctionnement Coûts	Investissements																																																																																		
647 578	436 161	9 351																																																																																		
Source de financement																																																																																				
AU	14 768																																																																																			
AX	47 874																																																																																			
EE	682 161																																																																																			
FR	83 718																																																																																			
IU	60 443																																																																																			
MU	16 677																																																																																			
NZ	133 376																																																																																			
UE	54 073																																																																																			
			2.1.1.2 <ul style="list-style-type: none"> Définir des politiques de gestion et renforcer les capacités pour leur mise en œuvre, cette activité étant coordonnée par la composante B1 de l'initiative Kiwa 	2.1.1.2 <ul style="list-style-type: none"> L'évaluation des besoins en capacités a été réalisée conjointement avec la CPS dans le cadre de la composante régionale de l'initiative Kiwa. L'élaboration du programme régional de renforcement des capacités est en cours, le PROE mettant l'accent sur la gestion des écosystèmes côtiers et marins Un examen régional a été réalisé sur l'intégration de solutions fondées sur la nature et sa promulgation dans la politique de la CPS en 2022 Des fonds ont été obtenus pour l'intégration des solutions fondées sur la nature grâce à un partenariat dans le cadre du projet PPIN dirigé par l'UICN 																																																																																
			2.1.1.3 <ul style="list-style-type: none"> Gestion intégrée des îles et des océans dans la province centrale des îles Salomon dans le cadre du programme de l'UE-ACP-PEID Pacific BioScapes (PBSP). 	2.1.1.3 <ul style="list-style-type: none"> La mise en œuvre de cette activité du programme Pacific BioScapes aux îles Salomon a débuté en septembre 2023 avec des consultations initiales et locales. Le coordonnateur du PROE pour les îles Salomon a été nommé et est entré en fonction en décembre 2022 																																																																																

OBJECTIF RÉGIONAL 2 : les peuples océaniques bénéficient d'écosystèmes insulaires et océaniques sains et résilients

PIP3
2022-2023

Objectifs régionaux 2026	PIP3 2022/2023 Résultats	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD
			<p>2.1.1.4</p> <ul style="list-style-type: none"> Élaboration de stratégies de pêche au mérou dans la République des Îles Marshall dans le cadre du programme Pacific BioScapes 	<p>2.1.1.4</p> <ul style="list-style-type: none"> La mise en œuvre de cette activité du programme Pacific BioScapes en République des Îles Marshall a débuté en avril 2023. Une analyse pilote et un rapport ont été produits. 		
		<p>OR2.1.2</p> <ul style="list-style-type: none"> Mise en place nationale de planification spatiale aux Îles Salomon et aux Fidji <p>NON ATTEINT</p>	<p>2.1.2.1</p> <ul style="list-style-type: none"> En partenariat avec l'UICN, appuyer la planification spatiale marine à l'échelle nationale aux Fidji et aux Îles Salomon dans le cadre de l'initiative BIEM 	<p>2.1.2.1</p> <ul style="list-style-type: none"> La planification de l'espace marin à l'échelle nationale a été mise en œuvre aux Fidji et aux Îles Salomon grâce à des projets menés dans le cadre du PEUMP, du BIEM et de l'UICN. Les activités de planification spatiale marine aux Îles Salomon et aux Fidji dans le cadre de l'initiative BIEM du PEUMP sont achevées en 2023 Dans les Îles Salomon, l'UICN a travaillé avec le groupe de travail technique gouvernemental Ocean12, mandaté pour diriger la mise en œuvre de la politique océanique nationale des Îles Salomon, notamment pour mener un examen du projet de planification spatiale marine dans les Îles Salomon avant sa finalisation aux Fidji 		
			<p>2.1.2.2</p> <ul style="list-style-type: none"> Les activités de planification spatiale marine du programme UE ACP SIDS Pacific BioScapes ont été mises en œuvre aux Îles Cook et à Kiribati 	<p>2.1.2.2</p> <ul style="list-style-type: none"> La mise en œuvre de cette activité du programme Pacific BioScapes aux Îles Cook et à Kiribati a débuté en septembre 2023 avec des consultations initiales et locales. 		
		<p>OR2.1.3 :</p> <ul style="list-style-type: none"> Au moins deux États ou territoires insulaires océaniques ont régulièrement consulté des informations actualisées sur l'utilisation durable et sur la conservation des ressources côtières et marines <p>NON ATTEINT</p>	<p>2.1.3.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Aider les pays à utiliser les données disponibles pour encourager une exploitation durable des ressources côtières et marines, ainsi que leur conservation 	<p>2.1.3.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Un pays océanique (Samoa), par l'intermédiaire du Ministère des ressources naturelles et de l'environnement (MNRE) et du Ministère de l'agriculture et de la pêche (MAF), a accédé à des informations sur l'utilisation durable et la conservation des ressources côtières et marines concernant la mise en œuvre de la surveillance des récifs coralliens. Les données de surveillance existantes du MNRE et du MAF Samoa ont été ajoutées à la plateforme de données Mermaid et au portail Inform. La capacité de gestion fondée sur des éléments empiriques des récifs coralliens et des écosystèmes côtiers sera renforcée grâce à la mise en œuvre des activités du programme Pacific BioScapes qui appuient les portails de données sur l'environnement PIPAP et Inform en 2023-2024. 		

OBJECTIF RÉGIONAL 2 : les peuples océaniques bénéficient d'écosystèmes insulaires et océaniques sains et résilients

PIP3
2022-2023

Objectifs régionaux 2026	PIP3 2022/2023 Résultats	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD
				<ul style="list-style-type: none"> Le gouvernement australien a financé un projet avec l'Institut australien des sciences marines pour mettre en œuvre la surveillance des récifs coralliens dans le Pacifique. Le projet a d'abord été mis en œuvre au Samoa en partenariat avec le Ministère des ressources naturelles et de l'environnement du Samoa (MNRE) et le Ministère de l'agriculture et de la pêche (MAF), avant d'être étendu à un ou deux autres pays du Pacifique sous l'égide du programme Pacific BioScapes. (à déterminer en mai 2024) Un atelier à Cairns financé par l'Autorité du parc marin de la Grande Barrière de corail a réuni des responsables de la gestion des récifs des îles du Pacifique dans la Grande Barrière de corail en août 2023. Lors de cet atelier seront examinées les interventions réalisées sur les récifs, les besoins d'aide avec les partenaires scientifiques australiens et américains et le DFAT seront également discutés afin d'établir la base d'une stratégie de mise en œuvre du plan d'action pour les récifs coralliens du Pacifique. 		
			<p>2.1.3.2</p> <ul style="list-style-type: none"> Communiquer aux ministères les informations recueillies et les diffuser via le portail Inform 	<p>2.1.3.2</p> <ul style="list-style-type: none"> Les résultats de la surveillance des récifs coralliens ont été communiqués au moyen de supports appropriés développés en interne par l'analyste des SIG du PROE et inclus sur les pages nationales du portail Inform. Dans la mesure du possible, les données existantes seront compilées et incluses dans les séries chronologiques relatives aux récifs. Un accord a été conclu avec les Ministères samoans pour ajouter les données de surveillance existantes du MNRE et du MAF dans les données Mermaid et sur le portail Inform 		
			<p>2.1.3.2</p> <ul style="list-style-type: none"> Échange d'apprentissage sur la pêche dans les récifs coralliens et atelier visant à développer l'analyse des données halieutiques et les évaluations basées sur les espèces en Micronésie par le biais du programme Pacific BioScapes 	<p>2.1.3.3</p> <ul style="list-style-type: none"> La mise en œuvre de cette activité du programme Pacific BioScapes en Micronésie était/est prévue pour 2025 seulement. 		

OBJECTIF RÉGIONAL 2 : les peuples océaniques bénéficient d'écosystèmes insulaires et océaniques sains et résilients

PIP3
2022-2023

Objectifs régionaux 2026	PIP3 2022/2023 Résultats	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD
		<p>OR2.1.4</p> <ul style="list-style-type: none"> Les incidences et menaces pesant sur la santé des environnements côtiers et marins ont été atténuées dans au moins deux États ou territoires insulaires océaniques <p>NON ATTEINT</p>	<p>2.1.4.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Atténuer les incidences et les menaces pesant sur les écosystèmes côtiers grâce à la mise en œuvre des composantes « Gestion côtière intégrée » et « Adaptation écosystémique aux changements climatiques » de l'initiative BIEM aux Fidji et à Vanuatu 	<p>2.1.4.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Des activités clés liées à l'atténuation des impacts et des menaces pesant sur les écosystèmes côtiers sont en cours, comme l'analyse et la cartographie de la résilience écosystémique et socioéconomique (ESRAM), la promotion du plan P-CRAP, la surveillance du récif corallien. La collecte de données sur le terrain pour l'ESRAM à Vanuatu a été réalisée par l'Université Griffith. Des options d'adaptation écosystémique seront finalisées en 2023 Un contrat de consultance a été conclu pour mettre en œuvre des activités « du massif au récif » dans le lagon de Beqa-Navua en 2023-2024 		
			<p>2.1.4.2</p> <ul style="list-style-type: none"> Débuter l'exécution du Plan d'action pour les récifs coralliens du Pacifique (P-CRAP) en collaboration avec les pays et les partenaires 	<p>2.1.4.2</p> <ul style="list-style-type: none"> Des entretiens individuels avec tous les États et territoires insulaires océaniques ont abouti à un projet de plan de mise en œuvre du P-CRAP. Des supports de communication ont été élaborés pour promouvoir le plan. (vidéo de 15 minutes et versions 3x1 minute) Création d'une page sur le site internet du PROE Lancement du projet de surveillance des récifs coralliens avec l'Institut australien des sciences marines (AIMS) et le Ministère des ressources naturelles et de l'environnement du Samoa. L'atelier et la réunion de lancement ont réuni 16 personnes, dont le directeur général de l'AIMS, le Directeur de recherche principal de l'AIMS, le Directeur général adjoint du MNRE DEC, la Directrice générale adjointe du PROE. La documentation du projet a été élaborée et le contrat préparé <ul style="list-style-type: none"> Un webinaire a été organisé avec la Khaled bin Sultan Living Oceans Foundation pour partager les travaux effectués sur les récifs coralliens de la région et établir des partenariats Une réunion a été organisée avec les partenaires AIMS et NAMMA pour élaborer des plans d'échange des savoirs traditionnels avec les propriétaires traditionnels en Australie L'événement parallèle de l'Initiative internationale pour les récifs coralliens (ICRI) s'est tenu à Montréal en marge de la CdP15 à la CDB en présence de responsables ministériels et de hauts fonctionnaires, dont le Directeur général du PROE, le ministre de l'Environnement de Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Premier ministre de Nioué, ce qui a envoyé un message fort de la part du Pacifique sur les défis et les engagements à prendre pour la préservation des récifs coralliens 		

OBJECTIF RÉGIONAL 2 : les peuples océaniques bénéficient d'écosystèmes insulaires et océaniques sains et résilients

PIP3
2022-2023

Objectifs régionaux 2026	PIP3 2022/2023 Résultats	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD
			<p>2.1.4.3</p> <ul style="list-style-type: none"> Définir quelles sont les incidences et menaces, et renforcer les capacités pour leur atténuation, cette activité étant coordonnée par la composante B1 de l'initiative Kiwa 	<p>2.1.4.3</p> <ul style="list-style-type: none"> Une cogestion avec la CPS est engagée en consultation avec les points de contact du PROE et les spécialistes des solutions fondées sur la nature, s'agissant de l'évaluation des besoins en renforcement des capacités ou l'adaptation aux changements climatiques dans le cadre de la composante B1 de l'initiative Kiwa Un rapport de consultant a été rédigé sur l'évaluation des besoins, qui a permis d'identifier les besoins de gestion et besoins fondamentaux pour faire avancer les solutions fondées sur la nature 		
			<p>2.1.4.4</p> <ul style="list-style-type: none"> Évaluer et cartographier les priorités régionales de protection marine par le biais du programme Pacific BioScapes pour la Polynésie, la Micronésie et la Mélanésie 	<p>2.1.4.4</p> <ul style="list-style-type: none"> La mise en œuvre de cette activité du programme Pacific BioScapes a débuté en mars 2023 avec des réunions périodiques des groupes de coordination nationaux. 		
			<p>2.1.4.5</p> <ul style="list-style-type: none"> Produire et mettre en œuvre des fiches d'évaluation des écosystèmes pour la Micronésie par le biais du programme Pacific BioScapes 	<p>2.1.4.5</p> <ul style="list-style-type: none"> La mise en œuvre de cette activité du programme Pacific BioScapes en Micronésie était/est prévue pour 2024-2025 seulement. 		
			<p>2.1.4.6</p> <ul style="list-style-type: none"> Évaluer les impacts de la culture du kava sur les forêts tropicales, les écosystèmes côtiers et les principales espèces d'oiseaux, et élaborer et mettre en œuvre des solutions dans le cadre du programme Pacific BioScapes. 	<p>2.1.4.6</p> <ul style="list-style-type: none"> La mise en œuvre de cette activité du programme Pacific BioScapes aux Fidji et à Vanuatu a débuté avec des retards. 		
			<p>2.1.4.7</p> <ul style="list-style-type: none"> Gestion et restauration des côtes de Moata'a et Saipipi (Samoa) dans le cadre du programme Pacific BioScapes 	<p>2.1.4.7</p> <ul style="list-style-type: none"> Les évaluations écologiques ont commencé après la fin des négociations contractuelles et la réunion de lancement s'est tenue en ligne en mai 2023. Une formation aux évaluations scientifiques des mangroves sera organisée pour les étudiants, le MNRE, le MAF et les membres communautaires. Ce projet se poursuivra au cours des trois prochaines années 		

OBJECTIF RÉGIONAL 2 : les peuples océaniques bénéficient d'écosystèmes insulaires et océaniques sains et résilients

PIP3
2022-2023

Objectifs régionaux 2026	PIP3 2022/2023 Résultats	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD																																																																																										
				<ul style="list-style-type: none"> Les dépenses des fonds restants pour cette activité sont en cours d'examen, et une modification du contrat doit être soumise à l'UE afin de garantir que les livrables du projet s'alignent sur les priorités du gouvernement samoan qui ont été élaborées lors des consultations sur la planification de l'espace marin autour du Samoa. Le nouveau livrable augmentera le nombre de bénéficiaires des fonds du PBSP pour soutenir le MNRE dans l'exécution de la Stratégie samoane pour les océans 																																																																																												
R02.2 Encourager la conservation et l'exploitation durable de la biodiversité et des écosystèmes marins, côtiers et terrestres conformément aux engagements régionaux et internationaux.	OR2.2.0 Soutien à la conservation et à l'utilisation durable de la biodiversité et des écosystèmes marins, côtiers et terrestres en conformité avec les engagements internationaux.	OR2.2.1 : <ul style="list-style-type: none"> Les capacités de gestion des aires protégées ont été améliorées dans 4 États et territoires insulaires océaniques via le programme régional d'appui du PROE, grâce à des outils comme le PIPAP <p>ATTEINT</p>	2.2.1.1 <ul style="list-style-type: none"> Organiser, pour au moins trois pays insulaires du Pacifique, des formations virtuelles de base à l'utilisation d'outils et de fonctionnalités et à la navigation sur le Portail des aires protégées des îles du Pacifique (PIPAP), ainsi que des formations aux systèmes d'information géographique appliqués aux aires protégées 	2.2.1.1 <ul style="list-style-type: none"> Cinq pays océaniques (Samoa, Nauru, Îles Salomon, Vanuatu et Fidji) ont amélioré leur capacité de gestion des aires protégées dans le cadre des programmes d'appui régionaux du PROE en utilisant des outils de planification et de prise de décision aux niveaux régional et national. Par exemple, l'utilisation du PIPAP, les enseignements tirés des formations aux compétences SIG/géospatiales et les études de cas. Une formation sur l'utilisation des outils et des fonctionnalités, la navigation dans le PIPAP et les compétences SIG/géospatiales liées aux aires protégées a été menée à bien pour le Samoa et Nauru. Les Îles Salomon et les Fidji ont participé à la session 2023 des spécialistes du SIG et de la télédétection. La formation prévue pour les États fédérés de Micronésie et la Papouasie-Nouvelle-Guinée n'a pas eu lieu en raison de difficultés de communication et de l'indisponibilité du personnel clé du gouvernement 	<table border="1"> <thead> <tr> <th colspan="3">Sous-total – 1 304 712</th> </tr> <tr> <th>Coûts de personnel</th> <th>Frais de fonctionnement Coûts</th> <th>Investissements</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>511 244</td> <td>790 944</td> <td>2 525</td> </tr> <tr> <th colspan="3">Source de financement</th> </tr> <tr> <td>AU</td> <td>292 846</td> <td></td> </tr> <tr> <td>AX</td> <td>120 936</td> <td></td> </tr> <tr> <td>EE</td> <td>182 805</td> <td></td> </tr> <tr> <td>FR</td> <td>131 905</td> <td></td> </tr> <tr> <td>GI</td> <td>23 823</td> <td></td> </tr> <tr> <td>IR</td> <td>9 887</td> <td></td> </tr> <tr> <td>IU</td> <td>64 501</td> <td></td> </tr> <tr> <td>MU</td> <td>24 345</td> <td></td> </tr> <tr> <td>NX</td> <td>-480</td> <td></td> </tr> <tr> <td>NZ</td> <td>56 417</td> <td></td> </tr> <tr> <td>PK</td> <td>971</td> <td></td> </tr> <tr> <td>PW</td> <td>24 777</td> <td></td> </tr> <tr> <td>UE</td> <td>371 979</td> <td></td> </tr> </tbody> </table>	Sous-total – 1 304 712			Coûts de personnel	Frais de fonctionnement Coûts	Investissements	511 244	790 944	2 525	Source de financement			AU	292 846		AX	120 936		EE	182 805		FR	131 905		GI	23 823		IR	9 887		IU	64 501		MU	24 345		NX	-480		NZ	56 417		PK	971		PW	24 777		UE	371 979		<table border="1"> <thead> <tr> <th colspan="3">Sous-total – 1 397 715</th> </tr> <tr> <th>Coûts de personnel</th> <th>Frais de fonctionnement Coûts</th> <th>Investissements</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>402 254</td> <td>994 180</td> <td>1 281</td> </tr> <tr> <th colspan="3">Source de financement</th> </tr> <tr> <td>AU</td> <td>321 640</td> <td></td> </tr> <tr> <td>AX</td> <td>-2 847</td> <td></td> </tr> <tr> <td>EE</td> <td>440 856</td> <td></td> </tr> <tr> <td>FR</td> <td>246 768</td> <td></td> </tr> <tr> <td>IU</td> <td>86 359</td> <td></td> </tr> <tr> <td>MU</td> <td>7 639</td> <td></td> </tr> <tr> <td>NZ</td> <td>61 091</td> <td></td> </tr> <tr> <td>PW</td> <td>14 846</td> <td></td> </tr> <tr> <td>UE</td> <td>221 363</td> <td></td> </tr> </tbody> </table>	Sous-total – 1 397 715			Coûts de personnel	Frais de fonctionnement Coûts	Investissements	402 254	994 180	1 281	Source de financement			AU	321 640		AX	-2 847		EE	440 856		FR	246 768		IU	86 359		MU	7 639		NZ	61 091		PW	14 846		UE	221 363	
			Sous-total – 1 304 712																																																																																													
Coûts de personnel	Frais de fonctionnement Coûts	Investissements																																																																																														
511 244	790 944	2 525																																																																																														
Source de financement																																																																																																
AU	292 846																																																																																															
AX	120 936																																																																																															
EE	182 805																																																																																															
FR	131 905																																																																																															
GI	23 823																																																																																															
IR	9 887																																																																																															
IU	64 501																																																																																															
MU	24 345																																																																																															
NX	-480																																																																																															
NZ	56 417																																																																																															
PK	971																																																																																															
PW	24 777																																																																																															
UE	371 979																																																																																															
Sous-total – 1 397 715																																																																																																
Coûts de personnel	Frais de fonctionnement Coûts	Investissements																																																																																														
402 254	994 180	1 281																																																																																														
Source de financement																																																																																																
AU	321 640																																																																																															
AX	-2 847																																																																																															
EE	440 856																																																																																															
FR	246 768																																																																																															
IU	86 359																																																																																															
MU	7 639																																																																																															
NZ	61 091																																																																																															
PW	14 846																																																																																															
UE	221 363																																																																																															
			2.2.1.2 <ul style="list-style-type: none"> Recenser les études de cas sur l'utilisation du PIPAP pour les procédures de planification et de prise de décisions aux niveaux national et régional, et les consigner par écrit 	2.2.1.2 <ul style="list-style-type: none"> Promotion et diffusion d'études de cas autour du Samoa, des Îles Salomon et de Vanuatu sur l'utilisation du PIPAP et des compétences de formation connexes pour les procédures de planification et de prise de décision. Celles-ci ont été mises en évidence lors d'un séminaire interne au PROE concernant la gestion des connaissances et seront également présentées lors d'un symposium de partage des connaissances BIOPAMA au cours de la prochaine conférence IMPAC5 (février 2023) En 2023, un atelier et un rapport sur les OECM aux îles Cook ont présenté le PIPAP comme un outil de planification. En 2023, un atelier UICN-ORO en Papouasie-Nouvelle-Guinée a présenté le PIPAP en tant qu'outil de planification et de prise de décision lors d'un atelier organisé par le PROE. 																																																																																												

OBJECTIF RÉGIONAL 2 : les peuples océaniques bénéficient d'écosystèmes insulaires et océaniques sains et résilients

PIP3
2022-2023

Objectifs régionaux 2026	PIP3 2022/2023 Résultats	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD
			<p>2.2.1.3</p> <ul style="list-style-type: none"> Appuyer le travail des comités consultatifs sur les aires protégées nationales dans deux pays insulaires du Pacifique. Poursuivre la publication du bulletin hebdomadaire du PIPAP pour diffuser les informations et les supports de formation à destination des acteurs régionaux et nationaux, et atteindre un nombre d'abonnés supérieur à 720. Poursuivre l'ajout de nouvelles sources d'informations dans le PIPAP, et faire passer le nombre de fiches à 6 000 ; contribuer à l'intégration de liens avec d'autres sources en ligne d'informations pertinentes, d'outils et de solutions à propos des aires protégées. 	<p>2.2.1.3</p> <ul style="list-style-type: none"> Organisation réussie de la troisième réunion annuelle du Comité consultatif sur les aires protégées nationales (PAAC) du Samoa en collaboration avec le MNRE du Samoa 21 acteurs et spécialistes nationaux des aires protégées ont participé à la réunion Le mandat du PAAC a été révisé pour étendre l'adhésion aux conseillers spécialistes des changements climatiques, notamment pour travailler sur l'alignement de la typologie des aires protégées nationales sur les catégories d'aires protégées de l'UICN, et pour mieux comprendre le cadre mondial de la biodiversité post-2020, les implications pour le Samoa et le soutien du PROE avant la CdP15 à la CDB, puis par la suite 		
			<p>2.2.1.4</p> <ul style="list-style-type: none"> Encourager l'utilisation du forum de discussion « talanoa » du PIPAP en tant qu'outil contribuant au partage et à l'échange d'informations dans la région 	<p>2.2.1.4</p> <ul style="list-style-type: none"> Diffusion du bulletin hebdomadaire PIPAP en 2022, communication d'informations et de ressources de formation, etc. par le biais de 49 numéros envoyés à plus de 720 parties prenantes et spécialistes nationaux et régionaux 96 bulletins d'information ont été adressés à plus de 750 acteurs nationaux et régionaux ainsi qu'à des partenaires internationaux. https://newsletter.pipap.sprep.org/tr-8F73FF0F0067F0BA2540EF23F30FEDED De nouvelles ressources d'informations liées aux aires protégées ont continué d'être ajoutées au PIPAP en 2022, avec un total de plus de 7 100 ressources liées au portail Plus de 1 300 ressources et actualités ont été ajoutées au portail entre 2022 et 2023. Poursuite de la promotion de l'utilisation du forum de discussion « talanoa » du PIPAP pour partager et échanger des informations en 2022-2023. Un total de 16 messages ont été publiés sur le forum « talanoa » en 2022, pour plus de 1 600 vues Plus de 3 000 vues et visites reçues pour 2022-2023. 24 publications sur le forum « talanoa » ont été faites au cours de la période 2022-2023. 		

OBJECTIF RÉGIONAL 2 : les peuples océaniques bénéficient d'écosystèmes insulaires et océaniques sains et résilients

PIP3
2022-2023

Objectifs régionaux 2026	PIP3 2022/2023 Résultats	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD
		<p>OR2.2.2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> La Table ronde du Pacifique pour la conservation de la nature (PIRT) est bien coordonnée, notamment en ce qui concerne l'application du Cadre régional pour la conservation de la nature et la mise en place des aires protégées. <p>ATTEINT</p>	<p>2.2.2.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Convoquer une rencontre annuelle de la PIRT et des rencontres connexes des groupes de travail de la PIRT pour permettre une coordination efficace de la progression régionale vis-à-vis des nouveaux cadres régionaux et mondiaux pour la biodiversité. 	<p>2.2.2.1</p> <ul style="list-style-type: none"> La PIRT a coordonné et augmenté le nombre de ses membres de manière efficace en participant à des réunions de groupes de travail sur la mise en œuvre du Cadre régional pour la conservation de la nature et la mise en place des aires protégées. Organisation de la réunion annuelle de la PIRT en tant qu'événement hybride aux Fidji, avec la participation d'au moins 14 organisations en 2022. Le rapport annuel est disponible ici : https://www.pacificislandsroundtable.com/_files/ugd/5e6710_5088ac1103644aadbe6dffbddea70cdb.pdf 8 membres de la PIRT ont également participé à la réunion pré-CdP à la CDB du Pacifique, et ont apporté une contribution technique aux points prioritaires de l'ordre du jour de la CdP du Pacifique et du CMB En 2023, une autre réunion annuelle hybride de la PIRT a eu lieu avec près de 80 participants, dont 11 membres de la PIRT, ainsi que d'autres partenaires clés, y compris la délégation de l'Union européenne dans le Pacifique, le gouvernement australien, le PNUE et la FAO. Elle a rencontré un franc succès. Le rapport annuel est disponible ici : https://www.pacificislandsroundtable.com/_files/ugd/5e6710_0dcb384451a14405acb5632bed200916.pdf 		
			<p>2.2.2.2</p> <ul style="list-style-type: none"> Établir et coordonner les priorités du Réseau des jeunes sur la biodiversité des îles du Pacifique par le biais du programme Pacific BioScapes 	<p>2.2.2.2</p> <ul style="list-style-type: none"> Publication fin 2022 d'un poste de jeune professionnel du PROE pour un coordonnateur de la biodiversité PIRT, et finalisation d'une première liste. Le candidat retenu a signé un contrat fin 2023 et a commencé à travailler en février 2024. 		
			<p>2.2.2.3</p> <ul style="list-style-type: none"> Continuer à élargir le nombre de membres de la Table ronde des îles du Pacifique pour la conservation de la nature (PIRT) 	<p>2.2.2.3</p> <ul style="list-style-type: none"> Deux organisations sont devenues de nouveaux membres de la PIRT : ajout d'Island Conservation et du Comité national français de l'UICN Deux nouveaux groupes de travail de la PIRT ont été créés, l'un sur la culture de la nature et l'autre sur les solutions axées sur la nature. Deux organisations sont devenues de nouveaux membres de la PIRT : ajout d'Island Conservation et du Comité national français de l'UICN 		

OBJECTIF RÉGIONAL 2 : les peuples océaniques bénéficient d'écosystèmes insulaires et océaniques sains et résilients

PIP3
2022-2023

Objectifs régionaux 2026	PIP3 2022/2023 Résultats	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD
		<p>OR2.2.3 :</p> <ul style="list-style-type: none"> Neuf Parties du Pacifique insulaire à la Convention sur la diversité biologique (CDB) ont bénéficié d'un renforcement de leurs capacités à satisfaire aux obligations leur incombant en vertu de cette Convention, notamment en ce qui concerne l'objectif 3 (Accès et partage des avantages, APA), afin d'améliorer la gestion des ressources génétiques par ces pays aux niveaux national et régional <p>ATTEINT</p>	<p>2.2.3.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Convoquer des réunions sur la CDB pour la région du Pacifique insulaire avant et après les Conférences des Parties, notamment à propos de la mise en œuvre du Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 	<p>2.2.3.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Des engagements ont été pris dans 14 pays océaniques au titre de la CDB, notamment l'objectif 3 sur l'accès et partage des avantages (APA), afin de permettre une meilleure gestion régionale et nationale des ressources génériques dans les pays signataires. Des activités clés ont été entreprises : <ul style="list-style-type: none"> Organisation réussie d'une réunion hybride préparatoire de la CdP15 à la CDB aux Fidji pour les Parties du Pacifique. Les 14 îles du Pacifique parties, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, les partenaires de la PIRT, Pew Charitable Trust et le Secrétariat de la CDB ont participé à la réunion. Au total 75 participants étaient présents. Six réunions préparatoires ont été organisées pour les Parties du Pacifique en préparation des réunions intersessions de la CDB, notamment l'OSASTT, l'OSM et le GTCN, en amont de la CdP15 à la CDB. La participation du Pacifique à la CdP15 à la CDB a été un succès, tous les pays océaniques étant représentés par 1 à 3 délégués présents et coordonnés dans le cadre de l'approche « One CORP ». Des efforts considérables ont été déployés pour trouver des partenaires et des financements afin d'organiser conjointement un dialogue en personne sur le Pacifique, axé sur la mise en œuvre du Cadre mondial de la biodiversité, dont les stratégies et plans d'action nationaux en faveur de la biodiversité (SPANB). Le dialogue sur les SPANB dans le Pacifique est prévu pour mars 2024. 		
			<p>2.2.3.2</p> <ul style="list-style-type: none"> Faire en sorte qu'une assistance technique sur l'APA soit prodiguée par des experts régionaux-ales pendant les réunions régionales précédant et suivant les CdP 	<p>2.2.3.2</p> <ul style="list-style-type: none"> Une expertise technique a été apportée par le ou la responsable APA du PROE avant et pendant la CdP15 à la CDB, notamment durant la réunion préalable à la CdP organisée à Nadi (Fidji), et lors de la rédaction des notes d'information et des interventions du Pacifique pour la CdP15 		

OBJECTIF RÉGIONAL 2 : les peuples océaniques bénéficient d'écosystèmes insulaires et océaniques sains et résilients

PIP3
2022-2023

Objectifs régionaux 2026	PIP3 2022/2023 Résultats	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD																																																												
OR2.3 prévenir l'extinction des espèces menacées et soutenir les mesures visant à préserver leur état de conservation	OR2.3.0 : Soutien aux mesures visant à empêcher l'extinction, et à préserver les espèces menacées.	OR2.3.1 : <ul style="list-style-type: none"> Mise en place du PAEM comme base pour la conservation des espèces marines menacées par au moins 8 États et territoires insulaires océaniques <p>ATTEINT</p>	2.3.1.1 <ul style="list-style-type: none"> Développer des supports de sensibilisation du public aux espèces marines menacées, financés par l'ACP-MEA3 	2.3.1.1 <ul style="list-style-type: none"> Les pays qui ont bénéficié d'une assistance pour l'élaboration de plans de mise en œuvre n'ont pas encore appliqué leurs plans de développement du Plan d'action sur les espèces marines (MSAP). Deux pays ont élaboré leurs plans de mise en œuvre grâce à un détachement supplémentaire du NZDOC (ministère néo-zélandais de la Conservation). Les principales activités entreprises sont les suivantes : Une série d'affiches en français et en anglais sur le Programme régional sur les espèces marines des îles du Pacifique 2022-2026 est achevée et disponible en ligne dans les ressources de la bibliothèque du PROE ; elles ont été présentées lors de la Conférence du PROE 2023. https://library.sprep.org/content/our-pacific-ecosystem-poster 	<table border="1"> <thead> <tr> <th colspan="3">Sous-total – 741 792</th> </tr> <tr> <th>Coûts de personnel</th> <th>Frais de fonctionnement Coûts</th> <th>Investissements</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>204 929</td> <td>536 863</td> <td></td> </tr> <tr> <th colspan="3">Source de financement</th> </tr> <tr> <td>AU</td> <td>-1 279</td> <td></td> </tr> <tr> <td>EE</td> <td>491 636</td> <td></td> </tr> <tr> <td>FR</td> <td>13 048</td> <td></td> </tr> <tr> <td>MU</td> <td>8 716</td> <td></td> </tr> <tr> <td>NZ</td> <td>179 958</td> <td></td> </tr> <tr> <td>PW</td> <td>16 446</td> <td></td> </tr> <tr> <td>UE</td> <td>33 268</td> <td></td> </tr> </tbody> </table>	Sous-total – 741 792			Coûts de personnel	Frais de fonctionnement Coûts	Investissements	204 929	536 863		Source de financement			AU	-1 279		EE	491 636		FR	13 048		MU	8 716		NZ	179 958		PW	16 446		UE	33 268		<table border="1"> <thead> <tr> <th colspan="3">Sous-total – 1 042 930</th> </tr> <tr> <th>Coûts de personnel</th> <th>Frais de fonctionnement Coûts</th> <th>Investissements</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>176 967</td> <td>864 816</td> <td>1 147</td> </tr> <tr> <th colspan="3">Source de financement</th> </tr> <tr> <td>AX</td> <td>833</td> <td></td> </tr> <tr> <td>EE</td> <td>848 397</td> <td></td> </tr> <tr> <td>MU</td> <td>40</td> <td></td> </tr> <tr> <td>NZ</td> <td>192 048</td> <td></td> </tr> <tr> <td>UE</td> <td>1 612</td> <td></td> </tr> </tbody> </table>	Sous-total – 1 042 930			Coûts de personnel	Frais de fonctionnement Coûts	Investissements	176 967	864 816	1 147	Source de financement			AX	833		EE	848 397		MU	40		NZ	192 048		UE	1 612	
			Sous-total – 741 792																																																															
			Coûts de personnel	Frais de fonctionnement Coûts	Investissements																																																													
			204 929	536 863																																																														
Source de financement																																																																		
AU	-1 279																																																																	
EE	491 636																																																																	
FR	13 048																																																																	
MU	8 716																																																																	
NZ	179 958																																																																	
PW	16 446																																																																	
UE	33 268																																																																	
Sous-total – 1 042 930																																																																		
Coûts de personnel	Frais de fonctionnement Coûts	Investissements																																																																
176 967	864 816	1 147																																																																
Source de financement																																																																		
AX	833																																																																	
EE	848 397																																																																	
MU	40																																																																	
NZ	192 048																																																																	
UE	1 612																																																																	
2.3.1.2 <ul style="list-style-type: none"> Organiser des ateliers sur les espèces marines à destination des États et territoires insulaires océaniques pour au plus cinq groupes d'espèces, dans le but d'élaborer des plans de mise en œuvre nationaux pour les Plans d'action régionaux sur les espèces marines (PARES), financés par le programme ACP-MEA 3 	2.3.1.2 Les activités en ligne réalisées sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none"> un webinaire pour les États et territoires insulaires océaniques a été organisé en juillet 2023 sur la mise en œuvre du RMSP 2023-2025. Vous trouverez le rapport ici. https://www.sprep.org/sites/default/files/users/hanna_hh.ext/marine-species-programme-webinar-2023-report.pdf Le webinaire est toujours disponible en ligne. Il a été suivi de réunions individuelles avec les pays qui en ont fait la demande pour élaborer leurs plans de mise en œuvre. Ceci a été rendu possible grâce au détachement supplémentaire du NZDOC. Deux pays ont élaboré des plans. 																																																																	
2.3.1.3 <ul style="list-style-type: none"> Spécialiste en tortues marines embauché par le biais du programme EU Pacific BioScapes pour épauler l'équipe TAMS 	2.3.1.3 <ul style="list-style-type: none"> Poste contractuel de 3 ans jusqu'en août 2025 																																																																	
2.3.1.4 <ul style="list-style-type: none"> Manuel de surveillance et de marquage des tortues marines élaboré pour aider les États ou territoires insulaires océaniques à assurer la cohérence de la surveillance dans toute la région dans le cadre du programme Pacific BioScapes de l'UE. 	2.3.1.4 <ul style="list-style-type: none"> Le manuel de surveillance des tortues marines a été achevé et un webinaire en ligne a été organisé. Il est disponible ici. https://library.sprep.org/content/sea-turtle-monitoring-manual-guide-selecting-appropriate-tools-basic-sea-turtle-research 																																																																	

OBJECTIF RÉGIONAL 2 : les peuples océaniques bénéficient d'écosystèmes insulaires et océaniques sains et résilients

PIP3
2022-2023

Objectifs régionaux 2026	PIP3 2022/2023 Résultats	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD
			<p>2.3.1.5</p> <ul style="list-style-type: none"> Manuel de surveillance des oiseaux de mer élaboré dans le cadre du programme Pacific BioScapes de l'UE 	<p>2.3.1.5</p> <ul style="list-style-type: none"> Consultant e à embaucher 		
			<p>2.3.1.6</p> <ul style="list-style-type: none"> Base de données sur les colonies d'oiseaux de mer constituée dans le cadre du programme Pacific BioScapes de l'UE 	<p>2.3.1.6</p> <ul style="list-style-type: none"> Un contrat est en place devant être achevé en août 2023 		
		<p>OR2.3.2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> Les données et informations relatives à l'état de conservation des espèces menacées sont régulièrement communiquées aux échelles régionale et nationale <p>NON ATTEINT</p>	<p>2.3.2.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Mettre en œuvre e-CITES dans un pays Partie à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) (ACP-MEA 3) 	<p>2.3.2.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Les données et informations relatives à l'état de conservation des espèces menacées n'ont pas été partagées aux niveaux régional et national. Planification pour 2024 en raison de la lenteur des changements législatifs nécessaires à Vanuatu Un petit contrat a permis quelques recherches supplémentaires sur le terrain, l'évaluation de la littérature, la conception de l'enquête sur les dauphins et la version finale du manuscrit sur l'aire importante pour les mammifères marins (AIMM) du delta Kikori, notamment les dauphins, ainsi que la pêche à la vessie natatoire qui devrait prendre fin à la fin d'avril 2024. 		
			<p>2.3.2.2</p> <ul style="list-style-type: none"> Élaborer des plans de gestion des zones importantes pour les mammifères marins ou entreprendre des travaux connexes pour soutenir lesdites zones dans deux pays insulaires du Pacifique (ACP-MEA 3) 	<p>2.3.2.2</p> <ul style="list-style-type: none"> Un petit contrat a permis quelques recherches supplémentaires sur le terrain, l'évaluation de la littérature, la conception de l'enquête sur les dauphins et la version finale du manuscrit sur l'aire importante pour les mammifères marins (AIMM) du delta Kikori, notamment les dauphins, ainsi que la pêche à la vessie natatoire qui devrait prendre fin à la fin d'avril 2024. 		
			<p>2.3.2.3</p> <ul style="list-style-type: none"> En partenariat avec TRAFFIC, cinq Membres ont été aidés à élaborer des plans de gestion et un système de délivrance d'avis de commerce non préjudiciable pour les espèces marines répertoriées à l'Annexe II via l'initiative BIEM du PEUMP de l'UE 	<p>2.3.2.3</p> <ul style="list-style-type: none"> Des ateliers régionaux sur les tortues marines ont été organisés, au cours desquels les participants ont passé en revue leur travail de conservation des tortues avec les résolutions proposées à la CITES et approuvées lors de la CdP19 à la CITES Un atelier régional en ligne a été organisé avec TRAFFIC sur les tortues et les requins pour les Parties à la CITES Tonga – Préparation de projets d'avis de commerce non préjudiciable (ACNP) pour les palourdes géantes, les coraux et les requins Vanuatu – ACNP en cours pour les requins makos Fidji – ACNP pour les palourdes géantes préparé, en attente de l'approbation formelle des Ministères des Fidji. Élaboration probable d'un plan de gestion Îles Salomon – Plan national de gestion du crocodile d'eau salée en cours, y compris l'atelier de formation et l'examen du premier jet 		

OBJECTIF RÉGIONAL 2 : les peuples océaniques bénéficient d'écosystèmes insulaires et océaniques sains et résilients

PIP3
2022-2023

Objectifs régionaux 2026	PIP3 2022/2023 Résultats	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD
				<ul style="list-style-type: none"> • Îles Salomon – Élaboration en cours de l'ACNP pour la consultation relative aux stocks de palourdes géantes. Des PAN sont en cours pour les requins et les tortues • Papouasie-Nouvelle-Guinée – Examen des cinq amendements à la loi sur le commerce des crocodiles pour permettre une consultation suffisante sur les modifications législatives et réglementaires • Vanuatu – Des PAN pour les requins, les tortues et les oiseaux de mer sont bien avancés et devraient être achevés en mai 2023 • Îles Salomon – Un PAN pour les tortues marines est en attente d'approbation par le cabinet • Papouasie-Nouvelle-Guinée – Un PAN pour les requins a été lancé en juin 2021 		
			2.3.2.4 <ul style="list-style-type: none"> • Soutenir les Parties à la CITES lors de la réunion préalable à la CdP et de la CdP 	2.3.2.4 <ul style="list-style-type: none"> • Réunion préalable à la CdP à la CITES organisée au Samoa en septembre 2022, avec 45 participants de 9 pays ainsi que des experts et partenaires en personne et en ligne. Deux membres du personnel du PROE ont participé à la CdP19 en novembre 2022 au Panama pour accompagner les Parties du Pacifique 		
			2.3.2.5 <ul style="list-style-type: none"> • Fournir un appui à la réunion du sous-comité des petits cétacés de la Commission baleinière internationale (CBI) sur les cétacés du Pacifique 	2.3.2.5 <ul style="list-style-type: none"> • Collaboration avec la CBI pour organiser un atelier sur les petits cétacés du Pacifique en présentiel et en ligne en mai 2022. Des pays et des experts étaient présents. 64 participants 		
			2.3.2.6 <ul style="list-style-type: none"> • Diffuser les rapports du Comité scientifique de la CBI sur les menaces pesant sur les cétacés partagés aux États ou territoires insulaires océaniques. 	2.3.2.6 <ul style="list-style-type: none"> • Les rapports de 2022 du Comité scientifique de la CBI sur les menaces pesant sur les cétacés ont été partagés avec les États et territoires insulaires océaniques par e-mail 		
		OR2.3.3 : <ul style="list-style-type: none"> • Au moins un Membre ou partenaire communique régulièrement des informations relatives à l'état de conservation des espèces marines au niveau régional <p style="text-align: center;">ATTEINT</p>	2.3.3.1 <ul style="list-style-type: none"> • La situation des tortues marines dans la région sera communiquée par le truchement d'un mécanisme régional d'analyse des risques d'extinction via l'initiative BIEM du PEUMP de l'UE 	2.3.3.1 <ul style="list-style-type: none"> • Le statut des espèces de cétacés et les menaces qui pèsent sur elles dans la région du Pacifique insulaire ont été partagés et publiés sur le site internet du PROE sous le titre « État actuel des connaissances relatives aux menaces, à la diversité et aux habitats des cétacés dans la région du Pacifique insulaire » (Miller 2007). • Analyse documentaire publiée en mars 2022 ; modèle examiné par des pairs en juin 2022, projet soumis en octobre 2022 ; problème dans le modèle en cours de révision 		

OBJECTIF RÉGIONAL 2 : les peuples océaniques bénéficient d'écosystèmes insulaires et océaniques sains et résilients

PIP3
2022-2023

Objectifs régionaux 2026	PIP3 2022/2023 Résultats	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD
			2.3.3.2 <ul style="list-style-type: none"> Partager des informations sur la situation des cétacés du Pacifique via l'initiative BIEM du PEUMP de l'UE 	2.3.3.2 <ul style="list-style-type: none"> Non achevé en 2022, achevé en 2023 puis partagé. Les informations sont disponibles sur le site internet du PROE. https://library.sprep.org/sites/default/files/2023-03/Pacific-Cetaceans-Report.pdf 		
			2.3.3.3 <ul style="list-style-type: none"> Lancer une campagne de sensibilisation du public à la protection des tortues marines en Papouasie-Nouvelle-Guinée via le programme Pacific BioScapes de l'UE 	2.3.3.3 <ul style="list-style-type: none"> Un appel d'offres a été lancé en 2023 pour mener la campagne de sensibilisation du public aux tortues marines en Papouasie-Nouvelle-Guinée 		
		OR2.3.4 : <ul style="list-style-type: none"> Au moins deux sanctuaires marins ou plans de gestion supplémentaires sont pris en charge par les Membres pour la protection des espèces menacées dans la région NON ATTEINT	2.3.4.1 <ul style="list-style-type: none"> Créer au moins un sanctuaire marin pour les espèces menacées et migratrices 	2.3.4.1 <ul style="list-style-type: none"> Des discussions sont en cours avec le gouvernement de Vanuatu 		
			2.3.4.2 <ul style="list-style-type: none"> Plan de gestion du sanctuaire marin pour le Samoa via le programme Pacific BioScapes de l'UE 	2.3.4.2 <ul style="list-style-type: none"> Un appel d'offres a été lancé en mai 2023 pour l'élaboration du plan de gestion du sanctuaire marin du Samoa, à achever en 2023/2024 		
			2.3.4.3 <ul style="list-style-type: none"> Étudier le puffin fouquet de Vanuatu en tant qu'« espèce sentinelle » potentielle pour surveiller les taux d'ingestion de pollution plastique par les oiseaux de mer dans l'hémisphère sud et le Pacifique tropical via le programme Pacific BioScapes 	2.3.4.3 <ul style="list-style-type: none"> Un contrat a été conclu avec BirdLife en novembre 2022 (achèvement prévu en décembre 2025) pour lancer le projet « Puffin fouquet et plastique ». Plusieurs obstacles (logistiques, administratifs) ont été rencontrés en cours de route, empêchant le travail sur le terrain, qui devrait à présent débiter en avril 2024. 		
		OR2.3.5 : <ul style="list-style-type: none"> Deux États et territoires insulaires océaniques ont élaboré et appliqué des directives régionales concernant les bonnes pratiques en matière d'écotourisme axé sur les espèces NON ATTEINT	2.3.5.1 <ul style="list-style-type: none"> Élaborer des orientations régionales sur le tourisme marin en collaboration avec la SPRTO, avec le financement du programme Pacific BioScapes de l'UE 	2.3.5.1 <ul style="list-style-type: none"> Un contrat pour l'élaboration de directives ou d'un code de conduite est en cours et devrait être achevé courant 2024. 		
			2.3.5.2 <ul style="list-style-type: none"> Élaborer des orientations pour le tourisme lié aux tortues à Vanuatu via le programme Pacific BioScapes de l'UE. 	2.3.5.2 <ul style="list-style-type: none"> Le contrat pour l'élaboration des directives et du code de conduite est en cours et sera achevé en 2024. 		

OBJECTIF RÉGIONAL 2 : les peuples océaniques bénéficient d'écosystèmes insulaires et océaniques sains et résilients

PIP3
2022-2023

Objectifs régionaux 2026	PIP3 2022/2023 Résultats	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD
		<p>2.3.6 :</p> <ul style="list-style-type: none"> Les prises accessoires d'espèces menacées par la pêche commerciale ont atténué l'incidence des activités de pêche dans deux pêcheries d'importants États ou territoires insulaires océaniques, grâce à une collaboration établie dans un pays Membre <p>NON ATTEINT</p>	<p>2.3.6.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Différentes activités sont menées par le biais de l'initiative BIEM du PEUMP de l'UE pour résoudre le problème des prises accessoires d'espèces menacées dans les pêches commerciales aux Fidji, aux Îles Salomon, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, aux Tonga et à Vanuatu 	<p>2.3.6</p> <ul style="list-style-type: none"> L'atténuation des conséquences des activités de pêche n'a pas été réalisée dans le cadre des prises accessoires d'espèces menacées dans les pêcheries commerciales. Le Programme d'extension portuaire (PBO) de Vanuatu doit être transféré aux Fidji en raison des répercussions du cyclone en 2023. <p>2.3.6.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Le Programme d'extension portuaire (PBO) lancé en 2020 aux Fidji est achevé. Le PBO de Vanuatu a été lancé en mai 2022. Des kits de réduction des captures accessoires de tortues et une formation ont été mis en place en 2022. Au total, 58 kits ont été distribués. Le rapport final sur les captures accessoires de requins et de raies dans le delta Kikori (Papouasie-Nouvelle-Guinée) a été transmis en 2022, et est maintenant publié https://library.sprep.org/sites/default/files/2023-02/Assesment_Kikori_Swimbladder_By-Catch_Survey_report_PNG_0.pdf Le projet de rapport final sur les captures accessoires de dauphins dans le delta Kikori, reçu en 2022, a été publié. Proposition de formation des capitaines des Îles Salomon suspendue en 2022 à la demande du Ministère de la pêche. De nouvelles discussions sont nécessaires pour finaliser la marche à suivre 40 membres d'équipage, 40 nouveaux entrants et 20 observateurs ont été formés au module de formation sur les captures accessoires à la Maritime Academy des Fidji, et diplômés en deux cohortes en août et septembre 2022 Un essai d'atténuation des hookpds (un dispositif de protection des hameçons) a été approuvé par le directeur des pêches des Fidji en 2022. Un plan de travail est en cours d'examen par le Ministère de la pêche 		

OBJECTIF RÉGIONAL 2 : les peuples océaniques bénéficient d'écosystèmes insulaires et océaniques sains et résilients

PIP3
2022-2023

Objectifs régionaux 2026	PIP3 2022/2023 Résultats	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD																																																																					
OR2.4 réduire nettement les incidences socioéconomiques et écologiques des espèces envahissantes dans les écosystèmes terrestres et aquatiques, et contrôler ou éradiquer les espèces prioritaires	OR2.4.0 Réduction significative des impacts socioéconomiques et écologiques des espèces envahissantes dans les écosystèmes terrestres et aquatiques par le contrôle et l'éradication des espèces prioritaires	OR2.4.1 : <ul style="list-style-type: none"> Réduction du risque de nouveaux impacts socioéconomiques et environnementaux grâce à des plans actifs spécifiques de détection précoce et d'intervention rapide (Early Detection-Rapid Response – EDDR) dans 16 États et territoires insulaires océaniques <p>ATTEINT</p>	2.4.1.1 <ul style="list-style-type: none"> Les principales activités seront exécutées par l'entremise du projet du FEM 6, « Renforcer les capacités régionales et nationales pour réduire l'impact des espèces exotiques envahissantes sur la biodiversité du Pacifique reconnue d'importance mondiale », du programme PROTEGE du FED 11 pour les pays et territoires d'outre-mer, et du nouveau projet du ministère néo-zélandais des Affaires étrangères et du Commerce, « Contrôler les espèces envahissantes pour l'adaptation aux changements climatiques dans le Pacifique » (MISCCAP), fruit d'une collaboration entre le Service régional de soutien à la gestion des espèces envahissantes dans le Pacifique (PRISMSS) et la Nouvelle-Zélande en vue de renforcer la résilience dans le Pacifique. D'autres activités seront conçues par le biais du Service régional de soutien à la gestion des espèces envahissantes dans le Pacifique (PRISMSS) 	2.4.1 <ul style="list-style-type: none"> Les plans de détection précoce et d'intervention rapide font partie intégrante de la biosécurité, élaborés et approuvés dans 16 États ou territoires insulaires océaniques (source Pacific Invasive Species Indicators, PISI) ; ils sont censés réduire les nouvelles incidences socioéconomiques sur l'environnement. Le cadre « Clean boats, clean ports » (bateaux propres, ports propres) est associé à la cybersécurité. <p>2.4.1.1 Les principales activités exécutées pour renforcer les capacités régionales visant à réduire l'impact des espèces exotiques sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> Le cadre « Clean boats, clean ports » (bateaux propres, ports propres) a été initié dans le cadre du programme POI du PRISMSS. http://www.pacificbiosecurity.org/the-clean-boats-clean-ports-framework.html Le cadre « Clean boats, clean ports » a été présenté lors d'une session de formation aux professionnels du Pacifique à l'occasion de la réunion du réseau d'apprentissage sur les espèces envahissantes du Pacifique (PILN) en 2023. Présentation de la biosécurité comme première ligne de défense pour les secteurs primaires et l'environnement, tous deux essentiels pour la résilience face aux changements climatiques La détection précoce a été renforcée en Polynésie française avec l'introduction de chiens détecteurs à l'aéroport et dans les ports Le plan de détection précoce et d'intervention rapide pour Wallis-et-Futuna était en cours de négociation contractuelle et devrait être achevé en 2023 Formation à la détection précoce et l'intervention rapide, exercice de simulation et acquisition d'équipement entrepris et en cours à Wallis-et-Futuna jusqu'en 2023 Protocoles de détection précoce et d'intervention rapide élaborés pour les rongeurs, la fourmi folle jaune, la fourmi rouge importée et la petite fourmi de feu. Ils sont disponibles sur la page http://www.pacificbiosecurity.org/early-detection-and-rapid-response-edrr-toolkit.html 	<table border="1"> <tr> <th colspan="3">Sous-total – 2 523 146</th> </tr> <tr> <th>Coûts de personnel</th> <th>Frais de fonctionnement Coûts</th> <th>Investissements</th> </tr> <tr> <td>750 919</td> <td>1 766 695</td> <td>5 532</td> </tr> <tr> <th colspan="3">Source de financement</th> </tr> <tr> <td>AU</td> <td>1 239</td> <td></td> </tr> <tr> <td>EE</td> <td>1 053 733</td> <td></td> </tr> <tr> <td>GB</td> <td>111 857</td> <td></td> </tr> <tr> <td>MU</td> <td>68 211</td> <td></td> </tr> <tr> <td>NX</td> <td>397 963</td> <td></td> </tr> <tr> <td>NZ</td> <td>166 267</td> <td></td> </tr> <tr> <td>UE</td> <td>723 876</td> <td></td> </tr> </table>	Sous-total – 2 523 146			Coûts de personnel	Frais de fonctionnement Coûts	Investissements	750 919	1 766 695	5 532	Source de financement			AU	1 239		EE	1 053 733		GB	111 857		MU	68 211		NX	397 963		NZ	166 267		UE	723 876		<table border="1"> <tr> <th colspan="3">Sous-total – 6 086 244</th> </tr> <tr> <th>Coûts de personnel</th> <th>Frais de fonctionnement Coûts</th> <th>Investissements</th> </tr> <tr> <td>652 214</td> <td>5 416 690</td> <td>17 340</td> </tr> <tr> <th colspan="3">Source de financement</th> </tr> <tr> <td>EE</td> <td>1 369 697</td> <td></td> </tr> <tr> <td>FR</td> <td>34 714</td> <td></td> </tr> <tr> <td>GB</td> <td>52 768</td> <td></td> </tr> <tr> <td>IU</td> <td>5 108</td> <td></td> </tr> <tr> <td>MU</td> <td>94 169</td> <td></td> </tr> <tr> <td>NX</td> <td>3 121 605</td> <td></td> </tr> <tr> <td>NZ</td> <td>192 031</td> <td></td> </tr> <tr> <td>UE</td> <td>1 216 152</td> <td></td> </tr> </table>	Sous-total – 6 086 244			Coûts de personnel	Frais de fonctionnement Coûts	Investissements	652 214	5 416 690	17 340	Source de financement			EE	1 369 697		FR	34 714		GB	52 768		IU	5 108		MU	94 169		NX	3 121 605		NZ	192 031		UE	1 216 152	
					Sous-total – 2 523 146																																																																						
Coûts de personnel	Frais de fonctionnement Coûts	Investissements																																																																									
750 919	1 766 695	5 532																																																																									
Source de financement																																																																											
AU	1 239																																																																										
EE	1 053 733																																																																										
GB	111 857																																																																										
MU	68 211																																																																										
NX	397 963																																																																										
NZ	166 267																																																																										
UE	723 876																																																																										
Sous-total – 6 086 244																																																																											
Coûts de personnel	Frais de fonctionnement Coûts	Investissements																																																																									
652 214	5 416 690	17 340																																																																									
Source de financement																																																																											
EE	1 369 697																																																																										
FR	34 714																																																																										
GB	52 768																																																																										
IU	5 108																																																																										
MU	94 169																																																																										
NX	3 121 605																																																																										
NZ	192 031																																																																										
UE	1 216 152																																																																										

OBJECTIF RÉGIONAL 2 : les peuples océaniques bénéficient d'écosystèmes insulaires et océaniques sains et résilients

PIP3
2022-2023

Objectifs régionaux 2026	PIP3 2022/2023 Résultats	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD
				<ul style="list-style-type: none"> Plans nationaux de détection précoce et d'intervention rapide lancés pour Nioué, la République des Îles Marshall, les Tonga et les Tuvalu avec formation, exercices de simulation et acquisition des équipements nécessaires. Financement supplémentaire obtenu auprès de la Nouvelle-Zélande dans le cadre du projet « Rétablissement de la résilience des îles du PRISMSS », qui permettra à d'autres pays de mettre en œuvre le cadre « Clean boats, clean ports » d'ici mi-2026. 		
		<p>OR2.4.2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> La résistance des écosystèmes insulaires et côtiers a été accrue grâce à l'éradication de vertébrés envahissants dans 73 îles <p>ATTEINT</p>	<p>2.4.2.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Éradiquer complètement les espèces vertébrées envahissantes en Polynésie française (4 espèces à éradiquer), en République des Îles Marshall (4), aux Tonga (> 4), aux Tuvalu (5) et à Wallis-et-Futuna (14) Encourager l'élaboration d'autres plans et opérations d'éradication par le biais du programme régional « Predator Free Pacific » (Élimination des prédateurs mammifères des îles) du PRISMSS Créer une stratégie du PRISMSS pour l'élimination des prédateurs mammifères des îles 	<p>2.4.2</p> <ul style="list-style-type: none"> La résistance des écosystèmes insulaires et côtiers est accrue grâce à l'éradication de vertébrés envahissants dans 73 îles. Les rongeurs ont été complètement éliminés de 133 îles du Pacifique à ce jour (source : Pacific Invasive Species Indicators, PISI 2022 [105] et 28 îles dératées en 2023). <p>2.4.2.1</p> <ul style="list-style-type: none"> D'autres îles, dont l'île Palmerston dans les îles Cook, ont été dératées grâce à d'autres financements par les partenaires du PRISMSS. Aux Tonga, les rats ont été éradiqués de l'île Late (1 730 ha), soit la plus grande éradication du Pacifique insulaire à ce jour. Les îles plus petites de Moumuá et Fuaámotu ont également été traitées dans le groupe Vavaú. En République des Îles Marshall, les rats ont été éradiqués de l'îlot Eroj, de l'atoll Nadikdik (14 îlots), de l'atoll Majuro (5 îlots : Calalin, Enemak, Enekotkot, Bokaetoktok et Lobikaere). À Wallis-et-Futuna, les rats ont été éradiqués de 13 îlots et les porcs d'un îlot. Le piégeage en vue de l'éradication des porcs se poursuit (198 éliminés à ce jour). En Polynésie française, les rats ont été éradiqués des 3 îles Ua pou. Aux Tuvalu, les rats ont été éliminés des îles Tepuka et Falefatu. Des études de faisabilité ont été réalisées pour l'élimination des vertébrés envahissants pour Nioué (rats, chats, porcs), les Tokélau (rats, chats, porcs sauvages) et l'île d'Apolima (rats) au Samoa. En République des Îles Marshall, une étude de faisabilité a été réalisée pour éliminer les oiseaux envahissants (bulbuls et bruants bruns). 		

OBJECTIF RÉGIONAL 2 : les peuples océaniques bénéficient d'écosystèmes insulaires et océaniques sains et résilients

PIP3
2022-2023

Objectifs régionaux 2026	PIP3 2022/2023 Résultats	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD
				<ul style="list-style-type: none"> À Kiribati, la dératissage de l'île de Big Nimroona, financée par le programme Pacific BioScapes, a été retardée en raison de contraintes de transport ; elle est en cours depuis novembre 2023 et une visite d'évaluation est prévue pour août 2024. La stratégie du PRISMSS « Predator Free Pacific » (Élimination des prédateurs mammifères des îles) a été créée et est en cours de mise en œuvre. Les procédures de hiérarchisation des sites nationaux en vue de définir les activités nationales pour un Pacifique sans prédateurs ont été présentées lors de la réunion du réseau d'apprentissage sur les espèces envahissantes du Pacifique (PILN) en 2023. Un financement supplémentaire a été obtenu auprès des autorités néo-zélandaises dans le cadre du projet « Rétablissement de la résilience des îles du PRISMSS », qui permettra de dératiser plus de 20 îles supplémentaires d'ici à la mi-2026. 		
			2.4.2.2 <ul style="list-style-type: none"> Éradiquer les rats du Pacifique du motu Big Nimroona sur l'île de Kiritimati dans le cadre du programme Pacific BioScapes 	2.4.2.2 <ul style="list-style-type: none"> Les rats doivent être éradiqués de l'île de Big Nimroona à Kiribati en 2023 		
			2.4.2.3 <ul style="list-style-type: none"> Surveillance communautaire locale de la résilience des écosystèmes côtiers aux Tonga dans le cadre du programme Pacific BioScapes 	2.4.2.3 <ul style="list-style-type: none"> Un travail de laboratoire sur l'ADN environnemental (ADNe) a été réalisé sur des échantillons d'eau provenant des îles Tonga afin de confirmer la résilience accrue des écosystèmes marins et terrestres à la suite de la dératissage, dans le cadre d'un financement du programme Pacific BioScapes. L'analyse est en cours et un rapport préliminaire a été publié. 		
		OR2.4.3 : <ul style="list-style-type: none"> Au moins 98 plans de gestion des espèces envahissantes sont intégrés dans la procédure d'élaboration des Stratégies nationales de gestion de l'environnement dans au moins 20 États et territoires insulaires océaniques 	2.4.3.1 <ul style="list-style-type: none"> Aider les Fidji et la République des Îles Marshall à actualiser leur Stratégie nationale de gestion de l'environnement en y intégrant les engagements pris dans le cadre des accords multilatéraux sur l'environnement et dans leurs mécanismes de planification nationale. Prodiguer des conseils aux autres pays insulaires du Pacifique susceptibles d'avoir besoin d'une assistance pour l'élaboration d'une Stratégie nationale de gestion de l'environnement 	2.4.3.1 <ul style="list-style-type: none"> en collaboration avec le programme Gouvernance et surveillance environnementales (GSE) 		

OBJECTIF RÉGIONAL 2 : les peuples océaniques bénéficient d'écosystèmes insulaires et océaniques sains et résilients

PIP3
2022-2023

Objectifs régionaux 2026	PIP3 2022/2023 Résultats	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD
		<p>OR2.4.4</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nette réduction de l'impact de mauvaises herbes répandues grâce à des programmes de contrôle biologique des plantes envahissantes dans au moins 9 États et territoires insulaires océaniques <p>ATTEINT</p>	<p>2.4.4.1</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les principales activités seront exécutées par l'entremise du projet du FEM 6, « Renforcer les capacités régionales et nationales pour réduire l'impact des espèces exotiques envahissantes sur la biodiversité du Pacifique reconnue d'importance mondiale », du programme PROTEGE du FED 11 pour les pays et territoires d'outre-mer, et du nouveau projet du ministère néo-zélandais des Affaires étrangères et du Commerce, « Contrôler les espèces envahissantes pour l'adaptation aux changements climatiques dans le Pacifique » (MISCCAP), fruit d'une collaboration entre le Service régional de soutien à la gestion des espèces envahissantes dans le Pacifique (PRISMSS) et la Nouvelle-Zélande en vue de renforcer la résilience dans le Pacifique. D'autres activités seront mises en place par le truchement du PRISMSS : 	<p>2.4.4</p> <ul style="list-style-type: none"> • Des programmes de lutte biologique active contre les plantes envahissantes ont été mis en place dans 15 États et territoires insulaires océaniques (source : Pacific Invasive Species Indicators, PISI). Ils atténuent l'impact des herbes envahissantes. <p>2.4.4.1</p> <p>Parmi les principales réalisations, on peut citer :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La hiérarchisation des espèces cibles est terminée pour Nioué, les Tonga, la République des Îles Marshall et les Tuvalu. Ces programmes travaillent actuellement à l'introduction d'ennemis naturels pour certaines des plantes envahissantes considérées comme prioritaires. • Les Tonga ont libéré le premier ennemi naturel du tulipier africain • Le programme « Ennemis naturels, solutions naturelles » a été lancé au Samoa (1). • Le travail sur les agents déterminants pour les nouvelles cibles est en cours pour la vigne taro, la marguerite de Singapour, le tamaligi, le merremia et d'autres espèces. • La hiérarchisation régionale des nouvelles espèces cibles pour la résilience des écosystèmes a progressé lors de la réunion du réseau d'apprentissage sur les espèces envahissantes du Pacifique (PILN) en 2023. 		
		<p>OR2.4.5</p> <ul style="list-style-type: none"> • La fonction écosystémique d'au moins 73 sites écologiques prioritaires a été rétablie par la gestion des taxons d'espèces envahissantes multiples <p>ATTEINT</p>	<p>2.4.5.1</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les principales activités seront exécutées par l'entremise du projet du FEM 6, « Renforcer les capacités régionales et nationales pour réduire l'impact des espèces exotiques envahissantes sur la biodiversité du Pacifique reconnue d'importance mondiale », du programme PROTEGE du FED 11 pour les pays et territoires d'outre-mer, et du nouveau projet du ministère néo-zélandais des Affaires étrangères et du Commerce, « Contrôler les espèces envahissantes pour l'adaptation aux changements climatiques dans le Pacifique » (MISCCAP), fruit d'une collaboration entre le Service régional de soutien à la gestion des espèces envahissantes dans le Pacifique (PRISMSS) et la Nouvelle-Zélande en vue de renforcer la résilience dans le Pacifique. D'autres activités seront mises en place par le truchement du PRISMSS : 	<p>2.4.5</p> <p>103 sites écologiques prioritaires sont en cours de restauration (source Pacific Invasive Species Indicators, PISI) La restauration de la fonction écosystémique par la gestion de multiples espèces envahissantes est essentielle à la survie des espèces et aux processus naturels associés qui contribuent aux moyens de subsistance durables et maintiennent les services écosystémiques pour les communautés.</p> <p>2.4.5.1</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les principales réalisations en 2022-2023, dont le financement supplémentaire obtenu auprès de la Nouvelle-Zélande dans le cadre du projet « Rétablissement de la résilience des îles », permettront d'élaborer et de mettre en œuvre d'autres plans de restauration dans le cadre du programme du PRISMSS « Écosystèmes résilients, populations résilientes » jusqu'à la mi-2026. 		

OBJECTIF RÉGIONAL 2 : les peuples océaniques bénéficient d'écosystèmes insulaires et océaniques sains et résilients

PIP3
2022-2023

Objectifs régionaux 2026	PIP3 2022/2023 Résultats	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD
			<p>2.4.5.2</p> <ul style="list-style-type: none"> Mettre en œuvre des plans de réhabilitation de sites à Nioué, en Polynésie française, en République des Îles Marshall, aux Tuvalu et à Wallis-et-Futuna 	<p>2.4.5.2</p> <ul style="list-style-type: none"> Des plans de restauration de sites sont mis en œuvre dans cinq sites – Polynésie française (5 sites à Taputapuataea, Raiatea), Tonga (Mt. Talau et forêt tropicale de Toloa, parc national d'Eua) et Wallis-et-Futuna (Mt. Puke). 		
			<p>2.4.5.3</p> <ul style="list-style-type: none"> Encourager l'élaboration de nouveaux plans nationaux de réhabilitation de sites par le biais du programme régional « Écosystèmes résilients, populations résilientes » du PRISMSS. 	<p>2.4.5.3</p> <ul style="list-style-type: none"> Lancement d'ateliers de hiérarchisation des sites nationaux pour orienter les activités prioritaires du PRISMSS à Nioué, aux Tonga, en République des Îles Marshall, aux Tuvalu et aux Îles Salomon. Les procédures de hiérarchisation des sites nationaux en vue de définir les activités de la stratégie « Écosystèmes résilients, populations résilientes » ont été présentées lors de la réunion du réseau d'apprentissage sur les espèces envahissantes du Pacifique (PILN) en 2023. 		
			<p>2.4.5.4</p> <ul style="list-style-type: none"> Créer une stratégie « Resilient Ecosystems-Resilient Communities strategy » (écosystèmes résilients, populations résilientes) pour le PRISMSS 	<p>2.4.5.4</p> <ul style="list-style-type: none"> La stratégie « Écosystèmes résilients, populations résilientes » du PRISMSS a été créée et est en cours de mise en œuvre. 		

TOTAL DE L'OBJECTIF RÉGIONAL 2		Budget réel 2022	Budget réel supplémentaire 2023
	Total coûts de personnel	1 726 813	1 879 014
	Total Frais de fonctionnement	3 569 247	7 711 846
	Total Dépenses d'investissement	13 551	29 119
	TOTAL GLOBAL	<u>5 309 611</u>	<u>9 619 979</u>

OBJECTIF RÉGIONAL 2 : les peuples océaniques bénéficient d'écosystèmes insulaires et océaniques sains et résilients

PIP3
2022-2023

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES PAR SOURCE DE FINANCEMENT 2022 ET BUDGET SUPPLÉMENTAIRE 2023		
	<i>USD</i>	<i>USD</i>
Personnel	2022	2023
Budget supplémentaire Australie	407 395	452 339
Union européenne	324 000	901 290
Union internationale pour la conservation de la nature	112 894	70 024
Budget supplémentaire Nouvelle-Zélande	562 939	638 009
Hors budget supplémentaire Nouvelle-Zélande	45 300	46 390
Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)	347 130	361 654
Multidonateur	108 140	143 026
Sous-total	1 907 798	2 612 733
Fonctionnement		
Budget supplémentaire Australie	15 750	14 210
Union européenne	3 067 883	2 217 794
Union internationale pour la conservation de la nature	101 044	25 438
Budget supplémentaire Nouvelle-Zélande	25 000	25 000
Hors budget supplémentaire Nouvelle-Zélande	538 618	288 755
Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)	748 557	1 008 942
Multidonateur	28 803	24 770
Sous-total	4 525 655	3 604 908
Investissement		
Budget supplémentaire Australie	1 500	3 040
Multidonateur	3 000	1 000
Sous-total	4 500	4 040
TOTAL GÉNÉRAL	6 437 953	6 221 682

ALLOCATIONS DES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES PAR PAYS MEMBRE 2022 ET BUDGET SUPPLÉMENTAIRE 2023		
	2022	2023
PAYS	USD	USD
États fédérés de Micronésie		127 801
Fidji	1 129 007	
Polynésie française	710 689	513 468
Îles Marshall	53 000	43 000
Nouvelle-Calédonie	392 427	224 972
Nauru	4 500	
Nioué	50 000	50 000
Papouasie-Nouvelle-Guinée		39 590
Régional	3 528 984	4 242 661
Samoa	9 660	35 464
Tonga	32 000	432 000
Tuvalu	61 400	51 400
Vanuatu		258 484
Wallis-et-Futuna	466 286	196 841
Multibailleurs		6 000
TOTAL GÉNÉRAL	6 437 953 \$	6 221 682 \$

OBJECTIF RÉGIONAL 3 : les peuples océaniques bénéficient de l'amélioration de la gestion des déchets et d'une meilleure maîtrise de la la lutte contre la pollution

PIP3
2022-2023

Objectifs régionaux 2026	PIP3 2022/2023 Résultats	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD																																																				
<p>OR3.1 Réduire au minimum les effets néfastes des produits chimiques et de tous les déchets sur la santé humaine et l'environnement grâce à une gestion respectueuse du cycle de vie, conformément aux cadres régionaux et internationaux convenus, dont Pacifique plus propre 2025, et réduire considérablement les rejets de polluants dans l'air, l'eau et le sol.</p>	<p>OR3.1.0 Les effets néfastes des déchets ont été minimisés grâce à une gestion du cycle de vie respectueuse de l'environnement, conformément aux cadres régionaux et internationaux convenus, dont le projet « Un Pacifique plus propre 2025 ».</p>	<p>OR3.1.1 :</p> <ul style="list-style-type: none"> Les déchets dangereux hérités du passé (déchets médicaux, déchets électroniques, huiles usagées, amiante, produits chimiques liquides) sont protégés comme il se doit, récupérés afin d'être traités, ou envoyés pour élimination finale dans les États et territoires insulaires océaniques <p>ATTEINT</p>	<p>3.1.1.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Gestion des déchets dangereux hérités du passé (déchets médicaux, déchets électroniques, huiles usagées, amiante, produits chimiques liquides) dans cinq pays insulaires du Pacifique (Îles Salomon, Nauru, Nioué, Samoa, Tonga) 	<p>3.1.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Les déchets dangereux hérités du passé (déchets médicaux, déchets électroniques, huiles usagées, amiante, produits chimiques liquides) ont été gérés dans cinq États insulaires du Pacifique (Îles Salomon, Nauru, Nioué, Samoa, Tonga), par le biais de mesures de protection appropriées, de récupération en vue d'un traitement ou d'une élimination définitive. L'activité intérimaire a permis de supprimer de nombreux lieux de stockage et de nettoyer l'environnement, tandis que la zone consolidée a été gérée de manière appropriée afin de réduire les risques de contamination. <p>3.1.1.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Nioué – déchets électroniques : cinq conteneurs de déchets électroniques ont été regroupés en prévision des efforts de démantèlement et de recyclage à entreprendre. L'activité provisoire a permis de supprimer de nombreux lieux de stockage et de nettoyer les environs de l'île, tandis que la zone consolidée a été gérée de manière appropriée afin de réduire les risques de contamination. La gestion de ce matériel a été retardée en raison de problèmes contractuels. La formation du personnel et les actions de démantèlement et d'exportation seront achevées en septembre 2024. Îles Salomon, Tonga et Vanuatu : les incinérateurs de déchets médicaux ont été réparés et sont de nouveau fonctionnels aux Îles Salomon (hôpital Helana Goldie et Honiara), aux Tonga (hôpital Prince Ngu) et à Vanuatu (hôpital Norsup). Tonga : tous les déchets de santé existants sont traités et tous les déchets de santé nouvellement générés sont traités régulièrement. Samoa : le désamiantage (en particulier le reconditionnement et la mise en conteneur d'environ 70 tonnes, soit cinq conteneurs de 6 mètres de long de matériaux contenant de l'amiante) a été achevé et les matériaux ont été expédiés en Nouvelle-Zélande pour y être traités dans une décharge agréée. Nioué : cinq conteneurs d'anciens déchets électroniques ont été consolidés à Nioué en prévision des efforts de démantèlement et de recyclage qui seront entrepris. La gestion de ce matériel a été retardée en raison de problèmes contractuels. La formation du personnel et les actions de démantèlement et d'exportation seront achevées en septembre 2024. Un contrat de désamiantage à Kiribati est en cours de négociation, pour une exécution prévue en 2023 	<p>Sous-total – 2 522 070</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Coûts de personnel</th> <th>Frais de fonctionnement Coûts</th> <th>Investissements</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>783 855</td> <td>1 731 495</td> <td>6 720</td> </tr> </tbody> </table> <p>Source de financement</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th></th> <th></th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>AU</td> <td>181 012</td> </tr> <tr> <td>AX</td> <td>838 830</td> </tr> <tr> <td>EE</td> <td>795 041</td> </tr> <tr> <td>FR</td> <td>116 677</td> </tr> <tr> <td>IM</td> <td>20 839</td> </tr> <tr> <td>MU</td> <td>4 836</td> </tr> <tr> <td>NZ</td> <td>47 501</td> </tr> <tr> <td>UE</td> <td>517 334</td> </tr> </tbody> </table>	Coûts de personnel	Frais de fonctionnement Coûts	Investissements	783 855	1 731 495	6 720			AU	181 012	AX	838 830	EE	795 041	FR	116 677	IM	20 839	MU	4 836	NZ	47 501	UE	517 334	<p>Sous-total – 3 212 797</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Coûts de personnel</th> <th>Frais de fonctionnement Coûts</th> <th>Investissements</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>977 212</td> <td>2 235 585</td> <td></td> </tr> </tbody> </table> <p>Source de financement</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th></th> <th></th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>AU</td> <td>235 368</td> </tr> <tr> <td>AX</td> <td>381 656</td> </tr> <tr> <td>EE</td> <td>1 582 721</td> </tr> <tr> <td>FR</td> <td>206 305</td> </tr> <tr> <td>IM</td> <td>-</td> </tr> <tr> <td>MU</td> <td>908</td> </tr> <tr> <td>NX</td> <td></td> </tr> <tr> <td>NZ</td> <td>62 009</td> </tr> <tr> <td>UE</td> <td>699 801</td> </tr> <tr> <td>SP</td> <td>44 029</td> </tr> </tbody> </table>	Coûts de personnel	Frais de fonctionnement Coûts	Investissements	977 212	2 235 585				AU	235 368	AX	381 656	EE	1 582 721	FR	206 305	IM	-	MU	908	NX		NZ	62 009	UE	699 801	SP	44 029
Coûts de personnel	Frais de fonctionnement Coûts	Investissements																																																								
783 855	1 731 495	6 720																																																								
AU	181 012																																																									
AX	838 830																																																									
EE	795 041																																																									
FR	116 677																																																									
IM	20 839																																																									
MU	4 836																																																									
NZ	47 501																																																									
UE	517 334																																																									
Coûts de personnel	Frais de fonctionnement Coûts	Investissements																																																								
977 212	2 235 585																																																									
AU	235 368																																																									
AX	381 656																																																									
EE	1 582 721																																																									
FR	206 305																																																									
IM	-																																																									
MU	908																																																									
NX																																																										
NZ	62 009																																																									
UE	699 801																																																									
SP	44 029																																																									

OBJECTIF RÉGIONAL 3 : les peuples océaniques bénéficient de l'amélioration de la gestion des déchets et d'une meilleure maîtrise de la la lutte contre la pollution

PIP3
2022-2023

Objectifs régionaux 2026	PIP3 2022/2023 Résultats	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD
		<p>OR3.1.2</p> <ul style="list-style-type: none"> Dans au moins sept pays insulaires du Pacifique présentant des sites contaminés, la contamination par des déchets hérités du passé a été correctement gérée dans tous les États et territoires insulaires océaniques <p>ATTEINT</p>	<p>3.1.2.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Aider quatre pays insulaires du Pacifique (Kiribati, Nauru, Nioué, Tonga) à réhabiliter ou à gérer correctement les sites contaminés pour la suppression de l'amiante dans le cadre du projet PacWastePlus 	<p>3.1.2</p> <ul style="list-style-type: none"> Les sites contaminés sont gérés de manière appropriée dans sept États et territoires insulaires océaniques (Nioué, Tonga, Nauru, Kiribati, Vanuatu, Samoa et Timor-Leste). <p>3.1.2.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Des sites de stockage d'anciens déchets électroniques ont été remis en état à Nioué, afin d'éliminer le risque de pollution des sols et des eaux souterraines par les lixiviats provenant des déchets électroniques mis au rebut. Des déchets électroniques sont actuellement emballés sur des palettes en attendant d'être traités et retirés de Nioué (septembre 2024). Les activités de désamiantage sont terminées aux Tonga. Environ 2 622,79 m² d'amiante non friable ont été retirés de cinq (5) bâtiments publics et éliminés de manière appropriée. Trois de ces bâtiments ont été rénovés d'une nouvelle toiture et sont toujours utilisés par les fonctionnaires, tandis que les deux autres sont à l'abandon et doivent être démolis. 32 fonctionnaires ne risquent plus d'inhaler de l'amiante, et 8 800 visiteurs par an ne risquent plus d'y être exposés en se rendant sur ces sites. Le désamiantage à Nauru (en particulier le reconditionnement et la mise en conteneur d'environ 70 tonnes, soit cinq conteneurs de 6 mètres de long de matériaux contenant de l'amiante) a été achevé et les matériaux ont été expédiés en Nouvelle-Zélande pour y être traités dans une décharge agréée. Le contrat pour les travaux de désamiantage à Kiribati (île de Banaba) est en vigueur et la licence environnementale pour les activités a été approuvée. Les travaux devraient commencer en février 2024. Au total, 1 260 m² de terrain ont été débarrassés de déchets médicaux au Timor-Leste. 18 m³ de matériaux ont été déposés dans une fosse d'enfouissement spécialement conçue et construite à cet effet. 		
		<p>OR3.1.3 :</p> <ul style="list-style-type: none"> Un financement a été obtenu pour la mise en place d'actions hautement prioritaires pour les pays insulaires du Pacifique dans le cadre du Plan d'action régional océanique de lutte contre les déchets marins <p>ATTEINT</p>	<p>3.1.3.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Négocier l'obtention d'accords de financement 	<p>3.1.3</p> <ul style="list-style-type: none"> Un financement a été obtenu de la part de la France par le biais du SWAP, de l'Australie, de l'Allemagne, de la Banque mondiale et du PNUE pour la mise en œuvre d'actions hautement prioritaires en faveur des pays océaniques. <p>3.1.3.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Un financement a été obtenu pour les Fidji, Samoa, les Îles Salomon, les Tonga et Vanuatu pour la mise 		

OBJECTIF RÉGIONAL 3 : les peuples océaniques bénéficient de l'amélioration de la gestion des déchets et d'une meilleure maîtrise de la la lutte contre la pollution

PIP3
2022-2023

Objectifs régionaux 2026	PIP3 2022/2023 Résultats	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD
				<p>en œuvre d'actions hautement prioritaires du Plan d'action régional océanique de lutte contre les déchets marins, dans le cadre des projets pilotes SWAP sur la gestion des déchets marins. Ces projets permettront aux autorités de recueillir des données sur les déchets marins grâce au nettoyage des plages et à la vérification des déchets.</p> <ul style="list-style-type: none"> Un financement de 2,4 millions d'euros a appuyé la participation des pays océaniques à la réunion préparatoire régionale de la CNI 1 à Suva et à la CNI 1 en Uruguay, à la réunion préparatoire régionale de la CNI à Rarotonga et à la CNI 2 à Paris (France), à la réunion préparatoire régionale de la CNI 3 aux Palaos et à la CNI 3 à Nairobi (Kenya). (Traité mondial pour mettre fin à la pollution plastique, y compris dans le milieu marin) Un financement a été approuvé par la GIZ et le Ministère fédéral de l'environnement, de la protection de la nature, de la sécurité nucléaire et de la protection des consommateurs (BMUV) afin de préparer une proposition détaillée de 6 millions d'euros dans le cadre du programme « Mers propres » pour lutter contre la pollution par les plastiques et les déchets marins. Une approbation du Groupe de la Banque mondiale a été émise pour élaborer un projet de 310 millions d'USD dans le cadre du programme de paysage régional du Pacifique insulaire afin de prévenir la pollution plastique en protégeant les habitats essentiels dont dépendent les pêcheries. Une approbation de 1,5 million d'USD a été émise de la part du PNUD dans le cadre du Partenariat mondial sur les déchets marins pour aborder les activités liées aux déchets marins dans les axes thématiques ciblées par le Projet de gestion des déchets pour l'océan Pacifique (POLP). 		
		<p>OR3.1.4 :</p> <ul style="list-style-type: none"> Les pratiques de gestion des déchets ont été améliorées dans au moins quatre États et territoires insulaires océaniques <p>NON ATTEINT</p>	<p>3.1.4.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Aider les États et territoires insulaires océaniques (États fédérés de Micronésie, Fidji, Îles Salomon, Kiribati, Nioué, Palaos, République des Îles Marshall, Samoa, Tahiti, Tonga, Tuvalu, Vanuatu, Wallis-et-Futuna) à améliorer leurs pratiques de gestion des déchets et à améliorer la gestion des sites d'élimination et des installations d'entreposage des déchets 	<p>3.1.4</p> <ul style="list-style-type: none"> Les principaux résultats (plans élaborés, formations dispensées, etc.) visant à améliorer les pratiques de gestion des déchets sont en cours, mais l'évaluation des améliorations apportées aux pratiques de gestion des déchets n'a pas encore été abordée. <p>3.1.4.1</p> <ul style="list-style-type: none"> La conception d'installations pour 9 communautés des États fédérés de Micronésie (Chuuk) a été finalisée pour une meilleure gestion des matières organiques ; le système devrait être opérationnel en 2024. La conception d'installations pour 25 communautés des Fidji a été finalisée pour une meilleure gestion 		

OBJECTIF RÉGIONAL 3 : les peuples océaniques bénéficient de l'amélioration de la gestion des déchets et d'une meilleure maîtrise de la la lutte contre la pollution

PIP3
2022-2023

Objectifs régionaux 2026	PIP3 2022/2023 Résultats	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD
				<p>des matières organiques ; le système devrait être opérationnel en 2024.</p> <ul style="list-style-type: none"> • La conception d'installations de traitement centralisé des matières organiques pour Chuuk (États fédérés de Micronésie) a été finalisée pour une meilleure gestion des matières organiques ; le système devrait être opérationnel en 2024. • La conception d'installations de traitement centralisé des matières organiques pour Gizo (Îles Salomon) a été finalisée pour une meilleure gestion des matières organiques ; le système devrait être opérationnel en 2024. • La conception de la modernisation de l'alimentation en eau de l'installation de traitement des déchets organiques de Majuro (République des Îles Marshall) est réalisée, afin d'améliorer les procédés et d'accélérer le compostage. La modernisation du système sera achevée en 2024 • Un nouveau broyeur mobile de déchets organiques a été acheté par la société de gestion des déchets de l'atoll de Majuro (République des Îles Marshall) afin de collecter et de traiter les matières organiques triées provenant des ménages et de leur éviter la mise en décharge (ce qui représente actuellement 20 % des déchets éliminés). La livraison de l'installation est prévue pour janvier 2024. • Des procédures opérationnelles standard ont été élaborées pour les installations de compostage de la République des Îles Marshall (Laura). Ces procédures ont été mises en œuvre et du compost de qualité acceptable est désormais produit à Majuro pour les besoins de la communauté. L'installation de traitement biologique de Laura fonctionne efficacement, le compost produit est exempt de mauvaises herbes et de coléoptères du cocotier, et il est utilisé dans tout Majuro comme additif pour le sol afin de favoriser les plantations. • 14 documents ont été publiés (dont des fiches d'information, un outil d'aide à la décision, un manuel technique, une norme pour le Pacifique, des plans d'exploitation cadres et des dessins de conception d'installations modifiables) pour favoriser la conception et l'exploitation des installations de gestion des matières organiques dans l'ensemble des pays Membres du PROE. Ainsi, les organismes dirigeants ont accès à des informations pertinentes qui les aident à prendre des décisions efficaces en matière de réacheminement des matières organiques. • Le SWAP fournit un appui technique et financier pour moderniser et améliorer les routes d'accès aux 		

OBJECTIF RÉGIONAL 3 : les peuples océaniques bénéficient de l'amélioration de la gestion des déchets et d'une meilleure maîtrise de la la lutte contre la pollution

PIP3
2022-2023

Objectifs régionaux 2026	PIP3 2022/2023 Résultats	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD
				<p>décharges de Bouffia et de Loganville, à Vanuatu. La gestion de ces décharges sera améliorée dans la mesure où les équipes de gestion pourront déverser les déchets dans les compartiments de stockage même pendant la saison des pluies.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un programme de traitement des produits organiques a été mis en place à Yap (États fédérés de Micronésie) afin de réorienter les déchets organiques actuellement mis en décharge vers les installations de compostage du département de l'agriculture de l'État. Le système est déjà en cours de mise en œuvre, mais une livraison plus importante est attendue en 2024, lorsque le projet d'investissement dans la modernisation des installations sera achevé. • Le rapport d'évaluation des solutions possibles pour les pneus en fin de vie a été achevé. Il propose des possibilités de gestion des pneus actuellement présents sur le territoire des Palaos. Les options sont évaluées en fonction de leur capacité à gérer le stock existant ainsi que la production continue de pneus hors d'usage issus des opérations normales d'entretien des véhicules aux Palaos. Le rapport étudie en outre les options pratiques pour l'utilisation de ces pneus sous leurs différentes formes après un traitement applicable ou accessible aux Palaos. • L'évaluation du marché des pneus hors d'usage a permis d'étudier leurs marchés potentiels, terrestres comme maritimes. L'étude a identifié des marchés finaux locaux et internationaux pour répondre aux grands stocks de pneus des Palaos, ainsi qu'aux tonnages continus provenant des importations et de la production naturelle. • Une évaluation économique de la question des pneus hors d'usage aux Palaos a examiné leur gestion et leur élimination sur le territoire, ainsi que les coûts relatifs des différentes stratégies de gestion, afin d'aider les Palaos à prendre une décision éclairée concernant ce déchet problématique. • Une évaluation de la législation relative aux instruments régissant les pneus hors d'usage a été réalisée afin d'informer les pays des options disponibles pour traiter les déchets issus de cette matière. • L'élaboration de normes d'ingénierie pour la réutilisation des pneus hors d'usage dans le génie civil a commencé dans le Pacifique. Les directives finalisées fourniront des normes pour l'utilisation de 		

OBJECTIF RÉGIONAL 3 : les peuples océaniques bénéficient de l'amélioration de la gestion des déchets et d'une meilleure maîtrise de la la lutte contre la pollution

PIP3
2022-2023

Objectifs régionaux 2026	PIP3 2022/2023 Résultats	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD
				<p>ces pneus dans les travaux de génie civil de la région du Pacifique.</p> <ul style="list-style-type: none"> • 21 notes d'orientation ont été publiées pour aider à concevoir et à mettre en œuvre des systèmes de financement durable (21 étapes) et fournies à tous les Membres du PROE. La promotion des ressources au niveau régional lors de la Conférence sur l'environnement des îles du Pacifique (PIEC) a permis aux organismes dirigeants d'avoir accès à des informations pertinentes pour orienter une prise de décision efficace en vue d'améliorer la récupération des ressources. • Des installations de gestion des déchets médicaux ont été construites (fosse anatomique, fosse pour objets tranchants) afin d'améliorer les pratiques de gestion des déchets à l'hôpital de Baucau, au Timor-Leste. • La campagne en faveur d'un Honiara sans plastique pendant les Jeux du Pacifique 2023 a permis de rendre la ville nettement plus propre pendant l'événement. • Le Championnat du monde d'outrigger à Samoa s'est déroulé sans plastique, ce qui a été respecté par les participants et le grand public. • 15 communautés des îles Cook, des Fidji, du Samoa, des Îles Salomon. • Des plans de gestion des infrastructures de déchets organiques ont été élaborés dans les États fédérés de Micronésie (Chuuk & Yap) et en République des Îles Marshall (Majuro) • Une formation sur les actions de traitement des matières organiques a été dispensée en République des Îles Marshall et des procédures opérationnelles standard ont été élaborées • Conception et publication d'options de traitement standardisé des matières organiques, d'approvisionnements opérationnels standard et de directives de gestion à utiliser dans tous les pays Membres du PROE • Une formation sur la gestion des huiles usagées, la gestion des déchets liés aux catastrophes et le financement durable en cours d'élaboration dans le cadre du projet SWAP. La formation virtuelle sera en libre accès pour tous les États et territoires insulaires océaniques • Une formation sur la gestion des déchets marins pour les Fidji, le Samoa, les Îles Salomon, les Tonga et Vanuatu a été dispensée 		

OBJECTIF RÉGIONAL 3 : les peuples océaniques bénéficient de l'amélioration de la gestion des déchets et d'une meilleure maîtrise de la la lutte contre la pollution

PIP3
2022-2023

Objectifs régionaux 2026	PIP3 2022/2023 Résultats	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD
		<p>OR3.1.5 :</p> <ul style="list-style-type: none"> Mise en place des cadres régionaux et internationaux convenus, dont le projet Pacifique plus propre 2025, par au moins 14 États et territoires insulaires océaniques <p>ATTEINT</p>	<p>3.1.5.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Aider les États et territoires insulaires océaniques à ratifier, accéder, et mettre en œuvre les cadres régionaux et internationaux, notamment ceux de la stratégie CP2025 	<p>3.1.5.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Au moins 14 États et territoires insulaires océaniques ont mis en œuvre les différents cadres régionaux et internationaux convenus, dont le projet Pacifique plus propre 2025, ainsi que les activités connexes en cours. Convention de Bâle – 10 pays insulaires du Pacifique sont Parties : États fédérés de Micronésie, Fidji, îles Cook, Îles Salomon, Nauru, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République des Îles Marshall, Samoa et Vanuatu Convention de Rotterdam – 6 pays insulaires du Pacifique sont Parties : îles Cook, République des Îles Marshall, Samoa, Tonga, Tuvalu et Vanuatu Convention de Stockholm – 14 pays insulaires du Pacifique sont Parties : États fédérés de Micronésie, Fidji, îles Cook, Îles Salomon, Kiribati, Nauru, Nioué, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République des Îles Marshall, Samoa, Tuvalu, Tonga et Vanuatu Convention de Minamata – 7 pays insulaires du Pacifique sont Parties : Kiribati, Palaos, République des Îles Marshall, Samoa, Tuvalu, Tonga et Vanuatu Convention de Nouméa – 8 pays insulaires du Pacifique sont Parties : États fédérés de Micronésie, Fidji, îles Cook, Îles Salomon, Nauru, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République des Îles Marshall et Samoa Convention de Waigani – 12 états et territoires insulaires océaniques sont Parties : États fédérés de Micronésie, Fidji, îles Cook, Îles Salomon, Kiribati, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Nioué, Palaos, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu Début de la planification détaillée et de la préparation de la 4^e Table ronde pour un Pacifique propre à l'horizon 2024 Élaboration et déploiement de documents d'orientation pour encourager les pays à devenir Parties aux conventions Réunions du Comité de pilotage du programme Gestion des déchets et lutte contre la pollution (GDLP) et consultation avec les pays participants, notamment le projet de résilience PACPLAN, le projet FEM7 ISLANDS, le Projet de lutte contre les déchets dans l'océan Pacifique, le projet SWAP de l'AFD et le projet PacWastePlus de l'UE Quatorze pays insulaires du Pacifique (dont le Timor-Leste) ont convenu de concevoir des projets nationaux pour améliorer leurs pratiques de gestion des déchets au niveau de tous les flux de déchets 		

OBJECTIF RÉGIONAL 3 : les peuples océaniques bénéficient de l'amélioration de la gestion des déchets et d'une meilleure maîtrise de la la lutte contre la pollution

PIP3
2022-2023

Objectifs régionaux 2026	PIP3 2022/2023 Résultats	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD																																																																														
			<p>3.1.5.2</p> <ul style="list-style-type: none"> Élaborer un cadre régional de lutte contre les microplastiques et les déchets marins, éventuellement dans le cadre de la Convention de Nouméa 	<p>3.1.5.2</p> <ul style="list-style-type: none"> Poursuite des efforts visant à élaborer un cadre régional pour lutter contre les déchets marins et les microplastiques grâce à l'examen du Plan d'action sur les déchets marins du Pacifique 2018-2025, notamment en tenant compte de la déclaration de l'ANUE 5.2.5/14 d'entamer des négociations sur un traité mondial pour mettre fin à la pollution plastique. 																																																																																
			<p>3.1.5.3</p> <ul style="list-style-type: none"> Prêter assistance aux groupes de travail techniques de la Table ronde pour un Pacifique plus propre 	<p>3.1.5.3</p> <ul style="list-style-type: none"> Poursuite de la coordination et de l'appui au groupe de travail technique de la Table ronde pour un Pacifique plus propre sur les déchets liés aux catastrophes, y compris utilisation des réseaux sociaux comme outil de communication et de coordination. Une aide a été apportée au groupe de travail sur la pollution plastique dans le cadre des démarches du Comité de négociation intergouvernemental (CNI) en vue d'un traité mondial pour mettre fin à la pollution plastique 																																																																																
<p>OR3.2 Renforcer les mécanismes nationaux, régionaux et internationaux de gestion des déchets, incluant les produits chimiques, les déchets dangereux, les déchets produits par les navires et les avions, les déchets plastiques marins et autres débris marins. (institutionnel)</p>	<p>OR3.2.0 :</p> <ul style="list-style-type: none"> Renforcement des mécanismes institutionnels à tous les niveaux pour la gestion des déchets et la lutte contre la pollution 	<p>OR3.2.1 :</p> <ul style="list-style-type: none"> Au moins 6 États et territoires insulaires océaniques ont concrétisé des politiques, stratégies, lois et réglementations relatives à des déchets spécifiques et à la gestion des polluants <p>ATTEINT</p>	<p>3.2.1.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Aider les États et territoires insulaires océaniques à élaborer des stratégies, politiques, législations et réglementations pour la gestion des déchets afin d'améliorer les résultats dans ce domaine 	<p>3.2.1</p> <ul style="list-style-type: none"> 9 États et territoires insulaires océaniques (Kiribati, États fédérés de Micronésie, Fidji, Vanuatu, îles Cook, Nauru, Samoa, Tonga, ainsi que le Timor-Leste) ont mis en œuvre des politiques, stratégies, législations et réglementations en matière de gestion des déchets et des polluants à divers niveaux et dans le cadre de diverses plateformes : <p>3.2.1.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Une assistance technique a été fournie à Kiribati pour l'élaboration de sa stratégie nationale en matière de déchets, qui a été adoptée et est en cours de mise en œuvre. Une assistance technique est actuellement fournie aux États fédérés de Micronésie pour l'élaboration d'une stratégie nationale en matière de déchets solides et dangereux. Cette dernière vise à relier les stratégies des États aux travaux nationaux et à clarifier leurs rôles et responsabilités en matière de gestion des déchets. Des conseils techniques et un appui pour l'évaluation de la législation relative au système de gestion des produits (PSS) ont été apportés à Vanuatu. Ceci a été retardé en raison de problèmes politiques liés à la capacité du Ministère de la protection de l'environnement. La voie à suivre a été finalisée et la passation de marchés pour les activités d'appui technique et législatif est en cours, et devrait se terminer en 2024. Une assistance technique a également été fournie à Vanuatu pour 	<table border="1"> <thead> <tr> <th colspan="3">Sous-total – 1 588 494</th> </tr> <tr> <th>Coûts de personnel</th> <th>Frais de fonctionnement</th> <th>Investissements</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>448 667</td> <td>1 128 252</td> <td>11 575</td> </tr> <tr> <th colspan="3">Source de financement</th> </tr> <tr> <td>AU</td> <td>111 393</td> <td></td> </tr> <tr> <td>AX</td> <td>588 037</td> <td></td> </tr> <tr> <td>EE</td> <td>325 421</td> <td></td> </tr> <tr> <td>FR</td> <td>363 370</td> <td></td> </tr> <tr> <td>IM</td> <td>8 310</td> <td></td> </tr> <tr> <td>MU</td> <td>3 392</td> <td></td> </tr> <tr> <td>NX</td> <td>62 158</td> <td></td> </tr> <tr> <td>NZ</td> <td>69 777</td> <td></td> </tr> <tr> <td>UE</td> <td>56 636</td> <td></td> </tr> </tbody> </table>	Sous-total – 1 588 494			Coûts de personnel	Frais de fonctionnement	Investissements	448 667	1 128 252	11 575	Source de financement			AU	111 393		AX	588 037		EE	325 421		FR	363 370		IM	8 310		MU	3 392		NX	62 158		NZ	69 777		UE	56 636		<table border="1"> <thead> <tr> <th colspan="3">Sous-total – 3 781 575</th> </tr> <tr> <th>Coûts de personnel</th> <th>Frais de fonctionnement</th> <th>Investissements</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>697 173</td> <td>3 079 661</td> <td>4 741</td> </tr> <tr> <th colspan="3">Source de financement</th> </tr> <tr> <td>AU</td> <td>136 274</td> <td></td> </tr> <tr> <td>AX</td> <td>1 663 533</td> <td></td> </tr> <tr> <td>EE</td> <td>1 032 681</td> <td></td> </tr> <tr> <td>FR</td> <td>667 601</td> <td></td> </tr> <tr> <td>IM</td> <td>114 502</td> <td></td> </tr> <tr> <td>MU</td> <td>61 052</td> <td></td> </tr> <tr> <td>NX</td> <td>5 650</td> <td></td> </tr> <tr> <td>NZ</td> <td>28 675</td> <td></td> </tr> <tr> <td>UE</td> <td>71 607</td> <td></td> </tr> </tbody> </table>	Sous-total – 3 781 575			Coûts de personnel	Frais de fonctionnement	Investissements	697 173	3 079 661	4 741	Source de financement			AU	136 274		AX	1 663 533		EE	1 032 681		FR	667 601		IM	114 502		MU	61 052		NX	5 650		NZ	28 675		UE	71 607	
Sous-total – 1 588 494																																																																																				
Coûts de personnel	Frais de fonctionnement	Investissements																																																																																		
448 667	1 128 252	11 575																																																																																		
Source de financement																																																																																				
AU	111 393																																																																																			
AX	588 037																																																																																			
EE	325 421																																																																																			
FR	363 370																																																																																			
IM	8 310																																																																																			
MU	3 392																																																																																			
NX	62 158																																																																																			
NZ	69 777																																																																																			
UE	56 636																																																																																			
Sous-total – 3 781 575																																																																																				
Coûts de personnel	Frais de fonctionnement	Investissements																																																																																		
697 173	3 079 661	4 741																																																																																		
Source de financement																																																																																				
AU	136 274																																																																																			
AX	1 663 533																																																																																			
EE	1 032 681																																																																																			
FR	667 601																																																																																			
IM	114 502																																																																																			
MU	61 052																																																																																			
NX	5 650																																																																																			
NZ	28 675																																																																																			
UE	71 607																																																																																			

OBJECTIF RÉGIONAL 3 : les peuples océaniques bénéficient de l'amélioration de la gestion des déchets et d'une meilleure maîtrise de la la lutte contre la pollution

PIP3
2022-2023

Objectifs régionaux 2026	PIP3 2022/2023 Résultats	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD
				<p>l'examen et l'actualisation de la loi sur la sécurité chimique et les déchets dangereux.</p> <ul style="list-style-type: none"> • La politique relative à la redevance avancée pour la récupération et l'élimination (ARDF) a été approuvée dans les îles Cook, ouvrant la voie à l'adoption du projet de loi sur les déchets solides et dangereux (loi constitutive) et à l'ARDF dans le cadre des procédures ministérielles et politiques. • L'exercice de classification tarifaire technique pour les îles Cook et les autres pays Membres dotés d'un système douanier ASCOYDA est achevé, afin d'alimenter le règlement de l'ARDF. • Des conseils techniques et financiers ont été fournis à Nauru pour l'élaboration d'un plan national de recyclage. • Le SWAP a fourni une assistance technique et financière au Samoa, aux îles Salomon, aux Tonga et à Vanuatu pour l'élaboration de plans nationaux de gestion des huiles usagées. Ces plans permettront aux gouvernements de gérer correctement les huiles usagées produites dans leur pays. • Des plans communautaires de gestion des déchets résultant de catastrophes ont été élaborés pour neuf communautés rurales de Vanuatu. Quatre d'entre eux ont été approuvés et acceptés par les Membres de la communauté. • Un voyage d'étude en Australie a été organisé pour appuyer la conception et l'élaboration d'une législation ou d'une réglementation sur le financement durable et la bonne administration des produits afin d'améliorer la gestion des déchets dans les îles Cook, les États fédérés de Micronésie, Kiribati, Nauru, Nioué, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Samoa, les îles Salomon, les Tonga, Vanuatu et le Timor-Leste. Vanuatu a utilisé les enseignements tirés pour améliorer la conception initiale de son système, tandis que Nauru les a utilisés comme fondement de l'étude de faisabilité et de l'élaboration du plan national de recyclage. • Un voyage d'étude aux Palaos a été organisé pour appuyer la conception et l'élaboration d'une législation ou d'une réglementation sur le financement durable et la bonne administration des produits afin d'améliorer la gestion des déchets dans les îles Cook, les États fédérés de Micronésie, Kiribati, Nauru, Nioué, la République des Îles Marshall, les îles Salomon, les Tonga et Vanuatu. Les sujets ont également été présentés lors de la conférence PIEC qui s'est tenue aux Palaos au même moment. Les pays ont mis à profit les enseignements tirés de l'étude. 		

OBJECTIF RÉGIONAL 3 : les peuples océaniques bénéficient de l'amélioration de la gestion des déchets et d'une meilleure maîtrise de la la lutte contre la pollution

PIP3
2022-2023

Objectifs régionaux 2026	PIP3 2022/2023 Résultats	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD
			<p>3.2.1.2</p> <ul style="list-style-type: none"> Aider les États et territoires insulaires océaniques à rendre opérationnelles leurs stratégies, législations et réglementations nationales en matière de gestion des déchets 	<ul style="list-style-type: none"> La feuille de route sur la politique d'utilisation unique pour les Tonga commencera en 2023. La législation visant à interdire les plastiques à usage unique est prévue pour 2023 dans le cadre de la feuille de route du POLP sur la politique d'utilisation unique, prévue pour 2023. 		
				<p>3.2.1.2</p> <ul style="list-style-type: none"> Des études de faisabilité sur la conception, l'introduction/le développement de la législation relative à la gestion responsable des produits/au traitement des déchets ont été réalisés pour les îles Cook, Kiribati, Nauru, Nioué, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, la République des Îles Marshall, le Samoa, les Îles Salomon et Vanuatu. Une assistance technique a été fournie aux îles Cook pour confirmer les produits à inclure dans le projet de législation/réglementation pour la gestion responsable des produits Un appui technique et financier a été fourni à Vanuatu pour la conception du système de gestion responsable des produits Une aide a été apportée à Nioué pour la rédaction d'une législation sur la gestion responsable des produits Une aide a été apportée au Timor-Leste pour élaborer une réglementation nationale sur la gestion des déchets Un appui technique et financier a été fourni par l'intermédiaire d'un consultant pour concevoir une législation sur la gestion responsable des produits au Samoa (Remarque : initialement axée sur les déchets électroniques, elle sera ensuite étendue à divers types de déchets). Élaboration et publication d'orientations sur la gestion de l'amiante, d'un projet de loi sur l'interdiction de l'importation d'amiante et d'un projet de code de pratique sur l'amiante pour la région du Pacifique Élaboration d'un modèle de politique et d'orientations sur la surveillance des déchets et l'octroi de licences à inclure dans la législation nationale sur les déchets et l'environnement Élaboration d'une directive sur l'équipement de protection individuelle pour les travailleurs du secteur des déchets Une assistance technique a été fournie à Kiribati, Nauru, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et la République des Îles Marshall sur l'amélioration du système ou la conception d'un système de gestion responsable des produits 		

OBJECTIF RÉGIONAL 3 : les peuples océaniques bénéficient de l'amélioration de la gestion des déchets et d'une meilleure maîtrise de la la lutte contre la pollution

PIP3
2022-2023

Objectifs régionaux 2026	PIP3 2022/2023 Résultats	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD
		<p>OR3.2.2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> La stratégie régionale PACPOL contre la pollution marine a été intégrée dans 14 États et territoires insulaires océaniques dans les plans et stratégies nationaux de lutte contre les marées noires, les espèces marines envahissantes et la pollution plastique marine <p>NON ATTEINT</p>	<p>3.2.2.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Aider les États et territoires insulaires océaniques (Îles Salomon, Kiribati, Nauru, Nioué, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Tonga, Wallis-et-Futuna) à renforcer leurs capacités à mettre en œuvre leurs plans et stratégies nationales dans le cadre de la stratégie PACPOL 	<p>3.2.2</p> <ul style="list-style-type: none"> La stratégie régionale n'a pas encore été intégrée au PACPOL dans les États et territoires insulaires océaniques pour les plans et stratégies nationales de lutte contre les marées noires, les espèces marines envahissantes et la pollution plastique marine. Le projet de résilience PacPlan 2022-2025 s'est focalisé sur le renforcement des capacités dans 5 États et territoires insulaires océaniques (Kiribati, Tuvalu, Nauru, Îles Salomon et Vanuatu). Toutefois, certaines activités étaient encore en cours. <p>3.2.2.1</p> <p>Les pays ayant reçu une assistance ont</p> <ul style="list-style-type: none"> effectué une évaluation de leur état de préparation à l'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures. Les plans d'urgence nationaux d'intervention en cas de déversement en milieu marin ont commencé à être remaniés ou rédigés en vue de leur achèvement et de leur adoption d'ici 2024. Une formation générale de sensibilisation à l'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures a été dispensée à chaque pays en 2022/2023. Une formation spécifique à la gestion des incidents, qui s'appuie sur la nouvelle structure PIEMA PacIMS (pour la gestion générale des urgences) sera dispensée en 2023 et 2024 en complément de leurs nouveaux plans nationaux. Le projet de résilience PacPlan 2022-2025 s'est focalisé sur le renforcement des capacités à Kiribati, aux Tuvalu, à Nauru, aux Îles Salomon et à Vanuatu. Chaque pays ayant achevé : <ul style="list-style-type: none"> une évaluation de son état de préparation à l'intervention en cas de déversement Les plans d'urgence nationaux d'intervention en cas de déversement en milieu marin ont commencé à être remaniés ou rédigés en vue de leur achèvement et de leur adoption d'ici 2024. Une formation générale de sensibilisation à l'intervention en cas de déversement a été dispensée à chaque pays en 2022/2023 Chaque pays fera l'objet d'un audit juridique complet en 2023/2024 pour rendre compte et fournir des conseils sur l'exhaustivité de sa ratification des conventions internationales pertinentes et sur la véracité et l'efficacité de sa législation nationale et de ses modalités administratives. Les obligations et responsabilités du PROE dans le cadre du projet PacPlan seront examinées et les lacunes seront comblées. 		

OBJECTIF RÉGIONAL 3 : les peuples océaniques bénéficient de l'amélioration de la gestion des déchets et d'une meilleure maîtrise de la la lutte contre la pollution

PIP3
2022-2023

Objectifs régionaux 2026	PIP3 2022/2023 Résultats	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD
		<p>OR3.2.3 :</p> <ul style="list-style-type: none"> Au moins six États et territoires insulaires océaniques ont adopté des Plans nationaux de sensibilisation à l'environnement pour améliorer leurs pratiques de gestion des déchets grâce à des projets de sensibilisation éducative et de changement de comportement menés par les écoles, les ONG et les organisations de la société civile dans les États et territoires insulaires océaniques <p>NON ATTEINT</p>	<p>3.2.3.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Aider les États et territoires insulaires océaniques à élaborer et à appliquer des Plans nationaux de sensibilisation à l'environnement 	<p>3.2.3.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Au moins 14 États et territoires insulaires océaniques, dont le Timor-Leste, ont contribué à l'élaboration de plans nationaux de sensibilisation à l'éducation visant à améliorer les pratiques de gestion des déchets, mais ces plans n'ont pas été adoptés (Îles Cook, Fidji, États fédérés de Micronésie, Kiribati, Nauru, Nioué, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République des Îles Marshall, Samoa, Îles Salomon, Timor-Leste, Tonga, Tuvalu et Vanuatu). Des projets de changement de comportement sont menés par des écoles, des ONG et des OSC : Les activités du plan national d'éducation et de sensibilisation ont été achevées aux Tuvalu avec une session radio et la promotion du concours du logo et du slogan de la redevance sur les déchets. La mise en œuvre des actions du Plan national d'éducation et de sensibilisation a été retardée dans les îles Cook, à Nioué, en République des Îles Marshall et à Vanuatu en raison de problèmes de capacité. Les activités du Plan national d'éducation et de sensibilisation ont été finalisées, notamment des émissions de radio, des animations, des journées portes ouvertes et des annonces dans la presse, et seront mises en œuvre tout au long de l'année 2024. 		
		<p>OR3.2.4 :</p> <ul style="list-style-type: none"> Au moins deux membres du personnel de chacun des 21 États et territoires insulaires océaniques ont bénéficié d'un renforcement de leurs capacités techniques lors des activités de renforcement des capacités menées par le programme GDLP <p>ATTEINT</p>	<p>3.2.4.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Renforcer les capacités des États et territoires insulaires océaniques en matière de gestion des déchets et de la pollution (soit en contribuant à leur participation à des formations, soit en organisation les formations, là où les modalités des projets le permettent) 	<p>3.2.4.</p> <ul style="list-style-type: none"> Plus de 42 membres du personnel (dont plus de 50 % de femmes) dans 21 États et territoires insulaires océaniques ont participé aux possibilités de renforcement des capacités du GDLP, ce qui a permis d'améliorer les capacités techniques de diverses manières : <p>3.2.4.1 États et territoires insulaires océaniques aidés :</p> <ul style="list-style-type: none"> 6 membres du personnel (17 % de femmes) de la société de gestion des déchets de l'atoll de Majuro (République des Îles Marshall) ont été formés à la gestion des déchets organiques. Cela a permis de faire fonctionner efficacement l'installation de traitement des déchets organiques de Laura, de produire un compost exempt de mauvaises herbes et de coléoptères du cocotier, et de l'utiliser dans tout Majuro comme additif pour le sol afin de favoriser les plantations. 11 fonctionnaires (45 % de femmes) des Tuvalu ont été formés à l'identification de l'amiante et à l'utilisation de la technologie de diagnostic portable, ce qui a permis au personnel des autorités 		

OBJECTIF RÉGIONAL 3 : les peuples océaniques bénéficient de l'amélioration de la gestion des déchets et d'une meilleure maîtrise de la la lutte contre la pollution

PIP3
2022-2023

Objectifs régionaux 2026	PIP3 2022/2023 Résultats	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD
				<p>tuvaluanes d'être en mesure d'entreprendre des évaluations de la présence d'amiante dans les îles périphériques.</p> <ul style="list-style-type: none"> • 21 personnes (dont 30 % de femmes) ont été formées à l'utilisation et à l'entretien corrects de l'incinérateur de déchets médicaux des hôpitaux National Referral et Helene Goldie des Îles Salomon. Le personnel maîtrise désormais le fonctionnement et l'entretien général des incinérateurs de l'hôpital. • Aux Tonga, 4 agents (100 % d'hommes) du Prince Wellington Ngu Hospital ont été formés sur l'utilisation et l'entretien adéquats des incinérateurs de déchets médicaux • À Vanuatu, 9 agents (22 % de femmes) du Norsup Hospital ont été formés sur l'utilisation et l'entretien adéquats des incinérateurs de déchets médicaux • Une formation sur l'utilisation et l'entretien corrects des incinérateurs de déchets médicaux dans trois hôpitaux du Timor-Leste sera dispensée une fois que les incinérateurs auront été réparés (prévu en mars 2024). • Quatorze (14) membres du personnel (57 % de femmes) ont été formés au désamiantage des matériaux non friables aux Tonga. L'Autorité de l'environnement et des déchets, le Ministère de l'infrastructure et le responsable national du PWP sont désormais tous capables d'entreprendre en toute sécurité des actions de désamiantage, bien qu'un entrepreneur agréé soit toujours nécessaire pour superviser les travaux (s'ils sont effectués selon les normes australiennes ou néo-zélandaises). • Cinquante-deux (52) personnes (6,5 % de femmes) ont été formées au désamiantage des matériaux non friables à Nauru. Ce personnel provenait de sociétés de conseil : Central Meridian Inc, Ocean Construction, Yellow Pearl Construction, Boda Amo Corp. et des autorités de Nauru : Ministère de l'infrastructure, Département de l'environnement et de l'agriculture et un contractuel de la Banque asiatique de développement. • Les activités de désamiantage à Kiribati ont été reportées à février 2024 et la formation sera donc liée à ces activités. 		

OBJECTIF RÉGIONAL 3 : les peuples océaniques bénéficient de l'amélioration de la gestion des déchets et d'une meilleure maîtrise de la la lutte contre la pollution

PIP3
2022-2023

Objectifs régionaux 2026	PIP3 2022/2023 Résultats	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD
		<p>OR3.2.5 :</p> <ul style="list-style-type: none"> Au moins 14 États et territoires insulaires océaniques sont représentés lors des conventions régionales et internationales sur la gestion des déchets et la lutte contre la pollution <p>ATTEINT</p>	<p>3.2.5.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Prêter son concours à la participation et à la mobilisation des États et territoires insulaires océaniques vis-à-vis des accords multilatéraux sur l'environnement régionaux et internationaux et aux autres conventions se rattachant aux activités financées par le programme GDLP. 	<ul style="list-style-type: none"> Les fonctionnaires des douanes des Îles Salomon reçoivent une formation pour faire appliquer l'interdiction des plastiques à usage unique, qui est entrée en vigueur le 1^{er} septembre 2023. Une formation sera dispensée en 2023 au personnel de Nioué et du Samoa sur la gestion des déchets électroniques Une formation sera dispensée en 2023 au personnel des îles Cook et des Tuvalu sur le fonctionnement des systèmes de consignation et de frais de récupération à l'avance et des dépôts de recyclage Une formation sera dispensée en 2023 sur la conception et l'utilisation sécurisée de l'élimination des déchets de santé dans le sol (fosse à objets tranchants et fosse à placenta) Une formation a été dispensée à 24 membres communautaires sur l'audit des déchets marins dans le Pacifique (Îles Cook, Vanuatu, Samoa, Îles Salomon, Fidji et Wallis-et-Futuna) <p>3.2.5</p> <ul style="list-style-type: none"> Tous les pays océaniques (14) sont représentés dans divers forums régionaux et internationaux sur la gestion des déchets et la lutte contre la pollution. <p>3.2.5.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Les pays océaniques ont appuyé leurs engagements dans le cadre des AME régionaux et internationaux et d'autres activités harmonisées avec celles du GDLP : Tous les pays insulaires du Pacifique (14) ont été accompagnés par le projet du CNI financé par l'État australien (1 représentant par pays) lors des réunions régionale et internationale du CNI 1 (Suva et Uruguay), à la réunion préparatoire régionale du CNI2 aux îles Cook et à la réunion préparatoire régionale du CNI3 aux Palaos. Un appui technique a été fourni aux Parties du Pacifique participant aux réunions des Conférences des Parties aux conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm. Un appui technique a été fourni aux Parties du Pacifique participant aux réunions des Conférences des Parties à la convention de Minamata. Un appui technique a été fourni aux pays océaniques participants à la réunion du groupe de travail à composition non limitée (GTCN 1.2 et 2) en vue de la création d'un groupe pour la politique scientifique sur les produits chimiques, les déchets et la pollution. 		

OBJECTIF RÉGIONAL 3 : les peuples océaniques bénéficient de l'amélioration de la gestion des déchets et d'une meilleure maîtrise de la la lutte contre la pollution

PIP3
2022-2023

Objectifs régionaux 2026	PIP3 2022/2023 Résultats	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD																																																												
OR3.3 Valoriser les ressources à partir des déchets et des polluants par le compostage (récupération des nutriments), le recyclage (récupération des matériaux), la valorisation énergétique et d'autres mesures afin de minimiser les déchets et contribuer au développement économique et social	OR3.3.0 <ul style="list-style-type: none"> La minimisation des déchets a contribué au développement social et économique des communautés en adoptant des mécanismes de récupération des ressources. 	OR3.3.1 : <ul style="list-style-type: none"> Cinq États et territoires insulaires océaniques ont appliqué la récupération des ressources émanant de déchets <p>NON ATTEINT</p>	3.3.1.1 <ul style="list-style-type: none"> Mettre en place des infrastructures de récupération des ressources matérielles (installations, usines et équipements) ou améliorer les infrastructures existantes dans neuf États et territoires insulaires océaniques (États fédérés de Micronésie, Fidji, Îles Cook, Îles Salomon, Palaos, République des Îles Marshall, Samoa, Tuvalu et Vanuatu) 	3.3.1.1 <ul style="list-style-type: none"> La mise en œuvre de la récupération de ressources émanant de déchets dans les États et territoires insulaires océaniques ciblés en était encore au stade du recyclage pilote ou présentait des retards dans les activités, notamment en matière de passation de marchés : L'essai d'un équipement pilote de prétraitement des déchets recyclables a été réalisé et une passation de marchés est en cours pour la collecte des déchets recyclables dans les Îles Cook et aux Tuvalu. Les activités de passation de marchés pour l'installation de « dépôts » de recyclage communautaires progressent lentement – l'installation est prévue pour le troisième trimestre 2024. Un broyeur mobile de matières organiques a été acheté pour la République des Îles Marshall afin de permettre à la société de gestion des déchets de l'atoll de Majuro de collecter des matières organiques triées provenant des ménages. Livraison attendue en janvier 2024. Les activités de désamiantage à Kiribati ont été reportées à février 2024 et la formation sera donc liée à ces activités. L'incinérateur a été acheté et se trouve à Kiritimati en attente d'installation, de mise en service et de formation du personnel. Un équipement de recyclage a été acheté et mis en place pour Gizo dans les Îles Salomon. L'approbation du projet par le conseil municipal de Gizo a été retardée. La mise en œuvre est attendue pour le deuxième trimestre 2024. 	<table border="1"> <thead> <tr> <th colspan="3">Sous-total – 325 126</th> </tr> <tr> <th>Coûts de personnel</th> <th>Frais de fonctionnement Coûts</th> <th>Investissements</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>119 418</td> <td>205 708</td> <td></td> </tr> <tr> <th colspan="3">Source de financement</th> </tr> <tr> <td>AU</td> <td>95 265</td> <td></td> </tr> <tr> <td>AX</td> <td>25 092</td> <td></td> </tr> <tr> <td>EE</td> <td>164 789</td> <td></td> </tr> <tr> <td>NZ</td> <td>27 444</td> <td></td> </tr> <tr> <td>UE</td> <td>12 537</td> <td></td> </tr> </tbody> </table>	Sous-total – 325 126			Coûts de personnel	Frais de fonctionnement Coûts	Investissements	119 418	205 708		Source de financement			AU	95 265		AX	25 092		EE	164 789		NZ	27 444		UE	12 537		<table border="1"> <thead> <tr> <th colspan="3">Sous-total – 1 069 566</th> </tr> <tr> <th>Coûts de personnel</th> <th>Frais de fonctionnement Coûts</th> <th>Investissements</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>122 935</td> <td>946 631</td> <td></td> </tr> <tr> <th colspan="3">Source de financement</th> </tr> <tr> <td>AU</td> <td>99 750</td> <td></td> </tr> <tr> <td>AX</td> <td>43 489</td> <td></td> </tr> <tr> <td>EE</td> <td>858 761</td> <td></td> </tr> <tr> <td>FR</td> <td>32 637</td> <td></td> </tr> <tr> <td>IM</td> <td>64</td> <td></td> </tr> <tr> <td>NZ</td> <td>24 704</td> <td></td> </tr> <tr> <td>UE</td> <td>10 161</td> <td></td> </tr> </tbody> </table>	Sous-total – 1 069 566			Coûts de personnel	Frais de fonctionnement Coûts	Investissements	122 935	946 631		Source de financement			AU	99 750		AX	43 489		EE	858 761		FR	32 637		IM	64		NZ	24 704		UE	10 161	
		Sous-total – 325 126																																																																
Coûts de personnel	Frais de fonctionnement Coûts	Investissements																																																																
119 418	205 708																																																																	
Source de financement																																																																		
AU	95 265																																																																	
AX	25 092																																																																	
EE	164 789																																																																	
NZ	27 444																																																																	
UE	12 537																																																																	
Sous-total – 1 069 566																																																																		
Coûts de personnel	Frais de fonctionnement Coûts	Investissements																																																																
122 935	946 631																																																																	
Source de financement																																																																		
AU	99 750																																																																	
AX	43 489																																																																	
EE	858 761																																																																	
FR	32 637																																																																	
IM	64																																																																	
NZ	24 704																																																																	
UE	10 161																																																																	
		OR3.3.2 <ul style="list-style-type: none"> Le taux d'évitement de décharge ou de génération de déchet a été accru d'au moins 2 % par habitant dans au moins 16 États et territoires insulaires océaniques <p>NON ATTEINT</p>	3.3.2.1 <ul style="list-style-type: none"> Aider 16 États et territoires insulaires océaniques à élaborer et à mettre en place des programmes de récupération des ressources 	3.3.2.1 <ul style="list-style-type: none"> Des efforts ont été déployés pour éliminer les anciens déchets électroniques et lutter contre la production de sacs de plastique en vrac dans certains ÉTIO (Nioué) ; des conseils techniques ont été fournis et un renforcement des capacités est prévu pour le recyclage communautaire au cours des prochaines étapes. 5 conteneurs de déchets électroniques et 150 sacs en vrac de bouteilles en plastique (PET et PEHD) sont stockés en toute sécurité dans le nouveau centre de recyclage de Nioué, en attendant d'y être traités et exportés, pour ensuite être désassemblés et recyclés. La gestion de ce matériel a été retardée en raison de problèmes contractuels. La formation du personnel et les opérations d'exploitation/exportation des équipements devraient être achevées en 2024. 																																																														

OBJECTIF RÉGIONAL 3 : les peuples océaniques bénéficient de l'amélioration de la gestion des déchets et d'une meilleure maîtrise de la la lutte contre la pollution

PIP3
2022-2023

Objectifs régionaux 2026	PIP3 2022/2023 Résultats	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD																																																
			<p>3.3.2.2</p> <ul style="list-style-type: none"> Aider 16 États et territoires insulaires océaniques à élaborer et à mettre en place des programmes de prévention des déchets 	<p>(en référence au point 3.3.1.1)</p> <ul style="list-style-type: none"> Un appui à la conception pour la mise en œuvre de « dépôts » de collecte de recyclage communautaires a été fourni aux îles Cook, à Nioué, aux îles Salomon et aux Tuvalu pour exploiter/étendre les programmes de gestion responsable des produits/financement durable et détourner les matières recyclables de la mise en décharge (les matières recyclables proposées dans les programmes représentent actuellement jusqu'à 20 % des déchets mis en décharge). Un appui technique (pas d'aide financière) a été fourni à la République des Îles Marshall pour concrétiser les programmes de gestion responsable des produits et de financement durable et détourner les matières recyclables de la mise en décharge (les matières recyclables proposées dans les programmes représentent actuellement jusqu'à 20 % des déchets mis en décharge). 																																																		
		<p>OR3.3.3</p> <ul style="list-style-type: none"> Au moins deux États ou territoires insulaires océaniques ont renforcé les relations entre entités publiques et privées, contribuant ainsi au développement social et économique des collectivités locales <p>ATTEINT</p>	<p>3.3.3.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Aider cinq pays insulaires du Pacifique (Fidji, Îles Salomon, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa et Vanuatu) à renforcer les relations entre entités privées et publiques en appuyant les associations nationales de recyclage et les activités de projet destinées à encourager les partenariats public-privé. <p>3.3.3.2</p> <ul style="list-style-type: none"> Aider les États et territoires insulaires océaniques (Papouasie-Nouvelle-Guinée) à fonder et à mettre en place des associations de recyclage 	<p>3.3.3</p> <ul style="list-style-type: none"> Le partenariat Moana Taka conclu avec Swire Shipping a permis de maintenir l'aide apportée aux recycleurs dans 15 États et territoires insulaires océaniques et de créer des associations de recyclage dans 5 pays océaniques (Samoa, Îles Salomon, Vanuatu, Tonga et Papouasie-Nouvelle-Guinée). <p>3.3.3.2</p> <ul style="list-style-type: none"> Une aide a été apportée à la création de l'association de recyclage de Papouasie-Nouvelle-Guinée. Cinq États et territoires insulaires océaniques disposent désormais d'une association de recyclage (Samoa, Îles Salomon, Vanuatu, Tonga et Papouasie-Nouvelle-Guinée). 																																																		
<p>OR3.4 Améliorer le contrôle des déchets et de la pollution des milieux récepteurs afin de permettre la prise de décisions éclairées sur les mesures appropriées pour protéger la santé humaine et l'environnement et pour réduire les dommages environnementaux y afférant</p>	<p>OR3.4 :</p> <p>Les États et territoires insulaires océaniques ont pris des décisions fondées sur des données probantes à partir d'informations fiables sur les déchets et la pollution.</p>	<p>OR3.4.1 :</p> <ul style="list-style-type: none"> Mise en place d'un système régional de surveillance des déchets dans l'environnement avec l'appui des gouvernements nationaux dans 21 États et territoires insulaires océaniques <p>ATTEINT</p>	<p>3.4.1.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Contribuer à la mise en œuvre du système de surveillance régional des déchets dans certains pays 	<p>3.4.1.</p> <ul style="list-style-type: none"> Un système régional de suivi des déchets a été mis en place grâce à l'appui des autorités nationales dans tous les pays, avec des engagements pour l'établissement de rapports à l'aide de modèles améliorés, des audits sur les déchets, entre autres. <p>3.4.1.1.</p> <ul style="list-style-type: none"> Le cadre régional de suivi et de communication des données sur les déchets a été élaboré en collaboration avec les points de contact nationaux et transmis à tous les pays pour qu'ils l'utilisent dans leurs rapports annuels. Des rapports de référence pour tous les pays, reprenant le cadre et les résultats d'audits récents sur les déchets, ont été élaborés et fournis aux pays (et publiés). Au cours du PIP 4, un appui financier et technique sera apporté aux pays pour qu'ils procèdent à 	<table border="1"> <thead> <tr> <th colspan="3">Sous-total – 259 036</th> </tr> <tr> <th>Coûts de personnel</th> <th>Frais de fonctionnement Coûts</th> <th>Investissements</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>118 654</td> <td>140 382</td> <td></td> </tr> <tr> <th colspan="3">Source de financement</th> </tr> <tr> <td>AU</td> <td>96 137</td> <td></td> </tr> <tr> <td>EE</td> <td>135 686</td> <td></td> </tr> <tr> <td>NZ</td> <td>27 214</td> <td></td> </tr> </tbody> </table>	Sous-total – 259 036			Coûts de personnel	Frais de fonctionnement Coûts	Investissements	118 654	140 382		Source de financement			AU	96 137		EE	135 686		NZ	27 214		<table border="1"> <thead> <tr> <th colspan="3">Sous-total – 285 641</th> </tr> <tr> <th>Coûts de personnel</th> <th>Frais de fonctionnement Coûts</th> <th>Investissements</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>122 935</td> <td>162 706</td> <td></td> </tr> <tr> <th colspan="3">Source de financement</th> </tr> <tr> <td>AU</td> <td>118 647</td> <td></td> </tr> <tr> <td>AX</td> <td>10 020</td> <td></td> </tr> <tr> <td>EE</td> <td>102 741</td> <td></td> </tr> <tr> <td>NZ</td> <td>25 799</td> <td></td> </tr> <tr> <td>UE</td> <td>28 434</td> <td></td> </tr> </tbody> </table>	Sous-total – 285 641			Coûts de personnel	Frais de fonctionnement Coûts	Investissements	122 935	162 706		Source de financement			AU	118 647		AX	10 020		EE	102 741		NZ	25 799		UE	28 434	
Sous-total – 259 036																																																						
Coûts de personnel	Frais de fonctionnement Coûts	Investissements																																																				
118 654	140 382																																																					
Source de financement																																																						
AU	96 137																																																					
EE	135 686																																																					
NZ	27 214																																																					
Sous-total – 285 641																																																						
Coûts de personnel	Frais de fonctionnement Coûts	Investissements																																																				
122 935	162 706																																																					
Source de financement																																																						
AU	118 647																																																					
AX	10 020																																																					
EE	102 741																																																					
NZ	25 799																																																					
UE	28 434																																																					

OBJECTIF RÉGIONAL 3 : les peuples océaniques bénéficient de l'amélioration de la gestion des déchets et d'une meilleure maîtrise de la la lutte contre la pollution

PIP3
2022-2023

Objectifs régionaux 2026	PIP3 2022/2023 Résultats	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD
				<p>l'évaluation des rapports, à la mise à jour et à l'amélioration du cadre, ainsi qu'à l'élaboration et à la fourniture d'outils de production de comptes rendus (formulaires et feuilles de calcul de suivi) afin de simplifier l'utilisation du cadre. Le cadre servira de base à l'établissement de rapports sur la stratégie régionale « Un Pacifique plus propre 2025 », qui sera élaborée en 2025.</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'activité d'audit des déchets dans les Îles Salomon s'est achevée par l'élaboration et la publication d'un rapport national. • Des audits sur la gestion des déchets ont été réalisés dans 25 communautés rurales des Fidji, avec l'appui du Ministère des affaires iTaukei. • Un système de suivi a été conçu et mis en œuvre pour les États fédérés de Micronésie – EPA, Département de l'agriculture et Département des travaux publics de Yap afin de suivre l'avancement des travaux et le volume des matériaux traités dans l'installation de compostage. • Des audits sur les déchets ont été réalisés dans neuf communautés locales (États fédérés de Micronésie) afin de déterminer la méthode de traitement des déchets organiques la plus adaptée à ces communautés. Les systèmes et services seront mis en œuvre en 2024. • b. Des indicateurs clés de performance pour la gestion des déchets (Un Pacifique plus propre 2025) ont été définis à la suite d'une analyse régionale de tous les audits nationaux sur les déchets réalisés en 2020/2021. 8 indicateurs clés de performance pour la gestion des déchets ont ainsi été établis. Les consultations nationales ont facilité l'acceptation par les pays des indicateurs clés de performance proposés. 		
		<p>OR3.4.2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La diffusion d'informations sur les résultats du système régional de surveillance environnementale des déchets a influencé la prise de décision relative à la gestion de déchets et à la lutte contre la pollution dans les États et territoires insulaires océaniques <p>ATTEINT</p>	<p>3.4.2.1</p> <ul style="list-style-type: none"> • Analyser les données sur les déchets pour permettre une prise de décisions reposant sur des faits concernant les systèmes, procédés et partenariats privé-public pour la gestion des déchets 	<p>3.4.2</p> <ul style="list-style-type: none"> • La diffusion d'informations sur les résultats du système régional de surveillance environnementale des déchets a influencé la prise de décision relative à la gestion de déchets et à la lutte contre la pollution dans les États et territoires insulaires océaniques. <p>3.4.2.1</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'analyse des données sur les déchets dans les États et territoires insulaires océaniques afin d'éclairer la prise de décision fondée sur des données probantes comprend : <ul style="list-style-type: none"> • Le rapport d'audit consolidé sur les déchets en Papouasie-Nouvelle-Guinée et à Vanuatu est achevé et publié 		

OBJECTIF RÉGIONAL 3 : les peuples océaniques bénéficient de l'amélioration de la gestion des déchets et d'une meilleure maîtrise de la la lutte contre la pollution

PIP3
2022-2023

Objectifs régionaux 2026	PIP3 2022/2023 Résultats	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD
				<p>https://pacific-data.sprep.org/system/files/PNG-Waste-Audit-Report.pdf https://pacific-data.sprep.org/system/files/Vanuatu-Landfill-Audit-Report.pdf</p> <ul style="list-style-type: none"> Un cadre régional de suivi et de communication des données sur les déchets a été élaboré, ainsi que des rapports de référence pour tous les pays. Au cours du PIP 4, un appui financier et technique sera apporté aux pays pour qu'ils procèdent à l'évaluation des rapports, à la mise à jour et à l'amélioration du cadre, ainsi qu'à l'élaboration et à la fourniture d'outils de production de comptes rendus (formulaires et feuilles de calcul de suivi) afin de simplifier l'utilisation du cadre. Le cadre servira de base à l'établissement de rapports sur la stratégie régionale « Un Pacifique plus propre 2025 », qui sera élaborée en 2025. Des données ont été collectées sur les déchets marins aux Fidji, aux Îles Salomon, aux Tonga et à Vanuatu dans le cadre des projets pilotes SWAP sur les déchets marins et des journées internationales de nettoyage des côtes. Les données sont disponibles en ligne sur l'application Litter Intelligence : https://litterintelligence.org/ 		

TOTAL DE L'OBJECTIF RÉGIONAL 3		Budget réel 2022	Budget réel supplémentaire 2023
	Total coûts de personnel	1 470 595	1 920 255
	Total Frais de fonctionnement	3 205 837	6 424 583
	Total Dépenses d'investissement	18 295	4 741
	TOTAL GLOBAL	<u>4 694 727</u>	<u>8 349 578</u>

OBJECTIF RÉGIONAL 3 : les peuples océaniques bénéficient de l'amélioration de la gestion des déchets et d'une meilleure maîtrise de la la lutte contre la pollution

PIP3
2022-2023

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES PAR SOURCE DE FINANCEMENT 2022 ET BUDGET SUPPLÉMENTAIRE 2023		
	USD	USD
Coûts de personnel	2022	2023
Budget supplémentaire Australie	626 208	621 604
Hors budget supplémentaire Australie	523 583	625 830
Union européenne	895 323	814 798
Gouvernement français	141 025	203 120
Budget supplémentaire Nouvelle-Zélande	135 926	152 765
Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)		150 525
Sous-total	2 322 066	2 568 641
Frais de fonctionnement Coûts		
Budget supplémentaire Australie	20 500	23 000
Hors budget supplémentaire Australie	359 030	2 256 740
Union européenne	6 762 398	4 759 960
Gouvernement français	1 215 033	1 167 441
Organisation maritime internationale	56 500	56 500
Multidonateur		68 706
Budget supplémentaire Nouvelle-Zélande	5 000	5 000
Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)	456 240	3 591 882
Sous-total	8 874 702	11 929 229
Investissements		
Budget supplémentaire Australie	2 500	
TOTAL GÉNÉRAL	11 199 267 \$	14 497 870 \$

DOTATION DES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES PAR ÉTAT MEMBRE 2022 ET BUDGET SUPPLÉMENTAIRE 2023		
	2022	2023
PAYS	USD	USD
Îles Cook	258 000	152 600
Fidji	60 910	319 090
Polynésie française	95 000	110 000
Etats fédérés de Micronésie	120 000	820 000
Kiribati	295 000	233 000
Îles Marshall	236 000	174 600
Nauru	310 000	272 500
Nioué	302 380	136 000
Régional	7 699 284	8 900 931
Papouasie-Nouvelle-Guinée	135 000	300 000
Palaos	35 000	478 000
Samoa	211 000	1 264 950
Îles Salomon	233 500	432 000
Timor-Leste	285 495	
Tonga	365 400	249 600
Tuvalu	182 000	226 300
Vanuatu	345 298	398 298
Wallis-et-Futuna	30 000	30 000
TOTAL GÉNÉRAL	11 199 267 \$	14 497 870

OBJECTIF RÉGIONAL 4

les peuples océaniques et leur environnement bénéficient des engagements pris en faveur des bonnes pratiques de gouvernance environnementale et de leur application

OBJECTIF RÉGIONAL 4 : les peuples océaniques et leur environnement bénéficient des engagements pris en faveur des bonnes pratiques de gouvernance environnementale et de leur application

PIP3
2022-2023

Objectifs régionaux 2026	PIP3 2022/2023 Résultats	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD																																																						
OR4.1 Renforcer les systèmes nationaux de planification et de mise en œuvre du développement durable, notamment au moyen d'études d'impact sur l'environnement, d'évaluations stratégiques de l'environnement et de l'aménagement du territoire	OR4.1.0 Renforcement des systèmes Nationaux durable par une augmentation de l'utilisation des conclusions des évaluations de développement environnemental comme les EIE, les ESE et la planification spatiale.	OR4.1.1 : • Au moins 14 États et territoires insulaires océaniques ont bénéficié d'une assistance technique, d'un renforcement des capacités et d'une formation concernant les directives régionales élaborées par le PROE en matière d'EIE et d'ESE ATTEINT	4.1.1.1 • Mener des activités de sensibilisation et de renforcement des capacités sur les directives en matière d'évaluation de l'impact sur l'environnement à destination des cadres publics de trois États ou territoires insulaires océaniques	4.1.1 • Assistance technique, renforcement des capacités et formation de 14 États et territoires insulaires océaniques sur la base des lignes directrices régionales en matière d'EIE et d'ESE élaborées par le PROE. 4.1.1.1 • Trois États et territoires insulaires océaniques (Îles Cook, Tokélaou et Samoa), en plus des 11 États et territoires précédents, ont bénéficié d'un renforcement des capacités et d'une formation sur les directives relatives à l'ESE et à l'EIE élaborées par le PROE : • Îles Cook : une formation sur l'EIE, l'AME et l'ESE a été dispensée à 22 agents (5 femmes et 17 hommes) du Service national de l'environnement afin d'améliorer leur compréhension et leur application de la procédure d'EIE. Cette formation a permis d'améliorer la compréhension de l'EIE afin d'appuyer la procédure d'octroi de permis environnementaux (comme en témoigne l'enquête menée à l'issue de l'atelier). Elle a permis d'appuyer la transition vers des systèmes de permis électroniques au sein du Service national de l'environnement, y compris la numérisation des formulaires de demande de permis et l'administration générale de l'EIE au sein du Service. Voir le rapport • Tokélaou : 7 membres du personnel (5 hommes et 2 femmes) du Département du développement économique, des ressources naturelles et de l'environnement des Tokélaou ont été formés à l'administration des processus d'EIE et d'ESE. Cette formation a permis de renforcer les capacités locales en matière d'évaluation environnementale, conformément aux objectifs régionaux de développement durable. • L'élaboration d'une politique d'EIE spécifique aux Tokélaou a progressé. Un projet de cadre a été élaboré et des consultations sont prévues avant son adoption. • Samoa : 15 agents (12 femmes et 3 hommes) de l'Agence de planification et de gestion urbaine ont bénéficié d'un encadrement axé sur la procédure d'EIE et l'application des directives du PROE. Cet appui a permis d'améliorer la compréhension et l'application pratique de la procédure d'EIE ainsi que la conformité des pratiques d'évaluation environnementale du Samoa avec les normes régionales, contribuant ainsi à l'amélioration de la gouvernance environnementale. Voir le rapport	<table border="1"> <tr> <th colspan="3">Sous-total – 439 385</th> </tr> <tr> <th>Coûts de personnel</th> <th>Frais de fonctionnement</th> <th>Investissements</th> </tr> <tr> <td>188 744</td> <td>250 641</td> <td></td> </tr> <tr> <th colspan="3">Source de financement</th> </tr> <tr> <td>AU</td> <td>147 150</td> <td></td> </tr> <tr> <td>MU</td> <td>-13 605</td> <td></td> </tr> <tr> <td>NZ</td> <td>25 537</td> <td></td> </tr> <tr> <td>UE</td> <td>280 304</td> <td></td> </tr> </table>	Sous-total – 439 385			Coûts de personnel	Frais de fonctionnement	Investissements	188 744	250 641		Source de financement			AU	147 150		MU	-13 605		NZ	25 537		UE	280 304		<table border="1"> <tr> <th colspan="3">Sous-total – 861 320</th> </tr> <tr> <th>Coûts de personnel</th> <th>Frais de fonctionnement</th> <th>Investissements</th> </tr> <tr> <td>353 132</td> <td>506 208</td> <td>1 980</td> </tr> <tr> <th colspan="3">Source de financement</th> </tr> <tr> <td>AU</td> <td>161 314</td> <td></td> </tr> <tr> <td>EE</td> <td>95 867</td> <td></td> </tr> <tr> <td>GC</td> <td>43</td> <td></td> </tr> <tr> <td>MU</td> <td>22 498</td> <td></td> </tr> <tr> <td>NZ</td> <td>24 202</td> <td></td> </tr> <tr> <td>UE</td> <td>557 396</td> <td></td> </tr> </table>	Sous-total – 861 320			Coûts de personnel	Frais de fonctionnement	Investissements	353 132	506 208	1 980	Source de financement			AU	161 314		EE	95 867		GC	43		MU	22 498		NZ	24 202		UE	557 396	
Sous-total – 439 385																																																												
Coûts de personnel	Frais de fonctionnement	Investissements																																																										
188 744	250 641																																																											
Source de financement																																																												
AU	147 150																																																											
MU	-13 605																																																											
NZ	25 537																																																											
UE	280 304																																																											
Sous-total – 861 320																																																												
Coûts de personnel	Frais de fonctionnement	Investissements																																																										
353 132	506 208	1 980																																																										
Source de financement																																																												
AU	161 314																																																											
EE	95 867																																																											
GC	43																																																											
MU	22 498																																																											
NZ	24 202																																																											
UE	557 396																																																											

OBJECTIF RÉGIONAL 4 : les peuples océaniques et leur environnement bénéficient des engagements pris en faveur des bonnes pratiques de gouvernance environnementale et de leur application

PIP3
2022-2023

Objectifs régionaux 2026	PIP3 2022/2023 Résultats	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD
				<ul style="list-style-type: none"> Le personnel des îles Cook et des Tokélaou (responsables de l'application et de la conformité des Services nationaux de l'environnement des îles Cook et personnel des secteurs du développement économique, des ressources naturelles et de l'environnement – EDNRE) a été formé à l'application des procédures d'EIE et d'ESE à l'aide des directives du PROE. Une aide a été apportée au personnel de l'Agence de planification et de gestion urbaine du Samoa sur les évaluations environnementales à l'aide de la boîte à outils d'évaluation des risques du PROE. 		
			<p>4.1.1.2</p> <ul style="list-style-type: none"> Mener des activités de sensibilisation et de renforcement des capacités sur les directives en matière d'évaluation de l'impact sur l'environnement pour le tourisme côtier dans 2 États ou territoires insulaires océaniques 	<p>4.1.1.2</p> <ul style="list-style-type: none"> Une sensibilisation aux directives de l'EIE pour le tourisme côtier a été menée au Samoa et un atelier de renforcement des capacités est prévu aux Tuvalu en avril 2024. Samoa : un atelier de renforcement des capacités en matière d'EIE a été organisé à l'intention de 38 acteurs du tourisme et régulateurs environnementaux de Samoa (25 femmes et 13 hommes), notamment l'Autorité samoane du tourisme (STA), l'Association de l'hôtellerie et de la restauration de Samoa (SHHA), le Ministère des ressources naturelles et de l'environnement (MNRE), le Ministère des travaux publics, des transports et des infrastructures (MWTI) et le Ministère de la santé (MOH). Les participants ont ainsi pu mieux appréhender la notion de développement durable, le rôle de l'EIE dans la planification du tourisme, et ont manifesté leur intérêt pour une formation plus poussée sur l'EIE. La STA a intégré l'EIE pour le développement de l'écotourisme dans son programme de formation, reflétant ainsi une nouvelle conception de l'EIE en tant qu'outil de planification d'un tourisme durable. Voir le rapport 		
			<p>4.1.1.3</p> <ul style="list-style-type: none"> Former les formateurs dans une organisation du CORP (personnel de l'Organisation du tourisme du Pacifique Sud) et une autorité nationale du tourisme sur la formation à la sensibilisation à l'évaluation de l'impact sur l'environnement 	<p>4.1.1.3</p> <ul style="list-style-type: none"> Des discussions de suivi sur les résultats de la formation au tourisme durable avec l'Organisation du tourisme du Pacifique Sud et l'Autorité samoane du tourisme sont toujours en cours en raison de priorités concurrentes. Prévu pour le PIP 4. 		

OBJECTIF RÉGIONAL 4 : les peuples océaniques et leur environnement bénéficient des engagements pris en faveur des bonnes pratiques de gouvernance environnementale et de leur application

PIP3
2022-2023

Objectifs régionaux 2026	PIP3 2022/2023 Résultats	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD
		<p>OR4.1.2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> Au moins deux nouvelles notes d'orientation sectorielles régionales sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement ont été rédigées, ainsi que des directives, politiques et législations en matière d'évaluation de l'impact sur l'environnement <p>NON ATTEINT</p>	<p>4.1.2.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Produire des modules de renforcement des capacités en ligne pour l'évaluation de l'impact sur l'environnement et l'évaluation stratégique environnementale, reposant sur les directives régionales en matière d'évaluation de l'impact sur l'environnement 	<p>4.1.2.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Une nouvelle EIE régionale sectorielle sur les directives de bonnes pratiques pour le génie maritime côtier a été élaborée et lancée dans le Pacifique afin de fournir des conseils sur la planification et la mise en œuvre de projets de développement côtier. Grâce au Partenariat d'apprentissage du Pacifique pour la durabilité environnementale et sociale (PLP-ESS), plus de 21 modules d'EIE et d'ESE ont été élaborés et dispensés au personnel chargé de la sauvegarde et aux régulateurs environnementaux dans toute la région. Le partenariat PLP-ESS (PROE et Banque mondiale) a débouché sur une proposition visant à intensifier les efforts et les ressources pour appuyer la gestion des risques environnementaux et sociaux dans le Pacifique. Les modules ont été dispensés en ligne avec une participation moyenne de 60 participants par module. Les modules et ressources de formation, dont les vidéos, les diapositives et les rapports, sont hébergés sur le site du PNEA et peuvent être consultés. 		
			<p>4.1.2.2</p> <ul style="list-style-type: none"> Passer en revue les directives nationales en matière d'évaluation de l'impact sur l'environnement dans deux États ou territoires insulaires océaniques 	<p>4.1.2.2</p> <ul style="list-style-type: none"> Deux pays océaniques (Nauru et Tonga) se sont appuyés sur l'évaluation des réglementations ou directives nationales en matière d'EIE. Cela a permis de renforcer les processus d'évaluation environnementale à Nauru et aux Tonga tout en garantissant la conformité avec les directives régionales et les meilleures pratiques internationales. Le succès rencontré aux Tonga a suscité l'intérêt d'autres pays de la région qui envisagent de créer des registres similaires de consultants en EIE. <p>Nauru</p> <ul style="list-style-type: none"> Le projet de réglementation de l'EIE de Nauru a été évalué pour s'aligner sur la loi de 2020 relative à la gestion de l'environnement et aux changements climatiques. Il s'agissait notamment de partager les meilleures pratiques et procédures issues des directives régionales du PROE en matière d'EIE. <p>Tonga</p> <ul style="list-style-type: none"> Une aide a été fournie pour l'élaboration d'une réglementation relative aux consultants en EIE afin d'améliorer la procédure globale d'EIE et la qualité des évaluations environnementales, du suivi et de la production de rapports dans le Royaume. 		

OBJECTIF RÉGIONAL 4 : les peuples océaniques et leur environnement bénéficient des engagements pris en faveur des bonnes pratiques de gouvernance environnementale et de leur application

PIP3
2022-2023

Objectifs régionaux 2026	PIP3 2022/2023 Résultats	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD
			<p>4.1.2.3</p> <ul style="list-style-type: none"> Mener des activités de sensibilisation et de renforcement des capacités en ce qui concerne les études stratégiques de l'environnement dans au moins deux États ou territoires insulaires océaniques 	<p>4.1.2.3</p> <ul style="list-style-type: none"> La sensibilisation à l'ESE reste un domaine prioritaire pour le PROE, avec l'élaboration de directives régionales en la matière et la mise en place de programmes de formation pour les Tokélaou, les îles Cook et Kiribati. Un renforcement des capacités régionales en ESE est assuré par le biais de webinaires. Les cadres d'ESE pour la gestion des ressources marines sont actuellement examinés par deux Membres, Kiribati et les îles Cook, qui ont demandé un appui au PROE. https://pnea.sprep.org/pnea-webinar-strengthening-strategic-environmental-assessments-pacific-0 		
		<p>OR4.1.3 :</p> <ul style="list-style-type: none"> Au moins cinq États et territoires insulaires océaniques ont bénéficié d'un renforcement des capacités et d'une formation sur l'utilisation des outils et des données géospatiales pour l'évaluation environnementale, la planification et la production de rapports <p>ATTEINT</p>	<p>4.1.3.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Accroître la capacité du PROE à traiter les données géospatiales, pouvoir le poste vacant de spécialiste des systèmes d'information géographique pour le programme GSE. 	<p>4.1.3.</p> <ul style="list-style-type: none"> Six États et territoires insulaires océaniques (Nauru, Samoa, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu et Vanuatu) ont reçu une formation (sensibilisation, SIG, cartographie spatiale, etc.) sur l'utilisation de données et d'outils géospatiaux pour appuyer l'évaluation, la planification et l'établissement de rapports sur l'environnement : <p>4.1.3.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Les compétences en matière de SIG ont été améliorées pour ce qui est de la saisie, de l'analyse et de la visualisation des données spatiales, afin de renforcer les capacités de prise de décision et de résolution de problèmes à Nauru, au Samoa et aux Îles Salomon, notamment pour le personnel du Secrétariat. La planification de la réponse aux catastrophes et l'allocation des ressources ont été optimisées grâce à une analyse précise des données spatiales, ce qui a permis d'améliorer l'efficacité des efforts de redressement et de la gestion de l'environnement aux Tonga. Cela a fourni au pays des données spatiales de base essentielles pour les opérations de secours ciblés, la planification des interventions en cas de catastrophe et la gestion de l'environnement à long terme, favorisant ainsi la collaboration et contribuant aux efforts de redressement. Le potentiel de la technologie de télédétection dans le domaine de la surveillance et de la gestion de l'environnement est mieux compris. Le rôle des technologies de télédétection dans la surveillance de l'environnement et l'amélioration des pratiques de gestion est reconnu, ce qui permet d'améliorer la collecte des données, de prendre des décisions éclairées et d'améliorer la gouvernance environnementale. 		

OBJECTIF RÉGIONAL 4 : les peuples océaniques et leur environnement bénéficient des engagements pris en faveur des bonnes pratiques de gouvernance environnementale et de leur application

PIP3
2022-2023

Objectifs régionaux 2026	PIP3 2022/2023 Résultats	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD
			4.1.3.2	<ul style="list-style-type: none"> La prise de décision, la gouvernance, la planification, le développement durable et la responsabilisation des parties prenantes sont améliorés, grâce à l'accessibilité des données spatiales et à des informations spatiales actualisées et fiables. L'infrastructure de données spatiales du PROE a été développée (configuration de PostGIS et GeoServer). Un document conceptuel a été élaboré sur la proposition de télédétection du PROE. Les zones nécessaires à la gestion et à la restauration des écosystèmes terrestres dans les Îles Salomon ont été identifiées, notamment grâce à l'appui apporté au projet EREPA. De même, le rôle des écosystèmes et des services écosystémiques dans l'amélioration de la gestion des ressources terrestres, forestières et hydriques a été reconnu. La prise de décision, la gouvernance, la planification, le développement durable et la responsabilisation des parties prenantes sont améliorés, grâce à l'accessibilité des données spatiales et à des informations spatiales actualisées et fiables. 		
			4.1.3.2 <ul style="list-style-type: none"> Produire un module d'apprentissage en ligne sur les systèmes d'information géographique pour les débutants et pour les évaluateurs environnementaux, veiller à ce que les pays insulaires du Pacifique ayant des besoins en matière d'évaluation de l'impact sur l'environnement et de rapports sur l'état de l'environnement y aient accès et utilisent cet accès. Objectif : au moins trois pays insulaires du Pacifique 	4.1.3.2 <ul style="list-style-type: none"> Des modules d'apprentissage en ligne sur les SIG ont été lancés et les Membres et partenaires du PROE ont été sensibilisés au renforcement des capacités sur les fonctions et composants de base des SIG Le portail sur les changements climatiques héberge des modules d'apprentissage en ligne sur les SIG, dont des enregistrements vidéo, des supports de présentation et d'autres ressources en accès permanent pour les Membres. Vérification et publication des ensembles de données reçus des pays Membres sur la base des procédures nationales sur l'état de l'environnement – Vanuatu, Tuvalu, Nauru 		
			4.1.3.3 <ul style="list-style-type: none"> Nouer des partenariats entre les différents programmes (Gouvernance et surveillance environnementales, Déchets, Résilience face aux changements climatiques, Écosystèmes insulaires et océaniques) pour convertir les données essentielles du PROE en données d'information géographique pour les pays insulaires du Pacifique 	4.1.3.3 <ul style="list-style-type: none"> Des cartes sur la présence d'amiante ont été préparées pour le projet PACWASTE après l'éruption des Tonga, ce qui a aidé les responsables du Ministère des Tonga dans leurs efforts d'assainissement, notamment pour la gestion de l'amiante et la détermination des risques Publication et mise à jour des données spatiales sur le portail de données sur l'environnement du Pacifique pour les Tonga après l'éruption volcanique 		

OBJECTIF RÉGIONAL 4 : les peuples océaniens et leur environnement bénéficient des engagements pris en faveur des bonnes pratiques de gouvernance environnementale et de leur application

PIP3
2022-2023

Objectifs régionaux 2026	PIP3 2022/2023 Résultats	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD
				<ul style="list-style-type: none"> • L'équipe SIG du PROE a publié les données mises à jour concernant les bâtiments des Îles Cook sur le portail national • Formation du personnel du PROE aux SIG et à la collecte de données spatiales pour Nauru et le Samoa. • Le programme GSE a coanimé avec SKYEYE Pacific la formation sur les drones pour les principaux partenaires nationaux du PROE et du Samoa par le biais de l'équipe SIG • Les travaux menés par le PROE pour le compte des Membres sur l'espace SIG ont été salués lors du Symposium géospatial d'Océanie et de la Conférence des utilisateurs SIG/RS du Pacifique pour : <ul style="list-style-type: none"> ○ l'appui technique et SIG fourni aux pays Membres via le Portail de l'environnement du Pacifique, les cartes d'impact (végétation et modification du littoral) après l'éruption aux Tonga ; ○ l'utilisation des plateformes spatiales mondiales pour obtenir des informations de référence sur l'état de l'environnement des pays (Allen Coral Atlas) ; ○ le renforcement des capacités SIG ; ○ la formation GPS ; ○ la mise à jour des aires protégées du pays ; et ○ l'accès aux modules d'apprentissage en ligne d'introduction aux SIG • Une analyse des lacunes dans les données de référence a été réalisée pour le partenariat de l'UICN et des Îles Salomon « Garantir la résilience des écosystèmes dans les aires protégées » (EREPA) • Une discussion interinstitutions a été menée avec le GEO et l'USGS sur le soutien à la gestion et à l'accès aux données spatiales dans la région • Des discussions ont été engagées avec les agences du CORP (CPS, USP) sur les besoins en données d'observation terrestre pour la région du Pacifique. • Les travaux menés par le PROE sur l'espace SIG pour les Membres et les études de cas des pays a été salué lors de la manifestation parallèle SIG sur les défis climatiques mettant en œuvre des solutions géospatiales pour les pertes, les dommages et l'adaptation dans le Pacifique lors de la COP 28. 		

OBJECTIF RÉGIONAL 4 : les peuples océaniques et leur environnement bénéficient des engagements pris en faveur des bonnes pratiques de gouvernance environnementale et de leur application

PIP3
2022-2023

Objectifs régionaux 2026	PIP3 2022/2023 Résultats	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD																																																									
OR4.2 Renforcer les capacités nationales pour une bonne gouvernance environnementale, étayée par une assistance technique pour l'élaboration de politiques et de lois, et pour contribuer à la mise en œuvre des engagements pris par les Membres sur les plans régional et international.	OR4.2.0 Garantie de la capacité nationale pour une bonne gouvernance environnementale en intensifiant la sensibilisation et en appliquant la politique et la législation en matière d'engagements internationaux et régionaux.	OR4.2.1 : • Au moins 13 États et territoires insulaires océaniques ont intégré les exigences et engagements des accords multilatéraux sur l'environnement dans leurs stratégies nationales de gestion de l'environnement ou leur équivalent ATTEINT	4.2.1.1 • Aider deux pays insulaires du Pacifique (République des Îles Marshall et Vanuatu) à actualiser et à étoffer leur Stratégie nationale de gestion de l'environnement (SNAGE) pour y intégrer les engagements pris dans le cadre des accords multilatéraux sur l'environnement et dans les procédures de planification nationales	4.2.1.1 • Les Palaos et les Tuvalu ont intégré leurs obligations et engagements au titre de l'AME dans la Stratégie nationale de gestion de l'environnement (SNAGE). • Le rapport SNAGE est achevé pour les Palaos et les Tuvalu et reflète les obligations de l'AME pour les deux pays. • Les rapports SNAGE pour Vanuatu et la République des Îles Marshall sont prévus dans le cadre du PIP 4.	<table border="1"> <thead> <tr> <th colspan="3">Sous-total – 101 623</th> </tr> <tr> <th>Coûts de personnel</th> <th>Frais de fonctionnement Coûts</th> <th>Investissements</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>41 875</td> <td>58 417</td> <td>1 331</td> </tr> <tr> <th colspan="3">Source de financement</th> </tr> <tr> <td>AU</td> <td>29 711</td> <td></td> </tr> <tr> <td>MU</td> <td>8</td> <td></td> </tr> <tr> <td>NX</td> <td>984</td> <td></td> </tr> <tr> <td>NZ</td> <td>18 454</td> <td></td> </tr> <tr> <td>UE</td> <td>52 466</td> <td></td> </tr> </tbody> </table>	Sous-total – 101 623			Coûts de personnel	Frais de fonctionnement Coûts	Investissements	41 875	58 417	1 331	Source de financement			AU	29 711		MU	8		NX	984		NZ	18 454		UE	52 466		<table border="1"> <thead> <tr> <th colspan="3">Sous-total – 155 277</th> </tr> <tr> <th>Coûts de personnel</th> <th>Frais de fonctionnement Coûts</th> <th>Investissements</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>39 258</td> <td>116 001</td> <td>18</td> </tr> <tr> <th colspan="3">Source de financement</th> </tr> <tr> <td>AU</td> <td>53 616</td> <td></td> </tr> <tr> <td>EE</td> <td>62 018</td> <td></td> </tr> <tr> <td>IM</td> <td>1 225</td> <td></td> </tr> <tr> <td>MU</td> <td>11 662</td> <td></td> </tr> <tr> <td>NZ</td> <td>6 219</td> <td></td> </tr> <tr> <td>UE</td> <td>20 537</td> <td></td> </tr> </tbody> </table>	Sous-total – 155 277			Coûts de personnel	Frais de fonctionnement Coûts	Investissements	39 258	116 001	18	Source de financement			AU	53 616		EE	62 018		IM	1 225		MU	11 662		NZ	6 219		UE	20 537	
		Sous-total – 101 623																																																													
		Coûts de personnel	Frais de fonctionnement Coûts	Investissements																																																											
		41 875	58 417	1 331																																																											
		Source de financement																																																													
AU	29 711																																																														
MU	8																																																														
NX	984																																																														
NZ	18 454																																																														
UE	52 466																																																														
Sous-total – 155 277																																																															
Coûts de personnel	Frais de fonctionnement Coûts	Investissements																																																													
39 258	116 001	18																																																													
Source de financement																																																															
AU	53 616																																																														
EE	62 018																																																														
IM	1 225																																																														
MU	11 662																																																														
NZ	6 219																																																														
UE	20 537																																																														
OR4.2.2 : • Au moins cinq États et territoires insulaires océaniques ont bénéficié d'un renforcement des capacités et d'une formation aux questions de rédaction, de mise en place, de conformité et d'application des politiques environnementales NON ATTEINT	4.2.2.1 • Procéder à une évaluation régionale de l'état de la mise en œuvre des accords multilatéraux sur l'environnement pour relever les difficultés et les problèmes dans la mise en conformité	4.2.2.1 • En raison de l'insuffisance des fonds.																																																													
	4.2.2.2 • Renforcer l'application de la Convention de Nouméa par ses Membres, et inciter les pays non-membres à y adhérer	4.2.2.2 • L'activité n'a pas été achevée en raison d'un budget insuffisant.																																																													
	4.2.2.3 • Rehausser la visibilité de la Convention de Nouméa parmi ses Membres, et améliorer la gestion de cette convention dans le cadre du PROE	4.2.2.3 • L'activité n'a pas été achevée.																																																													
	4.2.2.4 • Rehausser la visibilité du programme ACP-MEA 3 par des bulletins, des articles, des supports de sensibilisation et des plateformes médiatiques concernant l'avancement de la mise en œuvre de ce programme et les résultats obtenus par lui	4.2.2.4 • Le gouvernement des Tonga a approuvé l'enregistrement des consultants en environnement des Tonga. • Le Ministère de l'agriculture, de la pêche et de l'environnement des Palaos a approuvé la SNAGE des Palaos. • La finalisation des normes nationales sur les déchets liquides des Îles Salomon est prévue pour le PIP 4																																																													
	4.2.2.5 • Passer en revue les politiques environnementales existantes en vue de leur actualisation, et créer de nouvelles politiques pour deux pays insulaires du Pacifique (Îles Salomon et Tonga), cette activité devant inclure une formation à la formulation de politiques																																																														

OBJECTIF RÉGIONAL 4 : les peuples océaniques et leur environnement bénéficient des engagements pris en faveur des bonnes pratiques de gouvernance environnementale et de leur application

PIP3
2022-2023

Objectifs régionaux 2026	PIP3 2022/2023 Résultats	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD																																																						
OR4.3 Renforcer la collecte, la surveillance et l'analyse des données environnementales et de la communication des résultats à l'échelle nationale et régionale.	R04.3.0 Expansion de l'accès et de l'utilisation des données et informations environnementales afin de soutenir la planification, le suivi, l'élaboration de rapports et la prise de décisions.	OR4.3.1 : <ul style="list-style-type: none"> Assistance technique et renforcement des capacités d'au moins 14 États et territoires insulaires océaniques en vue de la rédaction du rapport sur l'état de l'environnement qui servira de base à l'établissement des rapports destinés aux accords multilatéraux sur l'environnement international et régionaux <p>ATTEINT</p>	4.3.1.1 <ul style="list-style-type: none"> Renforcer les capacités de rédaction de rapports sur l'environnement au niveau national dans au moins deux pays insulaires du Pacifique (Kiribati et Vanuatu), associer les rapports sur l'état de l'environnement aux accords multilatéraux sur l'environnement et aux obligations de compte rendu sur les objectifs de développement durable 	4.3.1 <ul style="list-style-type: none"> 14 États et territoires insulaires océaniques ont bénéficié d'une assistance technique et d'un renforcement des capacités pour l'élaboration des rapports sur l'état de l'environnement, utilisés pour la SNAGE afin d'étayer les AME régionaux, notamment les Objectifs du SAMOA, et les AME internationaux, notamment les ODD (11, 13, 14, 15) et la CDB. <p>4.3.1.1</p> <ul style="list-style-type: none"> L'état de l'environnement de la République des Îles Marshall a été approuvé en 2023. Le rapport sur l'état de l'environnement de Tuvalu (PDF et page internet) a été achevé et lancé en 2022 Le rapport sur l'état de l'environnement de Nauru a été achevé et approuvé par le Cabinet en 2022 ; il est actuellement en phase de conception et d'aménagement avant son lancement en 2023 Le rapport sur l'état de l'environnement de Vanuatu a été finalisé en 2022, puis approuvé par le Cabinet début 2023 Le rapport sur l'état de l'environnement du Samoa a été validé et finalisé en 2023 et est actuellement en attente de lancement en 2024. 	<table border="1"> <thead> <tr> <th colspan="3">Sous-total – 681 552</th> </tr> <tr> <th>Coûts de personnel</th> <th>Frais de fonctionnement</th> <th>Investissements</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>384 663</td> <td>289 339</td> <td>7 551</td> </tr> <tr> <th colspan="3">Source de financement</th> </tr> <tr> <td>AU</td> <td>31 973</td> <td></td> </tr> <tr> <td>IR</td> <td>1 580</td> <td></td> </tr> <tr> <td>NZ</td> <td>15 243</td> <td></td> </tr> <tr> <td>UE</td> <td>637 432</td> <td></td> </tr> <tr> <td>UP</td> <td>-4 675</td> <td></td> </tr> </tbody> </table>	Sous-total – 681 552			Coûts de personnel	Frais de fonctionnement	Investissements	384 663	289 339	7 551	Source de financement			AU	31 973		IR	1 580		NZ	15 243		UE	637 432		UP	-4 675		<table border="1"> <thead> <tr> <th colspan="3">Sous-total – 255 435</th> </tr> <tr> <th>Coûts de personnel</th> <th>Frais de fonctionnement</th> <th>Investissements</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>66 934</td> <td>188 501</td> <td>0</td> </tr> <tr> <th colspan="3">Source de financement</th> </tr> <tr> <td>AU</td> <td>41 545</td> <td></td> </tr> <tr> <td>IU</td> <td>10 706</td> <td></td> </tr> <tr> <td>MU</td> <td>-4 052</td> <td></td> </tr> <tr> <td>NZ</td> <td>5 935</td> <td></td> </tr> <tr> <td>UE</td> <td>201 301</td> <td></td> </tr> </tbody> </table>	Sous-total – 255 435			Coûts de personnel	Frais de fonctionnement	Investissements	66 934	188 501	0	Source de financement			AU	41 545		IU	10 706		MU	-4 052		NZ	5 935		UE	201 301	
		Sous-total – 681 552																																																										
Coûts de personnel	Frais de fonctionnement	Investissements																																																										
384 663	289 339	7 551																																																										
Source de financement																																																												
AU	31 973																																																											
IR	1 580																																																											
NZ	15 243																																																											
UE	637 432																																																											
UP	-4 675																																																											
Sous-total – 255 435																																																												
Coûts de personnel	Frais de fonctionnement	Investissements																																																										
66 934	188 501	0																																																										
Source de financement																																																												
AU	41 545																																																											
IU	10 706																																																											
MU	-4 052																																																											
NZ	5 935																																																											
UE	201 301																																																											
		OR4.3.2 : <ul style="list-style-type: none"> Au moins 14 États et territoires insulaires océaniques ont actualisé leurs bases de données environnementales, qui sont utilisées pour la planification et la prise de décisions <p>ATTEINT</p>	4.3.2.1 <ul style="list-style-type: none"> Consolider le réseau du Portail dédié à l'environnement du Pacifique (PEP). Porter à 10 000 le nombre d'ensembles de données disponibles 	4.3.2 <ul style="list-style-type: none"> 14 bases de données des États et territoires insulaires océaniques ont été mises à jour à la dernière version stable de la plateforme, hébergeant plus de 19 000 ensembles de données. <p>4.3.2.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Ces ensembles de données ont été utilisés pour appuyer l'élaboration de documents prioritaires nationaux, notamment l'état de l'environnement et la SNAGE. La visibilité des ensembles de données environnementales du Pacifique grâce à des partenariats clés avec la CPS et l'IODE de l'UNESCO, entre autres. 																																																								

OBJECTIF RÉGIONAL 4 : les peuples océaniques et leur environnement bénéficient des engagements pris en faveur des bonnes pratiques de gouvernance environnementale et de leur application

PIP3
2022-2023

Objectifs régionaux 2026	PIP3 2022/2023 Résultats	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD
		<p>OR4.3.3 :</p> <ul style="list-style-type: none"> Un outil fonctionnel de compte rendu sur les indicateurs environnementaux a été actualisé avec de nouvelles informations dans 14 pays insulaires du Pacifique pour étayer la production de rapports sur l'état de l'environnement, les accords multilatéraux sur l'environnement et les objectifs de développement durable, et autres exigences en matière de rapports stratégiques <p>NON ATTEINT</p>	<p>4.3.3.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Encourager l'utilisation et l'adoption de l'IRT dans au moins deux pays insulaires du Pacifique (Papouasie-Nouvelle-Guinée et Tonga) et garder une trace de cette utilisation pour les exigences en matière de rapports stratégiques 	<p>4.3.3.</p> <ul style="list-style-type: none"> L'outil de communication de rapports sur les indicateurs (IRT) a été intégralement repensé, déployé et est accessible aux 14 pays insulaires du Pacifique. Toutefois, il est prévu de l'étendre aux pays océaniques programmés pour le PIP 4 (https://indicators.sprep.org) <p>4.3.3.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Un renforcement des capacités nationales est prévu pour la mise en œuvre de l'outil de communication de rapports sur les indicateurs dans les pays insulaires du Pacifique sur une base ad hoc lorsque des rapports sont requis, compte tenu de la petite base d'utilisateurs et de la longue période entre les exigences en matière de rapports. 		
		<p>OR4.3.4 :</p> <ul style="list-style-type: none"> Au moins 60 membres du personnel de 6 États et territoires insulaires océaniques ont été formés au système de surveillance des bases de données sur l'environnement en vue d'améliorer l'établissement de rapports <p>ATTEINT</p>	<p>4.3.4.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Renforcer les capacités d'au moins 40 membres du personnel dans les pays Membres à l'utilisation de la base de données environnementale prise en charge par les plateformes d'apprentissage en ligne <p>4.3.4.2</p> <ul style="list-style-type: none"> Mener des ateliers de formation pour les agents en charge de l'application des lois (quarantaine, douanes, pêches) dans certains pays insulaires du Pacifique pour améliorer la collecte d'informations et de données afin de contribuer aux exigences en matière de compte rendu au regard des accords multilatéraux sur l'environnement concernés, tels que les conventions CITES, CMS, de Bâle, de Minamata, de Waigani et de Nouméa <p>4.3.4.3</p> <ul style="list-style-type: none"> Organiser des formations à l'outil e-CITES pour les agents chargés de l'application de la loi. 	<p>4.3.4.</p> <ul style="list-style-type: none"> Plus de 60 personnes dans 13/14 États et territoires insulaires océaniques, à l'exception des Fidji, ont été formées à la collecte, au catalogage, à l'analyse et au partage des données environnementales à l'aide des outils de données conçus, tels que le portail de données environnementales, le PEP régional et les portails de données nationaux. <p>4.3.4.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Une assistance virtuelle et sur le terrain a été apportée via la formation au portail de données et à l'outil KoBo, aux îles Cook (8 femmes, 4 hommes) et au Samoa (19 femmes, 12 hommes) Un appui a été apporté au renforcement des capacités des membres s'agissant de l'utilisation des outils grâce à la formation en ligne Inform (unités 1 et 2) 		
		<p>OR4.3.5 :</p> <ul style="list-style-type: none"> Un financement a été obtenu pour l'extension du projet Inform par le PROE et les pays Membres <p>NON ATTEINT</p>	<p>4.3.5.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Élaborer au moins une proposition d'extension destinée à combler les lacunes décelées dans l'exécution du programme GSE et du projet Inform dans le cadre du PIP2. 	<p>4.3.5</p> <ul style="list-style-type: none"> Cette activité est actuellement dans l'attente d'un appui officiel de la part du Secrétariat du FEM. 11 des 14 Membres du PROE se sont engagés à aider financièrement le Projet de données sur l'environnement du Pacifique (InformPlus) par le biais de leur allocation STAR du FEM. <p>4.3.5.1 Reporté sur le PIP 4.</p>		

OBJECTIF RÉGIONAL 4 : les peuples océaniques et leur environnement bénéficient des engagements pris en faveur des bonnes pratiques de gouvernance environnementale et de leur application

PIP3
2022-2023

Objectifs régionaux 2026	PIP3 2022/2023 Résultats	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD																																																			
OR4.4 Renforcer l'accès aux mécanismes de financement et à l'utilisation effective et efficace des fonds afin d'appliquer les interventions nécessaires.	OR4.4.0 Renforcement de l'accès des ÉTIO aux mécanismes de financement, dont l'utilisation efficace et efficiente des fonds dans la mise en œuvre des interventions environnementales.	OR4.4.1 : • Au moins trois États et territoires insulaires océaniques ont bénéficié d'une aide à la mise en place de mécanismes nationaux en tant qu'entité d'accréditation pour l'accès aux fonds environnementaux destinés aux projets nationaux prioritaires	4.4.1.1 • Cf. OG2.2.1	4.4.1.1 1 En lien avec OO 2.2.1 • Élaboration du mandat de la politique de Système de gestion environnementale et sociale de Nioué dans le cadre de ses efforts pour devenir une entité accréditée. Collaboration avec l'unité Coordination de projets et l'unité Changements climatiques	<table border="1"> <thead> <tr> <th colspan="3">Sous-total – 63 135</th> </tr> <tr> <th>Coûts de personnel</th> <th>Frais de fonctionnement</th> <th>Investissements</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>42 795</td> <td>20 341</td> <td></td> </tr> <tr> <th colspan="3">Source de financement</th> </tr> <tr> <td>AU</td> <td>25 143</td> <td></td> </tr> <tr> <td>NZ</td> <td>15 532</td> <td></td> </tr> <tr> <td>UE</td> <td>18 380</td> <td></td> </tr> <tr> <td>PR</td> <td>4 081</td> <td></td> </tr> </tbody> </table>	Sous-total – 63 135			Coûts de personnel	Frais de fonctionnement	Investissements	42 795	20 341		Source de financement			AU	25 143		NZ	15 532		UE	18 380		PR	4 081		<table border="1"> <thead> <tr> <th colspan="3">Sous-total – 49 064</th> </tr> <tr> <th>Coûts de personnel</th> <th>Frais de fonctionnement</th> <th>Investissements</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>39 540</td> <td>9 524</td> <td></td> </tr> <tr> <th colspan="3">Source de financement</th> </tr> <tr> <td>AU</td> <td>32 436</td> <td></td> </tr> <tr> <td>MU</td> <td>264</td> <td></td> </tr> <tr> <td>NZ</td> <td>7 346</td> <td></td> </tr> <tr> <td>UE</td> <td>7 269</td> <td></td> </tr> <tr> <td>PR</td> <td>1 749</td> <td></td> </tr> </tbody> </table>	Sous-total – 49 064			Coûts de personnel	Frais de fonctionnement	Investissements	39 540	9 524		Source de financement			AU	32 436		MU	264		NZ	7 346		UE	7 269		PR	1 749	
		Sous-total – 63 135																																																							
		Coûts de personnel	Frais de fonctionnement	Investissements																																																					
42 795	20 341																																																								
Source de financement																																																									
AU	25 143																																																								
NZ	15 532																																																								
UE	18 380																																																								
PR	4 081																																																								
Sous-total – 49 064																																																									
Coûts de personnel	Frais de fonctionnement	Investissements																																																							
39 540	9 524																																																								
Source de financement																																																									
AU	32 436																																																								
MU	264																																																								
NZ	7 346																																																								
UE	7 269																																																								
PR	1 749																																																								
OR4.4.2 : • Les États et territoires insulaires océaniques bénéficient d'un accès accru aux possibilités de financement pour mettre en œuvre les priorités environnementales nationales qui englobent les engagements internationaux	4.4.2.1 • Cf. OG2.2.1	4.4.2.1 Cf. OG2.2.2.1																																																							
OR4.4.3 : • Au moins deux États et territoires insulaires océaniques ont mis en place des réponses aux priorités environnementales nationales conformément aux engagements régionaux ATTEINT	4.4.3.1 • Évaluer l'avancée du programme ACP-MEA 3 et synthétiser les résultats de cette évaluation en vue de l'élaboration d'une autre proposition de financement de projet	4.4.3 • Des États et territoires insulaires océaniques (Îles Salomon et Samoa) ont mis en œuvre des mesures visant à répondre aux priorités nationales en matière d'environnement, conformément à l'engagement régional. 4.4.3.1 • Un financement conjoint des ODD (218 000 USD) a été obtenu par l'intermédiaire du PNUE, qui a appuyé le Samoa dans l'élaboration d'une mise à jour du rapport sur l'état de l'environnement du Samoa, ainsi que du Plan national sectoriel 2024 pour l'environnement qui en découle. • Des activités de renforcement des capacités en matière de données ont été menées, telles que la cartographie des données SIG, des enquêtes sur la biodiversité, notamment sur les roussettes (chauves-souris) et les cétacés (baleines, dauphins), des enquêtes terrestres. Une formation à la collecte de données à l'aide d'outils libres, dont la boîte à outils Kobo, a été dispensée à 58 % de femmes et à 42 % d'hommes.																																																							

OBJECTIF RÉGIONAL 4 : les peuples océaniques et leur environnement bénéficient des engagements pris en faveur des bonnes pratiques de gouvernance environnementale et de leur application

PIP3
2022-2023

Objectifs régionaux 2026	PIP3 2022/2023 Résultats	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD																																																						
OR4.5 Renforcer les synergies entre la science, les politiques et les savoirs traditionnels et locaux pour guider la prise de décisions	OR4.5.0 Partage de connaissances entre les pays Membres à travers une gestion et un accès optimisés à des systèmes d'information fiables.	OR4.5.1 : • Au moins 15 États et territoires insulaires océaniques ont mis en place de nouvelles politiques intégrant les savoirs traditionnels à la science moderne, en insistant sur le secteur environnemental dans l'ensemble des pays Membres.	4.5.1.1 • Cf. OR 1.3.2 et/ou RG1.3.3	4.5.1.1 • Cf. OR 1.3.2 et/ou RG1.3.3	<table border="1"> <tr><td colspan="3">Sous-total – 59 044</td></tr> <tr> <td>Coûts de personnel</td> <td>Frais de fonctionnement</td> <td>Investissements</td> </tr> <tr> <td>47 195</td> <td>11 848</td> <td></td> </tr> <tr><td colspan="3">Source de financement</td></tr> <tr> <td>AU</td> <td>30 690</td> <td></td> </tr> <tr> <td>NZ</td> <td>14 505</td> <td></td> </tr> <tr> <td>UE</td> <td>10 256</td> <td></td> </tr> <tr> <td>PR</td> <td>3 592</td> <td></td> </tr> </table>	Sous-total – 59 044			Coûts de personnel	Frais de fonctionnement	Investissements	47 195	11 848		Source de financement			AU	30 690		NZ	14 505		UE	10 256		PR	3 592		<table border="1"> <tr><td colspan="3">Sous-total – 249 090</td></tr> <tr> <td>Coûts de personnel</td> <td>Frais de fonctionnement</td> <td>Investissements</td> </tr> <tr> <td>140 593</td> <td>108 497</td> <td></td> </tr> <tr><td colspan="3">Source de financement</td></tr> <tr> <td>AU</td> <td>36 037</td> <td></td> </tr> <tr> <td>IU</td> <td>1 376</td> <td></td> </tr> <tr> <td>MU</td> <td>-14 185</td> <td></td> </tr> <tr> <td>NZ</td> <td>15 949</td> <td></td> </tr> <tr> <td>UE</td> <td>208 164</td> <td></td> </tr> <tr> <td>PR</td> <td>1 749</td> <td></td> </tr> </table>	Sous-total – 249 090			Coûts de personnel	Frais de fonctionnement	Investissements	140 593	108 497		Source de financement			AU	36 037		IU	1 376		MU	-14 185		NZ	15 949		UE	208 164		PR	1 749	
		Sous-total – 59 044																																																										
Coûts de personnel	Frais de fonctionnement	Investissements																																																										
47 195	11 848																																																											
Source de financement																																																												
AU	30 690																																																											
NZ	14 505																																																											
UE	10 256																																																											
PR	3 592																																																											
Sous-total – 249 090																																																												
Coûts de personnel	Frais de fonctionnement	Investissements																																																										
140 593	108 497																																																											
Source de financement																																																												
AU	36 037																																																											
IU	1 376																																																											
MU	-14 185																																																											
NZ	15 949																																																											
UE	208 164																																																											
PR	1 749																																																											
		OR4.5.2 • Au moins huit ÉTIO ont encouragé la cohésion entre savoirs traditionnels et science moderne dans les procédures de prise de décisions concernant le secteur de l'environnement dans les pays Membres	4.5.2.1 • Cf. OR 2.3.2	4.5.2.1 • Cf. OR 2.3.2																																																								

TOTAL DE L'OBJECTIF RÉGIONAL 4		Budget réel 2022	Budget supplémentaire Budget réel 2023
	Total coûts de personnel	705 272	639 455
	Total Frais de fonctionnement	630 586	928 732
	Total Dépenses d'investissement	8 882	1 998
	TOTAL GLOBAL	<u>1 344 740</u>	<u>1 570 185</u>

OBJECTIF RÉGIONAL 4 : les peuples océaniques et leur environnement bénéficient des engagements pris en faveur des bonnes pratiques de gouvernance environnementale et de leur application

PIP3
2022-2023

<i>PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES PAR SOURCE DE FINANCEMENT 2022 et BUDGET SUPPLÉMENTAIRE 2023</i>		
	<i>USD</i>	<i>USD</i>
	2022	2023
Coûts de personnel		
Budget supplémentaire Australie	437 574	396 815
Budget supplémentaire Nouvelle-Zélande	115 130	108 051
Programme des Nations Unies pour l'environnement	811 598	135 032
Multidonateur	12 600	24 712
Sous-total	1 376 901	664 609
Frais de fonctionnement Coûts		
Budget supplémentaire Australie	17 250	17 250
Budget supplémentaire Nouvelle-Zélande	5 000	5 000
Hors budget supplémentaire Nouvelle-Zélande		
Programme des Nations Unies pour l'environnement	874 222	517 395
Sous-total	896 472	539 645
TOTAL GÉNÉRAL	2 273 373 \$	1 204 254 \$

ALLOCATIONS DES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES PAR PAYS MEMBRE 2022 ET BUDGET SUPPLÉMENTAIRE 2023		
	2022	2023
PAYS	USD	USD
Îles Cook	15 000	23 296
Fidji		23 000
Kiribati	45 000	
Îles Marshall	26 312	
Nauru	7 000	
Nioué	3 000	
Papouasie-Nouvelle-Guinée	134 000	20 000
Palaos	5 200	10 000
Régional	1 955 361	1 073 958
Samoa	29 800	29 000
Îles Salomon	21 000	
Tonga	12 200	5 000
Vanuatu	19 500	20 000
TOTAL GÉNÉRAL	2 273 373 \$	1 204 254 USD

OBJECTIFS ORGANISATIONNELS

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 1 : le PROE dispose de systèmes d'information et de communications qui fournissent les bonnes données aux bonnes personnes au bon moment et influencent positivement les changements organisationnels, comportementaux et environnementaux

**PIP3
2022-2023**

Objectifs institutionnels 2026	Résultats du PIP3 2022/2023	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD																																																															
OO1.1 Partager et utiliser les connaissances grâce au développement et à la tenue à jour de systèmes et de procédures fiables pour la collecte, le stockage et l'accès efficaces à des informations essentielles	OO 1.1.0 Partage des connaissances entre les pays membres grâce à une gestion et un accès optimisés à des systèmes d'information fiables.	OO1.1.1 : <ul style="list-style-type: none"> Un taux de disponibilité de 90 % a été maintenu pour les plateformes TIC, avec pour résultat une accessibilité accrue pour les différentes parties prenantes, dont le public ATTEINT	OO 1.1.1.1 <ul style="list-style-type: none"> Mettre à niveau le serveur à la dernière version de Windows Server 	OO1.1.1 <ul style="list-style-type: none"> Un taux de disponibilité de 90 % a été maintenu pour les plateformes TIC, avec pour résultat une accessibilité accrue pour les différentes parties prenantes, dont le public OO 1.1.1.1 <ul style="list-style-type: none"> La sécurité et la résilience de nos opérations informatiques ont été améliorées pour assurer la continuité des activités avec une disponibilité de 90 % grâce à un système moderne. 	<table border="1"> <thead> <tr> <th colspan="3">Sous-total – 559 607</th> </tr> <tr> <th>Coûts de personnel</th> <th>Frais de fonctionnement Coûts</th> <th>Investissements</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>369 292</td> <td>169 881</td> <td>20 435</td> </tr> <tr> <th colspan="3">Source de financement</th> </tr> <tr> <td>AU</td> <td>14 465</td> <td></td> </tr> <tr> <td>CH</td> <td>56 143</td> <td></td> </tr> <tr> <td>EE</td> <td>606</td> <td></td> </tr> <tr> <td>FR</td> <td>3 630</td> <td></td> </tr> <tr> <td>NZ</td> <td>94 509</td> <td></td> </tr> <tr> <td>PR</td> <td>390 253</td> <td></td> </tr> </tbody> </table>	Sous-total – 559 607			Coûts de personnel	Frais de fonctionnement Coûts	Investissements	369 292	169 881	20 435	Source de financement			AU	14 465		CH	56 143		EE	606		FR	3 630		NZ	94 509		PR	390 253		<table border="1"> <thead> <tr> <th colspan="3">Sous-total – 452 673</th> </tr> <tr> <th>Coûts de personnel</th> <th>Frais de fonctionnement Coûts</th> <th>Investissements</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>331 615</td> <td>120 763</td> <td>295</td> </tr> <tr> <th colspan="3">Source de financement</th> </tr> <tr> <td>AU</td> <td>13 997</td> <td></td> </tr> <tr> <td>CH</td> <td>5 881</td> <td></td> </tr> <tr> <td>EE</td> <td>47</td> <td></td> </tr> <tr> <td>FR</td> <td>-3 630</td> <td></td> </tr> <tr> <td>NZ</td> <td>65 828</td> <td></td> </tr> <tr> <td>PR</td> <td>368 830</td> <td></td> </tr> <tr> <td>WM</td> <td>1 720</td> <td></td> </tr> </tbody> </table>	Sous-total – 452 673			Coûts de personnel	Frais de fonctionnement Coûts	Investissements	331 615	120 763	295	Source de financement			AU	13 997		CH	5 881		EE	47		FR	-3 630		NZ	65 828		PR	368 830		WM	1 720	
			Sous-total – 559 607																																																																		
			Coûts de personnel	Frais de fonctionnement Coûts		Investissements																																																															
			369 292	169 881		20 435																																																															
			Source de financement																																																																		
			AU	14 465																																																																	
			CH	56 143																																																																	
EE	606																																																																				
FR	3 630																																																																				
NZ	94 509																																																																				
PR	390 253																																																																				
Sous-total – 452 673																																																																					
Coûts de personnel	Frais de fonctionnement Coûts	Investissements																																																																			
331 615	120 763	295																																																																			
Source de financement																																																																					
AU	13 997																																																																				
CH	5 881																																																																				
EE	47																																																																				
FR	-3 630																																																																				
NZ	65 828																																																																				
PR	368 830																																																																				
WM	1 720																																																																				
OO 1.1.1.2 <ul style="list-style-type: none"> Maintenir les plans de réhabilitation post-catastrophe, les soumettre à l'essai, et gérer les accords de prestation de services 	OO1.1.1.2 <ul style="list-style-type: none"> La résilience opérationnelle et la capacité de poursuivre les activités ont été améliorées grâce à l'évaluation et aux essais antinistres continus, ainsi qu'à l'appui efficace et en temps opportun des fournisseurs dans le cadre des accords de niveau de service. 																																																																				
OO 1.1.1.3 <ul style="list-style-type: none"> Augmenter la bande passante internet 	OO1.1.1.3 <ul style="list-style-type: none"> Amélioration de l'accessibilité et de la disponibilité des services numériques, du partage d'informations et de la collaboration avec le Secrétariat grâce à une connexion rapide à l'internet. 																																																																				
OO 1.1.1.4 <ul style="list-style-type: none"> Mettre en œuvre des communications unifiées 	OO1.1.1.4 <ul style="list-style-type: none"> Renforcement de la communication et la collaboration grâce à la mise en œuvre de plateformes dédiées privilégiées par le secteur des technologies de l'information. 																																																																				
OO 1.1.1.5. <ul style="list-style-type: none"> Réaliser un audit de conformité de la sécurité de l'information 	OO1.1.1.5 <ul style="list-style-type: none"> Un audit indépendant a été mené avec succès et les systèmes du PROE ont été évalués, préservant ainsi la confiance des bailleurs et des parties prenantes. 																																																																				
OO 1.1.1.6 <ul style="list-style-type: none"> Maintenir le réseau de diffusion de contenu 	OO1.1.1.6 <ul style="list-style-type: none"> L'accessibilité du site internet du PROE et des ressources d'information a été améliorée en tirant parti des services en nuage. 																																																																				

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 1 : le PROE dispose de systèmes d'information et de communications qui fournissent les bonnes données aux bonnes personnes au bon moment et influencent positivement les changements organisationnels, comportementaux et environnementaux

**PIP3
2022-2023**

Objectifs institutionnels 2026	Résultats du PIP3 2022/2023	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD
		OO1.1.2 : <ul style="list-style-type: none"> Au moins 90 % des demandes de service émanant des principaux acteurs reçoivent une réponse appropriée en temps opportun ATTEINT	OO 1.1.2.1 <ul style="list-style-type: none"> Améliorer la demande de service pour le suivi et le compte rendu 	OO1.1.2 <ul style="list-style-type: none"> Plus de 90 % des demandes de services émanant des principales parties prenantes et du personnel ont été traitées en temps utile, facilitant ainsi la continuité du travail. OO 1.1.2.1 <ul style="list-style-type: none"> Une réponse rapide a été apportée aux demandes de service par le biais du service d'assistance informatique. Davantage de personnel informatique a été recruté. Le personnel s'est familiarisé avec les systèmes informatiques et les services d'infrastructure grâce à des formations internes. Des formations (en interne) ont été dispensées au personnel. 		
			OO 1.1.2.2 <ul style="list-style-type: none"> Contribuer au renforcement des capacités informatiques et des systèmes d'information pour les différents acteurs 	OO 1.1.2.2 <ul style="list-style-type: none"> Des formations à la demande et périodiques aux outils informatiques et à la cybersécurité ont été dispensées afin de former un personnel compétent sur le plan numérique. 		
			OO 1.1.2.3 <ul style="list-style-type: none"> Renforcer les capacités informatiques et de mobilisation des ressources du PROE 	OO 1.1.2.3 <ul style="list-style-type: none"> Un poste supplémentaire d'informaticien a été pourvu au PROE afin d'améliorer l'assistance et la prestation de services. 		
			OO 1.1.2.4 <ul style="list-style-type: none"> Élaborer des supports d'apprentissage en ligne pour renforcer les connaissances informatiques du personnel et des Membres (autoapprentissage, intégration, savoir-faire, cours techniques) 	OO 1.1.2.4 <ul style="list-style-type: none"> Une plateforme d'apprentissage en ligne a été installée et des supports de formation ont été élaborés pour permettre aux services météorologiques nationaux de renforcer leurs capacités sur le plan informatique. 		
			OO 1.1.2.5 <ul style="list-style-type: none"> Mener une enquête auprès du personnel sur l'efficacité et l'efficience des services et systèmes informatiques 	OO 1.1.2.5 <ul style="list-style-type: none"> L'enquête sur les systèmes et les services a donné lieu à des commentaires positifs. 		

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 1 : le PROE dispose de systèmes d'information et de communications qui fournissent les bonnes données aux bonnes personnes au bon moment et influencent positivement les changements organisationnels, comportementaux et environnementaux

**PIP3
2022-2023**

Objectifs institutionnels 2026	Résultats du PIP3 2022/2023	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD
		<p>OO1.1.3 :</p> <ul style="list-style-type: none"> Au moins 80 % du personnel est satisfait chaque année des services de supervision technique sur les questions informatiques <p>NON ATTEINT</p>	<p>OO 1.1.3.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Participation du département informatique aux principaux groupes et comités consultatifs stratégiques 	<p>OO 1.1.3</p> <ul style="list-style-type: none"> Aucune évaluation du personnel n'a été effectuée pour indiquer qu'au moins 80 % du personnel était satisfait de la supervision technique annuelle en matière d'informatique. Toutefois, à en croire le retour d'information des groupes consultatifs techniques et/ou des comités, la majorité des membres du personnel est satisfaite de la supervision des aspects informatiques. 		
				<p>OO1.1.3.1</p> <ul style="list-style-type: none"> L'équipe informatique a activement apporté un appui technique à l'Équipe bleue, au Groupe de coordination sur les changements climatiques, au Groupe de coordination sur la communication et le plaidoyer, ainsi qu'au Groupe de coordination sur le suivi de l'environnement et la production de rapports. 		
			<p>OO 1.1.3.2</p> <ul style="list-style-type: none"> Améliorer le Système de gestion des archives et des documents électroniques (EDRMS) 	<p>OO 1.1.3.2</p> <ul style="list-style-type: none"> Un financement a été obtenu pour cette activité, qui devrait être achevée en 2024-2025. 		
			<p>OO 1.1.3.3</p> <ul style="list-style-type: none"> Mener une enquête annuelle de satisfaction liée aux services informatiques 	<p>OO1.1.3.3</p> <ul style="list-style-type: none"> Les commentaires du personnel dans le cadre de l'enquête indiquent pour la plupart que les systèmes et les services fournis par le service informatique sont adaptés à l'objectif et intuitifs. Les séminaires de renforcement des capacités et de sensibilisation sont appréciés et doivent être organisés plus fréquemment 		
			<p>OO 1.1.3.4</p> <ul style="list-style-type: none"> Refonte du site internet du PROE 	<p>OO1.1.3.4</p> <ul style="list-style-type: none"> La refonte du site internet du PROE a permis d'améliorer l'expérience de l'utilisateur et la disponibilité des ressources d'information. 		
			<p>OO 1.1.3.5</p> <ul style="list-style-type: none"> Mener une enquête auprès du personnel sur les systèmes et services informatiques 	<p>OO1.1.3.5</p> <ul style="list-style-type: none"> La majorité des membres du personnel a approuvé le retour d'information positif sur les systèmes et services informatiques. 		
		<p>OO1.1.4 :</p> <ul style="list-style-type: none"> L'accès aux produits du savoir du PROE par le personnel, les Membres et les parties prenantes s'est accru de 10 % par an <p>ATTEINT</p>	<p>OO 1.1.4.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Fourniture de services de recherche et de documentation au personnel du PROE, aux Membres et aux parties prenantes 	<p>OO 1.1.4</p> <ul style="list-style-type: none"> Le nombre de membres du personnel et de parties prenantes ayant accès aux informations et publications actualisées sur le site internet du PROE, à la bibliothèque virtuelle et à d'autres portails d'information pour prendre des décisions en connaissance de cause sur les questions environnementales dans le Pacifique a augmenté. 		

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 1 : le PROE dispose de systèmes d'information et de communications qui fournissent les bonnes données aux bonnes personnes au bon moment et influencent positivement les changements organisationnels, comportementaux et environnementaux

**PIP3
2022-2023**

Objectifs institutionnels 2026	Résultats du PIP3 2022/2023	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD
				<p>OO 1.1.4.1</p> <ul style="list-style-type: none"> La première année de la stratégie de gestion de l'information et des connaissances du PROE a été mise en œuvre. L'accès du personnel, des Membres et des parties prenantes aux produits de connaissance du PROE sera évalué au quatrième trimestre. Toutefois, la diffusion des informations en temps utile a été prise en compte. 		
			<p>OO 1.1.4.2</p> <ul style="list-style-type: none"> Maintenir et actualiser continuellement la bibliothèque virtuelle du PROE, publication sur le site des derniers produits du savoir publiés par le PROE et par ses partenaires 	<p>OO 1.1.4.2</p> <ul style="list-style-type: none"> Ajout de nouvelles fonctionnalités améliorées à la bibliothèque virtuelle du PROE dans le but de présenter les produits de connaissance des projets 		
			<p>OO 1.1.4.3</p> <ul style="list-style-type: none"> Renforcer les services d'information et de la bibliothèque dans le PROE décentralisé 	<p>OO 1.1.4.3</p> <ul style="list-style-type: none"> Les informations sont partagées en temps opportun avec les bureaux sous-régionaux du PROE. 		
			<p>OO 1.1.4.4</p> <ul style="list-style-type: none"> Acquérir de nouvelles ressources pendant l'année pour faire en sorte que le personnel ait accès aux dernières connaissances sur l'environnement dans le Pacifique 	<p>OO 1.1.4.4</p> <ul style="list-style-type: none"> Diffusion des points forts de « Give me Library » avec les dernières ressources et connaissances sur l'environnement dans le Pacifique 		
			<p>OO 1.1.4.5.</p> <ul style="list-style-type: none"> Mettre en œuvre la stratégie de gestion des connaissances internes du PROE 	<p>OO 1.1.4.5</p> <ul style="list-style-type: none"> L'équipe de direction du PROE a approuvé la stratégie 2022-2027 du PROE en matière de gestion des connaissances et a commencé à la mettre en œuvre en 2023. 		
		<p>OO1.1.5 :</p> <ul style="list-style-type: none"> Au moins 80 % des supports pédagogiques du PROE sont diffusés chaque année sur les plateformes TIC pour toutes les parties prenantes et les partenaires (y compris les bibliothèques dépositaires) <p>ATTEINT</p>	<p>OO 1.1.5.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Réaliser une enquête pour évaluer la satisfaction du personnel vis-à-vis des services de gestion des connaissances 	<p>OO 1.1.5.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Des commentaires positifs ont été reçus dans le cadre de l'enquête auprès du personnel 		
			<p>OO 1.1.5.2</p> <ul style="list-style-type: none"> Diffuser les produits de connaissances du PROE à destination des Membres, des parties prenantes et des bibliothèques dépositaires en temps opportun via différents médias (listes d'envoi, bibliothèque virtuelle, site internet, réseaux sociaux, GML, etc.) 	<p>OO 1.1.5.2</p> <ul style="list-style-type: none"> Chaque trimestre, les Membres ont reçu des informations sur les ressources de connaissance du PROE. Mise à jour constante des informations au fur et à mesure qu'elles sont disponibles sur le site internet et les plateformes de réseaux sociaux. Le nombre d'abonnés aux plateformes de réseaux sociaux du PROE a considérablement augmenté 		

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 1 : le PROE dispose de systèmes d'information et de communications qui fournissent les bonnes données aux bonnes personnes au bon moment et influencent positivement les changements organisationnels, comportementaux et environnementaux

**PIP3
2022-2023**

Objectifs institutionnels 2026	Résultats du PIP3 2022/2023	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD
			<p>OO 1.1.5.3</p> <ul style="list-style-type: none"> Poursuivre la série de séminaires réguliers à destination du personnel et le partage des savoirs sur divers sujets d'intérêt 	<p>OO 1.1.5.3</p> <ul style="list-style-type: none"> Coordination et organisation réussies de séminaires internes pour le personnel et de sessions de partage des savoirs 		
			<p>OO 1.1.5.4</p> <ul style="list-style-type: none"> Organiser annuellement des formations pour le personnel en collaboration avec les départements informatique, communication et autres 	<p>OO 1.1.5.4</p> <ul style="list-style-type: none"> Coordination et organisation réussies de formations internes pour le personnel en collaboration avec d'autres services GO. Plus de 400 membres du personnel y ont participé Actions achevées, notamment via des séances individuelles 		
			<p>OO 1.1.5.5</p> <ul style="list-style-type: none"> Mettre en place une collection pertinente de supports de ressources de bibliothèque rendant compte de la diversité des programmes et projets dans le PROE 	<p>OO 1.1.5.5</p> <ul style="list-style-type: none"> Collecte et développement de collections spéciales pour 3 projets du PROE. Collections sur mesure 		
		<p>OO1.1.6 :</p> <ul style="list-style-type: none"> Au moins 50 % de la collection de documents anciens du PROE a été rendue publique de façon numérique <p>NON ATTEINT</p>	<p>OO 1.1.6.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Numériser la collection de documents anciens du PROE et récolter dans d'autres portails existants 	<p>OO 1.1.6.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Une grande partie de la collection de documents anciens du PROE utilisée lors des célébrations de son 30^e anniversaire a été numérisée. Ces informations sont désormais disponibles et accessibles sur le site internet du PROE, qui retrace son histoire et ses débuts il y a plus de 30 ans. 		
			<p>OO 1.1.6.2</p> <ul style="list-style-type: none"> Numériser les ressources multimédias et les intégrer dans la plateforme d'apprentissage en ligne du Centre océanien sur les changements climatiques 	<p>OO 1.1.6.2</p> <ul style="list-style-type: none"> En raison de priorités contradictoires entre les équipes du PCCC et de la gestion des connaissances, cette activité est désormais reportée à 2024. 		

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 1 : le PROE dispose de systèmes d'information et de communications qui fournissent les bonnes données aux bonnes personnes au bon moment et influencent positivement les changements organisationnels, comportementaux et environnementaux

PIP3
2022-2023

Objectifs institutionnels 2026	Résultats du PIP3 2022/2023	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD																																																
001.2 Inciter un changement de comportement positif au sein du PROE et de ses parties prenantes par le biais de communications convaincantes, réfléchies et intégrées	001.2.0 Le PROE et ses partenaires ont encouragé la mise en place d'une communication intégrée dans les pays Membres.	001.2.1 : <ul style="list-style-type: none"> Au moins 50 % des spécialistes de l'environnement formés aux médias ont fait entendre la voix du Pacifique sur le rôle des médias dans l'environnement lors d'événements phares du PROE, et notamment au cours de la CdP sur les accords multilatéraux sur l'environnement entre les pays Membres <p>ATTEINT</p>	001.2.1.1 <ul style="list-style-type: none"> Organiser des séances d'éducation aux médias pour les professionnel·les du Pacifique et des formations en compétences communicationnelles 	001.2.1.1 <ul style="list-style-type: none"> Plus de 25 professionnels de Vanuatu actifs dans le domaine de la résilience environnementale ont participé à une formation sur la conception graphique de base et le travail auprès des médias. Ils ont ainsi ouvert un compte actif sur les réseaux sociaux en appliquant les enseignements tirés pour contribuer à la sensibilisation et au renforcement d'une communauté bien informée. Les compétences nécessaires pour s'engager efficacement au moyen d'une communication claire lors des négociations mondiales ont été renforcées pour 21 professionnels œuvrant dans la lutte contre les changements climatiques et la résilience à Nioué, au moyen d'une formation visant à amplifier la « Voix unie du Pacifique ». La capacité à s'engager efficacement dans les négociations mondiales a été renforcée grâce à la formation de 14 petits États insulaires en développement du Pacifique Membres participant aux sessions du CNI pour l'instrument juridiquement contraignant sur la pollution par les matières plastiques. 18 professionnels du climat et de la résilience à Vanuatu ont suivi une formation pour renforcer leur engagement sur les négociations mondiales, qui leur permet de mieux faire entendre la voix du Pacifique. 32 jeunes professionnels de tout le Pacifique insulaire ont été préparés à amplifier la voix du Pacifique et à s'engager efficacement dans les négociations des accords multilatéraux sur l'environnement grâce à une formation menée par le PROE afin de renforcer leur assurance et leur capacité à négocier de manière efficace. 	<table border="1"> <tr> <th colspan="3">Sous-total – 194 436</th> </tr> <tr> <th>Coûts de personnel</th> <th>Frais de fonctionnement</th> <th>Investissements</th> </tr> <tr> <td>173 282</td> <td>21 154</td> <td></td> </tr> <tr> <th colspan="3">Source de financement</th> </tr> <tr> <td>AU</td> <td>87 970</td> <td></td> </tr> <tr> <td>CH</td> <td>38 402</td> <td></td> </tr> <tr> <td>NZ</td> <td>60 152</td> <td></td> </tr> <tr> <td>PR</td> <td>7 912</td> <td></td> </tr> </table>	Sous-total – 194 436			Coûts de personnel	Frais de fonctionnement	Investissements	173 282	21 154		Source de financement			AU	87 970		CH	38 402		NZ	60 152		PR	7 912		<table border="1"> <tr> <th colspan="3">Sous-total – 262 706</th> </tr> <tr> <th>Coûts de personnel</th> <th>Frais de fonctionnement</th> <th>Investissements</th> </tr> <tr> <td>224 092</td> <td>38 614</td> <td></td> </tr> <tr> <th colspan="3">Source de financement</th> </tr> <tr> <td>AU</td> <td>68 074</td> <td></td> </tr> <tr> <td>CH</td> <td>174 606</td> <td></td> </tr> <tr> <td>NZ</td> <td>5 534</td> <td></td> </tr> <tr> <td>PR</td> <td>14 492</td> <td></td> </tr> </table>	Sous-total – 262 706			Coûts de personnel	Frais de fonctionnement	Investissements	224 092	38 614		Source de financement			AU	68 074		CH	174 606		NZ	5 534		PR	14 492	
			Sous-total – 194 436																																																			
Coûts de personnel	Frais de fonctionnement	Investissements																																																				
173 282	21 154																																																					
Source de financement																																																						
AU	87 970																																																					
CH	38 402																																																					
NZ	60 152																																																					
PR	7 912																																																					
Sous-total – 262 706																																																						
Coûts de personnel	Frais de fonctionnement	Investissements																																																				
224 092	38 614																																																					
Source de financement																																																						
AU	68 074																																																					
CH	174 606																																																					
NZ	5 534																																																					
PR	14 492																																																					
			001.2.1.2 <ul style="list-style-type: none"> Former les journalistes du Pacifique dans le but d'amplifier la voix de la région sur les plateformes médiatiques en ce qui concerne les questions environnementales 	001.2.1.2 <ul style="list-style-type: none"> 32 professionnels des médias de 14 îles du Pacifique représentant 21 stations de radio ont participé à des reportages sur les changements climatiques coordonnés dans le cadre d'un partenariat avec Pacific Cooperation Broadcasting Limited. Cette formation a abouti à la sélection d'une équipe de sept journalistes chargés d'assurer la couverture médiatique du Pacifique et des sujets pertinents à Dubaï lors de la COP28. 																																																		

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 1 : le PROE dispose de systèmes d'information et de communications qui fournissent les bonnes données aux bonnes personnes au bon moment et influencent positivement les changements organisationnels, comportementaux et environnementaux

**PIP3
2022-2023**

Objectifs institutionnels 2026	Résultats du PIP3 2022/2023	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD
				<ul style="list-style-type: none"> 12 médias régionaux ont été formés au reportage sur les changements climatiques dans le cadre d'un partenariat avec le secrétariat du Forum des îles du Pacifique préalablement à la 52^e Réunion des dirigeants et dirigeantes du Forum des îles du Pacifique qui s'est tenue dans les îles Cook. Une série de fiches d'information sur les changements climatiques et les médias a été lancée en 2023 et diffusée aux médias du Pacifique afin d'appuyer ces derniers dans leurs reportages sur la Conférence des parties sur les changements climatiques. 		
			OO1.2.1.3 <ul style="list-style-type: none"> Participer à des séminaires médiatiques régionaux pour créer des réseaux efficaces qui amélioreront la visibilité de l'environnement océanien 	OO1.2.1.3 <ul style="list-style-type: none"> Le PROE s'est investi dans la Conférence des PDG/MG des radiodiffuseurs du Pacifique au cours de laquelle plus de 12 responsables de médias du Pacifique se sont rencontrés. Cette rencontre a permis au partenariat d'assurer la couverture des radiodiffuseurs des îles du Pacifique lors de la COP28, par l'intermédiaire d'une équipe de médias sélectionnée. 		
		OO1.2.2 <ul style="list-style-type: none"> Au moins trois États et territoires insulaires océaniques ont mis en place une stratégie nationale de communication inspirée du modèle de communication élaboré par le PROE ATTEINT	OO1.2.2.1. <ul style="list-style-type: none"> Mettre en œuvre la Campagne de communication du Pacifique à l'occasion des manifestations phares du PROE et lors des CdP des accords multilatéraux sur l'environnement, là où cela est approprié 	OO1.2.2.1 <ul style="list-style-type: none"> Sept États et territoires insulaires océaniques (Fidji, îles Cook, Kiribati, Nioué, Palaos, Îles Salomon, Vanuatu) ont utilisé le modèle élaboré pour leurs propres campagnes de communication. Vanuatu a été habilité à entreprendre des activités de communication pour faciliter la mise en œuvre du plan de communication du projet Van-KIRAP. Ces activités ont permis de former des professionnel·les, des médias et des étudiants. Des efforts ont été déployés pour amplifier la voix du Van-KIRAP à travers un partenariat avec Radio New Zealand Pacific qui a fait connaître les effets des actions du projet Van-KIRAP à Vanuatu. Les îles Cook ont accueilli et présidé la 52^e Réunion des dirigeants du Forum des îles du Pacifique, donnant lieu à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un plan de communication. Des plans de communication nationaux BioScapes ont été élaborés aux Fidji et aux Îles Salomon avec la WCS, à Kiribati et aux îles Cook avec l'UICN, aux Palaos et en République des Îles Marshall avec TNC, et aux Fidji et à Vanuatu avec BLI. 		

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 1 : le PROE dispose de systèmes d'information et de communications qui fournissent les bonnes données aux bonnes personnes au bon moment et influencent positivement les changements organisationnels, comportementaux et environnementaux

**PIP3
2022-2023**

Objectifs institutionnels 2026	Résultats du PIP3 2022/2023	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD
			<p>001.2.2.2</p> <ul style="list-style-type: none"> Appuyer les activités menées dans les pays Membres du PROE visant à l'élaboration de plans, de stratégies et de guides de communication permettant de générer une sensibilisation environnementale et des changements de comportement positifs 	<p>001.2.2.2</p> <ul style="list-style-type: none"> Le PROE a appuyé les îles Cook dans leur rôle d'hôte et de président de la 52^e Réunion des dirigeants du Forum des îles du Pacifique (PIFLM52), qui a donné lieu à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un plan de communication. Cela a permis la gestion d'un centre des médias pour le PIFLM52 qui a accueilli six conférences de presse, l'élaboration de tous les supports, la distribution de matériel pour les délégués qui encourageaient les bons comportements environnementaux (bouteilles d'eau et sacs réutilisables), des lanières USB, la création de divers contenus médiatiques et l'appui à l'accréditation des professionnels des médias. Le PROE a également appuyé le Pavillon des partenariats pour la prospérité du Pacifique, qui a accueilli des événements en rapport avec le financement de l'action climatique, la préparation climatique du Pacifique et les travaux du CNI pour la lutte contre la pollution par les matières plastiques. Toutes les activités ont été conçues et mises en œuvre en appliquant les principes de la « Blue Wave » (vague bleue) du PROE. Vanuatu a été habilité à entreprendre des activités de communication pour faciliter la mise en œuvre du plan de communication du projet Van-KIRAP. Ces activités ont permis de former des professionnels, des médias et des étudiants. Des efforts ont été déployés pour amplifier la voix du Van-KIRAP à travers un partenariat avec Radio New Zealand Pacific qui a fait connaître les effets des actions du projet Van-KIRAP à Vanuatu. Des plans de communication nationaux BioScapes ont été élaborés aux Fidji et aux îles Salomon avec la WCS, à Kiribati et aux îles Cook avec l'UICN, aux Palaos et en République des îles Marshall avec TNC, et aux Fidji et à Vanuatu avec BLI. 		

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 1 : le PROE dispose de systèmes d'information et de communications qui fournissent les bonnes données aux bonnes personnes au bon moment et influencent positivement les changements organisationnels, comportementaux et environnementaux

**PIP3
2022-2023**

Objectifs institutionnels 2026	Résultats du PIP3 2022/2023	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD
		001.2.3 <ul style="list-style-type: none"> Toutes les activités de vulgarisation se fondent sur les pratiques environnementales durables ATTEINT	001.2.3.1 <ul style="list-style-type: none"> Sur demande, mener des activités de renforcement des capacités pour les Membres océaniens afin d'élaborer, de mettre en place, de surveiller et d'évaluer les stratégies et les guides de communication, notamment en encourageant l'élaboration de ressources documentaires inspirées par ces guides et ces stratégies 	001.2.3.1 <ul style="list-style-type: none"> Une microcampagne mettant en exergue les questions météorologiques du Pacifique a été menée dans les médias en partenariat avec la Vanuatu Broadcasting Television Corporation (VBTC) et a donné lieu à la publication de plus de 30 articles et à leur diffusion sur les réseaux sociaux. Cette activité faisait aussi partie d'une initiative de renforcement des capacités, financée par le projet Van-KIRAP, qui a donné lieu à des stages pour deux membres du personnel à la tête de l'unité d'information sur les changements climatiques de la VBTC. Des activités de communication et de sensibilisation guidées par des pratiques environnementales durables ont été organisées, telles que des campagnes sans plastique (événements parallèles à la COP28, plateforme de réseaux sociaux, CNI, entre autres). Financé par les gouvernements australien et néo-zélandais, le Pavillon Moana Blue Pacific lors de la COP28 à la CCNUCC a servi de plateforme à plus de 75 événements parallèles (dont plus de 30 de haut niveau) pour faire connaître nos témoignages sur les changements climatiques dans le Pacifique, en marge des négociations sur l'action climatique. Ces événements parallèles ont donné lieu à plus de 430 panélistes/intervenant-es qui ont amplifié la « Voix unie du Pacifique », dont plus de 310 provenaient des îles du Pacifique. On estime à 40 000 le nombre de visiteurs ayant parcouru le Pavillon Moana Blue Pacific pendant les 11 jours de la manifestation. Les réseaux sociaux ont permis de toucher plus de 53 000 personnes grâce à la projection de trois poèmes sur film dans le cadre de l'initiative Mana Moana Pasifika Voices Vol 3, financée par les autorités néo-zélandaises, afin d'amplifier notre voix dans le Pacifique. Un poème sur l'héritage de la COP28 a été réalisé, mettant en scène les voix des îles du Pacifique présentes lors de la manifestation pour transmettre leur message au monde entier. Ce message a été élaboré collectivement et transposé sous forme de poème. 		

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 1 : le PROE dispose de systèmes d'information et de communications qui fournissent les bonnes données aux bonnes personnes au bon moment et influencent positivement les changements organisationnels, comportementaux et environnementaux

**PIP3
2022-2023**

Objectifs institutionnels 2026	Résultats du PIP3 2022/2023	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD
				<ul style="list-style-type: none"> Plus de 105 éléments de contenu ont été diffusés sur une chaîne d'information du Pacifique par 21 radiodiffuseurs océaniques dans le cadre d'un partenariat avec la Pacific Cooperation Broadcasting Limited pour assurer une couverture médiatique des questions et des populations du Pacifique lors de la COP28. Une opération médiatique sur la pollution plastique et les travaux du CNI visant à élaborer un instrument juridiquement contraignant en matière de pollution plastique a donné lieu à plus de 70 contenus élaborés et diffusés au cours des deux semaines des opérations du CNI en mai. Une microcampagne mettant en exergue les questions météorologiques du Pacifique a été menée dans les médias en partenariat avec la Vanuatu Broadcasting Television Corporation (VBTC) et a donné lieu à la publication de plus de 30 articles et à leur diffusion sur les réseaux sociaux. Cette activité faisait partie d'une initiative de renforcement des capacités financée par le projet Van-KIRAP, qui a donné lieu à des stages pour deux membres du personnel à la tête de l'unité d'information sur les changements climatiques de la VBTC. 		
			<p>OO1.2.3.2</p> <ul style="list-style-type: none"> Des campagnes de communications nationales et régionales sont coordonnées et mises en place en collaboration avec le travail environnemental entrepris par le personnel du PROE 	<p>OO1.2.3.2</p> <ul style="list-style-type: none"> Le PROE a appuyé les îles Cook dans leur rôle d'hôte et de président de la 52^e Réunion des dirigeants du Forum des îles du Pacifique (PIFLM52), qui a donné lieu à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un plan de communication. Cela a permis la gestion d'un centre des médias pour le PIFLM52 qui a accueilli six conférences de presse, l'élaboration de tous les supports, la distribution de matériel pour les délégués qui encourageaient les bons comportements environnementaux (bouteilles d'eau et sacs réutilisables), des lanières USB, la création de divers contenus médiatiques et l'appui à l'accréditation des professionnels des médias. Le PROE a également appuyé le Pavillon des partenariats pour la prospérité du Pacifique, qui a accueilli des événements en rapport avec le financement de l'action climatique, la préparation climatique du Pacifique et les travaux du CNI pour la lutte contre la pollution par les matières plastiques. 		

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 1 : le PROE dispose de systèmes d'information et de communications qui fournissent les bonnes données aux bonnes personnes au bon moment et influencent positivement les changements organisationnels, comportementaux et environnementaux

**PIP3
2022-2023**

Objectifs institutionnels 2026	Résultats du PIP3 2022/2023	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD
				<p>Toutes les activités ont été conçues et mises en œuvre en appliquant les principes de la « Blue Wave » (vague bleue) du PROE.</p> <ul style="list-style-type: none"> Vanuatu a été habilité à entreprendre des activités de communication pour faciliter la mise en œuvre du plan de communication du projet Van-KIRAP. Ces activités ont permis de former des professionnel·les, des médias et des étudiants. Des efforts ont été déployés pour amplifier la voix du Van-KIRAP à travers un partenariat avec Radio New Zealand Pacific qui a fait connaître les effets des actions du projet Van-KIRAP à Vanuatu. Des plans de communication nationaux BioScapes ont été élaborés aux Fidji et aux Îles Salomon avec la WCS, à Kiribati et aux Îles Cook avec l'UICN, aux Palaos et en République des Îles Marshall avec TNC, et aux Fidji et à Vanuatu avec BLI. 		
		<p>OO1.2.4</p> <ul style="list-style-type: none"> Les produits de communication du PROE sont utilisés par les États et territoires insulaires océaniques pour élaborer leurs politiques environnementales nationales avec l'aide des partenaires et des bailleurs <p>ATTEINT</p>	<p>OO1.2.4.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Des ressources à propos de l'environnement océanique sont élaborées par le PROE et diffusées (dont un rapport annuel du PROE, des fiches d'information, études de cas, rapports, manuels et guides) 	<p>OO1.2.4.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Les produits de communication du PROE ont été utilisés par les Membres pour élaborer leur politique environnementale nationale. Le rapport annuel a été élaboré, distribué et utilisé par les Membres. L'anthologie de poésie Mana Moana Pasifika III a été diffusée par vidéo. Toutes les ressources et publications sont répertoriées et disponibles dans le rapport annuel du PROE BioScapes a publié le manuel de surveillance des tortues de mer du Pacifique pour une utilisation à l'échelle régionale. De courtes vidéos ont été réalisées, dont une sur le Programme pour la préparation climatique du Pacifique avec l'Honorable Premier ministre des Tonga. Des questionnaires en ligne sur les questions environnementales ont été diffusés, invitant les Membres du Pacifique insulaire à participer. 		

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 1 : le PROE dispose de systèmes d'information et de communications qui fournissent les bonnes données aux bonnes personnes au bon moment et influencent positivement les changements organisationnels, comportementaux et environnementaux

PIP3
2022-2023

Objectifs institutionnels 2026	Résultats du PIP3 2022/2023	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD																																																			
001.3 Améliorer la qualité et l'interopérabilité des infrastructures des technologies de l'information et des communications au sein du PROE et dans la région	OO 1.3.0 Amélioration de la qualité des services fournis grâce à l'interopérabilité de la structure des technologies de l'information et de la communication au siège du PROE et dans les bureaux régionaux.	OO1.3.1 : <ul style="list-style-type: none"> Une interopérabilité d'au moins 50 % entre les systèmes du PROE a été atteinte en temps opportun pour répondre aux besoins des utilisateurs des TIC <p style="text-align: center;">ATTEINT</p>	OO 1.3.1.1 <ul style="list-style-type: none"> Analyser et perfectionner les systèmes d'information du PROE pour renforcer l'interopérabilité 	OO 1.3.1.1 <ul style="list-style-type: none"> L'accessibilité et l'efficacité de la fourniture d'informations aux utilisateurs ont été améliorées grâce à une meilleure intégration et interopérabilité de 50 % des systèmes d'information. 	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <th colspan="3" style="text-align: center;">Sous-total – 354 544</th> </tr> <tr> <th style="text-align: center;">Coûts de personnel</th> <th style="text-align: center;">Frais de fonctionnement Coûts</th> <th style="text-align: center;">Investissements</th> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">326 484</td> <td style="text-align: center;">23 163</td> <td style="text-align: center;">4 897</td> </tr> <tr> <th colspan="3" style="text-align: center;">Source de financement</th> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">CH</td> <td colspan="2" style="text-align: center;">7 744</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">EE</td> <td colspan="2" style="text-align: center;">138</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">NZ</td> <td colspan="2" style="text-align: center;">64 898</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">PR</td> <td colspan="2" style="text-align: center;">281 764</td> </tr> </table>	Sous-total – 354 544			Coûts de personnel	Frais de fonctionnement Coûts	Investissements	326 484	23 163	4 897	Source de financement			CH	7 744		EE	138		NZ	64 898		PR	281 764		<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <th colspan="3" style="text-align: center;">Sous-total – 425 907</th> </tr> <tr> <th style="text-align: center;">Coûts de personnel</th> <th style="text-align: center;">Frais de fonctionnement Coûts</th> <th style="text-align: center;">Investissements</th> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">360 940</td> <td style="text-align: center;">63 597</td> <td style="text-align: center;">1 370</td> </tr> <tr> <th colspan="3" style="text-align: center;">Source de financement</th> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">AU</td> <td colspan="2" style="text-align: center;">2 853</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">CH</td> <td colspan="2" style="text-align: center;">4 838</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">EE</td> <td colspan="2" style="text-align: center;">1 370</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">NZ</td> <td colspan="2" style="text-align: center;">53 498</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">PR</td> <td colspan="2" style="text-align: center;">363 348</td> </tr> </table>	Sous-total – 425 907			Coûts de personnel	Frais de fonctionnement Coûts	Investissements	360 940	63 597	1 370	Source de financement			AU	2 853		CH	4 838		EE	1 370		NZ	53 498		PR	363 348	
		Sous-total – 354 544																																																							
		Coûts de personnel	Frais de fonctionnement Coûts	Investissements																																																					
		326 484	23 163	4 897																																																					
		Source de financement																																																							
		CH	7 744																																																						
		EE	138																																																						
		NZ	64 898																																																						
		PR	281 764																																																						
		Sous-total – 425 907																																																							
Coûts de personnel	Frais de fonctionnement Coûts	Investissements																																																							
360 940	63 597	1 370																																																							
Source de financement																																																									
AU	2 853																																																								
CH	4 838																																																								
EE	1 370																																																								
NZ	53 498																																																								
PR	363 348																																																								
OO 1.3.1.2 <ul style="list-style-type: none"> Analyser et améliorer l'expérience utilisateur dans tous les systèmes 	OO 1.3.1.2 <ul style="list-style-type: none"> L'expérience de l'utilisateur est améliorée grâce à une intégration transparente et à des services de gestion de l'identité et de l'accès basés sur la technologie en nuage. 																																																								
OO 1.3.1.3 <ul style="list-style-type: none"> Encourager la transformation numérique pour harmoniser les procédures d'entreprise et opérationnelles 	OO 1.3.1.3 <ul style="list-style-type: none"> La prestation de services et l'efficacité des procédures commerciales ont été améliorées grâce à la transformation numérique. 																																																								
OO1.3.2 : <ul style="list-style-type: none"> Des normes d'interopérabilité ont été adoptées et intégrées dans les activités de conception de projet <p style="text-align: center;">ATTEINT</p>	OO 1.3.2.1 <ul style="list-style-type: none"> Faire jouer un rôle actif au département informatique dans les principaux groupes et comités consultatifs stratégiques 	OO 1.3.2.1 <ul style="list-style-type: none"> L'accessibilité des informations et le partage des données sont améliorés grâce à l'interopérabilité et à l'utilisation des normes adoptées pour les nouvelles applications informatiques et les nouveaux sites internet par les projets, avec l'aide et les conseils des services informatiques. Une politique et des procédures relatives aux sites internet doivent être élaborées et formalisées en 2024 afin d'améliorer l'interopérabilité et l'accessibilité. 																																																							
OO 1.3.2.2 <ul style="list-style-type: none"> Analyser et actualiser les normes d'interopérabilité 	OO 1.3.2.2 <ul style="list-style-type: none"> L'accessibilité à l'information et le partage des données ont été améliorés grâce à des normes d'interopérabilité révisées et mises à jour. 																																																								
OO 1.3.2.3 <ul style="list-style-type: none"> Les politiques informatiques ont fait l'objet d'un examen et de consultations internes avec les pairs 	OO 1.3.2.3 <ul style="list-style-type: none"> La participation du personnel à l'élaboration des politiques en matière de technologies de l'information a été encouragée. 																																																								

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 1 : le PROE dispose de systèmes d'information et de communications qui fournissent les bonnes données aux bonnes personnes au bon moment et influencent positivement les changements organisationnels, comportementaux et environnementaux

PIP3
2022-2023

Objectifs institutionnels 2026	Résultats du PIP3 2022/2023	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD
		OO1.3.3 • L'interopérabilité a été améliorée dans au moins une antenne sous-régionale et au siège du PROE ATTEINT	OO 1.3.3.1 • Élaborer des directives standard pour l'interopérabilité à distance	OO 1.3.3.1 • L'accessibilité des services informatiques depuis des sites isolés aux ressources a été améliorée par le biais d'un bureau à distance et d'applications en ligne, par exemple le site internet du SWAP, l'intégration de la bibliothèque virtuelle avec le portail de l'environnement de données, le site internet du PROE et le POCC.		
			OO 1.3.3.2 • Initier un plan stratégique informatique après des consultations internes rigoureuses entre pairs, et élaboration de nouvelles politiques pour faciliter la transition vers un fonctionnement en ligne	OO 1.3.3.2 • La stratégie TIC est approuvée et mise en œuvre par l'équipe de direction.		
		OO1.3.4 : • Le recouvrement des coûts des TIC a été adopté et intégré dans les activités et dans la conception de projets, avec des recommandations sur les technologies de l'information et des communications ATTEINT	OO 1.3.4.1 • Encourager l'intégration du recouvrement des coûts des TIC dans les activités et les budgets des projets	OO 1.3.4.1 • Le recouvrement des coûts informatiques est mis en œuvre dans les projets CREWS, COSPPAC, le projet MACRES pour les Tonga, ainsi que dans les activités du Partenariat du bureau météorologique océanien (PMDP).		
			OO 1.3.4.2 • Adopter une procédure de gestion des déchets électroniques	OO 1.3.4.2 • Les procédures d'élimination des déchets électroniques pour les biens informatiques sont incluses dans les politiques informatiques. Le service informatique du PROE prévoit d'élaborer une politique et des procédures de gestion des déchets électroniques en 2024 et de les mettre en œuvre.		
		OO1.3.5 • Au moins 40 % des produits de gestion des connaissances produits par les programmes sont catalogués avec des liens pointant vers les portails du PROE ATTEINT	OO 1.3.5.1 • Maintenir et mettre à jour continuellement l'intranet avec les derniers documents internes. Inclure les services de gestion des connaissances dans le budget des projets du PROE.	OO 1.3.5 • Au moins 80 % des produits de gestion des connaissances produits par les programmes sont catalogués avec des liens pointant vers les portails du PROE : • Fagogo (l'intranet du PROE), qui contient des documents internes actualisés ; toutefois, d'autres aménagements ont été apportés à l'aspect général et à la convivialité (fonctionnalités) en raison de priorités contradictoires. • Tous les produits de gestion des connaissances des programmes, des projets et des publications officielles du PROE disponibles sur la bibliothèque virtuelle et le site internet du PROE ont été catalogués.		
			OO 1.3.5.2 • Cataloguer l'ensemble des publications officielles du PROE dans la bibliothèque virtuelle et les rendre disponibles sur le site du PROE			
			OO 1.3.5.3 • Étiqueter les produits de connaissances pertinents dans la bibliothèque virtuelle afin de favoriser leur intégration dans les autres portails et systèmes d'information internes			

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 1 : le PROE dispose de systèmes d'information et de communications qui fournissent les bonnes données aux bonnes personnes au bon moment et influencent positivement les changements organisationnels, comportementaux et environnementaux

PIP3
2022-2023

Objectifs institutionnels 2026	Résultats du PIP3 2022/2023	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD
			OO 1.3.5.4 • Inclure dans les projets des provisions budgétaires de recouvrement des coûts pour les activités de gestion des connaissances OO 1.3.5.5 • Organiser régulièrement des enquêtes de satisfaction auprès des divers acteurs pour obtenir des informations sur ce qui fonctionne bien et ce qui doit être amélioré	• Les ressources marines des programmes et projets du département Écosystèmes insulaires et océaniques (EIO) ont été référencées, à savoir : POLP, SWAP, PWP, KIWA, Van-KIRAP ; les ressources du Groupe chargé de l'intégration de l'inclusion sociale et de l'égalité femmes-hommes (GEIM), entre autres. • Un retour d'information positif a été reçu pour l'enquête de satisfaction du personnel informatique et de gestion des connaissances concernant les services et les systèmes.		

TOTAL DE L'OBJECTIF ORGANISATIONNEL 1		Budget réel 2022	Budget supplémentaire Budget réel 2023
	Total coûts de personnel	869 058	916 647
	Total Frais de fonctionnement	214 197	222 974
	Total Dépenses d'investissement	25 332	1 665
	TOTAL GLOBAL	<u>1 108 588</u>	<u>1 141 286</u>

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 2 : le PROE dispose de procédures multidisciplinaires concernant l'exécution de programme et le soutien des Membres pour le développement de stratégies et de politiques à l'échelle nationale et régionale.

PIP3
2022-2023

Objectifs institutionnels 2026	Résultats du PIP3 2022/2023	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Frais réels 2023 USD																																													
OO2.1 Encourager des approches intégrées des programmes pour relever les défis de la gestion de l'environnement.	OO 2.1.0 L'intégration des approches de programmation a été favorisée en collaboration avec les partenaires pour lever les obstacles à la bonne gestion de l'environnement.	OO2.1.1 <ul style="list-style-type: none"> Au moins huit Cadres de partenariat stratégique par pays et par territoire (CPSPT) du PROE ont élaboré ou signé des priorités stratégiques convenues à haut niveau et clairement articulées <p style="text-align: center;">NON ATTEINT</p>	OO 2.1.1.1 <ul style="list-style-type: none"> Se concerter avec les Membres des îles du Pacifique pour initier l'élaboration des CPSPT. 	OO 2.1.1 <ul style="list-style-type: none"> Un CPSPT a été signé (Palaos) et les priorités stratégiques convenues ont été clairement formulées. OO 2.1.1.1 <ul style="list-style-type: none"> Des discussions étroites se sont poursuivies avec Vanuatu, les îles Salomon, la République des îles Marshall, les îles Cook et le Samoa au sujet de l'élaboration de leurs CPSPT. 	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse; text-align: center;"> <tr><td colspan="3">Sous-total – 64 610</td></tr> <tr> <td style="text-align: left;">Coûts de personnel</td> <td style="text-align: left;">Frais de fonctionnement</td> <td style="text-align: left;">Investissements</td> </tr> <tr> <td>57 507</td> <td>7 103</td> <td></td> </tr> <tr><td colspan="3">Source de financement</td></tr> <tr> <td>AU</td> <td>29 065</td> <td></td> </tr> <tr> <td>CH</td> <td>414</td> <td></td> </tr> <tr> <td>PR</td> <td>35 131</td> <td></td> </tr> </table>	Sous-total – 64 610			Coûts de personnel	Frais de fonctionnement	Investissements	57 507	7 103		Source de financement			AU	29 065		CH	414		PR	35 131		<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse; text-align: center;"> <tr><td colspan="3">Sous-total – 105 048</td></tr> <tr> <td style="text-align: left;">Coûts de personnel</td> <td style="text-align: left;">Frais de fonctionnement</td> <td style="text-align: left;">Investissements</td> </tr> <tr> <td>63 857</td> <td>41 191</td> <td></td> </tr> <tr><td colspan="3">Source de financement</td></tr> <tr> <td>AU</td> <td>46 546</td> <td></td> </tr> <tr> <td>CH</td> <td>843</td> <td></td> </tr> <tr> <td>PR</td> <td>53 097</td> <td></td> </tr> <tr> <td>WM</td> <td>4 562</td> <td></td> </tr> </table>	Sous-total – 105 048			Coûts de personnel	Frais de fonctionnement	Investissements	63 857	41 191		Source de financement			AU	46 546		CH	843		PR	53 097		WM	4 562	
		Sous-total – 64 610																																																	
		Coûts de personnel	Frais de fonctionnement	Investissements																																															
		57 507	7 103																																																
Source de financement																																																			
AU	29 065																																																		
CH	414																																																		
PR	35 131																																																		
Sous-total – 105 048																																																			
Coûts de personnel	Frais de fonctionnement	Investissements																																																	
63 857	41 191																																																		
Source de financement																																																			
AU	46 546																																																		
CH	843																																																		
PR	53 097																																																		
WM	4 562																																																		
		OO 2.1.1.2 <ul style="list-style-type: none"> Élaborer des Cadres de partenariat stratégique par pays et par territoire avec des priorités stratégiques de haut niveau, conformes aux priorités nationales et régionales en matière d'environnement, en concertation avec les Membres des îles du Pacifique 	OO 2.1.1.2 <ul style="list-style-type: none"> Un CPSPT a été signé (Palaos), assorti de priorités stratégiques de haut niveau alignées sur les priorités nationales et régionales, mais son application est prévue pour le quatrième trimestre 2024. 																																																
		OO 2.1.1.3 <ul style="list-style-type: none"> Procéder à un suivi et à une évaluation annuels des CPSPT, en phase avec les délais du PIP et avec les plans convenus de suivi et d'évaluation pour chacun de ces Cadres. 	OO 2.1.1.3 <ul style="list-style-type: none"> Le CPSPT des Palaos sera évalué en 2024 et ultérieurement après son approbation en septembre 2023. Il n'a pas encore été mis en œuvre, car son application dépendra des CPSPT qui seront achevés en 2023. 																																																
		OO2.1.2 : <ul style="list-style-type: none"> Au moins 95 % des projets approuvés par l'équipe de direction devant être financés par des bailleurs respectent les mécanismes de garantie adéquats adoptés annuellement par le Groupe de suivi et d'examen de projets (PRMG) <p style="text-align: center;">ATTEINT</p>	OO 2.1.2.1 <ul style="list-style-type: none"> Veiller à la mise en œuvre des mécanismes de protection de l'environnement et du milieu social et autres normes de mise en œuvre de projets, par le truchement du PRMG 	OO 2.1.2.1 <ul style="list-style-type: none"> Trois projets de financement climatique évalués par le PRMG et approuvés par l'équipe de direction pour le financement et conformes aux normes de mise en œuvre des projets (VanKIRAP à Vanuatu, Mise en place de paysages climato-rationnels en Papouasie-Nouvelle-Guinée, et One Pacific pour 14 pays océaniques). Le mécanisme de garanties environnementales et sociales est correctement appliqué aux projets du PROE, tels que les activités du projet PACRES au Timor-Leste. Le PRMG a assuré le suivi et l'évaluation des projets en cours du PROE, de leur conception à leur mise en œuvre. 																																															
		OO 2.1.2.2 <ul style="list-style-type: none"> Mener une évaluation périodique sur l'état d'avancement des projets au moyen de panneaux de contrôle ou d'un code tricolore pour assister la direction dans ses prises de décisions 	OO 2.1.2.2 <ul style="list-style-type: none"> Les comptes rendus des projets de l'ensemble du PROE ont été améliorés au moyen de panneaux de contrôle ou d'un code tricolore pour assister le PRMG des actions et des décisions à prendre. 																																																

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 2 : le PROE dispose de procédures multidisciplinaires concernant l'exécution de programme et le soutien des Membres pour le développement de stratégies et de politiques à l'échelle nationale et régionale.

**PIP3
2022-2023**

Objectifs institutionnels 2026	Résultats du PIP3 2022/2023	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Frais réels 2023 USD
		<p>OO2.1.3 :</p> <ul style="list-style-type: none"> Des services améliorés ont été fournis aux États et territoires insulaires océaniques par l'exécution de programmes intégrés adoptant une impulsion pour la transformation environnementale dans la région <p>NON ATTEINT</p>	<p>OO2.1.3.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Mettre en œuvre des approches de programmation intégrée qui tiennent compte des ressources disponibles au PROE pour une meilleure prestation de services aux États et territoires insulaires océaniques <p>OO2.3.1.2</p> <ul style="list-style-type: none"> Renforcer les interactions stratégiques entre les programmes et les départements, notamment par l'élaboration de nouvelles politiques thématiques et par l'évaluation des politiques, orientations et priorités actuelles <p>OO2.1.3.3</p> <ul style="list-style-type: none"> Évaluer les approches multidisciplinaires appliquées, notamment l'égalité hommes-femmes, l'inclusion sociale, l'innovation et les risques, en considérant leur efficacité, efficacité et durabilité dans toute l'organisation <p>OO2.1.3.4</p> <ul style="list-style-type: none"> Aider les Membres à élaborer leurs propres politiques nationales et régionales dans le but de renforcer l'atteinte des priorités stratégiques ou des domaines de transformation <p>OO2.1.3.5</p> <ul style="list-style-type: none"> Passer en revue les politiques et directives actuelles du PROE, et élaborer de nouvelles politiques thématiques visant à renforcer la programmation intégrée dans toute l'organisation 	<p>OO2.1.3.1</p> <ul style="list-style-type: none"> En cours. Poursuite d'utilisation des mécanismes de coordination existants pour faciliter l'intégration de la planification et de la mise en œuvre. Par exemple, l'équipe bleue sur les questions côtières et marines <p>OO 2.3.1.2</p> <ul style="list-style-type: none"> Une révision des politiques suivantes a été effectuée : politique de prévention des fraudes et de protection des lanceurs d'alerte, politique sur l'égalité femmes-hommes et la Santé et la sécurité au travail. Un nouveau règlement des griefs ainsi qu'une politique de travail flexible et à distance ont été rédigés dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie du personnel. <p>OO 2.1.3.3</p> <ul style="list-style-type: none"> Redynamisation de l'équipe de travail sur l'égalité des sexes et l'intégration de la dimension de genre, la Directrice générale adjointe ayant été nommée Défenseuse de ces questions au sein de l'équipe de direction La procédure de révision de la politique du PROE en matière d'égalité des sexes a été initiée. <p>OO 2.1.3.4</p> <ul style="list-style-type: none"> Cf. OR pertinents, dans le cadre desquels le PROE a aidé les Membres à élaborer des politiques environnementales et connexes <p>OO 2.1.3.5</p> <ul style="list-style-type: none"> Référence au point OO 2.1.3.2 		

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 2 : le PROE dispose de procédures multidisciplinaires concernant l'exécution de programme et le soutien des Membres pour le développement de stratégies et de politiques à l'échelle nationale et régionale.

PIP3
2022-2023

Objectifs institutionnels 2026	Résultats du PIP3 2022/2023	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Frais réels 2023 USD																																																
		OO2.1.4 : <ul style="list-style-type: none"> Au moins 85 % des projets enregistrés dans le Système d'information pour la gestion des projets (SIGP), de la phase de conception à la phase de mise en œuvre, font l'objet d'un rapport annuel au PRMG <p style="text-align: center;">ATTEINT</p>	OO2.1.4.1 <ul style="list-style-type: none"> Surveiller l'état d'avancement des phases de projet, eu égard au cycle de projet appliqué par le Système d'information pour la gestion des projets et à la Stratégie météorologique pour les îles du Pacifique Solliciter les retours des directeurs et directrices de programmes, de départements et d'unité de travail concernant l'état d'avancement de la mise en œuvre des projets par le biais de rapports transmis au PRMG 	OO2.1.4.1 <ul style="list-style-type: none"> Le PRMG a continué à suivre la mise en œuvre des projets du PROE, notant que des travaux sont en cours pour faire en sorte que la liste complète des projets soit à jour et exacte. Les projets en cours de mise en œuvre sont signalés au PRMG pour évaluation et orientation. 																																																		
	OO2.2.0 Renforcement des capacités du PROE en tant qu'entité régionale de mise en œuvre pour les mécanismes de financement de l'action climatique, jouant le rôle d'intermédiaire pour d'autres mécanismes de financement en faveur de l'environnement. (à partir de point OO3.4)	OO 2.2.1 <ul style="list-style-type: none"> Améliorer l'accès au financement de l'action climatique par les pays insulaires du Pacifique via le PROE en tant que partenaire d'exécution et organisme régional de mise en œuvre du FEM, tel que mesuré en comparaison avec la référence de mars 2021 <p style="text-align: center;">ATTEINT</p>	OO2.2.1.1 <ul style="list-style-type: none"> Les pays insulaires du Pacifique se sont vu demander d'élaborer et soumettre des notes conceptuelles, des demandes de financement de préparation de projet et des plans de projet (aide à la préparation, planification nationale de l'adaptation et propositions à part entière) devant être transmis au Fonds vert pour le climat et au Fonds d'adaptation Collaborer avec les organismes de mise en œuvre pour aider les pays insulaires du Pacifique à élaborer des projets régionaux financés par le Fonds pour l'environnement mondial (Projet du Pacifique pour l'économie bleue) Aider les pays insulaires du Pacifique par le biais de projets d'aide à la préparation pour progresser en vue de la mise en place d'organismes nationaux d'accès direct dans les pays concernés Jouer le rôle d'organisme de mise en œuvre et assurer des fonctions de gestion et de supervision pour les projets approuvés Suivre la mise en œuvre, la progression et l'efficacité des projets approuvés Collaborer avec les autres entités accréditées, partenaires et organisations pour optimiser l'accès des pays insulaires du Pacifique au financement de l'action climatique 	OO2.2.1.1 <ul style="list-style-type: none"> L'accès au financement climatique accordé aux pays océaniques par l'intermédiaire du PROE a été amélioré en tant qu'entité régionale/partenaire de mise en œuvre (Base de référence : projet complet – 26,4 millions d'euros et projet de préparation : 12 406 M) <i>En tant qu'entité accréditée</i> <ul style="list-style-type: none"> Hausse de 57 % pour un projet de grande envergure doté de 15 millions d'USD <i>En tant que partenaire d'exécution</i> <ul style="list-style-type: none"> Hausse de 89 % pour les projets de préparation et les PNA (5,839 millions d'USD) La proposition de PNA des États fédérés de Micronésie a été approuvée pour un financement du FVC. La proposition de PNA de Nioué a été révisée avec l'assistance technique du FVC pour une soumission en 2024. La note conceptuelle pour la mise en place de paysages climato-rationnels (CSL) en Papouasie-Nouvelle-Guinée a été approuvée par le comité d'investissement du FVC pour soumettre une demande de financement de préparation – demande de financement de préparation soumise au FVC. L'assistance technique du FVC a été approuvée et permettra de réviser les notes conceptuelles du programme One Pacific et du SoCIEWS. La collaboration avec le PNUe et la BAD (entités de mise en œuvre avec le FEM) a permis de finaliser la proposition i2i qui a été soumise au Conseil du FEM et dont le financement a été approuvé en décembre 2023. La mise en œuvre des projets de préparation de la République des Îles Marshall, de Nauru et de 	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse; text-align: center;"> <tr> <th colspan="3">Sous-total – 1 244 529</th> </tr> <tr> <th>Coûts de personnel</th> <th>Frais de fonctionnement</th> <th>Investissements</th> </tr> <tr> <td>379 573</td> <td>865 525</td> <td></td> </tr> <tr> <th colspan="3">Source de financement</th> </tr> <tr> <td>FA</td> <td>26 200</td> <td></td> </tr> <tr> <td>GC</td> <td>680 378</td> <td></td> </tr> <tr> <td>NX</td> <td>373 944</td> <td></td> </tr> <tr> <td>PR</td> <td>20 231</td> <td></td> </tr> <tr> <td>UE</td> <td>143 775</td> <td></td> </tr> </table>	Sous-total – 1 244 529			Coûts de personnel	Frais de fonctionnement	Investissements	379 573	865 525		Source de financement			FA	26 200		GC	680 378		NX	373 944		PR	20 231		UE	143 775		<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse; text-align: center;"> <tr> <th colspan="3">Sous-total – 419 713</th> </tr> <tr> <th>Coûts de personnel</th> <th>Frais de fonctionnement</th> <th>Investissements</th> </tr> <tr> <td>367 771</td> <td>42 713</td> <td>9 229</td> </tr> <tr> <th colspan="3">Source de financement</th> </tr> <tr> <td>CH</td> <td>338</td> <td></td> </tr> <tr> <td>NX</td> <td>387 966</td> <td></td> </tr> <tr> <td>PR</td> <td>31 409</td> <td></td> </tr> </table>	Sous-total – 419 713			Coûts de personnel	Frais de fonctionnement	Investissements	367 771	42 713	9 229	Source de financement			CH	338		NX	387 966		PR	31 409	
Sous-total – 1 244 529																																																						
Coûts de personnel	Frais de fonctionnement	Investissements																																																				
379 573	865 525																																																					
Source de financement																																																						
FA	26 200																																																					
GC	680 378																																																					
NX	373 944																																																					
PR	20 231																																																					
UE	143 775																																																					
Sous-total – 419 713																																																						
Coûts de personnel	Frais de fonctionnement	Investissements																																																				
367 771	42 713	9 229																																																				
Source de financement																																																						
CH	338																																																					
NX	387 966																																																					
PR	31 409																																																					

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 2 : le PROE dispose de procédures multidisciplinaires concernant l'exécution de programme et le soutien des Membres pour le développement de stratégies et de politiques à l'échelle nationale et régionale.

PIP3
2022-2023

Objectifs institutionnels 2026	Résultats du PIP3 2022/2023	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Frais réels 2023 USD
				<p>Niué ainsi que le projet de préparation des Îles Salomon est achevée.</p> <ul style="list-style-type: none"> Le nombre de projets de grande envergure a augmenté (mars 2021 avec 2 projets de grande envergure et 4 préparations et PNA) jusqu'en décembre 2023 avec 3 projets importants et 8 préparations et PNA. 		
		<p>OO 2.2.2</p> <ul style="list-style-type: none"> Le PROE a conservé son accréditation auprès du FVC et du FA, conformément aux statuts <p>ATTEINT</p>	<p>OO2.2.2.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Postuler pour la réaccréditation du PROE auprès du FVC 	<p>OO 2.2.2.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Le PROE est réaccrédité auprès du FVC et en cours de réaccréditation auprès du FA. <p>OO 2.2.2.1</p> <ul style="list-style-type: none"> La réaccréditation du FVC a été réalisée de manière satisfaisante. 		
			<p>OO2.2.2.2</p> <ul style="list-style-type: none"> Continuer à suivre et à s'efforcer de consolider et d'améliorer les performances, les systèmes, les politiques et les procédures du PROE concernant les critères du FVC et du FA 	<p>OO2.2.2.2</p> <ul style="list-style-type: none"> Le PROE a continué à renforcer ses systèmes internes et ses procédures/politiques avec sa réaccréditation auprès du FVC. 		
			<p>OO 2.2.2.3</p> <ul style="list-style-type: none"> Faire les rapports requis au FVC et au FA, conformément aux critères d'accréditation, AMA et Head Agreement 	<p>OO2.2.2.3</p> <ul style="list-style-type: none"> Aide obtenue par le truchement du programme de préparation du PROE pour améliorer les politiques et les systèmes du PROE 		
		<p>OO2.2.3</p> <ul style="list-style-type: none"> Au moins 50 % des pays insulaires du Pacifique avec lesquels le PROE a collaboré dans son rôle d'entité régionale de mise en œuvre sont satisfaits des services reçus <p>NON ATTEINT</p>	<p>OO2.2.3.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Continuer la collaboration avec les pays insulaires du Pacifique pour la conception et la mise en œuvre de projets 	<p>OO 2.2.3.1</p> <ul style="list-style-type: none"> L'évaluation des services fournis par le PROE aux pays océaniques dans le cadre des rôles d'entité régionale de mise en œuvre n'a pas été réalisée. Toutefois, aucun retour négatif n'a été enregistré de la part des pays océaniques où les rôles d'entité régionale de mise en œuvre ont été fournis par le PROE. Actuellement, l'accent est mis sur huit pays insulaires du Pacifique, tandis que deux projets régionaux sont axés sur la demande. Il s'agit de quatre programmes de préparation, quatre PAN, quatre projets complets (et deux en cours de mise en œuvre) 		
		<p>OO 2.2.4</p> <ul style="list-style-type: none"> Les politiques, procédures et systèmes de gestion des projets du PROE ont été renforcés <p>NON ATTEINT</p>	<p>OO2.2.4.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Collaborer avec la communauté de pratique de la gestion de projets, passer en revue les politiques et procédures de gestion de projets et les actualiser le cas échéant Rédiger le manuel d'organisme de mise en œuvre du PROE Parachever le renforcement du Système d'information pour la gestion des projets (SIGP) et faire en sorte que 	<p>OO 2.2.4.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Les politiques, procédures et systèmes de gestion des projets du PROE sont améliorés en permanence. La finalisation des politiques, procédures et systèmes de gestion de projet du PROE sera renforcée par les activités menées dans le cadre du programme de préparation du PROE Le SIGP est opérationnel, et la phase suivante envisagera des améliorations basées sur les commentaires des utilisateurs 		

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 2 : le PROE dispose de procédures multidisciplinaires concernant l'exécution de programme et le soutien des Membres pour le développement de stratégies et de politiques à l'échelle nationale et régionale.

PIP3
2022-2023

Objectifs institutionnels 2026	Résultats du PIP3 2022/2023	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Frais réels 2023 USD																																							
			<p>toutes les informations relatives aux projets soient régulièrement actualisées et entretenues</p> <ul style="list-style-type: none"> Collaborer avec le Directeur général adjoint pour passer en revue le PRMG et coordonner les réunions, manifestations, etc. Continuer à promouvoir vigoureusement le Système de gestion environnementale et sociale et à organiser des formations pour s'assurer que tous les projets du PROE appliquent bien cette politique Animer la révision et l'actualisation du Mécanisme de réparation des torts du PROE Établir des capacités internes et externes en gestion de projets via des activités de renforcement des capacités, des ateliers, des programmes de mentorat, des stages et des formations au travail Participer activement dans le PROE et dans les comités externes pour renforcer l'intégration dans les programmes et projets et les mécanismes de coordination et faire en sorte que les bonnes pratiques en matière de gestion de projets soient bien appliquées 	<ul style="list-style-type: none"> L'examen du PRMG est envisagé et doit être éclairé par le département proposé, chargé de réorganiser l'unité Coordination des projets Élaboration d'un projet de document conjointement avec le programme GSE sur la politique de Système de gestion environnementale et sociale du PROE, à approuver par l'équipe de direction L'examen du Mécanisme de réparation des torts du PROE doit être mené dans le cadre du programme de préparation du PROE et conjointement avec d'autres organismes en accès direct régionaux Collaboration avec le PCCC, dans la mesure du possible, pour les formations destinées aux membres et le mentorat. Exercice également mené en interne au sein de l'unité Coordination de projets avec de nouveaux membres du personnel et d'autres départements/unités (notamment Finances) 																																									
<p>OO2.3 Renforcer le cadre d'apprentissage et de communication des résultats du PROE, en intégrant les performances organisationnelles et environnementales.</p>	<p>OO 2.3.0 Le cadre de présentation des rapports sur les apprentissages et les résultats du PROE a été renforcé, en intégrant les performances organisationnelles et environnementales d'une politique basée sur les résultats pour la mise en place de programmes.</p>	<p>OO2.3.1 :</p> <ul style="list-style-type: none"> Un cadre d'apprentissage axé sur les résultats a été adopté et mis en œuvre par le PROE <p>ATTEINT</p>	<p>OO2.3.1.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Poursuivre les formations, l'apprentissage et la sensibilisation en interne pour les attachés de programme à propos du cadre logique, du cadre de résultats, des réglages d'indicateurs, du plan de suivi-évaluation, de la théorie du changement, des évaluations formatives et sommatives et de l'évaluation des performances 	<p>OO2.3.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Les rapports et l'apprentissage axés sur les résultats du PIP sont institutionnalisés, notamment par la formation interne des membres du personnel aux principes fondamentaux du suivi-évaluation. 20 % des 50 membres du personnel ayant participé à des sessions d'apprentissage internes ont demandé des conseils en matière de suivi-évaluation sur la manière de renforcer les résultats dans leurs rapports de programmes ou de projets. <p>OO2.3.1.1</p> <ul style="list-style-type: none"> 20 % des 50 membres du personnel ayant participé à des sessions d'apprentissage internes ont demandé des conseils en matière de suivi-évaluation sur la manière de renforcer les résultats dans leurs rapports de programmes ou de projets. 	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse; text-align: center;"> <tr><td colspan="3">Sous-total – 125 438</td></tr> <tr><td>Coûts de personnel</td><td>Frais de fonctionnements</td><td>Investissements</td></tr> <tr><td>90 359</td><td>34 487</td><td>591</td></tr> <tr><td colspan="3">Source de financement</td></tr> <tr><td>AU</td><td>101 290</td><td></td></tr> <tr><td>PR</td><td>24 148</td><td></td></tr> </table>	Sous-total – 125 438			Coûts de personnel	Frais de fonctionnements	Investissements	90 359	34 487	591	Source de financement			AU	101 290		PR	24 148		<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse; text-align: center;"> <tr><td colspan="3">Sous-total – 146 020</td></tr> <tr><td>Coûts de personnel</td><td>Frais de fonctionnements</td><td>Investissements</td></tr> <tr><td>93 330</td><td>52 690</td><td></td></tr> <tr><td colspan="3">Source de financement</td></tr> <tr><td>AU</td><td>115 109</td><td></td></tr> <tr><td>CH</td><td>2 575</td><td></td></tr> <tr><td>PR</td><td>28 336</td><td></td></tr> </table>	Sous-total – 146 020			Coûts de personnel	Frais de fonctionnements	Investissements	93 330	52 690		Source de financement			AU	115 109		CH	2 575		PR	28 336	
Sous-total – 125 438																																													
Coûts de personnel	Frais de fonctionnements	Investissements																																											
90 359	34 487	591																																											
Source de financement																																													
AU	101 290																																												
PR	24 148																																												
Sous-total – 146 020																																													
Coûts de personnel	Frais de fonctionnements	Investissements																																											
93 330	52 690																																												
Source de financement																																													
AU	115 109																																												
CH	2 575																																												
PR	28 336																																												

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 2 : le PROE dispose de procédures multidisciplinaires concernant l'exécution de programme et le soutien des Membres pour le développement de stratégies et de politiques à l'échelle nationale et régionale.

**PIP3
2022-2023**

Objectifs institutionnels 2026	Résultats du PIP3 2022/2023	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Frais réels 2023 USD
			<p>OO2.3.1.2</p> <ul style="list-style-type: none"> Animer un atelier de trois jours sur le suivi et l'évaluation dans les bureaux régionaux, à destination du personnel et des partenaires (États fédérés de Micronésie, Fidji, République des Îles Marshall, Îles Salomon, Vanuatu), portant également sur les comptes rendus 	<p>OO2.3.1.2</p> <ul style="list-style-type: none"> Les rapports axés sur les résultats concernant les cadres régionaux, par exemple les procédures du Cadre océanien pour un développement résilient (FRDP), sont établis par le personnel représentatif des Membres (États fédérés de Micronésie, Kiribati, Îles Cook) sur la base des enseignements tirés des sessions ciblées concernant l'opérationnalisation du FRDP 2017-2030. 		
			<p>OO2.3.1.3</p> <ul style="list-style-type: none"> Mettre sur pied un Groupe de travail sur le suivi-évaluation opérant à tous les niveaux du PROE (dont les bureaux régionaux) 	<p>OO2.3.1.3</p> <ul style="list-style-type: none"> Les dialogues informels entre pairs au sujet du suivi-évaluation avec le personnel des programmes ou projets des organismes du CORP, ainsi qu'avec les pays Membres et les organisations partenaires où les missions de suivi-évaluation dans les pays ont remplacé le groupe de travail formel sur le suivi-évaluation. Les plateformes de suivi-évaluation ont discuté de questions telles que les exigences de suivi, d'évaluation, d'établissement de rapports et d'apprentissage (MERL) des bailleurs, l'alignement des indicateurs nationaux sur les indicateurs des cadres régionaux, par exemple les ODD, les Objectifs de SAMOA, le FRDP, le Cadre d'action de Sendai, l'Accord de Paris, entre autres. La collaboration en matière de suivi-évaluation avec la CPS et le SFIP a été renforcée afin d'appuyer la production de rapports axés sur les résultats, le cas échéant. 		
			<p>OO 2.3.1.4</p> <ul style="list-style-type: none"> Prôner la culture du suivi et de l'évaluation dans tous les programmes 	<p>OO 2.3.1.4</p> <ul style="list-style-type: none"> La culture du suivi-évaluation est demeurée un enjeu pour le personnel des Membres en raison du manque ou de l'absence de personnes capables de se concentrer sur l'avantage comparatif de l'évaluation interne de la performance des projets ou des programmes. Le personnel du PROE, y compris celui des Membres, a défendu les procédures de suivi-évaluation et de gestion axée sur les résultats en tant qu'enseignements tirés de sessions informelles ciblées sur les fondamentaux du suivi-évaluation dans le cadre de sa planification annuelle, de l'inclusion de cadres de résultats dans les projets et du plan de suivi-évaluation, entre autres. 		

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 2 : le PROE dispose de procédures multidisciplinaires concernant l'exécution de programme et le soutien des Membres pour le développement de stratégies et de politiques à l'échelle nationale et régionale.

**PIP3
2022-2023**

Objectifs institutionnels 2026	Résultats du PIP3 2022/2023	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Frais réels 2023 USD
				<ul style="list-style-type: none"> Les départements et le personnel des programmes (GDLP, EIO, GSE, RCC) demandent des conseils techniques en matière de suivi-évaluation sur la consolidation des résultats en vue de l'établissement de rapports, sous la supervision de la Directrice générale adjointe. Le PIP3 (2022-2023) et le budget-plan annuel 2024-2025 a été approuvé par la 31^e Conférence du PROE. L'établissement de rapports axés sur les résultats concernant les activités budgétisées a été institutionnalisé par le biais des rapports du PIP, tout en encourageant les programmes et les départements à établir des rapports sur les résultats 		
		OO2.3.2 : <ul style="list-style-type: none"> Les partenaires apportent leurs contributions aux performances de la mise en œuvre des programmes par le PROE ATTEINT	OO 2.3.2.1 <ul style="list-style-type: none"> Encourager les bailleurs et les partenaires à défendre les cadres institutionnels du PROE (PIP/CR/Budget-plan annuel) 	OO2.3.2.1 <ul style="list-style-type: none"> Les performances liées à la mise en œuvre des programmes du PROE sont alignées sur celles des partenaires (Ministère australien des affaires étrangères et du commerce, UE, AFD, etc.) et bénéficient de leur appui. L'accord de partenariat PROE-DFAT 2021-2031 a utilisé les procédures CR et PIP du PROE pour rendre compte de son investissement au PROE. L'accord de subvention entre le PROE et le Ministère australien des affaires étrangères et du commerce pour la période 2021-2025 a été approuvé par les deux parties en ce qui concerne les rapports de performance prévus dans les mécanismes institutionnels, par exemple les procédures du PIP et du budget-plan annuel. 		
			OO 2.3.2.2 <ul style="list-style-type: none"> Aider les États et territoires insulaires océaniques à concevoir, élaborer et encourager l'emploi de cadres de performances et d'apprentissage là où cela est nécessaire 	OO 2.3.2.2 <ul style="list-style-type: none"> Des approches sont adoptées par les pays océaniques (Kiribati) pour aligner les indicateurs nationaux de la politique kiribatienne pour un environnement intégré (KIEP) sur les cadres et politiques régionaux tels que le FRDP, la CDB, etc. tout en utilisant les mécanismes de coordination et de compte rendu existants. 		

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 2 : le PROE dispose de procédures multidisciplinaires concernant l'exécution de programme et le soutien des Membres pour le développement de stratégies et de politiques à l'échelle nationale et régionale.

**PIP3
2022-2023**

Objectifs institutionnels 2026	Résultats du PIP3 2022/2023	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Frais réels 2023 USD
			<p>OO 2.3.2.3</p> <ul style="list-style-type: none"> Collaborer avec les organisations du CORP et les partenaires pour la création d'une plateforme cohérente pour l'évaluation des cadres de performances et autres cadres d'apprentissages 	<p>OO2.3.2.3</p> <ul style="list-style-type: none"> Poursuite de la collaboration avec le groupe de travail technique sur le suivi et l'évaluation du CORP avec la CPS, l'USP et Forumsec pour assurer une application cohérente des procédures de suivi et d'évaluation, dont l'évaluation des performances par la mise en œuvre du FRDP 2017-2030, les évaluations d'impact et la mobilisation des partenaires 		
		<p>OO2.3.4 :</p> <ul style="list-style-type: none"> La politique du PROE concernant le suivi et l'évaluation est adoptée dans toute l'organisation <p>NON ATTEINT</p>	<p>OO 2.3.4.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Mener un projet pilote consacré à des évaluations internes formatives, si possible, pour certains projets du PROE, en coordination avec les programmes 	<p>OO 2.3.4.1</p> <ul style="list-style-type: none"> La politique de suivi-évaluation du PROE est rédigée et répond à ce jour aux commentaires du personnel. La procédure d'évaluation formative a fait l'objet d'un test pilote en tant qu'application d'une politique de suivi-évaluation dans le cadre de l'opérationnalisation du Cadre océanien pour un développement résilient dans le Pacifique 2017-2030, au moyen d'un questionnaire structuré KII modifié dans cinq territoires insulaires (Palaos, République des Îles Marshall, États fédérés de Micronésie, Kiribati, îles Cook). 		
			<p>OO 2.3.4.2</p> <ul style="list-style-type: none"> Renforcer le système de la Base de données des îles du Pacifique pour le renforcement des capacités (PIDOC) en vue de l'organisation du renforcement des capacités pour les rapports stratégiques une fois transmis au PROE de la part du J-PRISM 	<p>OO 2.3.4.2</p> <ul style="list-style-type: none"> Discussion en cours avec le programme GDLP autour du transfert de la procédure de la PIDOC appliquée à d'autres activités de renforcement des capacités dans le cadre d'autres programmes en 2025. 		
			<p>OO2.3.4.3</p> <ul style="list-style-type: none"> Évaluer l'efficacité et l'efficience des programmes du PROE sélectionnés mis en œuvre dans les États et territoires insulaires océaniques 	<p>OO 2.3.4.3</p> <ul style="list-style-type: none"> Plans d'évaluation de l'efficacité et de l'efficience des projets mis en œuvre sélectionnés et prévus pour 2025 		
			<p>OO2.3.4.4</p> <ul style="list-style-type: none"> Surveiller l'intégration des indicateurs de l'égalité hommes-femmes et de l'inclusion sociale dans tous les programmes, et rédiger des rapports à son sujet 	<p>OO2.3.4.4</p> <ul style="list-style-type: none"> Les indicateurs d'inclusion sociale et d'égalité femmes-hommes sont repris dans la politique de suivi-évaluation pour l'établissement des rapports sur les résultats et font l'objet d'un suivi dans le cadre des rapports du PIP, notamment en ce qui concerne la ventilation des données par sexe, etc. 		

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 2 : le PROE dispose de procédures multidisciplinaires concernant l'exécution de programme et le soutien des Membres pour le développement de stratégies et de politiques à l'échelle nationale et régionale.

**PIP3
2022-2023**

Objectifs institutionnels 2026	Résultats du PIP3 2022/2023	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Frais réels 2023 USD
			OO 2.3.4.5 • Surveiller et évaluer les risques prioritaires en faveur de l'efficacité et de l'efficience organisationnelles	OO2.3.4.5 • Le rapport sur l'atténuation des risques (RMR) a été approuvé par l'équipe de direction pour signaler les risques institutionnels prioritaires au personnel et dans le cadre de la révision de la politique de gestion des risques 2021 du PROE.		
			OO 2.3.4.6 • Appliquer la politique et les directives en matière de suivi-évaluation, en collaboration avec les autres programmes et départements, bailleurs et partenaires	OO 2.3.4.6 • Élaboration finale de la politique de suivi et d'évaluation prévue pour 2024.		

TOTAL DE L'OBJECTIF ORGANISATIONNEL 2		Budget réel 2022 USD	Budget réel supplémentaire 2023
	Total coûts de personnel	527 439	524 958
	Total Frais de fonctionnement	907 116	136 595
	Total Dépenses d'investissement	21	9 229
	TOTAL GLOBAL	<u>1 434 576 \$</u>	<u>670 782 \$</u>

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 4 : le PROE joue un rôle de premier plan et s'implique dans des partenariats et des projets collaboratifs fructueux

PIP3
2022-2023

Objectifs institutionnels 2026	Résultats du PIP3 2022/2023	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD																																																						
OO3.1 Atteindre un budget équilibré et durable.	OO 3.1.0 Concrétisation d'un budget équilibré et viable	OO3.1.1 : <ul style="list-style-type: none"> Les performances financières annuelles permettent d'obtenir au moins l'équilibre financier <p style="text-align: center;">ATTEINT</p>	OO3.1.1.1-3.1.1.2 <ul style="list-style-type: none"> Les flux de trésorerie et le bilan de l'organisation sont régulièrement contrôlés, et des recommandations utiles sont données à la direction Contrôler les rapports budgétaires mensuels et prodiguer des conseils utiles Fournir les rapports requis (financiers, budgétaires et sur les projets) par les agents en temps voulu Conseiller l'équipe de direction et le personnel sur les questions financières et politiques Surveiller et gérer activement l'exposition aux risques de change Promouvoir des pratiques efficaces de gestion immobilière et de gestion foncière Gérer les biens immobiliers afin de les maintenir aux normes établies Fournir des services d'appui administratif à l'ensemble du personnel et des titulaires et, si nécessaire, procéder à leur examen en vue d'améliorations 	OO3.1.1 : <ul style="list-style-type: none"> Les performances financières pour 2022 et 2023 ont toutes deux affiché des excédents de 26 261 USD et 1,3 million d'USD respectivement. Cependant, le budget équilibré et durable pour 2022 n'a pas été atteint puisque les réalisations se sont élevées à 26,5 millions d'USD contre un budget de 35,2 millions d'USD. Pour 2023, les réalisations globales ont dépassé le budget de 36,5 millions d'USD avec un montant de 40,5 millions d'USD. Toutefois, en regardant dans le détail, on constate que si les programmes semblent en moyenne avoir répondu aux attentes budgétaires (35,4 millions d'USD de réalisations contre 30,3 millions d'USD de budget), le budget de base de 6,2 millions d'USD n'a pas été atteint, les réalisations s'élevant à 5,2 millions d'USD, soit un déficit de 1 million d'USD. 	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse; text-align: center;"> <tr><th colspan="3">Sous-total – 1 120 770</th></tr> <tr> <th>Coûts de personnel</th> <th>Frais de fonctionnement Coûts</th> <th>Investissements</th> </tr> <tr> <td>581 553</td> <td>529 292</td> <td>9 925</td> </tr> <tr><th colspan="3">Source de financement</th></tr> <tr> <td>AU</td> <td>158 846</td> <td></td> </tr> <tr> <td>CH</td> <td>38 474</td> <td></td> </tr> <tr> <td>NZ</td> <td>136 184</td> <td></td> </tr> <tr> <td>PR</td> <td>766 046</td> <td></td> </tr> <tr> <td>UE</td> <td>21 219</td> <td></td> </tr> </table>	Sous-total – 1 120 770			Coûts de personnel	Frais de fonctionnement Coûts	Investissements	581 553	529 292	9 925	Source de financement			AU	158 846		CH	38 474		NZ	136 184		PR	766 046		UE	21 219		<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse; text-align: center;"> <tr><th colspan="3">Sous-total – 1 076 180</th></tr> <tr> <th>Coûts de personnel</th> <th>Frais de fonctionnement Coûts</th> <th>Investissements</th> </tr> <tr> <td>611 679</td> <td>464 501</td> <td></td> </tr> <tr><th colspan="3">Source de financement</th></tr> <tr> <td>AU</td> <td>185 767</td> <td></td> </tr> <tr> <td>CH</td> <td>22 267</td> <td></td> </tr> <tr> <td>NZ</td> <td>16 506</td> <td></td> </tr> <tr> <td>PR</td> <td>834 269</td> <td></td> </tr> <tr> <td>UE</td> <td>17 371</td> <td></td> </tr> </table>	Sous-total – 1 076 180			Coûts de personnel	Frais de fonctionnement Coûts	Investissements	611 679	464 501		Source de financement			AU	185 767		CH	22 267		NZ	16 506		PR	834 269		UE	17 371	
		Sous-total – 1 120 770																																																										
Coûts de personnel	Frais de fonctionnement Coûts	Investissements																																																										
581 553	529 292	9 925																																																										
Source de financement																																																												
AU	158 846																																																											
CH	38 474																																																											
NZ	136 184																																																											
PR	766 046																																																											
UE	21 219																																																											
Sous-total – 1 076 180																																																												
Coûts de personnel	Frais de fonctionnement Coûts	Investissements																																																										
611 679	464 501																																																											
Source de financement																																																												
AU	185 767																																																											
CH	22 267																																																											
NZ	16 506																																																											
PR	834 269																																																											
UE	17 371																																																											
OO3.1.2 : <ul style="list-style-type: none"> Maintien des réserves à un niveau positif <p style="text-align: center;">ATTEINT</p>	OO3.1.2 : <ul style="list-style-type: none"> Maintien des réserves à un niveau positif <p style="text-align: center;">ATTEINT</p>	OO3.1.2 : <ul style="list-style-type: none"> Maintien des réserves à un niveau positif <p style="text-align: center;">ATTEINT</p>	OO3.1.1.2 : <ul style="list-style-type: none"> Les soldes des réserves pour les exercices financiers clos le 31 décembre 2022 et le 31 décembre 2023 sont respectivement de 1 million d'USD et de 2,3 millions d'USD. 	OO3.1.1.2 : <ul style="list-style-type: none"> Les soldes des réserves pour les exercices financiers clos le 31 décembre 2022 et le 31 décembre 2023 sont respectivement de 1 million d'USD et de 2,3 millions d'USD. 																																																								
OO3.2 Gérer les fonds de façon efficiente et transparente grâce à des systèmes financiers, de gestion des risques et d'audit efficaces, intégrés aux systèmes de gestion, de suivi et d'évaluation des programmes et de rapports	OO 3.2.0 Les fonds sont gérés de façon efficiente et transparente grâce à des systèmes financiers, de gestion des risques et d'audit efficaces, intégrés aux systèmes de gestion, de suivi et d'évaluation des programmes et de rapports.	OO3.2.1 : <ul style="list-style-type: none"> Les risques ont été recensés et atténués à l'aide d'une politique de gestion des risques actualisée 	OO3.2.1.1 <ul style="list-style-type: none"> Répondre aux demandes contractuelles et aux problèmes juridiques et les résoudre 	OO 3.2.1 <ul style="list-style-type: none"> Cf. OO 4.2.2.1 et 4.2.3.1 	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse; text-align: center;"> <tr><th colspan="3">Sous-total – 231 446</th></tr> <tr> <th>Coûts de personnel</th> <th>Frais de fonctionnement Coûts</th> <th>Investissements</th> </tr> <tr> <td>219 473</td> <td>11 973</td> <td></td> </tr> <tr><th colspan="3">Source de financement</th></tr> <tr> <td>AU</td> <td>14 129</td> <td></td> </tr> <tr> <td>CH</td> <td>624</td> <td></td> </tr> <tr> <td>GC</td> <td>2 750</td> <td></td> </tr> <tr> <td>NX</td> <td>388</td> <td></td> </tr> <tr> <td>NZ</td> <td>38 528</td> <td></td> </tr> <tr> <td>PR</td> <td>175 027</td> <td></td> </tr> </table>	Sous-total – 231 446			Coûts de personnel	Frais de fonctionnement Coûts	Investissements	219 473	11 973		Source de financement			AU	14 129		CH	624		GC	2 750		NX	388		NZ	38 528		PR	175 027		<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse; text-align: center;"> <tr><th colspan="3">Sous-total – 361 399</th></tr> <tr> <th>Coûts de personnel</th> <th>Frais de fonctionnement Coûts</th> <th>Investissements</th> </tr> <tr> <td>346 850</td> <td>14 549</td> <td></td> </tr> <tr><th colspan="3">Source de financement</th></tr> <tr> <td>AU</td> <td>88 787</td> <td></td> </tr> <tr> <td>CH</td> <td>4 467</td> <td></td> </tr> <tr> <td>NZ</td> <td>28 989</td> <td></td> </tr> <tr> <td>PR</td> <td>239 156</td> <td></td> </tr> </table>	Sous-total – 361 399			Coûts de personnel	Frais de fonctionnement Coûts	Investissements	346 850	14 549		Source de financement			AU	88 787		CH	4 467		NZ	28 989		PR	239 156	
		Sous-total – 231 446																																																										
Coûts de personnel	Frais de fonctionnement Coûts	Investissements																																																										
219 473	11 973																																																											
Source de financement																																																												
AU	14 129																																																											
CH	624																																																											
GC	2 750																																																											
NX	388																																																											
NZ	38 528																																																											
PR	175 027																																																											
Sous-total – 361 399																																																												
Coûts de personnel	Frais de fonctionnement Coûts	Investissements																																																										
346 850	14 549																																																											
Source de financement																																																												
AU	88 787																																																											
CH	4 467																																																											
NZ	28 989																																																											
PR	239 156																																																											
OO3.2.2 : <ul style="list-style-type: none"> Les systèmes fiduciaires ont assuré une gestion financière précise et intégrée <p style="text-align: center;">ATTEINT</p>	OO3.2.2.1 : <ul style="list-style-type: none"> Évaluer et suivre continuellement les risques Favoriser la réalisation d'un plan de travail d'audit interne pour mitiger les risques identifiés Fournir des déclarations et des données financières précises et en temps voulu pour 2022 et 2023 	OO3.2.2.1 : <ul style="list-style-type: none"> Les systèmes fiduciaires ont assuré une gestion financière précise et intégrée. Au niveau de l'équipe FAD, le suivi et l'évaluation des risques au cours des opérations financières se sont poursuivis, ce qui s'est également reflété dans la révision de ses manuels de procédures financières et de passation de marchés, achevée en 2022. Le succès de la gestion des risques et du contrôle interne est évident et confirmé par les rapports positifs sur tous les audits du PROE et de ses projets menés en 2022 et 2023. L'équipe FAD a fourni des états financiers et des informations financières opportuns et exacts à tout moment au cours de l'année écoulée pour le PROE et tous ses partenaires bailleurs 	OO3.2.2 : <ul style="list-style-type: none"> Les systèmes fiduciaires ont assuré une gestion financière précise et intégrée. Au niveau de l'équipe FAD, le suivi et l'évaluation des risques au cours des opérations financières se sont poursuivis, ce qui s'est également reflété dans la révision de ses manuels de procédures financières et de passation de marchés, achevée en 2022. Le succès de la gestion des risques et du contrôle interne est évident et confirmé par les rapports positifs sur tous les audits du PROE et de ses projets menés en 2022 et 2023. L'équipe FAD a fourni des états financiers et des informations financières opportuns et exacts à tout moment au cours de l'année écoulée pour le PROE et tous ses partenaires bailleurs 	OO3.2.2 : <ul style="list-style-type: none"> Les systèmes fiduciaires ont assuré une gestion financière précise et intégrée. Au niveau de l'équipe FAD, le suivi et l'évaluation des risques au cours des opérations financières se sont poursuivis, ce qui s'est également reflété dans la révision de ses manuels de procédures financières et de passation de marchés, achevée en 2022. Le succès de la gestion des risques et du contrôle interne est évident et confirmé par les rapports positifs sur tous les audits du PROE et de ses projets menés en 2022 et 2023. L'équipe FAD a fourni des états financiers et des informations financières opportuns et exacts à tout moment au cours de l'année écoulée pour le PROE et tous ses partenaires bailleurs 																																																								

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 4 : le PROE joue un rôle de premier plan et s'implique dans des partenariats et des projets collaboratifs fructueux

PIP3
2022-2023

Objectifs institutionnels 2026	Résultats du PIP3 2022/2023	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Résultats stratégiques finaux atteints pour le PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD																																																																								
		O03.2.3 : • Les bailleurs et les partenaires ont approuvé les rapports financiers des projets concernés ATTEINT	O03.2.3.1 • Favoriser l'audit des projets afin de garantir l'obtention d'une opinion d'audit sans réserve pour 2022 et 2023 • Favoriser la satisfaction des exigences des bailleurs en fournissant des conseils et des services de haute qualité • Fournir des rapports financiers en temps voulu afin de répondre à toutes les exigences des bailleurs • Consolider la fonction d'audit interne (ressources, système et procédures) • Tirer parti de l'utilisation de la technologie pour automatiser les procédures manuelles	O03.2.3.1 • Rapports financiers opportuns et précis fournis en 2022 et 2023 pour tous les rapports financiers des bailleurs, requis et demandés. • Tous les audits réalisés en 2022 et 2023 pour le PROE et ses projets ont donné lieu à des rapports positifs.																																																																										
O03.3 Trouver des sources et des formes supplémentaires de soutien financier durable.	OO 3.3.0 Gestion de sources de financements supplémentaires avec un financement durable.	O03.3.1 : • La « politique de recouvrement des coûts » est appliquée et utilisée efficacement pour les investissements provenant des contributions des donateurs. ATTEINT	O03.3.1-O03.3.3 • Contrôler les contributions au titre d'appui aux programmes et les plans de recouvrement des coûts. • Examiner les frais d'appui aux programmes	O03.3.1.1 • La « politique de recouvrement des coûts » est bien appliquée et utilisée pour les investissements provenant des contributions des bailleurs dans l'ensemble des programmes. • Les frais d'appui aux programmes perçus en 2022 s'élevaient à 1,8 million d'USD, contre 1,3 million d'USD l'année précédente. En 2023, la collecte des frais d'appui aux programmes a augmenté pour atteindre 2,4 millions d'USD.	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr><th colspan="3">Sous-total –</th></tr> <tr> <th style="width: 33%;">Coûts de personnel</th> <th style="width: 33%;">Frais de fonctionnement</th> <th style="width: 33%;">Investissements</th> </tr> <tr> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> <tr><td colspan="3" style="text-align: center;">Source de financement</td></tr> <tr><td colspan="3"> </td></tr> <tr><td colspan="3" style="text-align: center;">Sous-total – 63 759</td></tr> <tr> <th>Coûts de personnel</th> <th>Frais de fonctionnement</th> <th>Investissements</th> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">60 864</td> <td style="text-align: center;">2 895</td> <td></td> </tr> <tr><td colspan="3" style="text-align: center;">Source de financement</td></tr> <tr> <td style="text-align: center;">NX</td> <td style="text-align: center;">45</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">PR</td> <td style="text-align: center;">63 057</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">UE</td> <td style="text-align: center;">657</td> <td></td> </tr> </table>	Sous-total –			Coûts de personnel	Frais de fonctionnement	Investissements				Source de financement						Sous-total – 63 759			Coûts de personnel	Frais de fonctionnement	Investissements	60 864	2 895		Source de financement			NX	45		PR	63 057		UE	657		<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr><th colspan="3">Sous-total –</th></tr> <tr> <th style="width: 33%;">Coûts de personnel</th> <th style="width: 33%;">Frais de fonctionnement</th> <th style="width: 33%;">Investissements</th> </tr> <tr> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> <tr><td colspan="3" style="text-align: center;">Source de financement</td></tr> <tr><td colspan="3"> </td></tr> <tr><td colspan="3" style="text-align: center;">Sous-total – 62 205</td></tr> <tr> <th>Coûts de personnel</th> <th>Frais de fonctionnement</th> <th>Investissements</th> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">62 173</td> <td style="text-align: center;">32</td> <td></td> </tr> <tr><td colspan="3" style="text-align: center;">Source de financement</td></tr> <tr> <td style="text-align: center;">CH</td> <td style="text-align: center;">1 018</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">NX</td> <td style="text-align: center;">32</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">PR</td> <td style="text-align: center;">61 155</td> <td></td> </tr> </table>	Sous-total –			Coûts de personnel	Frais de fonctionnement	Investissements				Source de financement						Sous-total – 62 205			Coûts de personnel	Frais de fonctionnement	Investissements	62 173	32		Source de financement			CH	1 018		NX	32		PR	61 155	
		Sous-total –																																																																												
		Coûts de personnel			Frais de fonctionnement	Investissements																																																																								
Source de financement																																																																														
Sous-total – 63 759																																																																														
Coûts de personnel	Frais de fonctionnement	Investissements																																																																												
60 864	2 895																																																																													
Source de financement																																																																														
NX	45																																																																													
PR	63 057																																																																													
UE	657																																																																													
Sous-total –																																																																														
Coûts de personnel	Frais de fonctionnement	Investissements																																																																												
Source de financement																																																																														
Sous-total – 62 205																																																																														
Coûts de personnel	Frais de fonctionnement	Investissements																																																																												
62 173	32																																																																													
Source de financement																																																																														
CH	1 018																																																																													
NX	32																																																																													
PR	61 155																																																																													
		O03.3.2 • Au moins 75 % des projets ont inclus une procédure de recouvrement des coûts.		O03.3.1-O03.3.2 • Tous les projets, dans la mesure où ils sont pertinents et appropriés conformément aux accords avec les bailleurs, ont été soumis à des démarches de recouvrement des coûts, pour lesquels les fonds crédités se sont élevés à 651 000 USD en 2022 (contre 610 000 USD en 2021), tout en augmentant à 871 000 USD en 2023. Cela illustre bien l'efficacité continue des mesures de recouvrement des coûts mises en œuvre par le Secrétariat au cours des deux dernières années.																																																																										
		O03.3.3 • Les frais d'appui aux programmes sont intégrés dans les budgets des projets concernés. ATTEINT																																																																												

TOTAL DE L'OBJECTIF ORGANISATIONNEL 3		Budget réel 2022	Budget réel supplémentaire 2023
	Total coûts de personnel	861 890	1 020 702
	Total Frais de fonctionnement	544 160	479 083
	Total Dépenses d'investissement	9 925	
	TOTAL GLOBAL	<u>1 415 975 \$</u>	<u>1 499 784 \$</u>

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 4 : le PROE joue un rôle de premier plan et s'implique dans des partenariats et des projets collaboratifs fructueux

PIP3
2022-2023

Objectifs institutionnels 2026	Résultats du PIP3 2022/2023	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Progression en vue de l'atteinte des objectifs du PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD																																																			
<p>OO4.1 améliorer les partenariats du PROE, y compris l'élaboration d'accords mutuellement bénéfiques, avec des rôles clairement définis pour les deux partenaires et des résultats mesurables qui sont vérifiés régulièrement.</p>	<p>OO 4.1.0 renforcement des partenariats du PROE sur la base d'accords mutuellement bénéfiques avec des rôles définis pour les partenaires en vue d'une appropriation durable.</p>	<p>OO4.1.1</p> <ul style="list-style-type: none"> La Stratégie du PROE pour la mobilisation des partenaires et des ressources suit des procédures et directives opérationnelles claires. <p>ATTEINT</p>	<p>OO4.1.1.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Élaborer des directives, critères et procédures clairs pour trouver, évaluer et sélectionner les nouveaux partenariats 	<p>OO4.1.1.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Les directives pour la mobilisation des partenaires et des ressources ont été rédigées en tenant compte des commentaires des membres du personnel. Les directives décrivent la procédure et les critères d'établissement de nouveaux partenariats. Les directives seront transformées en procédures et annexées au projet de politique de partenariat en cours d'élaboration. 	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <th colspan="3" style="text-align: center;">Sous-total – 699 231</th> </tr> <tr> <th style="text-align: center;">Coûts de personnel</th> <th style="text-align: center;">Frais de fonctionnement</th> <th style="text-align: center;">Investissements</th> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">571 107</td> <td style="text-align: center;">125 741</td> <td style="text-align: center;">383</td> </tr> <tr> <th colspan="3" style="text-align: center;">Source de financement</th> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">AU</td> <td style="text-align: center;">197 560</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">CH</td> <td style="text-align: center;">8 321</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">NX</td> <td style="text-align: center;">-2 842</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">NZ</td> <td style="text-align: center;">176 273</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">PR</td> <td style="text-align: center;">319 918</td> <td></td> </tr> </table>	Sous-total – 699 231			Coûts de personnel	Frais de fonctionnement	Investissements	571 107	125 741	383	Source de financement			AU	197 560		CH	8 321		NX	-2 842		NZ	176 273		PR	319 918		<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <th colspan="3" style="text-align: center;">Sous-total – 376 536</th> </tr> <tr> <th style="text-align: center;">Coûts de personnel</th> <th style="text-align: center;">Frais de fonctionnement</th> <th style="text-align: center;">Investissements</th> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">247 796</td> <td style="text-align: center;">128 740</td> <td></td> </tr> <tr> <th colspan="3" style="text-align: center;">Source de financement</th> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">AU</td> <td style="text-align: center;">114 243</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">CH</td> <td style="text-align: center;">58 649</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">NZ</td> <td style="text-align: center;">41 332</td> <td></td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">PR</td> <td style="text-align: center;">162 312</td> <td></td> </tr> </table>	Sous-total – 376 536			Coûts de personnel	Frais de fonctionnement	Investissements	247 796	128 740		Source de financement			AU	114 243		CH	58 649		NZ	41 332		PR	162 312	
		Sous-total – 699 231																																																							
		Coûts de personnel	Frais de fonctionnement	Investissements																																																					
		571 107	125 741	383																																																					
		Source de financement																																																							
		AU	197 560																																																						
		CH	8 321																																																						
		NX	-2 842																																																						
		NZ	176 273																																																						
PR	319 918																																																								
Sous-total – 376 536																																																									
Coûts de personnel	Frais de fonctionnement	Investissements																																																							
247 796	128 740																																																								
Source de financement																																																									
AU	114 243																																																								
CH	58 649																																																								
NZ	41 332																																																								
PR	162 312																																																								
<p>OO4.1.2</p> <ul style="list-style-type: none"> Au moins deux nouveaux partenariats ont été élaborés ou conclus pour contribuer à l'avancement dans le cadre des priorités environnementales, conformément aux engagements internationaux et régionaux <p>ATTEINT</p>	<p>OO4.1.2.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Envisager et élaborer de nouveaux partenariats stratégiques qui contribueront aux priorités du Plan stratégique 2017-2026 	<p>OO4.1.2.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Six nouveaux partenariats et cinq partenariats renouvelés signés, avec des universités, institutions de recherche et techniques, agences des Nations Unies et bailleurs. 																																																							
<p>OO4.1.3</p> <ul style="list-style-type: none"> Au moins 30 % des partenariats actuels génèrent des résultats qui ajoutent de la valeur à l'atteinte des priorités stratégiques du PROE <p>ATTEINT</p>	<p>OO4.1.3.1</p> <ul style="list-style-type: none"> Veiller à ce que l'intranet du PROE contienne des informations sur les résultats et les réalisations obtenus 	<p>OO4.1.3.1</p> <ul style="list-style-type: none"> L'intranet du PROE est régulièrement mis à jour à mesure que des partenariats (nouveaux ou renouvelés) sont convenus et signés. Ceux-ci sont accessibles et disponibles pour tout le personnel du PROE 																																																							
	<p>OO4.1.3.2</p> <ul style="list-style-type: none"> Contrôler la progression des partenariats actuels et en faire rapport, notamment s'agissant des principaux résultats et objectifs atteints 	<p>OO4.1.3.2</p> <ul style="list-style-type: none"> Le Groupe de référence des partenaires et des ressources a continué d'examiner les propositions de nouveaux partenariats du PROE, y compris les demandes de renouvellement de partenariats 																																																							

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 4 : le PROE joue un rôle de premier plan et s'implique dans des partenariats et des projets collaboratifs fructueux

PIP3
2022-2023

Objectifs institutionnels 2026	Résultats du PIP3 2022/2023	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Progression en vue de l'atteinte des objectifs du PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD																																																
			OO4.1.3.3 <ul style="list-style-type: none"> Mener une enquête sur l'engagement des partenaires auprès du PROE 	OO4.1.3.3 <ul style="list-style-type: none"> Le premier Dialogue avec les Partenaires du PROE a été organisé avec succès et a rassemblé plus de 100 participant-es des Membres, des bailleurs, des partenaires de développement, des universités, des instituts de recherche, des ONG et des agences multilatérales telles que l'ONU, la BAD et la Banque mondiale. 																																																		
OO4.2 Consolider la réputation du PROE et sa capacité à coordonner des partenariats productifs au niveau régional, qui obtiennent des résultats positifs en matière d'environnement.	OO4.2.0 Implication de partenariats régionaux stratégiques, p. ex. internationale soutenue par des engagements de haut niveau élevés lors de forums divers axés sur la protection et la sécurité de l'environnement dans la région océanique (OO3.3).	OO4.2.1 <ul style="list-style-type: none"> Au moins une manifestation stratégique de haut niveau a été organisée en partenariat avec le PROE et les principaux partenaires ATTEINT	OO4.2.1.1 <ul style="list-style-type: none"> Poursuivre la participation et les contributions aux principales instances du CORP, conformément au mandat du PROE, afin de favoriser l'atteinte des objectifs prioritaires définis par les dirigeant-es 	OO4.2.1.1 <ul style="list-style-type: none"> Le PROE a poursuivi sa participation aux procédures régionales par le biais des forums du CORP, notamment la Stratégie pour le Pacifique bleu à l'horizon 2050 Le PROE, dans son rôle de président du One CORP, a dirigé de main de maître la coordination de l'approche One CORP lors de la COP28. 	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse; text-align: center;"> <tr><th colspan="3">Sous-total – 270 984</th></tr> <tr> <th>Coûts de personnel</th> <th>Frais de fonctionnement</th> <th>Investissements</th> </tr> <tr> <td>220 213</td> <td>50 771</td> <td></td> </tr> <tr><th colspan="3">Source de financement</th></tr> <tr> <td>AU</td> <td>53 913</td> <td></td> </tr> <tr> <td>CH</td> <td>7 719</td> <td></td> </tr> <tr> <td>NZ</td> <td>58 442</td> <td></td> </tr> <tr> <td>PR</td> <td>150 911</td> <td></td> </tr> </table>	Sous-total – 270 984			Coûts de personnel	Frais de fonctionnement	Investissements	220 213	50 771		Source de financement			AU	53 913		CH	7 719		NZ	58 442		PR	150 911		<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse; text-align: center;"> <tr><th colspan="3">Sous-total – 376 536</th></tr> <tr> <th>Coûts de personnel</th> <th>Frais de fonctionnement</th> <th>Investissements</th> </tr> <tr> <td>247 796</td> <td>128 740</td> <td></td> </tr> <tr><th colspan="3">Source de financement</th></tr> <tr> <td>AU</td> <td>114 243</td> <td></td> </tr> <tr> <td>CH</td> <td>58 649</td> <td></td> </tr> <tr> <td>NZ</td> <td>41 332</td> <td></td> </tr> <tr> <td>PR</td> <td>162 312</td> <td></td> </tr> </table>	Sous-total – 376 536			Coûts de personnel	Frais de fonctionnement	Investissements	247 796	128 740		Source de financement			AU	114 243		CH	58 649		NZ	41 332		PR	162 312	
		Sous-total – 270 984																																																				
		Coûts de personnel	Frais de fonctionnement	Investissements																																																		
220 213	50 771																																																					
Source de financement																																																						
AU	53 913																																																					
CH	7 719																																																					
NZ	58 442																																																					
PR	150 911																																																					
Sous-total – 376 536																																																						
Coûts de personnel	Frais de fonctionnement	Investissements																																																				
247 796	128 740																																																					
Source de financement																																																						
AU	114 243																																																					
CH	58 649																																																					
NZ	41 332																																																					
PR	162 312																																																					
OO 4.2.2 <ul style="list-style-type: none"> Protection du PROE contre les actions en justice grâce à la résolution de litiges et aux mesures prises en réponse aux recommandations, avec conseils juridiques auprès de la direction pour tous les programmes ATTEINT	OO4.2.2.1 <ul style="list-style-type: none"> Fournir des conseils juridiques suffisants au personnel et à la direction pour garantir la protection juridique des engagements du PROE dans tous les programmes et départements 	OO4.2.2.1 <ul style="list-style-type: none"> Des conseils sont prodigués à l'équipe de direction et au PRMG 																																																				
OO 4.2.3 <ul style="list-style-type: none"> Les obligations contractuelles ont été remplies avec l'ensemble des parties (bailleurs, consultant-es, personnel, etc.), notamment en ce qui concerne les accords nationaux avec le gouvernement du Samoa portant sur les privilèges et immunités recevables (impôts, infractions civiles, etc.) pour l'ensemble du personnel ATTEINT	OO4.2.3.1 <ul style="list-style-type: none"> Veiller à ce que les obligations standard en vertu des contrats et des accords de partenariat soient maintenues dans tous les programmes lors des examens juridiques. Toute proposition de modification des conditions générales du contrat sera soigneusement examinée et négociée par le service juridique avant d'être incorporée 	OO4.2.3.1 <ul style="list-style-type: none"> La charge de travail autour des contrats a considérablement augmenté en 2022. L'utilisation de Docusign a rendu la vérification des contrats plus facile à gérer 																																																				

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 4 : le PROE joue un rôle de premier plan et s'implique dans des partenariats et des projets collaboratifs fructueux

PIP3
2022-2023

Objectifs institutionnels 2026	Résultats du PIP3 2022/2023	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Progression en vue de l'atteinte des objectifs du PIP3	Budget réel 2022 USD	Budget réel 2023 USD
			OO4.2.3.2 • Collaborer avec les principaux partenaires dans les instances et les concertations stratégiques de haut niveau, telles que les Conférences des Parties aux accords multilatéraux sur l'environnement, afin de mettre en exergue les grands enjeux et priorités en matière d'environnement	OO4.2.3.2 • Des conseils ont été fournis concernant les négociations autour de la protection de la biodiversité marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale et des eaux usées de Fukushima		
			OO4.2.3.3 • Actualiser les évaluations de la législation environnementale publiées en 2018 pour les Membres en tant que ressource pour les pays Membres, le personnel et les utilisateurs du public	OO4.2.3.3 • Mise à jour au 31 décembre 2022		

TOTAL DE L'OBJECTIF ORGANISATIONNEL 4		Budget réel 2022	Budget réel supplémentaire 2023
	Total coûts de personnel	791 320	924 705
	Total Frais de fonctionnement	176 512	270 805
	Total Dépenses d'investissement	2 383	1 779
	TOTAL GLOBAL	<u>970 215 \$</u>	<u>1 197 290 \$</u>

OBJECTIFS ORGANISATIONNELS : TOTAL GÉNÉRAL

PIP3
2022-2023

Objectifs institutionnels 2026	Résultats du PIP3 2022/2023	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Progression en vue de l'atteinte des objectifs du PIP3	Budget réel 2022 USD	Prévisions budgétaires 2023 USD																												
OO5.1 Recruter et garder les personnes qui apportent leurs compétences et leurs connaissances de manière collaborative pour exécuter le plan stratégique du PROE de manière efficace et efficiente, notamment la canalisation de l'assistance technique.	OO 5.1.0 Le personnel recruté et gardé dispose des compétences et des connaissances qui contribuent à la mise en œuvre efficace et efficiente du plan stratégique du PROE	OO5.1.1 a) La politique de recrutement et de sélection est à jour b) Le principe de ne pas dépasser les six mois pour une période de recrutement est adopté c) Un taux de rétention annuel du personnel d'au moins 70 % est atteint NON ATTEINT	OO5.1.1.1 <ul style="list-style-type: none"> Examiner et mettre à jour la politique de recrutement et de sélection et identifier les possibilités d'amélioration de la procédure. 	OO5.1.1.1 <ul style="list-style-type: none"> L'évaluation de la politique de recrutement et de sélection est en cours afin de veiller à ce qu'elle reste pertinente pour recruter et conserver un personnel qualifié et compétent pour le Secrétariat. Remarque : <ul style="list-style-type: none"> L'essai de la délégation pour la procédure de recrutement et de sélection aux programmes et aux départements a été prolongé pour toute l'année 2023 afin de permettre une meilleure comparaison. L'évaluation finale et les mises à jour avec les enseignements tirés seront achevées en 2024. La procédure de recrutement et de sélection a été mise à jour, y compris la délégation aux programmes et aux départements qui a été testée au quatrième trimestre 2022. L'examen de la politique de recrutement et de sélection est en cours, en tenant compte des enseignements tirés 	Sous-total – 184 098 <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse; margin-top: 5px;"> <thead> <tr> <th style="width: 33%;">Coûts de personnel</th> <th style="width: 33%;">Frais de fonctionnement Coûts</th> <th style="width: 33%;">Investissements</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td style="text-align: center;">157 210</td> <td style="text-align: center;">26 888</td> <td></td> </tr> </tbody> </table> Source de financement <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse; margin-top: 5px;"> <thead> <tr> <th style="width: 33%;"></th> <th style="width: 33%;">CH</th> <th style="width: 33%;">NZ</th> <th style="width: 33%;">PR</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td></td> <td style="text-align: center;">21 166</td> <td style="text-align: center;">36</td> <td style="text-align: center;">162 895</td> </tr> </tbody> </table>	Coûts de personnel	Frais de fonctionnement Coûts	Investissements	157 210	26 888			CH	NZ	PR		21 166	36	162 895	Sous-total – 249 273 <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse; margin-top: 5px;"> <thead> <tr> <th style="width: 33%;">Coûts de personnel</th> <th style="width: 33%;">Frais de fonctionnement Coûts</th> <th style="width: 33%;">Investissements</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td style="text-align: center;">185 431</td> <td style="text-align: center;">63 842</td> <td></td> </tr> </tbody> </table> Source de financement <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse; margin-top: 5px;"> <thead> <tr> <th style="width: 33%;"></th> <th style="width: 33%;">AU</th> <th style="width: 33%;">CH</th> <th style="width: 33%;">PR</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td></td> <td style="text-align: center;">6 595</td> <td style="text-align: center;">3 348</td> <td style="text-align: center;">239 330</td> </tr> </tbody> </table>	Coûts de personnel	Frais de fonctionnement Coûts	Investissements	185 431	63 842			AU	CH	PR		6 595	3 348	239 330
			Coûts de personnel	Frais de fonctionnement Coûts	Investissements																													
157 210	26 888																																	
	CH	NZ	PR																															
	21 166	36	162 895																															
Coûts de personnel	Frais de fonctionnement Coûts	Investissements																																
185 431	63 842																																	
	AU	CH	PR																															
	6 595	3 348	239 330																															
			OO5.1.1.2 <ul style="list-style-type: none"> Concevoir et appliquer un plan solide pour le personnel, comprenant : <ol style="list-style-type: none"> i. la planification de la succession ; ii. la gestion des talents ; iii. la rémunération et d'autres initiatives organisationnelles traitant des questions de rotation du personnel 	OO5.1.1.2 <ul style="list-style-type: none"> Bien que la période de recrutement se soit quelque peu améliorée, des retards persistent dans le processus de recrutement au cours de l'essai de la délégation en raison de plusieurs facteurs, surtout en ce qui concerne la capacité des équipes à mener à bien la procédure. Remarque : <ul style="list-style-type: none"> L'essai de la délégation pour la procédure de recrutement et de sélection aux programmes et aux départements a été prolongé pour toute l'année 2023 afin de permettre une meilleure comparaison. L'évaluation finale et les mises à jour avec les enseignements tirés seront achevées en 2024. OO5.1.1.3 Atteint Le taux de rétention est supérieur à 80 %.																														

OBJECTIFS ORGANISATIONNELS : TOTAL GÉNÉRAL

PIP3
2022-2023

Objectifs institutionnels 2026	Résultats du PIP3 2022/2023	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Progression en vue de l'atteinte des objectifs du PIP3	Budget réel 2022 USD	Prévisions budgétaires 2023 USD
		<p>OO5.1.2</p> <p>a) Une aide budgétaire est allouée et approuvée pour l'application de la Stratégie en matière de ressources humaines, notamment en ce qui concerne la rémunération, les performances et les mouvements de la grille salariale</p> <p>b) Au moins 50 % des recommandations de l'examen de la rémunération sont appliquées.</p> <p>c) Au moins 3 % de la prime de performance est versée.</p> <p>d) Au moins 50 % des recommandations relatives aux mouvements de marché sont appliquées</p> <p>e) Taux d'évaluation positif (au moins 70 %) pour les actions et les résolutions appuyées par les résultats provenant de la boîte à suggestion, du comité du personnel, et les questions du personnel, en général concernant les politiques, pratiques et méthodes de travail en matière de ressources humaines.</p> <p>NON ATTEINT</p>	<p>OO 5.1.2.1</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mettre en œuvre : <ul style="list-style-type: none"> i. les résultats approuvés de l'examen de la rémunération qui permettent d'actualiser la rémunération du personnel en fonction au marché du recrutement ; ii. les primes salariales pertinentes liées à la performance ; iii. les évolutions et ajustements pertinents de l'échelle des salaires. <p>OO 5.1.2.2</p> <ul style="list-style-type: none"> • Répondre et fournir des résolutions aux soumissions provenant de la boîte à suggestions, du Comité consultatif du personnel et des questions du personnel. 	<p>OO5.1.2.1</p> <ul style="list-style-type: none"> • Aucune aide budgétaire n'est allouée ni approuvée pour l'application de la Stratégie en matière de ressources humaines, notamment en ce qui concerne la rémunération, les performances et les mouvements de la grille salariale. • Le groupe de travail des Membres n'a pas avancé sur la question de l'examen des rémunérations. La révision des rémunérations réalisée en 2021 reste en suspens. • Le budget utilisé pour l'octroi d'une prime exceptionnelle de 2 % a été versé en 2023 pour saluer les performances du personnel, sous réserve de la disponibilité du budget à prendre en considération. • Aucune évolution ni aucun ajustement de l'échelle des salaires n'est prévu pour 2023. <p>OO5.1.2.2</p> <ul style="list-style-type: none"> • 90 % des questions du personnel ont été traitées et résolues par le département des ressources humaines, la direction et le comité du personnel ; toutefois, aucune enquête n'a été menée auprès du personnel. 		
		<p>OO5.1.3</p> <p>a) Le Règlement du personnel a été revu et mis à jour</p> <p>b) Des politiques qui soutiennent et responsabilisent le personnel dans son travail sont en place : <ul style="list-style-type: none"> i. Modalités de travail flexible et télétravail </p>	<p>OO5.1.3.1</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réviser et mettre à jour le Règlement du personnel 	<p>OO5.1.3.1</p> <ul style="list-style-type: none"> • La révision du Règlement du personnel est en bonne voie pour être achevée en 2024 <p>Acté :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la révision du Règlement du personnel est en bonne voie pour être achevée en 2024, afin d'intégrer les décisions de l'examen des rémunérations, qui ont un certain nombre de répercussions sur le Règlement du personnel. 		

OBJECTIFS ORGANISATIONNELS : TOTAL GÉNÉRAL

PIP3
2022-2023

Objectifs institutionnels 2026	Résultats du PIP3 2022/2023	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Progression en vue de l'atteinte des objectifs du PIP3	Budget réel 2022 USD	Prévisions budgétaires 2023 USD																																																						
		ii. Rémunération du personnel iii. Engagement et emploi secondaires iv. Plaintes v. Système d'amélioration des résultats personnels NON ATTEINT	O05.1.3.2 • Évaluer les politiques et les questions associées aux points suivants, ou élaborer de nouvelles politiques en lien avec elles : i. Modalités de travail flexibles et télétravail (FWRA) ii. Rémunération du personnel iii. Engagement et emploi secondaires iv. Plaintes v. Système d'amélioration des résultats personnels vi. Autres politiques basées sur la hiérarchisation des problèmes	O05.1.3.2 • Le calendrier de révision du Règlement sur les personnes est en bonne voie pour être achevé en 2024. Acté : • Les projets de politiques relatives à l'indemnité de départ et aux griefs ont été achevés et sont en bonne voie pour passer à l'étape de l'approbation en 2024. Un certain nombre de politiques relatives au personnel, dont le système du Plan d'amélioration des résultats personnels, sont en cours d'élaboration et devraient faire l'objet d'une évaluation en 2024. La directive portant sur le recrutement de proches a été approuvée. • Le calendrier de révision du Règlement sur les personnes est en bonne voie pour être achevé en 2024.																																																								
O05.2 Renforcer notre potentiel et nos capacités en ressources humaines par la formation professionnelle continue au sein d'une culture professionnelle valorisante et dans un environnement de travail stimulant	O05.2.0 : Renforcement du potentiel et des capacités en ressources humaines par la formation professionnelle continue au sein d'une culture professionnelle valorisante dans un environnement de travail stimulant (Pacifique)	O05.2.1 a) Budget de capacité équivalent à 5 % de la masse salariale, approprié pour la direction, et des programmes de renforcement des capacités pour le personnel b) Au moins 70 % des membres du personnel ont suivi des programmes de développement professionnel continu et sur les capacités d'organisation NON ATTEINT	O05.2.1.1 • Les besoins du personnel identifiés dans leurs plans de formation et de perfectionnement sont pris en charge par des programmes de renforcement des capacités pertinents	O05.2.1.1 • Aucun budget de capacité équivalent à 5 % de la masse salariale, approprié pour la direction, et des programmes de renforcement des capacités pour le personnel. Acté : • Des programmes de renforcement des capacités, dont des programmes de remise à niveau, sont régulièrement mis en œuvre. • Des programmes de formation et de remise à niveau internes sont menés régulièrement pour répondre aux besoins institutionnels du personnel.	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse; text-align: center;"> <tr> <th colspan="3">Sous-total – 225 118</th> <th colspan="3">Sous-total – 282 750</th> </tr> <tr> <th>Coûts de personnel</th> <th>Frais de fonctionnement</th> <th>Investissements</th> <th>Coûts de personnel</th> <th>Frais de fonctionnement</th> <th>Investissements</th> </tr> <tr> <td>136 162</td> <td>77 884</td> <td>11 072</td> <td>151 904</td> <td>135 233</td> <td>4 387</td> </tr> <tr> <th colspan="3">Source de financement</th> <th colspan="3">Source de financement</th> </tr> <tr> <td>CH</td> <td>7 021</td> <td></td> <td>AU</td> <td>3 861</td> <td></td> </tr> <tr> <td>NX</td> <td>3 309</td> <td></td> <td>CH</td> <td>3 191</td> <td></td> </tr> <tr> <td>NZ</td> <td>13 585</td> <td></td> <td>NX</td> <td>-20 502</td> <td></td> </tr> <tr> <td>PR</td> <td>201 202</td> <td></td> <td>NZ</td> <td>72 500</td> <td></td> </tr> <tr> <td></td> <td></td> <td></td> <td>PR</td> <td>223 700</td> <td></td> </tr> </table>	Sous-total – 225 118			Sous-total – 282 750			Coûts de personnel	Frais de fonctionnement	Investissements	Coûts de personnel	Frais de fonctionnement	Investissements	136 162	77 884	11 072	151 904	135 233	4 387	Source de financement			Source de financement			CH	7 021		AU	3 861		NX	3 309		CH	3 191		NZ	13 585		NX	-20 502		PR	201 202		NZ	72 500					PR	223 700		
			Sous-total – 225 118			Sous-total – 282 750																																																						
Coûts de personnel	Frais de fonctionnement	Investissements	Coûts de personnel	Frais de fonctionnement	Investissements																																																							
136 162	77 884	11 072	151 904	135 233	4 387																																																							
Source de financement			Source de financement																																																									
CH	7 021		AU	3 861																																																								
NX	3 309		CH	3 191																																																								
NZ	13 585		NX	-20 502																																																								
PR	201 202		NZ	72 500																																																								
			PR	223 700																																																								
5.2.1.2 • Élaborer et appliquer les éléments suivants : i. Cadre des talents pour la direction ii. Cadre de renforcement des capacités iii. Programmes de renforcement des capacités et sur les capacités d'organisation	O05.2.1.2 • L'élaboration et la mise en œuvre du Cadre des talents pour la direction, du Cadre de renforcement des capacités et des Programmes de renforcement des capacités et sur les capacités d'organisation sont en cours, conformément au projet de Plan pour le personnel en place. Ils devraient être achevés en 2024/2025.																																																											

OBJECTIFS ORGANISATIONNELS : TOTAL GÉNÉRAL

PIP3
2022-2023

Objectifs institutionnels 2026	Résultats du PIP3 2022/2023	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Progression en vue de l'atteinte des objectifs du PIP3	Budget réel 2022 USD	Prévisions budgétaires 2023 USD																																							
		OO5.2.2 a) Au moins 70 % des quasi-accidents sont rapportés, enregistrés, et suscitent des réactions à leur égard NON ATTEINT b) Diminution du TRIFR (taux de fréquence des blessures enregistrables totales = nombre d'accidents × 1 000 000 ÷ nombre total d'heures de travail fournies par les employé-es) NON ATTEINT	OO5.2.2.1 • Élaborer et appliquer les éléments suivants : i. Système de gestion du bien-être, de la santé, de la sécurité, de l'hygiène et de l'environnement ii. Évaluation des politiques iii. Système de rapport d'accidents iv. Système de permis pour la sécurité au travail v. Système de gestion des changements OO5.2.2.1 • Réaliser deux audits annuels des contrôles et des dangers	OO5.2.2.1 • Aucun accident évité de justesse n'a été signalé. Acté : • Le projet de politique en matière de bien-être, de santé, de sécurité, d'hygiène et d'environnement a été achevé et devrait être approuvé en 2024. La formation du personnel aux premiers secours et aux situations d'urgence en cas d'incendie a été menée à bien afin d'assurer la sécurité sur le lieu de travail. OO5.2.2.1 • Le TRIFR n'a pas été déterminé en raison de l'absence d'incidents enregistrés ou signalés. Acté : • Aucun audit annuel des contrôles et des risques n'a été réalisé en 2023, mais il est prévu pour 2024/25 après approbation de la politique.																																									
OO5.3 Créer une culture constructive, responsabilisante et axée sur les résultats afin de créer une culture de travail en équipe collaborative qui respecte et valorise chacun.	OO5.3.0 Une culture axée sur les résultats a valorisé notre personnel à travers un travail d'équipe collaboratif.	OO5.3.1 a) Taux d'évaluation positif (au moins 70 %) obtenu par l'enquête sur la culture d'entreprise et la motivation concernant les actions visant les performances, la déontologie et l'intégrité du personnel, les communications, le travail d'équipe, les représentations et les pratiques	OO 5.3.1.1 • Mener une enquête sur la culture et l'engagement du personnel et élaborer un plan d'action pour traiter les résultats et les commentaires	OO5.3.1.1 • Aucune enquête sur la mobilisation du personnel n'a été réalisée, mais l'enquête portant sur la culture au sein de l'organisation a été réalisée dans le cadre du résultat 1 de la Stratégie en matière de ressources humaines. Acté : • L'enquête sur la culture au sein de l'organisation a été menée à bien et plusieurs activités relatives à la mobilisation du personnel ont progressé, notamment l'événement Pinktober, les Douze jours de Noël, les tableaux de motivation, etc. Ces activités ont suscité un grand nombre de retours positifs de la part du personnel. • Toutefois, les réactions concernant la révision du Règlement du personnel révèlent que moins de 70 % des personnes interrogées se disent satisfaites quant à la résolution de la plupart de leurs questions.	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse; text-align: center;"> <tr> <th colspan="3">Sous-total – 124 985</th> </tr> <tr> <th>Coûts de personnel</th> <th>Frais de fonctionnement</th> <th>Investissements</th> </tr> <tr> <td>119 769</td> <td>5 216</td> <td></td> </tr> <tr> <th colspan="3">Source de financement</th> </tr> <tr> <td>CH</td> <td>2 755</td> <td></td> </tr> <tr> <td>PR</td> <td>122 230</td> <td></td> </tr> </table>	Sous-total – 124 985			Coûts de personnel	Frais de fonctionnement	Investissements	119 769	5 216		Source de financement			CH	2 755		PR	122 230		<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse; text-align: center;"> <tr> <th colspan="3">Sous-total – 123 886</th> </tr> <tr> <th>Coûts de personnel</th> <th>Frais de fonctionnement</th> <th>Investissements</th> </tr> <tr> <td>122 733</td> <td>1 153</td> <td></td> </tr> <tr> <th colspan="3">Source de financement</th> </tr> <tr> <td>AU</td> <td>1 153</td> <td></td> </tr> <tr> <td>CH</td> <td>2 298</td> <td></td> </tr> <tr> <td>PR</td> <td>120 435</td> <td></td> </tr> </table>	Sous-total – 123 886			Coûts de personnel	Frais de fonctionnement	Investissements	122 733	1 153		Source de financement			AU	1 153		CH	2 298		PR	120 435	
Sous-total – 124 985																																													
Coûts de personnel	Frais de fonctionnement	Investissements																																											
119 769	5 216																																												
Source de financement																																													
CH	2 755																																												
PR	122 230																																												
Sous-total – 123 886																																													
Coûts de personnel	Frais de fonctionnement	Investissements																																											
122 733	1 153																																												
Source de financement																																													
AU	1 153																																												
CH	2 298																																												
PR	120 435																																												

OBJECTIFS ORGANISATIONNELS : TOTAL GÉNÉRAL

PIP3
2022-2023

Objectifs institutionnels 2026	Résultats du PIP3 2022/2023	Indicateurs 2022-2023	Activités principales 2022-2023	Progression en vue de l'atteinte des objectifs du PIP3	Budget réel 2022 USD	Prévisions budgétaires 2023 USD
		b) Au moins 90 % des membres du personnel participent à un travail d'équipe collaboratif qui valorise les normes des uns et des autres, favorisant une culture d'inclusion et de résilience NON ATTEINT	OO 5.3.1.2 • Élaborer et appliquer les éléments suivants : i. Cadre des valeurs et de compétences ii. Programme de transformation culturelle en vue de renforcer l'inclusion et la résilience	OO5.3.1.2 • Moins de 90 % de mobilisation et d'implication du personnel dans les activités institutionnelles appuyant les initiatives et les programmes de transformation de la culture. Acté : • Le Cadre des valeurs et des compétences est en cours d'élaboration en tant que partie intégrante du projet de Plan pour le personnel. Le programme de transformation de la culture est en cours.		

		Budget réel 2022	Budget réel supplémentaire 2023
TOTAL DE L'OBJECTIF ORGANISATIONNEL 5	Total coûts de personnel	413 141	460 069
	Total Frais de fonctionnement	109 987	200 228
	Total Dépenses d'investissement	11 072	-4 387
	TOTAL GLOBAL	<u>534 200 \$</u>	<u>655 909 USD</u>

GRAND TOTAL OBJECTIFS ORGANISATIONNELS		Budget réel 2022	Budget réel 2023
	Total coûts de personnel	3 462 848	3 847 081
	Total Frais de fonctionnement	1 951 974	1 309 684
	Total Dépenses d'investissement	48 733	8 286
	TOTAL GLOBAL	<u>5 463 555 \$</u>	<u>5 165 051 \$</u>

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES PAR SOURCE DE FINANCEMENT 2022 ET BUDGET SUPPLÉMENTAIRE 2023		
	USD 2022	USD 2023
Personnel		
Budget supplémentaire Australie	380 162	394 805
Chine	57 418	190 064
Budget supplémentaire Nouvelle-Zélande	458 469	447 907
Hors budget supplémentaire Nouvelle-Zélande	1 053 142	512 811
Appui aux programmes	3 241 462	3 254 010
Sous-total	5 190 653 USD	4 799 597 USD
Fonctionnement		
Budget supplémentaire Australie	116 760	109 710
Hors budget supplémentaire Australie		255 093
Union européenne	6 000	7 000
Budget supplémentaire Nouvelle-Zélande	8 000	10 000
Hors budget supplémentaire Nouvelle-Zélande	259 000	259 000
Appui aux programmes	628 634	730 794
Sous-total	1 018 394 \$	1 371 597 USD
Investissement		
Budget supplémentaire Australie	8 000	7 000
Union européenne	2 000	
Budget supplémentaire Nouvelle-Zélande	2 000	
Appui aux programmes	48 500	28 000
Sous-total	60 500	35 000
TOTAL GÉNÉRAL	6 269 547 \$	6 206 194 USD

ANALYSE BUDGÉTAIRE DÉTAILLÉE POUR L'EXERCICE 2022 – RÉSILIENCE FACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

PIP3
2022-2023

DETAILED BUDGET ANALYSIS FOR YEARS 2022 - By Targets						
CLIMATE CHANGE AND RESILIENCE						
	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates
	1110	1120	1130	1140	1150	Grand Total
IMPLEMENTATION COSTS						
I. PERSONNEL COSTS						
Director, Climate Change	75,578	43,187	43,187	43,187	43,187	248,326
CCR Programme Assistant	7,573	4,327	4,327	4,327	4,327	24,882
Climate Change Adaptation Adviser	59,220	26,320		39,480	26,320	151,341
Climate Change Adviser	57,669	32,954	32,954	32,954	32,954	189,483
CliPSCO	80,132					80,132
Coastal and Marine Ecosystems Adviser		28,455		7,114		35,569
CossPac Capacity Development Officer			84,588			84,588
CossPac Climate Traditional Knowledge Officer			73,492			73,492
CossPac Climatology Officer			113,319			113,319
Finance and Administration Officer (SUPA)	29,530					29,530
FRDP Coordinator	135,252					135,252
Impact Analysis Adviser (SUPA)	109,387					109,387
Information and Research Officer (SUPA)	29,524					29,524
Meteorology and Climatology Adviser			182,422			182,422
Monitoring & Evaluation Officer - PACRES	132,258					132,258
Pacific MetDesk Project Assistant			23,190			23,190
PACRES Finance & Administration Officer	35,959					35,959
PACRES Information / Knowledge Officer	32,614					32,614
Project Development Coordinator Kiwa Initiative		124,498				124,498
Project Manager - PACRES	159,623					159,623
Technical and Financial Assistant - CISRDP - Vanuatu	7,264					7,264
Vanuatu - Climate Information Services Officer	41,804					41,804
Total Personnel Costs	993,387	259,741	557,480	127,062	106,788	2,044,458
II. OPERATING COSTS						
Consultancies	816,397	100,000	114,000	577,000		1,607,397
Direct_Funding	2,722,363		127,000			2,849,363
Other	633,606	18,000	156,444	2,350		810,399
Travel	164,804	25,000	138,548	140,550		468,902
Workshop_and_Trainings	696,743	50,000	324,054	127,500		1,198,297
Total Operating Costs	5,033,913	193,000	860,046	847,400	-	6,934,358
III. CAPITAL EXPENDITURE		5,000	26,800	4,000		35,800
Grand Total	6,027,300	457,741	1,444,325	978,462	106,788	9,014,616
	1110	Capacity of Pacific island Members strengthened to manage national CCR programmes (CCA, LCD, NDCs, and DRR) in achieving national development goals under regional and international				
	1120	Minimised multiple pressures on vulnerable Pacific island ecosystems by implementing ecosystem-based approaches to climate change adaptation, including responses to ocean acidification and sea level rise, to sustain biodiversity and the provision of ecosystem services that support livelihoods and sustainable development.				
	1130	Enhanced National Meteorological and Hydrological Services (NMHS) capacity in weather forecasting, early warning systems, long-term projections, and improved climate services to support Members' decision-making and coordination through the Pacific Meteorological Council.				
	1140	Pacific island Member national institutions strengthened through access to climate change finances and national accreditation processes.				
	1150	Pacific Island Members implemented policy measures regarding loss and damage to life and property and disaster induced population mobility.				

ANALYSE BUDGÉTAIRE SUPPLÉMENTAIRE DÉTAILLÉE POUR L'EXERCICE 2023 – RÉSILIENCE FACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

PIP3
2022-2023

DETAILED BUDGET ANALYSIS FOR YEARS 2023 - By Targets						
CLIMATE CHANGE AND RESILIENCE						
	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Supplementary Budget Estimates
	1110	1120	1130	1140	1150	Grand Total
IMPLEMENTATION COSTS						
I. PERSONNEL COSTS						
Director, Climate Change	79,570	45,469	45,469	45,469	45,469	261,445
CCR Programme Assistant	5,473	5,473	5,473	5,473	5,473	27,367
Cleaner / Teaperson	15,203					15,203
Climate Change Adaptation Adviser	78,576	34,923		52,384	34,923	200,806
Climate Change Adviser	48,767	27,867	27,867	27,867	27,867	160,233
Climate Change Finance Readiness Adviser	160,557					160,557
ClimSA Finance and Administration Officer			105,952			105,952
ClimSA Knowledge Brokerage Officer			105,952			105,952
ClimSA Project Manager			140,189			140,189
ClimSA Regional Climate Center Coordinator			105,952			105,952
Coastal and Marine Ecosystems Adviser		30,448		7,612		38,060
Finance and Administration Officer (SUPA)	34,146					34,146
Impact Analysis Adviser (SUPA)	148,346					148,346
Information and Research Officer (SUPA)	34,836					34,836
Manager, Pacific Climate Change Centre	171,713					171,713
Meteorology and Climatology Adviser			159,603			159,603
PCCC Finance & Administration Officer	29,244					29,244
PCCC Technical Adviser - KM & Brokerage	115,301					115,301
PCCC Technical Adviser - Science to Services	105,427					105,427
Project Development Coordinator Kiwa Initiative		101,134				101,134
Technical and Financial Assistant - CISRDP - Vanuatu	34,362					34,362
Vanuatu - Climate Information Services Officer	102,485					102,485
Total Personnel Costs	1,164,007	245,313	696,455	138,805	113,732	2,358,312
II. OPERATING COSTS						
Consultancies	398,996	100,000	621,952	253,600		1,374,548
Direct Funding	131,480		127,000			258,480
Other	1,869,861	21,500	663,382	2,350		2,557,093
Travel	25,848	50,000	400,424	80,908		557,180
Workshop and Trainings	251,013	60,000	288,834	70,900		670,747
Total Operating Costs	2,677,198	231,500	2,101,591	407,758	-	5,418,047
III. CAPITAL EXPENDITURE		5,000	637,592			642,592
Grand Total	3,841,205	481,813	3,435,638	546,563	113,732	8,418,950
1110	Capacity of Pacific island Members strengthened to manage national CCR programmes (CCA, LCD, NDCs, and DRR) in achieving national development goals under regional and international agreements					
1120	Minimised multiple pressures on vulnerable Pacific island ecosystems by implementing ecosystem-based approaches to climate change adaptation, including responses to ocean acidification and sea level rise, to sustain biodiversity and the provision of ecosystem services that support livelihoods and sustainable development.					
1130	Enhanced National Meteorological and Hydrological Services (NMHS) capacity in weather forecasting, early warning systems, long-term projections, and improved climate services to support Members' decision-making and coordination through the Pacific Meteorological Council.					
1140	Pacific island Member national institutions strengthened through access to climate change finances and national accreditation processes.					
1150	Pacific Island Members implemented policy measures regarding loss and damage to life and property and disaster induced population mobility.					

DETAILED BUDGET ANALYSIS FOR YEARS 2022 - By Targets					
ISLAND AND OCEAN ECOSYSTEM					
	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates
IMPLEMENTATION COSTS	2210	2220	2230	2240	Grand Total
I. PERSONNEL COSTS					
Director, Island and Ocean Ecosystem	76,004	54,288	54,288	54,288	238,869
IOE Programme Assistant	8,161	5,829	5,829	5,829	25,649
BIEM Project Technical & Finance Assistant	12,601	10,414	10,417		33,431
Biodiversity Adviser		153,051			153,051
BIOPAMA Protected Area Officer	112,894				112,894
Coastal and Marine Ecosystems Adviser	56,910	56,910			113,820
Communications Officer, PRISMSS				22,650	22,650
Ecosystem Biodiversity Officer		140,524			140,524
GEF 6 RIS Project Coordinator				100,605	100,605
GEF 6 RIS Project RMI Coordinator				57,223	57,223
Information Technology and Administration Officer, PRISMSS				22,650	22,650
Invasive Species Adviser				150,638	150,638
Invasive Species Coordinator - Protégé				108,854	108,854
Invasive Species PRISMSS Associate				36,821	36,821
Project Manager - BIEM Project	61,455	50,788	50,803		163,046
				152,481	152,481
Spatial Analysis Specialist - Protected Areas				108,141	108,141
Technical Waste Project Coordinator			1,221		1,221
Threatened & Migratory Species Adviser			147,783		147,783
Turtle Database and Conservation Officer			17,448		17,448
Total Personnel Costs	328,024	471,805	287,790	820,180	1,907,799
II. OPERATING COSTS					
Consultancies	55,514	361,514	469,940	2,148,048	3,035,016
Direct_Funding				196,400	196,400
Other	50,333	164,442	84,122	565,397	864,293
Travel	18,533	37,873	13,333	43,973	113,712
Workshop_and_Trainings	7,000	19,360	8,120	281,753	316,233
Total Operating Costs	131,380	583,189	575,515	3,235,571	4,525,655
III. CAPITAL EXPENDITURE					
		4,500			4,500
Grand Total	459,404	1,059,494	863,304	4,055,751	6,437,953
	2210	Supported effective management and protection of marine and coastal ecosystems towards healthy oceans supporting sustainable development			
	2220	Supported the conservation and sustainable use of marine, coastal, and terrestrial ecosystems and biodiversity consistent with international commitments			
	2230	Supported measures to prevent extinction and conservation of threatened			
	2240	Significantly reduced the socio-economic and ecological impact of invasive species on land and water ecosystems by controlling and eradicating priority			

ANALYSE BUDGÉTAIRE SUPPLÉMENTAIRE DÉTAILLÉE POUR L'EXERCICE 2023 : ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES ET OCÉANIQUES

PIP3
2022-2023

DETAILED BUDGET ANALYSIS FOR YEARS 2023 - By Targets					
ISLAND AND OCEAN ECOSYSTEM					
	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Supplementa ry Budget Estimates
IMPLEMENTATION COSTS	2210	2220	2230	2240	Grand Total
I. PERSONNEL COSTS					
Director, Island and Ocean Ecosystem	87,198	58,918	58,918	58,918	263,952
IOE Programme Assistant	11,221	7,582	7,582	7,582	33,967
BIEM Project Technical & Finance Assistant	9,879	8,164	8,167		26,210
Biodiversity Adviser		182,855			182,855
BIOPAMA Protected Area Officer	70,024				70,024
Coastal and Marine Ecosystems Adviser	60,895	60,895			121,791
Communications Officer, PRISMSS				23,195	23,195
Ecosystem Biodiversity Officer		147,694			147,694
GEF 6 RIS Project Coordinator				116,114	116,114
GEF 6 RIS Project RMI Coordinator				54,129	54,129
Information Technology and Administration Officer, PRISMSS				23,195	23,195
Invasive Species Adviser				171,807	171,807
Invasive Species Coordinator - Protégé				122,611	122,611
Invasive Species PRISMSS Associate				41,804	41,804
Pacific BioScapes Coastal and Marine Specialist	121,109				121,109
Pacific BioScapes Communications and Outreach Specialist	121,109				121,109
Pacific BioScapes Project Manager	150,244				150,244
Pacific BioScapes Senior Finance and Administration Officer	105,875				105,875
Pacific BioScapes Solomon Is Country Coordinator	134,857				134,857
Project Manager - BIEM	44,957	37,154	37,165		119,276
Project Manager, Regional Invasive Species Project				149,606	149,606
Spatial Analysis Specialist - Protected Areas Threatened & Migratory Species Adviser			168,284	143,026	168,284
Total Personnel Costs	917,368	503,262	280,115	911,988	2,612,733
II. OPERATING COSTS					
Consultancies		472,015		1,337,076	1,809,091
Direct_Funding				576,400	576,400
Other	9,800	204,703	3,880	332,108	550,491
Travel	5,200	97,330		43,973	146,503
Workshop_and_Trainings		303,468	1,120	217,835.344	522,423
Total Operating Costs	15,000	1,077,516	5,000	2,507,392	3,604,908
Capital		4,040			4,040
Grand Total	932,368	1,584,818	285,115	3,419,380	6,221,682
	2210	Supported effective management and protection of marine and coastal ecosystems towards healthy oceans supporting sustainable development through food security			
	2220	Supported the conservation and sustainable use of marine, coastal, and terrestrial ecosystems and biodiversity consistent with international commitments			
	2230	Supported measures to prevent extinction and conservation of threatened species.			
	2240	Significantly reduced the socio-economic and ecological impact of invasive species on land and water ecosystems by controlling and eradicating priority species.			

**ANALYSE BUDGÉTAIRE DÉTAILLÉE POUR L'EXERCICE 2022 : GESTION DES DÉCHETS ET
LUTTE CONTRE LA POLLUTION**
**PIP3
2022-2023**

DETAILED BUDGET ANALYSIS FOR YEARS 2022 - By Targets					
WASTE MANAGEMENT AND POLLUTION CONTROL					
	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates
IMPLEMENTATION COSTS	3310	3320	3330	3340	Grand Total
Director, Waste Management & Pollution Control	70,726	44,204	44,204	44,204	203,337
WMPC Programme Assistant	10,510	6,569	6,569	6,569	30,216
Communications & Stakeholder Engagement Officer		110,756			110,756
Hazardous Waste Management Adviser	76,368	47,730	47,730	47,730	219,558
Marine Pollution Adviser	60,208	37,630	37,630	37,630	173,097
Monitoring & Evaluation Specialist		126,267			126,267
PACWASTE Plus Project Manager	194,711				194,711
PacWaste+ Communications Officer	130,104				130,104
PacWaste+ Procurement and Finance Officer	123,096				123,096
PacWaste+ Project Technical Asst	39,491				39,491
PacWaste+ Regional Project Officer - Fiji	32,225				32,225
PacWaste+ Regional Project Officer -	29,627				29,627
POLP Project Manager		175,804			175,804
Project Support Officer		30,348			30,348
Senior Project Officer		110,756			110,756
Solid Waste Management Adviser	43,249	30,892	30,892	30,892	135,926
Technical Waste Project Coordinator		110,677			110,677
Technical Waste Project Officer - Hazard	121,183				121,183
Technical Waste Project Officer - Resource Recovery	100,163				100,163
Technical Waste Project Officer - Solid Waste	124,723				124,723
Total Personnel Costs	1,156,384	831,633	167,024	167,024	2,322,066
II. OPERATING COSTS					
Consultancies	780,504	5,615,943	82,200	49,200	6,527,847
Direct_Funding			270,000		270,000
Travel					-
Workshop_and_Trainings	31,219	982,800		102,620	1,116,639
Other	126,975	764,979	49,830	18,432	960,216
Total Operating Costs	938,698	7,363,722	402,030	170,252	8,874,702
III. CAPITAL EXPENDITURE					
				2,500.00	2,500
Grand Total	2,095,082	8,195,354	569,054	339,776	11,199,267
	3310	Minimised the adverse impacts of waste through environmentally sound life cycle management in accordance with agreed regional and international frameworks including Cleaner Pacific 2025			
	3320	Strengthened institutional mechanisms at all levels for waste management and pollution control			
	3330	Waste minimisation contributed to social and economic development of communities adopting mechanisms for resource recovery			
	3340	PICTs made evidence-based decisions using reliable waste and pollution			

**ANALYSE BUDGÉTAIRE SUPPLÉMENTAIRE DÉTAILLÉE POUR L'EXERCICE 2023 :
GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION**

**PIP3
2022-2023**

DETAILED BUDGET ANALYSIS FOR YEARS 2023 - By Targets					
WASTE MANAGEMENT AND POLLUTION CONTROL					
	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Supplementary Budget Estimates
	3310	3320	3330	3340	Grand Total
IMPLEMENTATION COSTS					
I. PERSONNEL COSTS					
Director, Waste Management & Pollution Control	86,734	54,209	54,209	54,209	249,359
WMPC Programme Assistant	10,051	6,282	6,282	6,282	28,898
Communications & Stakeholder Engagement Officer		110,860			110,860
GEF ISLANDS Project Manager	150,525				150,525
Hazardous Waste Management Adviser	69,705	43,566	43,566	43,566	200,402
Marine Pollution Adviser	49,720	31,075	31,075	31,075	142,946
Monitoring & Evaluation Specialist		126,561			126,561
PACPLAN, Marine Pollution Officer		112,185			112,185
PACWASTE Plus Project Manager	176,813				176,813
PacWaste+ Communications Officer	113,241				113,241
PacWaste+ Procurement and Finance Officer	115,163				115,163
PacWaste+ Project Technical Asst	38,147				38,147
PacWaste+ Regional Project Officer -	33,813				33,813
POLP Project Manager		165,364			165,364
Project Support Officer		35,044			35,044
Senior Project Officer		110,860			110,860
Solid Waste Management Adviser	50,467	34,099	34,099	34,099	152,765
Technical Waste Project Coordinator		168,076			168,076
Technical Waste Project Officer - Hazard Waste	111,921				111,921
Technical Waste Project Officer - Resource Recovery	114,599				114,599
Technical Waste Project Officer - Solid Waste	111,101				111,101
Total Personnel Costs	1,231,999	998,181	169,231	169,231	2,568,641
II. OPERATING COSTS					
Consultancies	1,158,000	5,016,225	37,200	69,700	6,281,125
Direct_Funding			400,000		400,000
Other	2,807,485	607,310	64,080	20,601	3,499,476
Travel	244,400	110,660			355,060
Workshop_and_Trainings	466,261	848,497		78,810	1,393,568
Total Operating Costs	4,676,146	6,582,692	501,280	169,111	11,929,229
III. CAPITAL EXPENDITURE					-
Grand Total	5,908,145	7,580,872	670,511	338,342	14,497,870
	3310	Minimised the adverse impacts of waste through environmentally sound life cycle management in accordance with agreed regional and international frameworks including Cleaner Pacific 2025			
	3320	Strengthened institutional mechanisms at all levels for waste management and pollution control			
	3330	Waste minimisation contributed to social and economic development of communities adopting mechanisms for resource recovery			
	3340	PICTs made evidence-based decisions using reliable waste and pollution information			

DETAILED BUDGET ANALYSIS FOR YEARS 2022 - By Targets						
ENVIRONMENTAL MONITORING & GOVERNANCE						
	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates
IMPLEMENTATION COSTS	4410	4420	4430	4440	4450	Grand Total
I. PERSONNEL COSTS						
Director, Environment Monitoring & Governance	61,885	35,363	35,363	35,363	35,363	203,337
EMG Programme Assistant	6,930	5,040	5,040	5,040	5,040	27,089
Coastal and Marine Ecosystems Adviser	7,114				7,114	14,227
Environmental Informations Systems Developer and Analyst - INFORM			116,828			116,828
Environmental Monitoring & Reporting Specialist, INFORM			102,750			102,750
Environmental Monitoring & Reporting Specialist-GIS, INFORM			124,783			124,783
Planning & Capacity Development Adviser	205,521					205,521
PNEA Technical Support Officer			31,539			31,539
Project Coordinator	133,595					133,595
Project Support Officer	36,591					36,591
Total Personnel Costs	446,443	61,335	702,747	61,335	68,449	1,376,901
II. OPERATING COSTS						
Consultancies	45,000	164,296	239,000		3,000	451,296
Direct_Funding		21,000				21,000
Other		29,500	8,600			38,100
Travel	33,260	114,000	97,600			244,860
Workshop_and_Trainings	8,790	25,410	107,016			141,216
Total Operating Costs	87,050	354,206	452,216	-	3,000	896,472
Grand Total	533,493	415,541	1,154,963	61,335	71,449	2,273,373
	4410	Strengthened national sustainable development planning and implementation systems through increased utilisation of the results of environmental development assessments such				
	4420	Strengthened national capacity for good environmental governance through improved awareness and implementation of policy legislation for international and regional				
	4430	Increased access to and use of environmental data and information to support planning, monitoring, reporting and decision making				
	4440	PICTs access to funding mechanisms strengthened including effective and efficient fund utilisation in the delivery required environment interventions				
	4450	Improved synergies between science, policy, and traditional knowledge for decision making at national level among SPREP Members				

DETAILED BUDGET ANALYSIS FOR YEARS 2023 - By Targets						
ENVIRONMENTAL MONITORING & GOVERNANCE						
	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Supplementary Budget Estimates
IMPLEMENTATION COSTS	4410	4420	4430	4440	4450	Grand Total
I. PERSONNEL COSTS						
Director, Environment Monitoring & Governance	72,981	41,704	41,704	41,704	41,704	239,795
EMG Programme Assistant	4,942	4,942	2,471	7,414	4,942	24,712
Coastal and Marine Ecosystems Adviser	7,612				7,612	15,224
Environmental Planning Officer	30,872	19,295	19,295	19,295	19,295	108,051
Planning & Capacity Development Adviser	141,796					141,796
Project Coordinator	103,921					103,921
Total Personnel Costs	393,234	65,941	63,469	68,412	73,553	664,609
II. OPERATING COSTS						
Consultancies	58,500	119,184	54,000		4,000	235,684
Direct_Funding		18,296				18,296
Other	10,674	25,468			7,430	43,572
Travel	15,000	25,700				40,700
Workshop_and_Trainings	68,460	119,933	7,000		6,000	201,393
Total Operating Costs	152,634	308,581	61,000	-	17,430	539,645
Grand Total	545,868	374,522	124,469	68,412	90,983	1,204,254
4410	Strengthened national sustainable development planning and implementation systems through increased utilisation of the results of environmental development assessments such as EIA, SEA and Spatial Planning					
4420	Strengthened national capacity for good environmental governance through improved awareness and implementation of policy legislation for international and regional commitments					
4430	Increased access to and use of environmental data and information to support planning, monitoring, reporting and decision making					
4440	PICTs access to funding mechanisms strengthened including effective and efficient fund utilisation in the delivery required environment interventions					
4450	Improved synergies between science, policy, and traditional knowledge for decision making at national level among SPREP Members					

Détails du budget de fonctionnement des services généraux – 2022

H

DETAILED BUDGET ANALYSIS FOR YEARS 2022 - By Targets																
EXECUTIVE MANAGEMENT AND CORPORATE SUPPORT																
IMPLEMENTATION COSTS	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates
I. PERSONNEL COSTS	5110	5120	5130	5210	5220	5230	5310	5320	5350	5410	5420	5510	5520	5530	Grand Total	
Director General								34,976		244,835	69,953					349,765
Deputy Director General - Governance and Operations	24,972	24,972	24,972	24,972	24,972	24,972	24,972	24,972		24,972	49,944					249,721
Deputy Director General - Technical Programmes				53,185		53,185				53,185	53,185					265,925
Director Finance and Administration							82,719		82,719		41,359					206,797
Director Human Resource												74,709	74,709	74,731		224,149
Ex Ass DG										32,363	10,220					42,583
Ex Ass DDG				4,915		4,915		4,915		4,915	13,106					32,765
Accountant								30,799		33,940						33,940
Administration and Systems Support Officer																30,799
Cleaner / Teaperson										14,510						14,510
Climate Change Finance Readiness Adviser											136,352					136,352
Communications Support Officer		27,025														27,025
Driver/Clerk										16,303						16,303
Executive Officer											91,000					130,100
Finance Officer										22,666						22,666
Financial Accountant										154,712						154,712
Groundsman										58,959	29,480					147,399
HR Assistant												9,113	9,113	9,116		27,342
Human Resources Officer												34,120	34,120	34,130		102,371
Information Resource Centre & Archives Manager	47,020		70,530													117,550
Internal Auditor										96,080	30,341					126,420
IT Manager	87,399		87,399													174,799
IT Networks & System Support Engineer																142,719
IT Support Officer										77,847						36,064
Knowledge Management Officer										22,178						22,150
Legal Counsel										11,075						188,992
Legal Officer											147,757					41,235
Manager, North Pacific Office (New and Reclassified)											14,244					14,244
Manager, Pacific Climate Change Centre											95,933					33,318
Manager, Project Coordination Unit											146,634					129,251
Media & Public Relations Officer																146,634
Monitoring and Evaluation Adviser		130,026														149,944
North Pacific Office, Technical and Liaison Officer				40,369			77,278			14,994						130,026
Outreach Support Officer		30,394														132,642
PCCC Finance & Administration Officer											27,589					30,394
PCCC Technical Adviser - KM & Brokerage											111,998					27,589
PCCC Technical Adviser - Science to Services											107,661					111,998
Procurement Officer										121,815						107,661
Project Accountant										179,760	44,940					121,815
Project Development and Implementation Officer																224,700
Project Development and Implementation Specialist																98,310
Project Implementation Officer																133,170
Property Services Officer																96,175
Records and Archives Assistant																35,434
Registry and Archives Officer	9,751		9,751													19,501
Senior HR Officer	22,269		9,544													31,812
Systems Developer & Analyst	81,050		54,034									37,639	37,639	37,651		112,929
Teaperson/Cleaner																135,084
Web Applications Developer Specialist	64,333		42,888													28,131
Total Personnel Costs	447,894	212,417	389,851	123,441	533,371	160,350	775,876	319,661	70,839	1,335,517	354,645	155,581	155,581	155,628		5,190,653
II. OPERATING COSTS																
Consultancies		7,000		30,000	70,000	10,887					25,000					142,887
Other	126,800	25,900	2,000	4,300	17,000	20,853	277,584	13,100			41,120	2,900	11,000			542,557
Travel	5,000	8,000		5,000	125,000	10,000					27,500	52,250				232,750
Workshop_and_Trainings	4,000			5,000	52,000	28,000					3,700	4,000				100,200
Total Operating Costs	135,800	40,900	2,000	44,300	264,000	69,740	277,584	16,600	-	97,320	59,150	11,000	-			1,018,394
III. CAPITAL EXPENDITURE	3,000		8,000	2,000		3,000	39,500	3,000		2,000						60,500
Grand Total	586,694	253,317	399,851	169,741	797,371	233,090	1,092,960	339,261	70,839	1,434,837	413,795	166,581	155,581	155,628		6,269,547
5120	SPREP and partners influenced positive change through integrated communications in Member countries															
5130	Quality of services delivered through improved interoperability of information and communications technology infrastructure in SPREP HQ and regional offices															
5210	Promoted the integration of programming approaches in collaboration with partners in addressing environmental management challenges															
5220	SPREP capacity enhanced as a Regional Implementing Entity (RIE) for climate change funding mechanisms as conduit for other environmental funding mechanisms (From O03.4)															
5230	Strengthened SPREP learning and outcomes reporting framework integrating organisational and environmental performance based on a results-focused policy for programme implementation															
5310	Balanced and sustainable budget achieved															
5320	Funds managed efficiently with transparency through effective financial, risk management and audit systems, integrated into programme management, monitoring, evaluation, and reporting systems.															
5350	Additional sources of sustainable financing managed															
5410	Strengthened SPREP partnerships based on mutually beneficial agreements with defined partner roles for sustained ownership															
5420	Strategic regional partnership engagements including international collaboration sustained with high-level engagements in various forum focused on the protection and safety of environment in the Pacific region (From O03.3)															
5510	Staff recruited and retained have the knowledge and skills contributing to effective and efficient achievements of SPREP Strategic Plan															
5520	Human resource capability and capacity strengthened through continuous professional development within an empowering professional workplace culture in a Pacific environment															
5530	Results-oriented culture empowered staff through collaborative teamwork															

Détails du budget de fonctionnement des services généraux – 2023

H

DETAILED BUDGET ANALYSIS FOR YEARS 2023 - By Targets																
EXECUTIVE MANAGEMENT AND CORPORATE SUPPORT																
	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Budget Estimates	Supplementary Budget
	5110	5120	5130	5210	5220	5230	5310	5320	5350	5410	5420	5510	5520	5530	Estimates	
															Grand Total	
IMPLEMENTATION COSTS																
I. PERSONNEL COSTS																
Director General								34,208		239,455	68,416				342,078	
Deputy Director General	24,000	24,000	24,000	24,000	24,000	24,000		24,000		24,000	48,000				239,999	
Ex Ass DDG				5,491		5,491				5,491	14,642				36,604	
Ex Ass DG										30,581	9,657				40,239	
Administration and Systems Support Officer					31,795										31,795	
Communication and Outreach Adviser		136,841													136,841	
Accountant								35,369							35,369	
Communications Support Officer		29,070													29,070	
Director Finance and Administration								95,647	47,824						239,119	
Director Human Resource												81,939	81,939	81,963	245,841	
Driver/Clerk								21,450							21,450	
Executive Officer										110,016	29,166				139,182	
Finance and Administration Assistant								26,962							26,962	
Finance Officer								22,795							22,795	
Finance Officer								156,198							156,198	
Financial Accountant								57,032	28,516						142,581	
Groundsman								31,610							31,610	
HR Assistant												8,592	8,592	8,595	25,779	
Human Resources Officer												50,984	50,984	50,999	152,968	
Information Resource Centre & Archives Manager	54,363		81,544												135,907	
Internal Auditor										86,323	27,260				113,583	
IT Manager	85,423		85,423												170,846	
IT Networks & System Support Engineer	92,156		74,320												166,476	
IT Support Officer	57,549		14,461												72,010	
Knowledge Management Officer	12,454		12,454												24,909	
Legal Counsel										177,221	48,333				225,554	
Legal Officer										14,580	14,580				29,161	
Manager, North Pacific Office (New and Reclassified)					142,077					50,687	14,710				65,398	
Manager, Project Coordination Unit															142,077	
Media & Public Relations Officer		100,456													100,456	
Monitoring and Evaluation Adviser				32,735		78,863		15,302							126,900	
Outreach Support Officer		24,154													24,154	
Procurement Officer								180,807							180,807	
Project Accountant								79,247	201,353						280,599	
Project Development and Implementation Officer					91,757										91,757	
Project Development and Implementation Specialist					150,642										150,642	
Project Implementation Officer					96,540		36,211								96,540	
Property Services Officer															36,211	
Records and Archives Assistant	10,723		10,723												21,445	
Registry and Archives Officer	20,930		8,970												29,899	
Senior HR Officer												47,367	47,367	47,381	142,114	
Systems Developer & Analyst	76,681		51,121												127,801	
Teaperson/Cleaner							27,379								27,379	
Web Applications Developer Specialist	72,295		48,197												120,492	
Total Personnel Costs	506,574	314,520	411,212	62,225	536,811	108,353	770,708	433,033	76,340	738,354	274,764	188,882	188,882	188,938	4,799,597	
II. OPERATING COSTS																
Consultancies		7,000		30,000	70,000	10,887									117,887	
Other	126,800	25,900	2,000	4,300	17,000	15,803	537,977	36,100		46,120	2,900	17,000			831,900	
Travel	5,000	8,000		5,000	125,000	10,000				50,000	73,750				276,750	
Workshop_and_Trainings	5,000			5,000	52,000	26,000		3,500		3,700	4,000				99,200	
Other							45,860								45,860	
Total Operating Costs	136,800	40,900	2,000	44,300	264,000	62,690	583,837	39,600	-	99,820	80,650	17,000	-	-	1,371,597	
III. CAPITAL EXPENDITURE	1,500		6,000			2,000	24,500	1,000							35,000	
Grand Total	644,874	355,420	419,212	106,525	800,811	173,043	1,379,045	473,633	76,340	838,174	355,414	205,882	188,882	188,938	6,206,194	
5110	Knowledge shared across Member countries through optimised management and access to reliable information systems															
5120	SPREP and partners influenced positive change through integrated communications in Member countries															
5130	Quality of services delivered through improved interoperability of information and communications technology infrastructure in SPREP HQ and regional offices															
5210	Promoted the integration of programming approaches in collaboration with partners in addressing environmental management challenges															
5220	SPREP capacity enhanced as a Regional Implementing Entity (RIE) for climate change funding mechanisms as conduit for other environmental funding mechanisms (From OO3.4)															
5230	Strengthened SPREP learning and outcomes reporting framework integrating organisational and environmental performance based on a results-focused policy for programme implementation															
5310	Balanced and sustainable budget achieved															
5320	Funds managed efficiently with transparency through effective financial, risk management and audit systems, integrated into programme management, monitoring, evaluation, and reporting															
5350	Additional sources of sustainable financing managed															
5410	Strengthened SPREP partnerships based on mutually beneficial agreements with defined partner roles for sustained ownership															
5420	Strategic regional partnership engagements including international collaboration sustained with high-level engagements in various forum focused on the protection and safety of environment in															
5510	Staff recruited and retained have the knowledge and skills contributing to effective and efficient achievements of SPREP Strategic Plan															
5520	Human resource capability and capacity strengthened through continuous professional development within an empowering professional workplace culture in a Pacific environment															
5530	Results-oriented culture empowered staff through collaborative teamwork															





